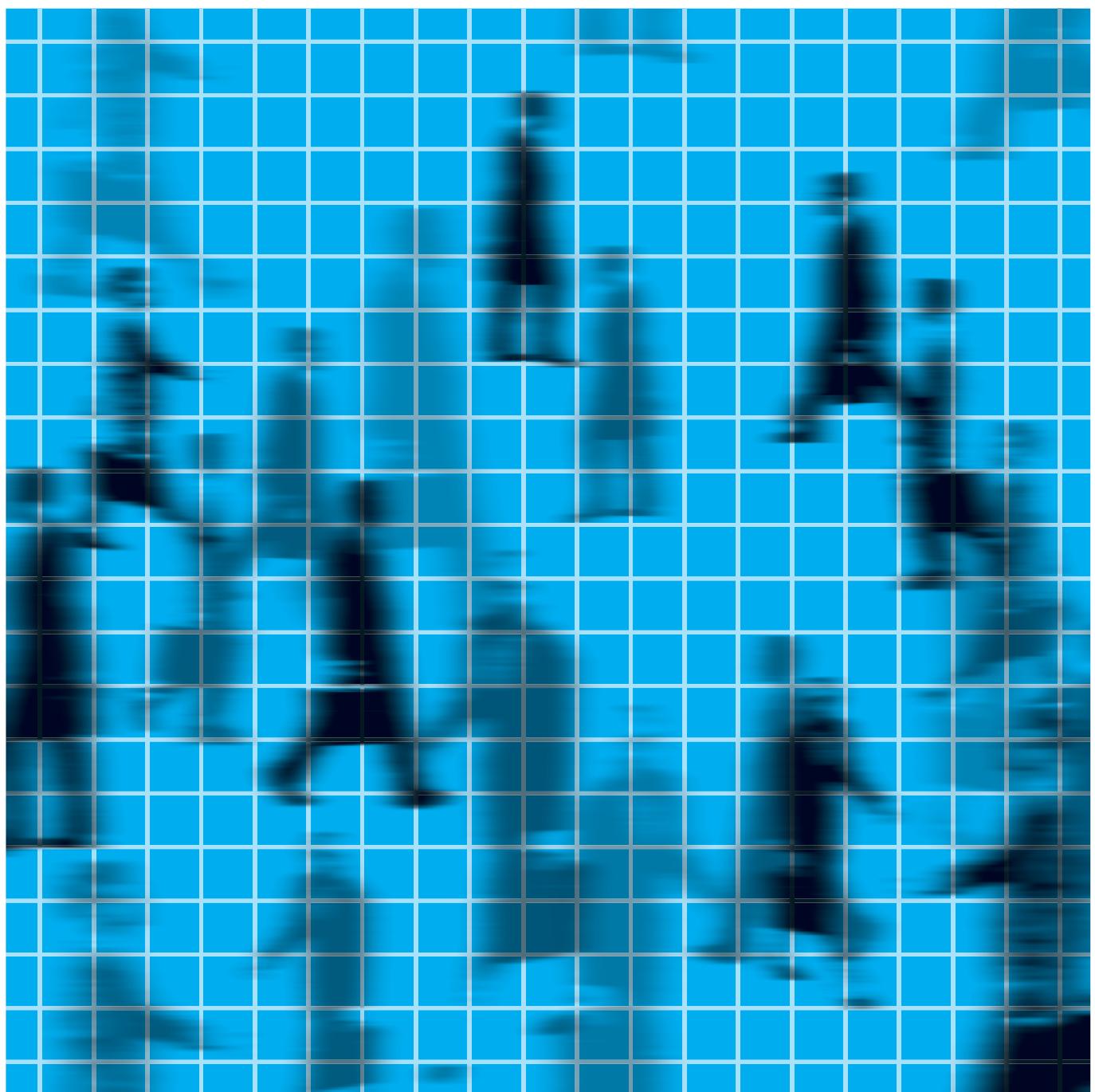


Indicateurs du marché du travail 2009



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Statistik BFS

Neuchâtel, 2009

La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et produits généraux
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Vie active et rémunération du travail
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

Indicateurs du marché du travail

2009

Rédaction Anouk Bläuer Herrmann, Elisabetta Capezzali,
André Farine, Stefan Kreis, Valérie Lässig, Thierry Murier,
Silvia Perrenoud, Francis Saucy

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Concept et réalisation:	Anouk Bläuer Herrmann, Elisabetta Capezzali, André Farine, Stefan Kreis, Valérie Lässig, Thierry Murier, Silvia Perrenoud, Francis Saucy, OFS
Complément d'information:	Valérie Lässig, Sandra Siegenthaler, Section travail et vie active, OFS tél. 032 713 64 00, info.arbeit@ bfs.admin.ch Didier Calcagni, Rahel Péter-Contesse, Section salaires et conditions de travail, OFS, tél. 032 713 64 29, lohn@ bfs.admin.ch
Diffusion:	Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel tél. 032 713 60 60 / fax 032 713 60 61 / e-mail: order@ bfs.admin.ch
Numéro de commande:	206-0902
Prix:	22 francs (TVA excl.)
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	3 Vie active et rémunération du travail
Rythme de parution:	Annuel
Langue du texte original:	Français
Page de couverture:	Roland Hirter, Berne
Graphisme/Layout:	OFS
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2009 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISBN:	978-3-303-03237-4

Table des matières

1	Introduction	7
2	Résultats commentés	9
3	Définitions	27
3.1	Notions liées aux personnes	29
3.2	Notions liées aux places de travail	31
3.3	Notions économiques	33
3.4	Notions liées au temps de travail	34
3.5	Notions liées aux mouvements sur le marché du travail	35
3.6	Notions liées à la rémunération du travail	36
3.7	Taux divers	38
3.8	Concepts de population et de couverture statistique	40
3.9	Grandes régions	41
4	Sources statistiques	43
4.1	Le système des statistiques suisses du marché du travail	44
4.2	L'enquête suisse sur la population active (ESPA)	47
4.3	La statistique de la population active occupée (SPAO)	49
4.4	La statistique de l'emploi (STATEM)	51
4.5	Comparaisons entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi	52
4.6	La statistique des frontaliers (STAF)	53
4.7	La statistique du volume du travail (SVOLTA)	54
4.8	La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	55
4.9	Comparaisons entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	56
4.10	La statistique des personnes sans emploi (SPSE)	57
4.11	La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)	58
4.12	Comparaisons entre la statistique des personnes sans emploi et la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie	59
4.13	Comptes globaux du marché du travail (CMT)	60
4.14	L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	62
4.15	Comparaisons des données salariales de l'ESS et de l'ESPA	63
4.16	La statistique de l'évolution des salaires (ISS)	64
4.17	L'enquête sur les accords salariaux (EAS)	65
4.18	L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	66
	Tableaux 2009	67

Abréviations

BIT	Bureau international du Travail	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CCT	Conventions collectives de travail	ODM	Office fédéral des migrations
CMT	Comptes globaux du marché du travail	OFS	Office fédéral de la statistique
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères	ORP	Offices régionaux de placement
DNT	Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	OSNM	Office suisse de la navigation maritime
EAS	Enquête sur les accords salariaux	SYMIC	Système d'information central sur la migration
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse	REE	Registre des entreprises et des établissements
ESPA	Enquête suisse sur la population active	RE	Recensement des entreprises
ESPOP	Statistique de l'état annuel de la population	RFP	Recensement fédéral de la population
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires	SCN	Système de Comptabilité Nationale
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes	seco	Secrétariat d'Etat à l'économie
ISS	Indice suisse des salaires	SPAO	Statistique de la population active occupée
LOK	Enquête d'octobre sur les salaires et traitements	SPSE	Statistique des personnes sans emploi
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques	STAF	Statistique des frontaliers
		STATEM	Statistique de l'emploi
		SVOLTA	Statistique du volume du travail

1 Introduction

Les thèmes liés au marché du travail font très souvent l'objet de débats politiques animés, tant au Parlement fédéral que chez tout un chacun, en famille ou entre amis. On croit parfois – à tort – que les statistiques du marché du travail se résument aux indicateurs du chômage et que ces derniers suffisent à dépeindre la situation de l'emploi. Or, le marché du travail s'avère bien plus complexe que cela et seul le recours à de nombreux autres indicateurs statistiques permet de s'en faire une représentation satisfaisante.

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent.

Que faut-il comprendre sous la notion d'indicateurs du marché du travail ? Nous utilisons ici ce terme pour qualifier les instruments de mesure qui permettent d'observer régulièrement la situation sur le marché du travail et son évolution. Ces indicateurs sont entre autres nécessaires pour identifier certains problèmes ou déséquilibres ou pour évaluer l'impact de mesures prises dans le cadre de la politique de l'emploi. Par ailleurs, ce sont eux qui peuvent servir de base à l'établissement de scénarios ou de prévisions à plus ou moins long terme.

Les indicateurs présentés dans cette publication sont fournis par:

- quatre enquêtes auprès des établissements
 - *la statistique de l'emploi*
 - *l'enquête suisse sur la structure des salaires*
 - *l'enquête sur les accords salariaux couverts par les conventions collectives de travail*
 - *l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse*
 - et trois statistiques basées sur des données administratives
 - *la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie*
 - *la statistique de l'évolution des salaires*
 - *la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises*
- Le chapitre 2 propose différents commentaires sur la situation du marché du travail pour la période 2003–2008 ainsi que sur les perspectives pour l'année 2009. Les résultats commentés y sont illustrés par de nombreux graphiques. Le chapitre 3 passe en revue les définitions les plus fréquemment utilisées dans les statistiques du marché du travail, alors que le chapitre 4 a pour objet la description des aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Finalement l'ensemble des indicateurs sont présentés sous la forme de tableaux dans la dernière partie de la publication.
- cinq statistiques de synthèse (statistiques qui combinent différentes sources)
 - *la statistique de la population active occupée*
 - *la statistique du volume du travail*
 - *la statistique des personnes sans emploi*
 - *les comptes globaux du marché du travail*
 - *la statistique des frontaliers*
 - une enquête auprès des ménages
 - *l'enquête suisse sur la population active*

2 Résultats commentés

2003–2008: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Les années 2003 à 2008 marquent la fin de la période de faible conjoncture amorcée en 2001 et le retour à une période de croissance. La très bonne tenue des principaux indicateurs du marché du travail à partir de 2006 témoigne de la vitalité retrouvée de l'économie suisse: le nombre d'actifs occupés, le nombre d'emplois et le volume total des heures travaillées progressent sensiblement, le niveau de chômage se réduit fortement et les immigrations de main-d'œuvre continuent de dépasser largement les émigrations. Dans ce contexte favorable, les salaires progressent en termes réels de 2,8% sur l'ensemble de la période 2003–2008, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 0,5%. Les premiers signaux d'un nouveau ralentissement économique apparaissent toutefois dès la deuxième partie de l'année 2008.

L'activité professionnelle progresse fortement entre juin 2003 et juin 2008: selon les enquêtes auprès des ménages, le marché du travail enregistre en cinq ans un gain de 349'000 actifs occupés (+8,4%) et les informations collectées auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire indiquent un gain de 308'000 emplois (+8,4%). L'intensité de la croissance de l'emploi varie toutefois durant la période sous revue: la timide reprise conjoncturelle à partir du 2^e trimestre 2003 ne se répercute pas immédiatement sur le marché du travail. Entre juin 2003 et juin 2005, tant le nombre de personnes actives occupées que le nombre d'emplois n'augmentent que faiblement (tous les deux +0,9% en l'espace de deux ans) et le taux de sans-emploi croît encore légèrement (4,4% en juin 2005 contre 4,1% deux ans plus tôt). Malgré la faible progression de l'activité durant ces deux années, la pression migratoire reste élevée, avec des excédents migratoires de 26'000 personnes actives en 2004 et de 29'000 personnes actives en 2005.

Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance économique au cours du 2^e semestre de 2005 que les effets se font réellement ressentir sur le marché du travail: entre le 2^e trimestre 2005 et le 2^e trimestre 2008, le nombre de personnes actives occupées croît de 7,5% et le nombre d'emplois dans les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire de 7,4%. Le taux de sans-emploi baisse quant à lui de 1,1 point de pour cent en trois ans, atteignant un seuil en juin 2008 (3,3%). Ce niveau reste toutefois bien en-dessous du plancher atteint lors de la précédente période de croissance (2,5% en juin 2001).

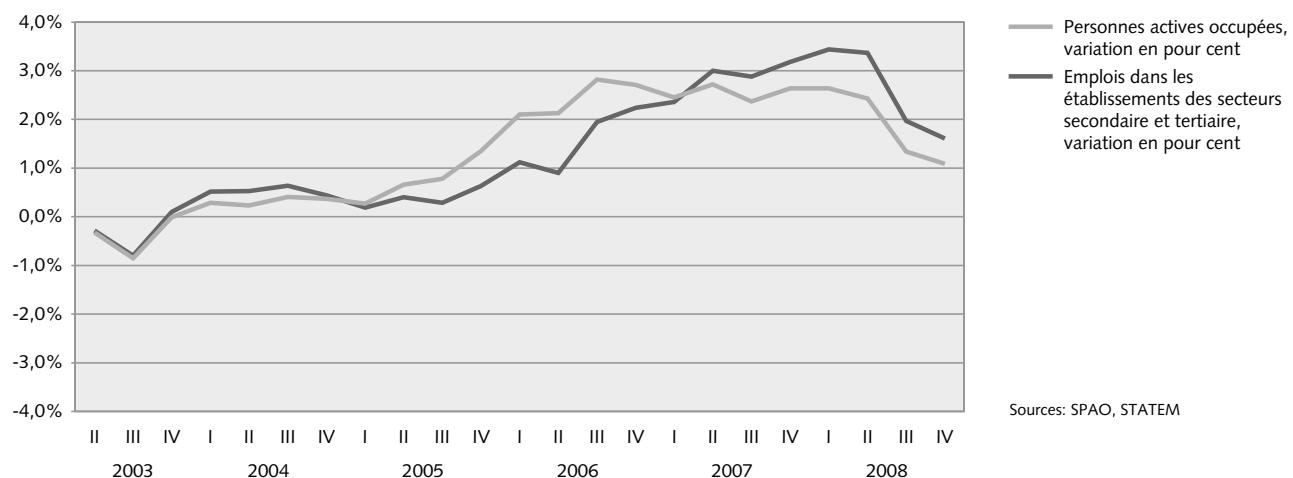
Pour les deux derniers trimestres de l'année 2008, les principaux indicateurs du marché du travail annoncent déjà un nouveau ralentissement: le rythme annuel de progression du nombre d'emplois et du nombre de personnes actives occupées ralentit fortement. A la fin de l'année 2008, le nombre d'actifs occupés n'augmente plus que de 1,1% et celui des emplois de 1,6% par rapport à un an auparavant. Le taux de sans-emploi remonte à 3,7% à fin décembre 2008.

Sur un plan structurel, la période 2003–2008 se caractérise à nouveau par un fort développement de l'activité à temps partiel: en juin 2008, 1,466 million de personnes occupent un poste à temps réduit, soit environ une personne active occupée sur trois. Ce nombre est en augmentation de 14,7% par rapport à juin 2003 (1,278 million). Le nombre d'actifs occupés à plein temps est aussi en progression notable (+5,6% à 3,040 millions en juin 2008). Ce glissement vers le temps partiel n'empêche pas le volume total des heures effectives de travail de progresser entre 2003 et 2007 (+6,2%). Cette augmentation des heures travaillées s'explique principalement par la progression du nombre de postes de travail, mais aussi par une hausse du volume d'heures supplémentaires (+7,0%).

En 2008, les salaires réels enregistrent un recul de 0,4% sous l'effet conjugué d'une hausse des salaires nominaux à 2,0% et d'une inflation marquée de 2,4%. En 2007 par contre le pouvoir d'achat des salaires progressait de 0,9% grâce à une inflation relativement faible à 0,7% et à une progression nominale de 1,6%. Sur les années 2004 à 2006, la croissance des salaires réels oscille autour de la valeur nulle.

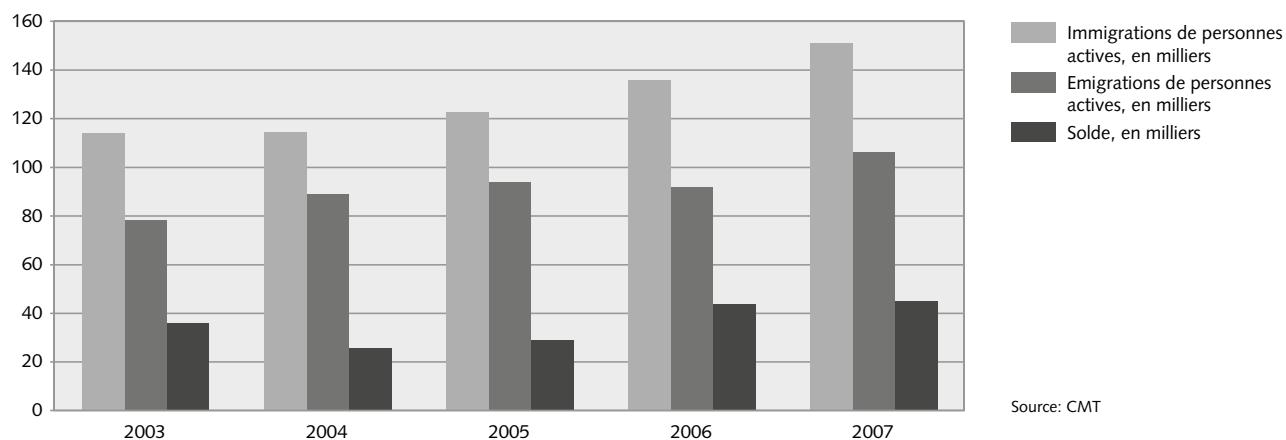
2003–2008: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, juin 2003 – décembre 2008



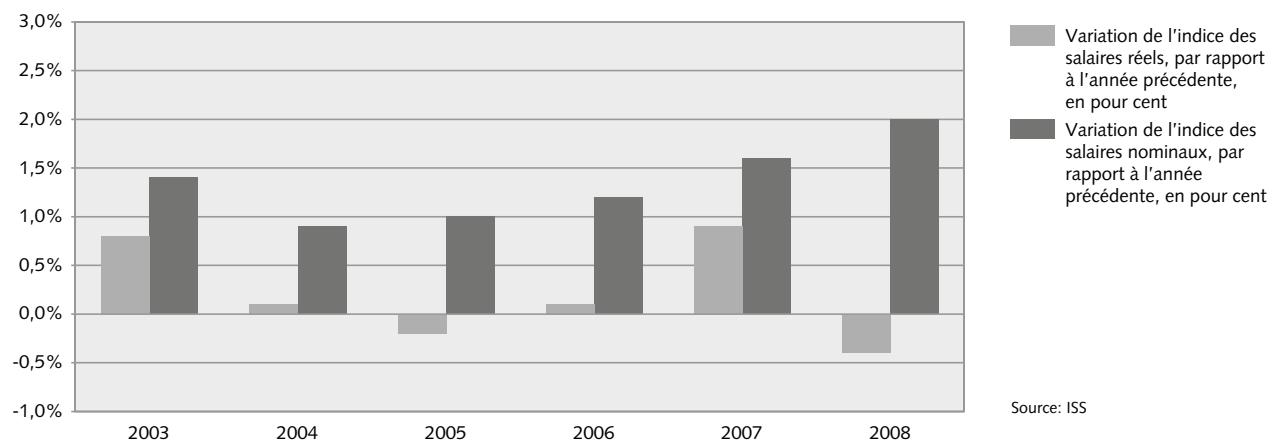
Sources: SPAO, STATEM

Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2003–2007



Source: CMT

Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2003–2008



Source: ISS

© Office fédéral de la statistique (OFS)

2003–2008: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

En 2003, le marché du travail se caractérise par une offre de travail excédentaire. Le timide regain de croissance au début de la période sous revue n'a pas d'impact immédiat sur la demande de travail: jusqu'en 2005, le niveau de l'emploi ne progresse que de façon marginale et le nombre de personnes sans emploi reste élevé. Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance à partir de la fin de l'année 2005 que la tendance s'inverse. Les entreprises augmentent leurs effectifs et le chômage diminue de manière significative. Dès le milieu de l'année 2008, la croissance de la demande de travail fléchit et les indicateurs de prévision de l'évolution de l'emploi à court terme relevés auprès des entreprises présentent les premiers signaux d'un refroidissement.

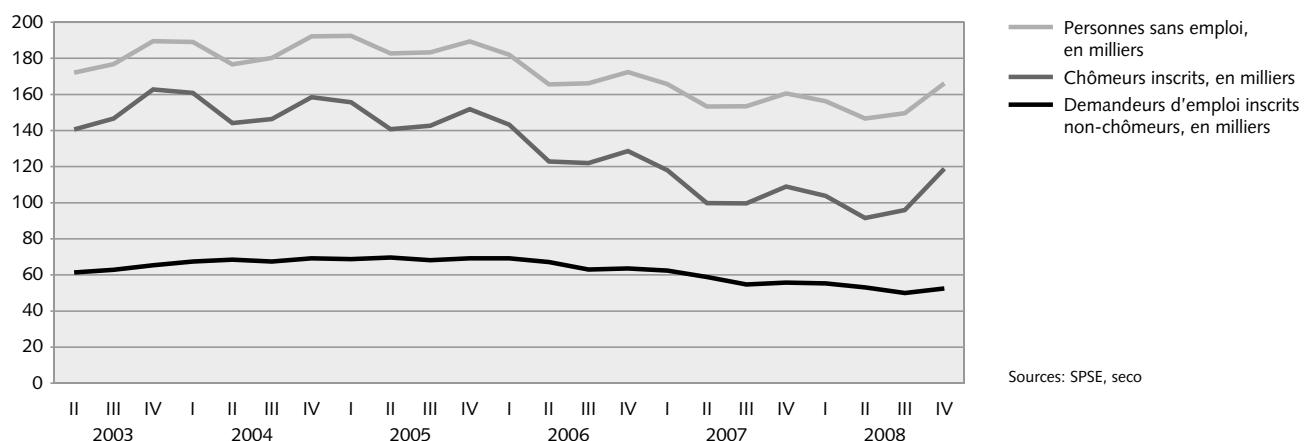
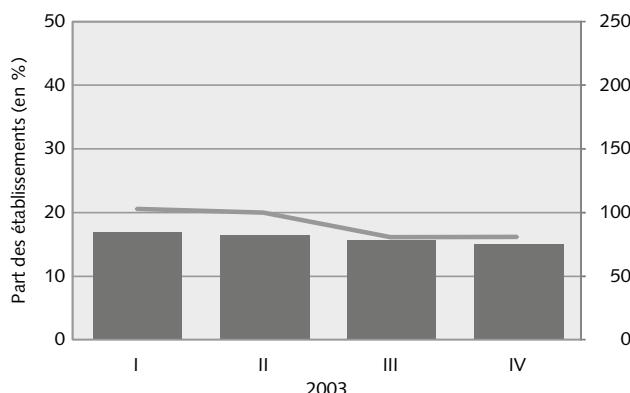
Conséquence de deux années de mauvaise conjoncture, la situation sur le marché suisse du travail est tendue au début de la période sous revue: en juin 2003, tant le nombre de personnes sans emploi que le nombre de personnes inscrites auprès d'un office régional de placement ont atteint des niveaux élevés (172'000 respectivement 140'000 personnes). Du côté des entreprises, l'indice des places vacantes atteint un de ses niveaux les plus bas (100 points). Les indicateurs de pénurie de main-d'œuvre sont faibles pour tous les niveaux de qualification. La part d'établissements déclarant manquer de personnel qualifié n'est plus que de 16,5% contre près de 40% sur la fin de la précédente période de croissance (début de l'année 2001).

Le retour d'une croissance modérée dès le 2^e trimestre 2003 n'a pas de répercussions immédiates sur le marché du travail: entre le 3^e trimestre 2003 et le 3^e trimestre 2005, l'indice des places vacantes évolue entre 80 et 120 points et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi n'excède jamais 1,02 point. Cette absence de dynamisme se reflète aussi dans les données du chômage qui n'affichent aucun recul, le taux de sans-emploi (4,4%) étant en juin 2005 même légèrement supérieur à celui de juin 2003 (4,1%). L'augmentation du volume des heures supplémentaires à 174 millions d'heures en 2003, puis à 176 millions en 2005 montre que, durant cette période, les entreprises préfèrent profiter au maximum des capacités existantes plutôt que d'augmenter leurs effectifs. Le volume d'heures supplémentaires représente l'équivalent de quelques 90'000 emplois à plein temps. Il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une meilleure répartition du travail. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et des décalages subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des personnes sans emploi.

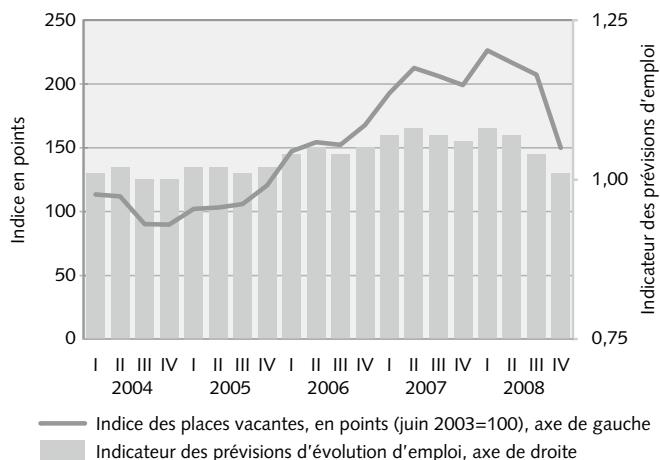
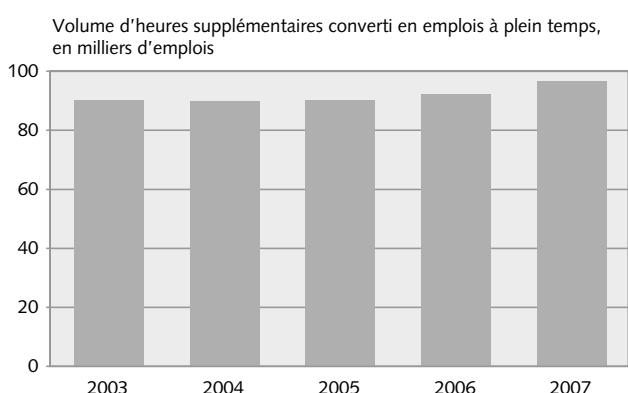
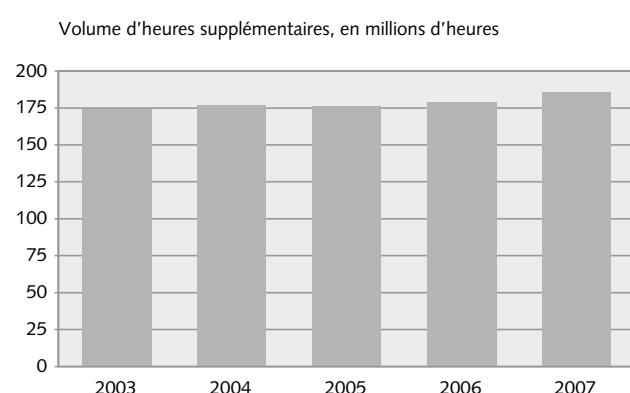
L'accélération de la croissance économique perceptible dès la fin de l'année 2005 apporte enfin un changement dans l'orientation des indicateurs du marché du travail. Le chômage se réduit sensiblement, même s'il se maintient à un niveau plus élevé qu'au cours de la précédente période de croissance (1998 à 2001). Entre juin 2005 et juin 2007, le nombre de sans-emploi passe de 183'000 à 153'000 et le nombre de chômeurs inscrits redescend de façon temporaire sous la barre des 100'000, ceci pour la première fois depuis presque 5 ans. Quant aux demandeurs d'emploi non-chômeurs (personnes avec gain intermédiaire et personnes en programme d'emploi temporaire ou en programme de reconversion et de perfectionnement), après avoir atteint un pic à 70'000 en juin 2005, leur nombre redescend à 53'000 deux ans plus tard. Parallèlement, la demande de travail se renforce. L'indice des places vacantes augmente progressivement pour atteindre 213 points en juin 2007, soit son niveau le plus haut depuis 6 ans. Il reste toutefois assez éloigné du niveau record atteint au milieu de l'an 2000 (284 points). Avec 1,08 point en juin 2007, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi atteint quant à lui son plus haut niveau depuis son introduction au 1^{er} trimestre 2004.

Dès le milieu de l'année 2008, la croissance de la demande de travail commence à fléchir: en juin 2008, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi est déjà légèrement inférieur au niveau atteint en juin 2007 (1,07 point contre 1,08 point) et l'indice des places vacantes n'est que d'à peine 4 points plus élevé (217 points contre 213 points).

2003–2008: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

Personnes sans emploi, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, juin 2003 – décembre 2008**Indice des places vacantes (en points) et part des établissements en pénurie de main-d'œuvre qualifiée* (en pour cent), mars 2003 – décembre 2003**

* la part des établissements en pénurie de main-d'œuvre n'est plus calculée à partir du 1^{er} trimestre 2004

Indice des places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, en points, mars 2004 – décembre 2008**Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et leur équivalent en emplois à plein temps*, 2003–2007**

* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

© Office fédéral de la statistique (OFS)

2003–2008: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

L'emploi continue de se féminiser entre 2003 et 2008, l'activité féminine progressant toujours plus fortement que celle des hommes. La tertiarisation de l'économie et le développement du travail à temps partiel contribuent à cette évolution. En effet, cinq femmes actives occupées sur six travaillent dans le secteur des services et plus d'une femme active occupée sur deux travaille à temps partiel. Même si aujourd'hui la majorité des hommes exercent aussi leur activité dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. La bonne conjoncture dans ce secteur entre le milieu de l'année 2005 et la fin de 2007 profite ainsi particulièrement aux hommes. Malgré une présence accrue sur le marché du travail, les femmes restent confrontées, tant en termes de chômage que de salaires, à des conditions généralement moins favorables que les hommes.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et hommes sans emploi confondus) progresse de 6,0% (2,541 millions en juin 2008) alors que le nombre de femmes présentes sur le marché du travail augmente de 9,3% (2,112 millions de femmes actives en juin 2008). Ces dernières voient ainsi leur part au sein de la population active croître de près d'un point de pour cent, passant de 44,6% à 45,4% en l'espace de cinq ans. Si les hommes ont bénéficié de la haute conjoncture dans le secteur secondaire durant deux ans et demi au cours de la période sous revue, les femmes poursuivent la progression régulière observée depuis de nombreuses années. Outre une conjoncture favorable, le fait de mener de plus en plus souvent de front activité professionnelle et vie de famille explique cette évolution.

La place toujours plus importante qu'occupe le travail à temps partiel dans notre société contribue au développement de l'activité des femmes (et inversement). En juin 2008, 56,9% des femmes travaillent à temps partiel contre 55,9% en juin 2003. Chez les hommes, le travail à temps partiel touche à peine un peu plus d'un homme sur dix mais progresse légèrement (12,6% en juin 2008 contre 10,7% 5 ans plus tôt). La distribution très inégale du temps partiel explique que les femmes ne contribuent que pour un peu plus du tiers du volume total des heures effectives de travail (36,5% en 2007).

La tertiarisation de l'économie est un autre élément qui favorise l'essor de l'activité des femmes. En effet, c'est dans le secteur tertiaire que travaillent plus de cinq femmes actives occupées sur six, soit 85,4% en juin 2008. Seules 11,8% d'entre elles sont occupées dans le secondaire et 2,8% dans le primaire. Si les hommes travaillent eux aussi majoritairement dans le secteur des services (62,2%), comparativement aux femmes ils restent fortement présents dans le secteur secondaire (32,7%). Enfin, 5,0% d'entre eux sont actifs dans le secteur primaire.

Au début de la période sous revue et suite à deux années de ralentissement économique, le niveau de sans-emploi est élevé tant chez les hommes (3,8% des hommes actifs en juin 2003) que chez les femmes (4,5%). Malgré le retour d'une croissance modérée, ces taux vont rester élevés durant 2 ans, progressant même chez les femmes (juin 2005: 5,1%). A partir du milieu de 2005, l'accélération de la croissance profite davantage aux hommes: leur taux de sans-emploi tombe à 2,7% en juin 2008

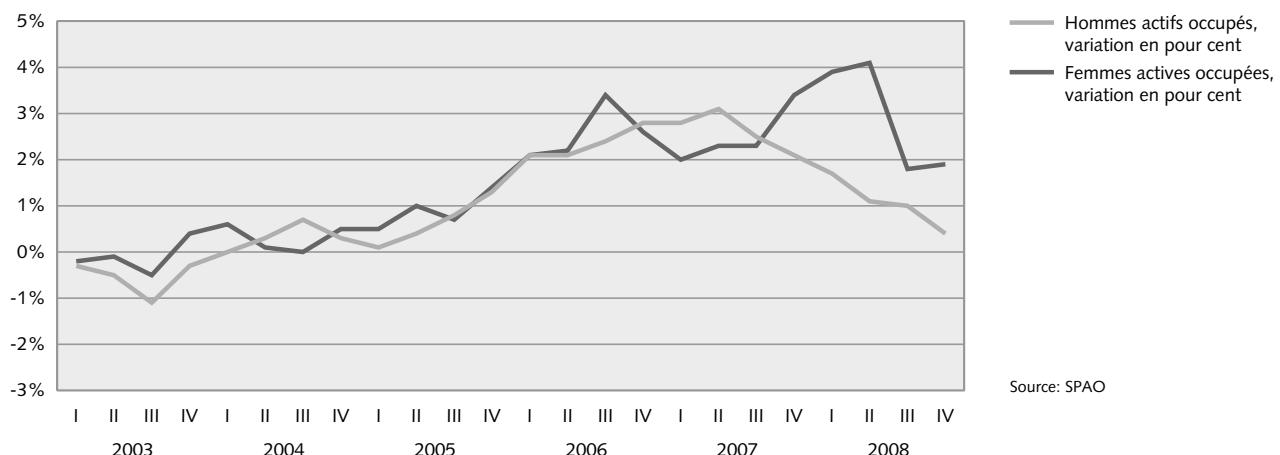
mais ne descend pas en dessous de 4,0% chez les femmes. Pour comprendre l'évolution différente du chômage entre les sexes, il est utile de distinguer chômage frictionnel, structurel et conjoncturel. Le chômage frictionnel (conséquence du temps nécessaire pour trouver un travail après une période d'inactivité ou après la perte imprévue d'un emploi) reste plus élevé chez les femmes; celles-ci sont en effet plus nombreuses que les hommes à réintégrer le marché du travail après avoir cessé leur activité professionnelle pour se consacrer à leur famille. Sur le plan du chômage structurel (conséquence des décalages entre compétences offertes et demandées et du manque de mobilité géographique des chômeurs), les femmes semblent également moins bien loties que les hommes : elles présentent en moyenne un niveau de formation moins élevé, peinent parfois à faire valoir leurs compétences après une pause familiale et sont souvent liées à la région dans laquelle travaille leur conjoint. En raison de leur forte présence dans le secteur secondaire (industrie et construction), les hommes sont par contre moins bien lotis en regard du chômage conjoncturel (conséquence de l'évolution du cycle économique). Le secteur secondaire réagit en effet plus rapidement aux coups de frein conjoncturels (comme au début de la période sous revue) que le secteur des services. Il est par contre généralement le premier à retrouver de la vigueur lors de phases de reprise économique (ce qui a été le cas en 2005).

Avec un salaire brut standardisé médian de 6076 francs par mois en 2006, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 4926 francs soit 18,9% de moins. La différence diminue cependant, puisqu'elle était encore de 22,9% dix ans plus tôt. Etant donné l'élévation continue du niveau de formation des femmes et leur accès de plus en plus fréquent à des postes à responsabilités, cette réduction de l'écart salarial devrait se poursuivre.

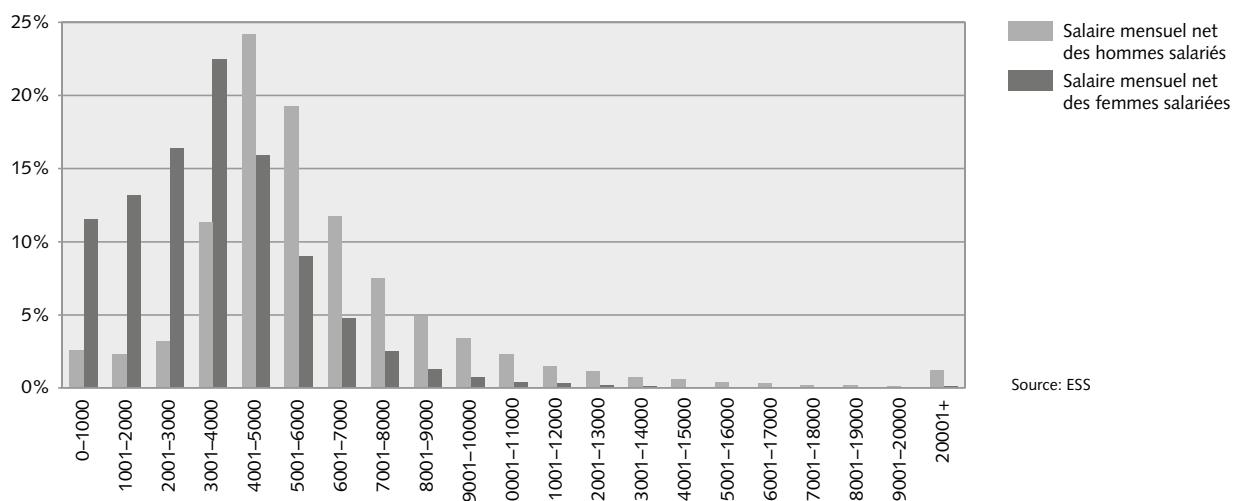
La progression plus soutenue de l'indice des salaires des femmes s'inscrit dans une tendance de long terme observée depuis le milieu des années 1960. Toutefois, cette croissance plus élevée reste à relativiser puisque le calcul de variation se base sur des salaires féminins globalement moins élevés que ceux des hommes. Sur les six années de 2003 à 2008, l'accroissement annuel moyen des salaires réels s'élève à 0,3% pour les femmes et à 0,2% pour les hommes.

2003–2008: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

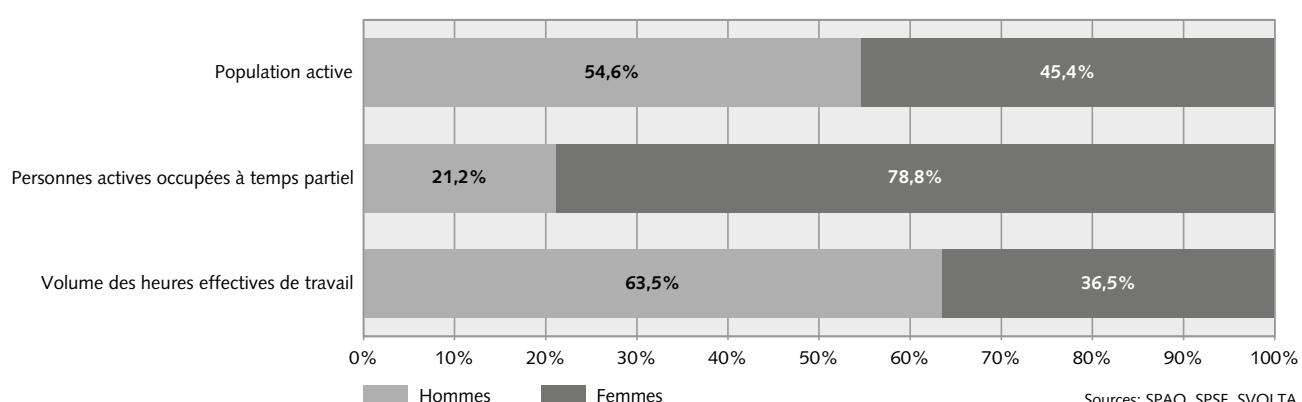
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, mars 2003 – décembre 2008



Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2006



Répartition hommes/femmes de la population active (juin 2008), des personnes actives occupées à temps partiel (juin 2008) et du volume des heures effectives de travail (2007), en pour cent



2003–2008: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de travailleurs étrangers. Entre 2003 et 2008, la progression du nombre de personnes actives de nationalité étrangère est presque deux fois et demie plus élevée que celle du nombre de travailleurs suisses. La différence serait encore nettement plus marquée sans les naturalisations. Sur l'ensemble de la période, les taux de sans-emploi des étrangers restent cependant de deux à trois fois plus élevés que ceux des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre de travailleurs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers sans emploi confondus) progresse près de deux fois et demie plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+13,2% à 1,271 million contre +5,5% à 3,382 millions). La hausse de la population étrangère est particulièrement importante à partir du 2^e semestre 2006. Elle est le reflet d'une immigration très soutenue de main d'œuvre étrangère: sur l'ensemble de la période 2003–2007, le nombre de travailleurs immigrant en Suisse excède de 205'000 personnes celui de ceux qui quittent le pays. Outre l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne en juin 2002 et sa mise en œuvre par étapes, la conjoncture économique positive contribue à expliquer ce fort mouvement migratoire. Les migrations de personnes actives de nationalité suisse se soldent par contre par un bilan négatif de 26'000 personnes actives sur cinq ans.

Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2003 à 2007, quelque 108'000 personnes actives étrangères obtiennent la nationalité suisse. Sans ces changements de nationalité, les effectifs de main-d'œuvre étrangère auraient augmenté de 22,8% entre 2003 et 2008, alors que la population active suisse ne se serait accrue que de 2,1%. En 2008, la part d'étrangers dans la population active s'élève à 27,3% contre 25,9% cinq ans plus tôt.

Parmi les Suisses présents sur le marché du travail en juin 2008, 3,298 millions occupent une place de travail tandis que 83'000 sont sans emploi. Les Suisses atteignent ainsi un taux de sans-emploi de 2,5%, soit un niveau inférieur à celui de 2003 (2,9%). La situation des étrangers reste moins favorable: en juin 2008, 1,207 million sont actifs occupés, alors que 63'000 sont sans emploi. Le taux de sans-emploi s'élève à 6,0% dans la population active étrangère, contre 8,4% en juin 2003. Les étrangers demeurent plus exposés au risque du chômage, d'une part en raison du fait qu'un nombre relativement important d'entre eux n'ont pas achevé d'autre formation après l'école obligatoire (28,7% contre 12,5% des Suisses), d'autre part à cause de leur forte représentation dans le secteur secondaire, secteur particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture. Dans ce secteur, la part représentée par la main-d'œuvre étrangère s'élève à plus d'un tiers (36,0% en juin 2008), alors que dans le tertiaire, celle-ci ne s'élève qu'à 24,7%; dans le secteur primaire, seul un travailleur sur dix (11,3%) est étranger. Les travailleurs étrangers occupent pour la plupart un emploi salarié (95,7%; Suisses: 86,5%). Seuls 4,3% exercent une activité en tant qu'indépendant ou comme collaborateur d'une entreprise ou exploitation familiale. Différents facteurs expliquent cet écart, parmi lesquels des questions d'intégration et l'impossibilité de reprendre une

entreprise familiale pour les étrangers de la 1^{re} génération. De plus, la part des personnes de moins de 40 ans est plus importante dans la population étrangère que chez les Suisses (la classe d'âges de 40 à 64 ans compte une proportion d'indépendants nettement plus élevée que dans les autres classes d'âges).

Entre juin 2003 et juin 2008, la part de personnes travaillant à temps partiel s'inscrit en légère hausse pour les Suisses (+2,2 points de pour cent) comme pour les étrangers (+1,4 point de pour cent). Ce mode de travail reste toutefois moins répandu chez les femmes étrangères que chez celles de nationalité suisse puisqu'au milieu de l'année 2008, les travailleuses étrangères ne sont que 43,5% à exercer une activité à temps réduit, contre 60,6% des travailleuses de nationalité suisse. Chez les hommes, l'écart est moins marqué: les parts correspondantes atteignent respectivement 8,4% et 14,2%.

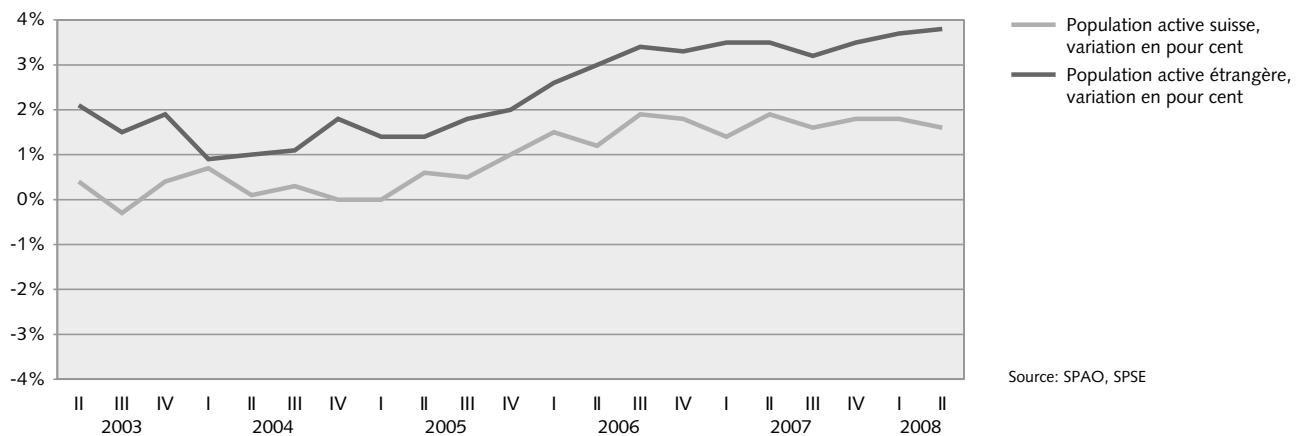
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon l'autorisation de résidence change. Si, en juin 2008, les travailleurs titulaires d'une autorisation d'établissement constituent encore la moitié de la population active étrangère (50,1%), leur part est en net recul (57,0% en juin 2003). La part des titulaires d'une autorisation de courte durée est aussi en baisse (3,9% en 2008, soit une diminution de -1,9 point de pour cent par rapport à 2003). Cette évolution peut s'expliquer par le fait que le contingentement de main d'œuvre provenant des pays membres de l'UE-15 (+Chypre et Malte) et de l'AELE a été supprimé le 1^{er} juin 2007 et que les autorisations de séjour de courte durée n'ont donc plus été utilisées pour remplacer les contingents épuisés d'autorisations de séjour. Les autres groupes en revanche gagnent en importance (titulaires d'une autorisation de séjour: 26,2% du total des travailleurs étrangers en juin 2008 contre 19,9% en 2003; frontaliers: 17,7% contre 16,0%; catégorie «autres»: 2,1% contre 1,2%).

En 2006, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 13,9% inférieur à celui des Suisses (5140 francs contre 5952 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (en juin 2007, 56,5% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 43,8% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

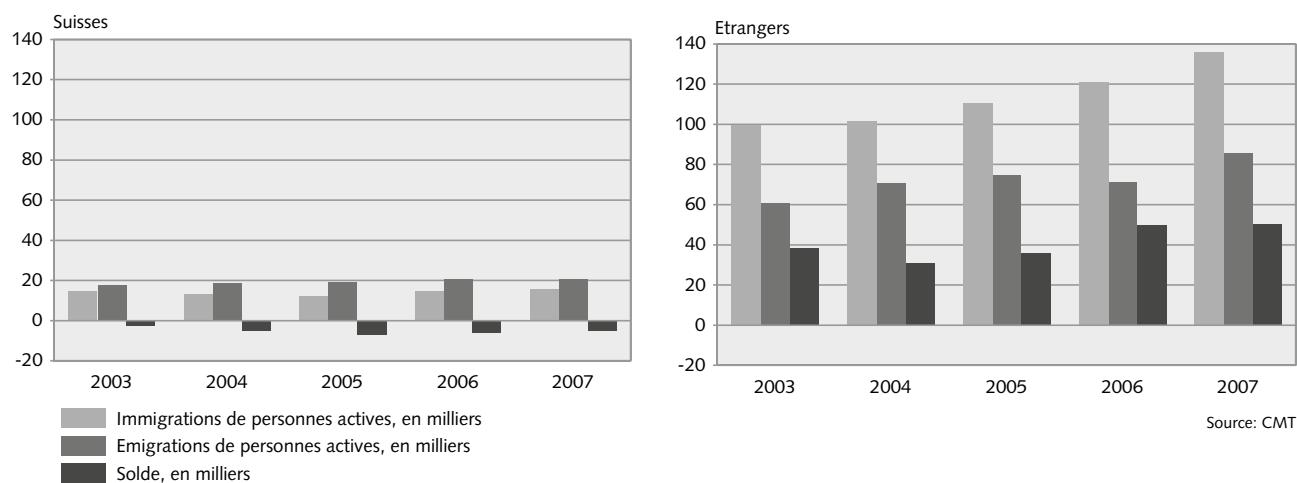
Les chiffres présentés ici ne doivent pas masquer le caractère très hétérogène de la population active étrangère. Des données plus détaillées sur le sujet peuvent être obtenues dans la publication de l'OFS «La population étrangère en Suisse, édition 2008».

2003–2008: La main-d'œuvre suisse et étrangère

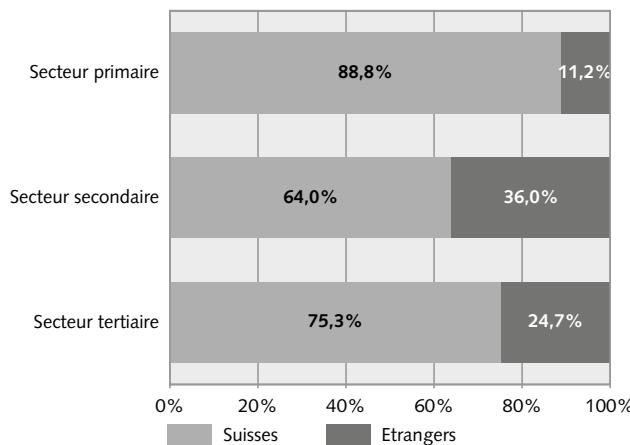
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, juin 2003 – juin 2008



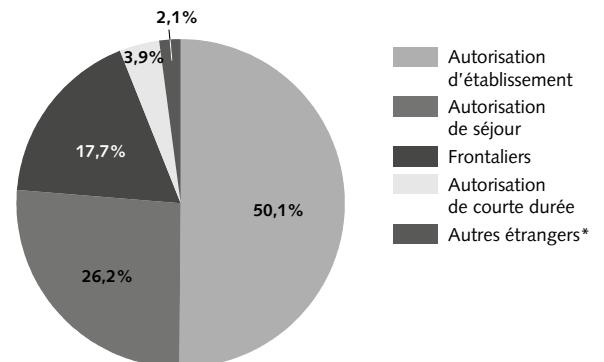
Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2003–2007



Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en pour cent, juin 2008



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, juin 2008



* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

Source: SPAO

2003–2008: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2003 et 2008, le marché du travail poursuit son processus de tertiarisation. En effet, le secteur des services continue de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Pourtant, le secteur secondaire connaît une forte progression à partir de la fin de l'année 2005, l'activité industrielle affichant même en 2006 une progression plus soutenue que dans l'emploi tertiaire. Ce rebond du secteur secondaire prend toutefois fin dès le second semestre 2007. Du point de vue salarial, la faible différence entre les salaires du secteur secondaire et du tertiaire est trompeuse: une distinction par sexe indique en effet une bien meilleure rémunération dans le secteur des services.

La tertiarisation de l'économie se poursuit entre 2003 et 2008: le nombre d'actifs occupés dans le secteur des services croît de 283'000 (+9,5%) pour s'établir à 3,274 millions en juin 2008, alors que celui dans le secteur de l'industrie augmente de 58'000 (+5,8% à 1,050 million). Si le secteur tertiaire progresse durant toute la période sous revue, le secondaire présente une évolution variable: entre le 2^e trimestre 2003 et le 2^e trimestre 2004, l'activité industrielle subit encore les effets de la crise conjoncturelle, le nombre d'actifs occupés reculant de 9000 personnes. Le retour de la croissance permet au nombre d'actifs occupés dans ce secteur de connaître rapidement une nouvelle hausse, leur progression dépassant celle observée dans le secteur des services. En juin 2007, le nombre d'actifs occupés du secteur secondaire retrouve un niveau proche de ceux de la précédente période de haute conjoncture (1998–2001). A partir du milieu de l'année 2007, la croissance de l'activité dans le secteur secondaire connaît un net ralentissement, les taux de croissance du nombre d'actifs occupés dans le secteur tertiaire dépassant à nouveau significativement ceux du secondaire. Le secteur primaire enregistre quant à lui un gain de 8000 personnes entre 2003 et 2008 (+4,9% à 182'000).

Le développement du travail à temps partiel n'est certainement pas étranger à la forte progression de l'activité dans le secteur tertiaire. Entre juin 2003 et juin 2008, 162'000 postes à temps partiel sont créés dans le secteur des services (création nette d'emploi), contre la moitié moins de postes à plein temps (81'000). La part des postes à temps réduit passe ainsi de 35,9% en juin 2003 à 38,5% en juin 2008. Dans le secteur secondaire et sur la même période, la part d'emplois à temps partiel progresse de 1 point de pour cent à 12,6%.

Au milieu de l'année 2008, 72,7% des actifs occupés travaillent dans le secteur tertiaire contre 72,0% en juin 2003. Ils ne sont en revanche plus que 23,3% à exercer un emploi dans le secteur secondaire (23,9% cinq ans plus tôt) et 4,0% dans le secteur primaire (4,2% en 2003). Le poids du secteur primaire est plus important en termes de volume d'heures de travail (5,3% du volume total en 2007) en raison d'une durée annuelle de travail par emploi nettement supérieure à la moyenne (2077 heures effectives de travail contre respectivement 1716 heures dans le secteur secondaire et 1459 heures dans le secteur tertiaire).

L'indice des places vacantes et les données du chômage reflètent également l'évolution de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. Durant la seconde partie de l'année

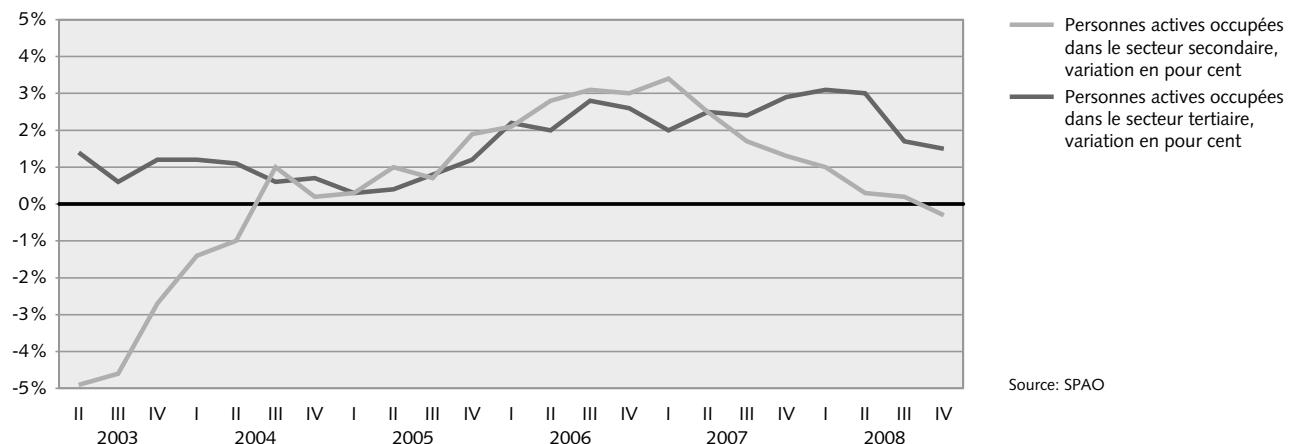
2003, l'indice des places vacantes affiche ses valeurs les plus faibles; il passe même pour la première fois sous la barre des 100 points lors de la seconde partie de l'année 2003, tant dans le secteur secondaire (79 points en décembre 2003) que dans le secteur tertiaire (82 points). Entre juin 2004 et juin 2005, l'indice ne dépasse jamais 120 points. Ce n'est qu'avec l'accélération de la croissance à partir de la fin de 2005 qu'il repart véritablement à la hausse pour atteindre à nouveau de hauts niveaux en juin 2008 (secteur secondaire: 236 points; secteur tertiaire: 209 points), sans rejoindre toutefois les sommets des années 2000 et 2001. Conséquence de la bonne tenue de l'activité dans le secteur de l'industrie durant la période sous revue, la part des chômeurs inscrits issus de ce secteur redescend à 21,5% en juin 2008 contre 24,9% en 2003 (ne sont considérés ici que les chômeurs pour lesquels on dispose de l'information, soit environ 85% des cas).

Avec un salaire brut standardisé médian de 5742 francs par mois en 2006, les salariés du secteur secondaire (secteur privé) semblent à première vue mieux rémunérés que ceux du secteur tertiaire (5547 francs). Cette image est cependant trompeuse: en effet, une ventilation des données selon le sexe montre que pour les hommes comme pour les femmes, les salaires dans le tertiaire (6241 francs pour les hommes et 4893 francs pour les femmes) sont supérieurs aux salaires dans l'industrie (respectivement 5915 et 4846 francs). C'est le fait que les hommes sont proportionnellement bien plus nombreux dans le secondaire qui a pour effet de rééquilibrer les salaires entre les deux secteurs à un niveau agrégé (en juin 2006, les hommes représentent 77,6% des actifs occupés du secondaire contre seulement 47,5% des actifs occupés du tertiaire).

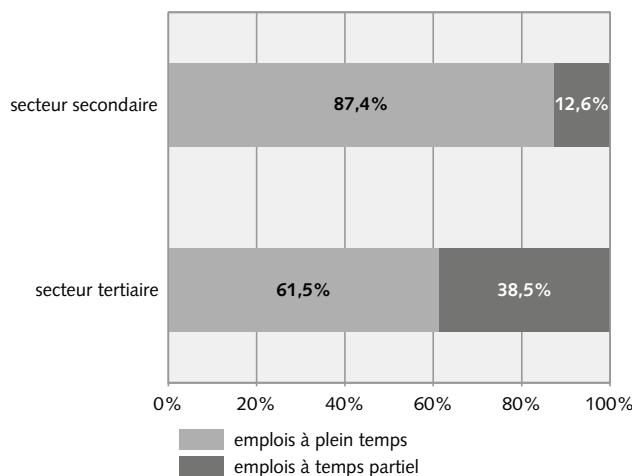
En 2008, les secteurs secondaire et tertiaire enregistrent les progressions des salaires nominaux les plus élevées depuis 2002. Les salaires nominaux du secteur tertiaire accusent un recul progressif de 2002 à 2005 puis progressent à nouveau à partir de 2006 (+1,2%), 2007 (+1,7%) pour atteindre +2,1% en 2008. De même, le secteur secondaire connaît un recul dès 2002 puis une progression régulière dès 2005 (+1,2%), 2006 (+1,1%), 2007 (+1,5%) et 2008 (+1,8%). De 2003 à 2008, la croissance annuelle des salaires réels reste sous la barre des 1%. L'année 2007 affiche les taux les plus élevés avec +0,8% pour le secondaire et +0,9% pour le tertiaire. En 2008, ces taux chutent respectivement à -0,6% et -0,3% notamment du fait d'une inflation marquée à 2,4%.

2003–2008: Evolution dans les différents secteurs économiques

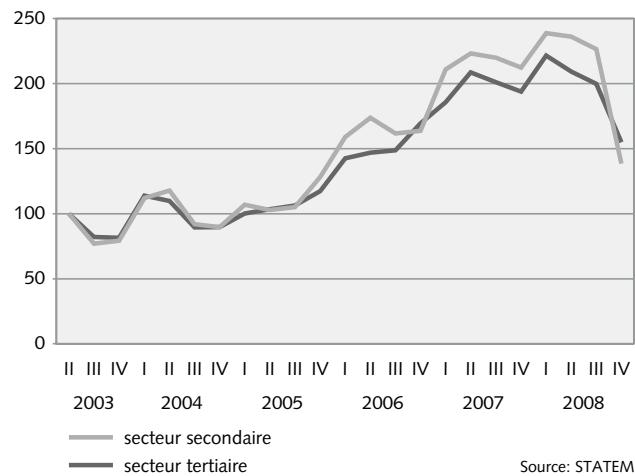
Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, juin 2003 – décembre 2008



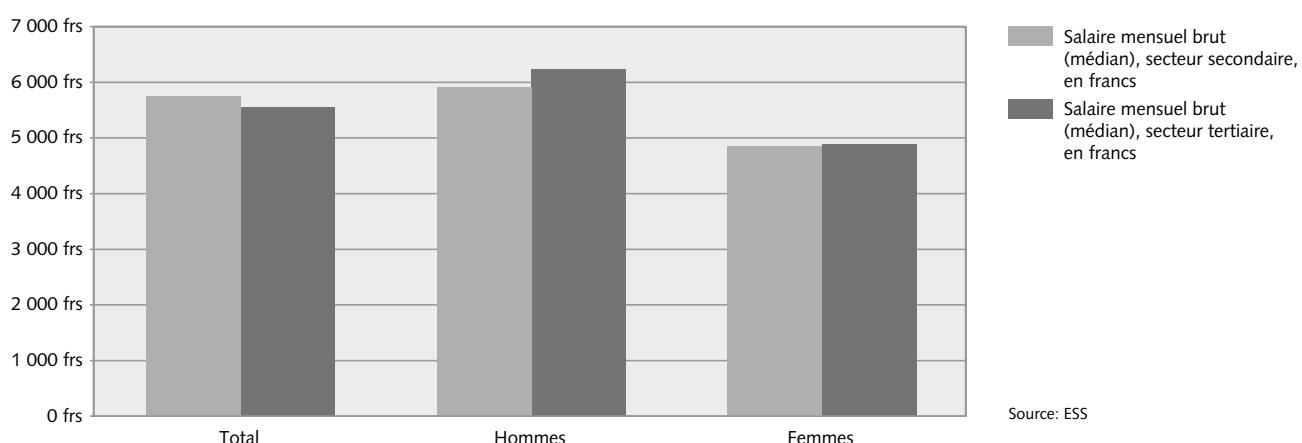
Emplois à plein temps et à temps partiel dans les secteurs secondaire et tertiaire, en pour cent, juin 2008



Indice des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire, en point, juin 2003 – décembre 2008



Salaire mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2006



2003–2008: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Les sept grandes régions de la Suisse se distinguent tant par l'évolution générale de l'emploi et du chômage que par la structure de leur marché du travail. Entre 2003 et 2008, ce sont la Suisse centrale, la Région lémanique et la Suisse orientale qui voient leur population active occupée croître le plus rapidement. La croissance est bien plus faible dans l'Espace Mittelland. Si au 2^e trimestre 2008, le chômage est en baisse dans toutes les régions, les personnes actives du Tessin et de la Région lémanique restent davantage touchées par le phénomène. C'est dans la région de Zurich et dans la Région lémanique que la part des personnes occupées dans le secteur des services est la plus élevée, le secteur industriel restant par contre fortement implanté dans la Suisse du Nord-Ouest ainsi qu'en Suisse orientale. Le niveau des salaires varie aussi géographiquement, l'écart le plus important se relevant entre la région de Zurich et celle du Tessin.

Entre juin 2003 et juin 2008, le nombre d'actifs occupés augmente dans toutes les grandes régions bien qu'à un rythme variable. Les progressions les plus importantes sont observées en Suisse centrale (+14,4% à 423'000 en juin 2008), dans la Région lémanique (+13,3% à 819'000) et en Suisse orientale (+9,4% à 615'000). La hausse est proche de la moyenne nationale (+8,4%) dans la région de Zurich (+7,9% à 875'000), au Tessin (+7,7% à 200'000) et dans le Nord-Ouest de la Suisse (+7,5% à 620'000). Quant au nombre de personnes exerçant une activité professionnelle dans l'Espace Mittelland, il progresse un peu plus timidement (+2,7% à 954'000).

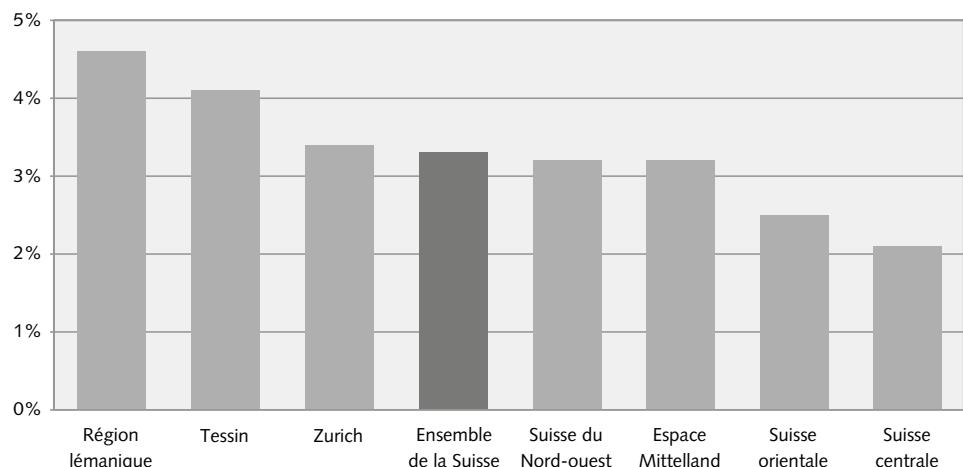
Après avoir atteint de nouveaux sommets au début de la période sous revue, le chômage va rester à des niveaux élevés durant plusieurs trimestres. Alors que la conjoncture montre de premiers signaux d'amélioration au début de l'année 2004, ce n'est qu'à partir de juin 2004 que le nombre de personnes sans emploi entame une lente décrue, tout d'abord très faiblement dans la région de Zurich et en Suisse centrale, avant de s'amplifier puis de se généraliser en juin 2006 à l'ensemble des régions. En juin 2008 et grâce à ce changement de tendance, le taux de sans-emploi est inférieur pour toutes les régions à celui observé en 2003 (Suisse centrale : baisse de -1,5 point à 2,1%; Région lémanique et Zurich: -1,0 point à 4,6% respectivement 3,4%; Suisse orientale: -0,8 point à 2,5%; Suisse du Nord-Ouest: -0,7 point à 3,2%; Espace Mittelland: -0,5 point à 3,2%; Tessin: -0,3 point à 4,1%). Malgré la baisse générale du chômage, toutes les grandes régions ne sont pas touchées par le phénomène de la même manière: la Suisse centrale et la Suisse orientale maintiennent en juin 2008 un faible taux de sans-emploi; à l'inverse, ce taux reste comparativement élevé dans la région lémanique et au Tessin. Il s'approche de la moyenne nationale (3,3%) dans l'Espace Mittelland, en Suisse du Nord-ouest et à Zurich.

La répartition des personnes actives occupées entre les trois secteurs de l'économie est différente selon les grandes régions: par rapport à la répartition sectorielle nationale (tertiaire: 72,7%, secondaire: 23,3%, primaire: 4,0%), la région de Zurich et la Région lémanique se caractérisent par une forte proportion d'actifs occupés dans les services (Zurich: 80,6%, Région lémanique: 78,8%) ainsi que par de faibles proportions de personnes travaillant dans l'industrie (17,2% et 17,6%) et dans le secteur primaire (2,2% et 3,6%). L'Espace Mittelland et la Suisse centrale se distinguent par un secteur primaire relativement fort (respectivement 5,8% et 4,4% des actifs occupés), un secteur secondaire au-dessus de la moyenne (25,0% et 28,6%) et un secteur tertiaire sous-représenté (69,2% et 67,0%). Les régions Suisse du Nord-ouest et Suisse orientale se singularisent par un secteur secondaire important (respectivement 26,4% et 30,1 % des actifs occupés); cependant, alors que la Suisse du Nord-Ouest présente une très faible proportion d'actifs occupés dans le secteur agricole (2,7%), leur part est bien plus élevée en Suisse orientale (6,3%). Enfin, le Tessin présente un secteur tertiaire fort (74,4%), un secondaire proche de la moyenne (23,5%) et un secteur primaire sous-représenté (2,1%).

La situation salariale varie selon les grandes régions: avec un salaire brut standardisé médian inférieur à 5000 francs (4899 francs par mois), les salariés au Tessin sont les moins bien rémunérés du pays et gagnent 20,4% de moins que ceux de la région zurichoise (6154 francs), salariés les mieux lotis de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart est cependant moindre qu'en 2002 (22,0%). Entre ces deux extrêmes, le niveau des salaires des cinq autres grandes régions se situe dans un intervalle plus faible: 5902 francs dans la Suisse du Nord-ouest, 5699 dans la Région lémanique, 5552 dans l'Espace Mittelland, 5537 francs en Suisse centrale et 5302 francs en Suisse orientale.

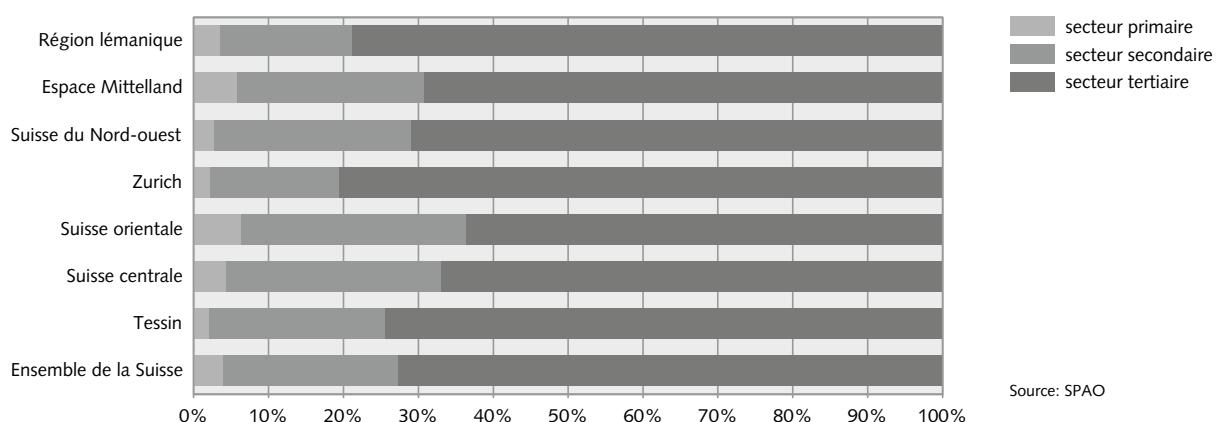
2003–2008: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de sans-emploi par grande région, en pour cent, juin 2008



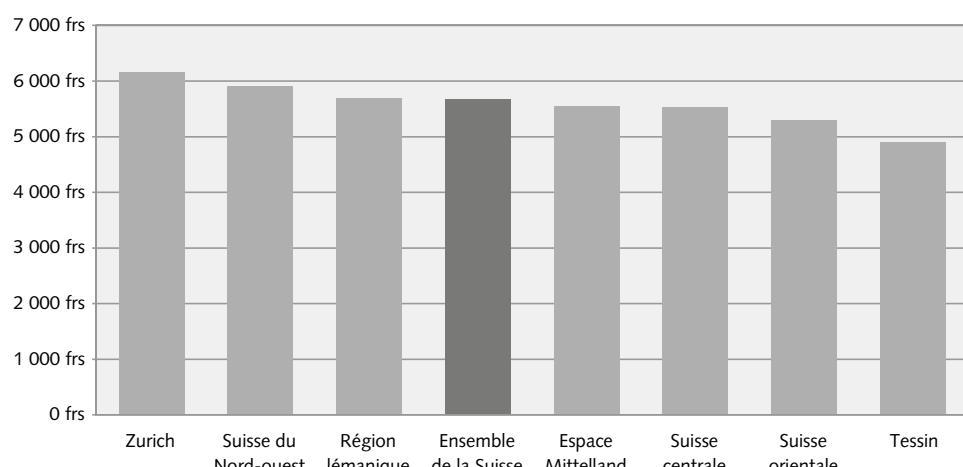
Source: SPSE

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, juin 2008



Source: SPAO

Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2006



Source: ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2009 et perspectives à court terme

La dégradation conjoncturelle se fait ressentir sur le marché suisse du travail. Si l'activité continue de progresser au 1^{er} trimestre 2009 par rapport au 1^{er} trimestre 2008, c'est exclusivement en raison de la croissance observée dans le secteur tertiaire, le secondaire s'affichant en recul. Quant au chômage, il poursuit la hausse amorcée au cours du dernier trimestre de 2008. Peu de signes positifs sont perceptibles pour le 2^e trimestre de l'année 2009: l'orientation à la baisse de l'indice des places vacantes et de l'indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi traduisent l'inquiétude des entreprises face à une conjoncture très incertaine.

A l'instar de la dégradation conjoncturelle mondiale, l'économie suisse fonctionne au ralenti en ce début d'année 2009. A la fin du 1^{er} trimestre, le pays compte 4,500 millions d'actifs occupés, un effectif en légère hausse par rapport à un an auparavant (+0,6%). Cette évolution positive est due uniquement aux femmes actives occupées (+1,4% entre mars 2008 et mars 2009), le nombre d'hommes actifs occupés ne progressant plus pour la première fois depuis cinq ans. Tant le nombre de travailleurs suisses que le nombre de travailleurs étrangers restent en hausse (+0,4% respectivement +1,4%). Chez ces derniers, la progression résulte de la hausse toujours marquée de l'effectif d'actifs occupés titulaires d'une autorisation de séjour (+5,5%) et de celle des frontaliers (+2,0%), le nombre de travailleurs dans toutes les autres catégories s'affichant en recul (titulaires d'une autorisation d'établissement: -0,1%; titulaires d'une autorisation de courte durée: -3,5%; autres travailleurs étrangers: -13,8%). Au niveau des sept grandes régions suisses, l'évolution est contrastée: alors que le nombre de travailleurs se maintient en hausse dans quatre d'entre elles (Région lémanique: +1,4%; Zurich: +1,1%; Suisse de Nord-Ouest: +1,0%; Espace Mitteland: +0,2%), il est stable en Suisse orientale et recule en Suisse centrale (-0,1%) et au Tessin (-0,3%).

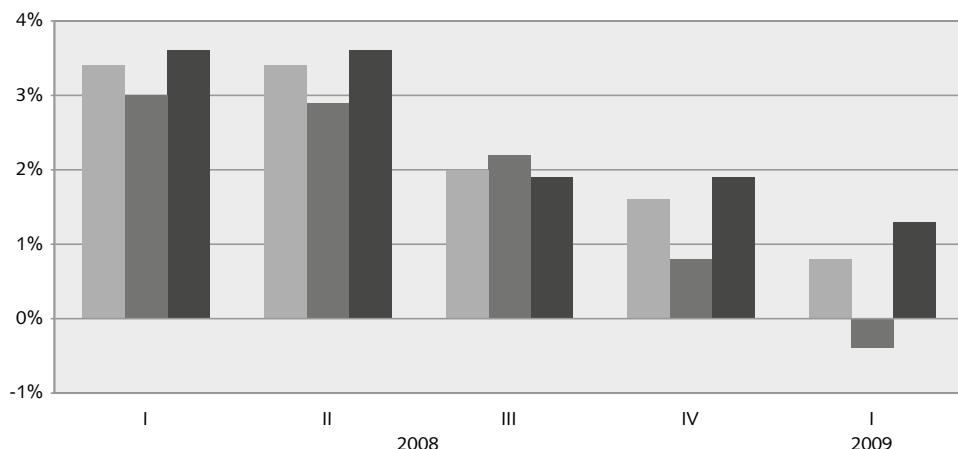
Les indicateurs relevés auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire révèlent aussi l'affaiblissement que connaît le marché suisse du travail en ce début d'année. Si le nombre total d'emplois continue d'augmenter à la fin du 1^{er} trimestre 2009 par rapport à un an auparavant (+0,8%), c'est exclusivement le fait du secteur tertiaire qui gagne encore 37'000 emplois (+1,3%). L'emploi dans le secteur secondaire s'inscrit quant à lui en baisse pour la première fois depuis plus de quatre ans, affichant une perte de 4000 postes de travail (-0,4%) en l'espace d'un an.

Le ralentissement subit de l'activité professionnelle se traduit par une forte augmentation du nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement. En mars 2009, on dénombre 134'700 chômeurs inscrits, soit 30'900 de plus (+29,8%) qu'en mars 2008 (103'800). Les valeurs désaisonnalisées relèvent aussi la robustesse de cette hausse (+18'000 entre décembre 2008 et mars 2009). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) connaît aussi une augmentation entre mars 2008 (55'200) et mars 2009 (57'300).

La situation de l'emploi ne s'améliorera pas au 2^e trimestre 2009. Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises indiquent une détérioration des perspectives d'emploi. Le recul de l'indice des places vacantes amorcé au 4^e trimestre 2008 se poursuit de façon marquée (-37% entre mars 2008 et mars 2009). De même, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi à trois mois recule de 8,2% et passe pour la première fois depuis son introduction sous la barre de 1,00. Selon ces deux indicateurs, le secteur secondaire devrait continuer à être plus affecté que le tertiaire. Enfin, l'indicateur des difficultés de recrutement montre qu'il devient à nouveau plus facile pour les entreprises de recruter le personnel qualifié dont elles ont besoin (baisse de 5,9% de l'indicateur en ce qui concerne le personnel qualifié).

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2009 et perspectives à court terme

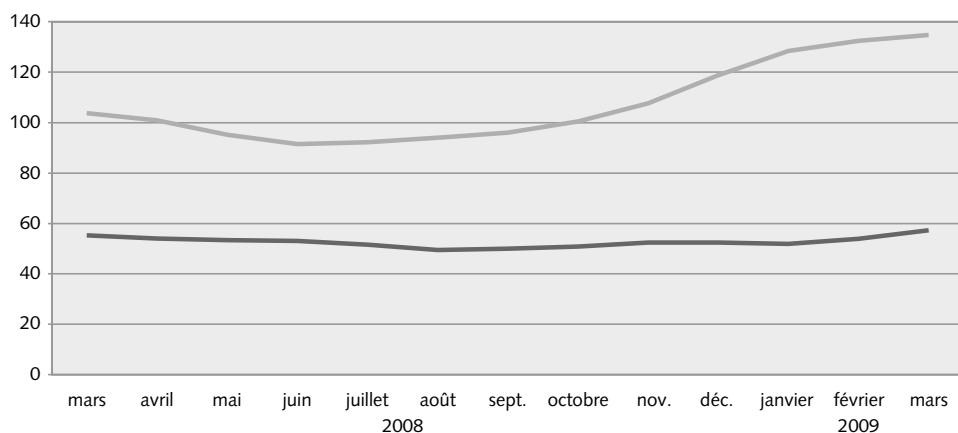
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2008 – mars 2009



Total
Secteur secondaire
Secteur tertiaire

Source: STATEM

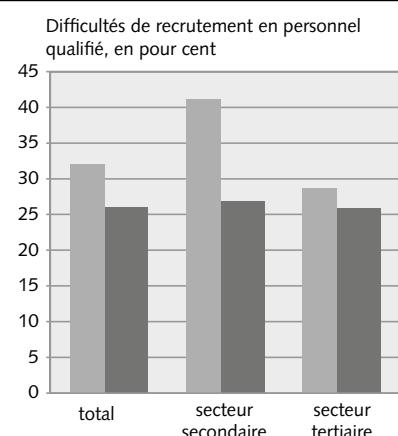
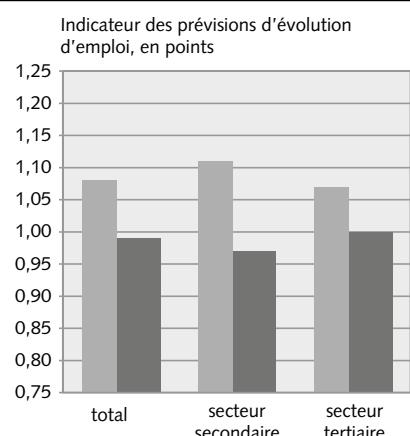
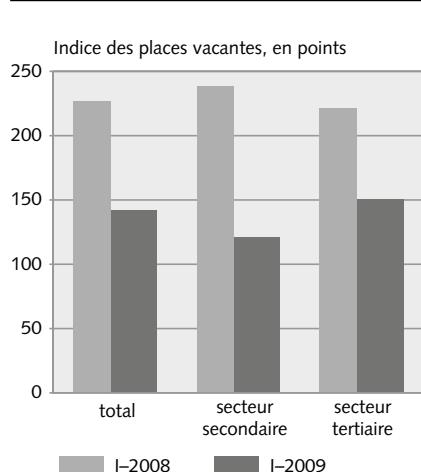
Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2008 – mars 2009



Chômeurs inscrits, en milliers
Demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers

Source: seco

Indice des places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2008 et mars 2009



I-2008 I-2009

Source: STATEM

© Office fédéral de la statistique (OFS)

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe, en raison de la forte participation des femmes à la vie active, mais aussi du fait que les travailleurs entrent généralement plus tôt sur le marché du travail et en sortent plus tard. Le travail à temps partiel est nettement plus répandu en Suisse que dans la plupart des autres pays d'Europe. Le taux de sans-emploi en Suisse représente la moitié du taux de sans-emploi moyen de l'Union européenne. Les salaires convertis en euros et sans tenir compte du niveau des prix ainsi que la durée hebdomadaire du travail des salariés à plein temps y sont aussi très élevés. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux du sud et de l'est de l'UE, les différences entre ces trois groupes de pays se sont en partie atténuées.

Au 2^e trimestre 2008, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,2% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (84,3%, tous les taux de l'Islande se réfèrent à 2007) et la Norvège (74,3%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Allemagne: 59,2%; Autriche: 61,2%; France: 56,8%; Italie: 49,7%). Dans le sud, les taux d'activité de Chypre (64,2%), du Portugal (62,7%) et de l'Espagne (59,1%) étaient supérieurs à la moyenne de l'UE (57,6%). En Grèce (53,5%), à Malte (49,3%) et, comme mentionné ci-dessus, en Italie, ils étaient par contre nettement plus faibles. La Hongrie (49,9%) et la Belgique (53,0%) présentaient aussi des taux d'activité relativement bas, tout comme les deux derniers pays à avoir intégré l'UE (Bulgarie: 54,1%; Roumanie: 55,1%).

Dans les pays où le taux d'activité est élevé, les travailleurs entrent dans la vie active plus tôt et se retirent plus tard que dans les pays où le taux d'activité est bas. C'est dans les groupes d'âges de 15 à 24 ans et de 50 à 64 ans qu'on observe les taux d'activité les plus variables selon les pays. Les taux de participation des femmes à la vie active diffèrent également d'un pays à l'autre. A Malte (33,5%), en Italie (39,0%), en Hongrie (42,4%) et en Grèce (42,6%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 79,8%; Norvège: 70,9%; Danemark: 61,3%; Suède: 60,7%; Finlande: 58,7%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 61,3%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 33,2% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,3%). Seuls les Pays-Bas nous devancent (47,2%; femmes: 75,3%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Grèce (5,5%; femmes: 9,7%), dans la partie orientale de l'UE ainsi que dans les pays baltes. Les valeurs les plus basses ont été mesurées en Slovaquie (2,2%; femmes: 3,8%) et en Bulgarie (2,4%; femmes: 2,9%).

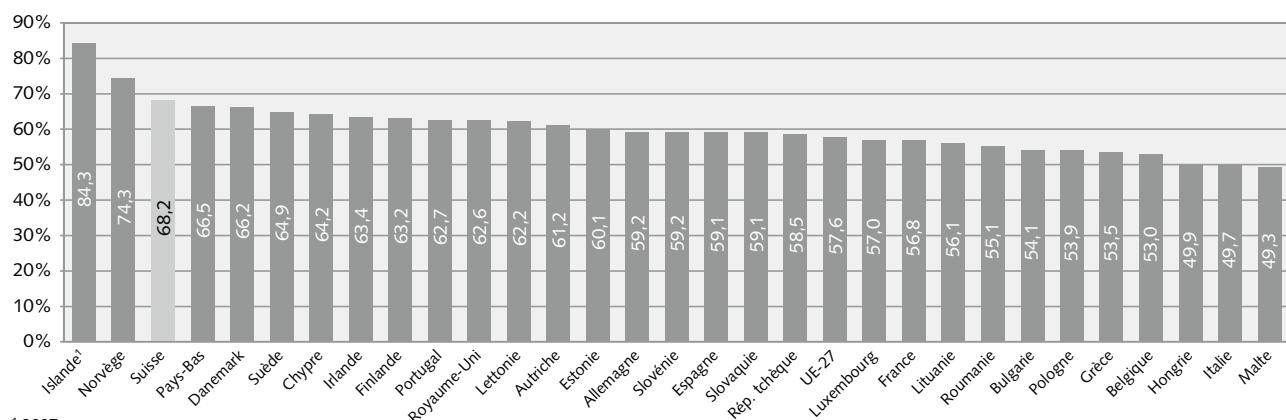
Au 2^e trimestre 2008, le chômage a reculé dans la plupart des pays par rapport au trimestre correspondant de 2007. Avec un taux de sans-emploi de 3,4% (2008), la Suisse fait partie des pays d'Europe les moins touchés par le phénomène. L'Autriche, Chypre, l'Islande, le Danemark et les Pays-Bas enregistrent aussi un taux de sans-emploi inférieur à 4%. Son niveau tombe même à 2,7% en Norvège. Le taux de sans-emploi dans l'UE (6,8%) est en moyenne deux fois plus élevé qu'en Suisse. L'Espagne (10,4%) et la Slovaquie (10,0%) ont enregistré les taux de sans-emploi les plus élevés. Le taux de sans-emploi de la Pologne a accusé la plus forte baisse par rapport au 2^e trimestre de 2007: -2,5 points à 7,1%. Il se rapproche ainsi du taux moyen de l'UE.

Les Suisses travaillent 41,6 heures par semaine. Ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (46,6 heures), le Royaume-Uni (42,5 heures) et l'Autriche (42,3 heures). La majorité des pays de l'est de l'UE, tels que la Bulgarie, la République tchèque, la Slovénie, la Pologne et la Roumanie présentent aussi des durées de travail supérieures à 41 heures par semaine. La durée hebdomadaire du travail est nettement supérieure à la moyenne européenne (40,5 heures) aux Pays-Bas (38,9 heures), en Irlande (38,8 heures) et en Norvège (38,5 heures).

Enfin, si l'on considère le salaire annuel brut moyen des travailleurs à plein temps dans l'industrie et les services (sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels), le fossé reste marqué entre les pays du nord de l'UE 15 et les nouveaux pays membres de l'UE. Convertis en euros, les salaires les plus élevés s'observent au Danemark, en Norvège, en Suisse, au Royaume-Uni, au Luxembourg, en Allemagne et en Irlande (plus de 40'000 euros) et les salaires les plus bas en Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lettonie et en Lituanie (moins de 7000 euros). Avec 21'310 euros, Chypre enregistre le salaire le plus élevé parmi les nouveaux pays membres de l'UE et dépasse les salaires les plus bas de l'UE 15 enregistrés au Portugal (15'930 euros), en Grèce (16'739 euros) et en Espagne (21'150 euros). L'analyse des salaires en termes de pouvoir d'achat standard (PAS) supprime l'effet des différences de niveau de prix et induit des modifications dans le classement des pays, en particulier dans la partie supérieure. Ainsi, la Suisse avec 34'328 PAS par année n'occupe plus que la huitième position comparée à la troisième dans la comparaison en euros.

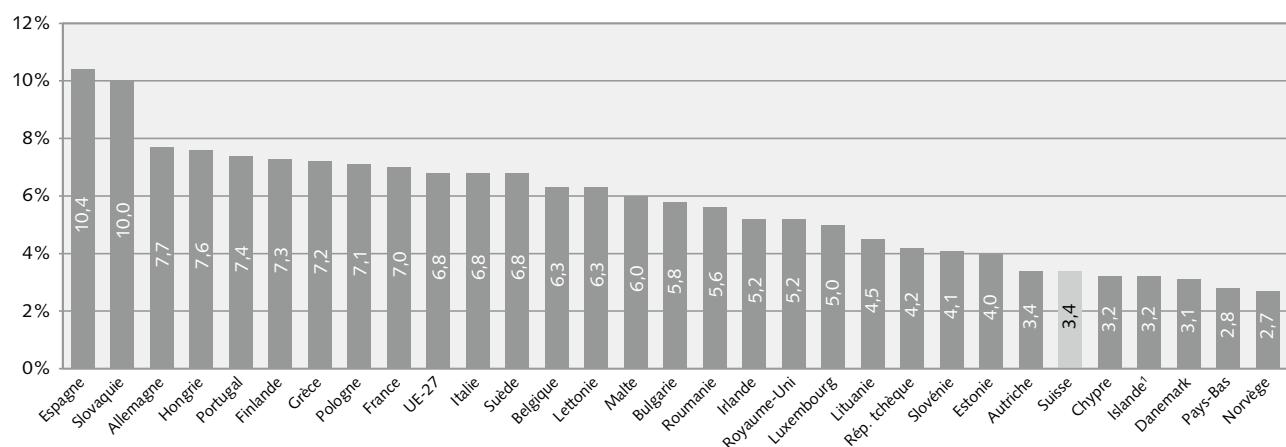
Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2008

¹ 2007

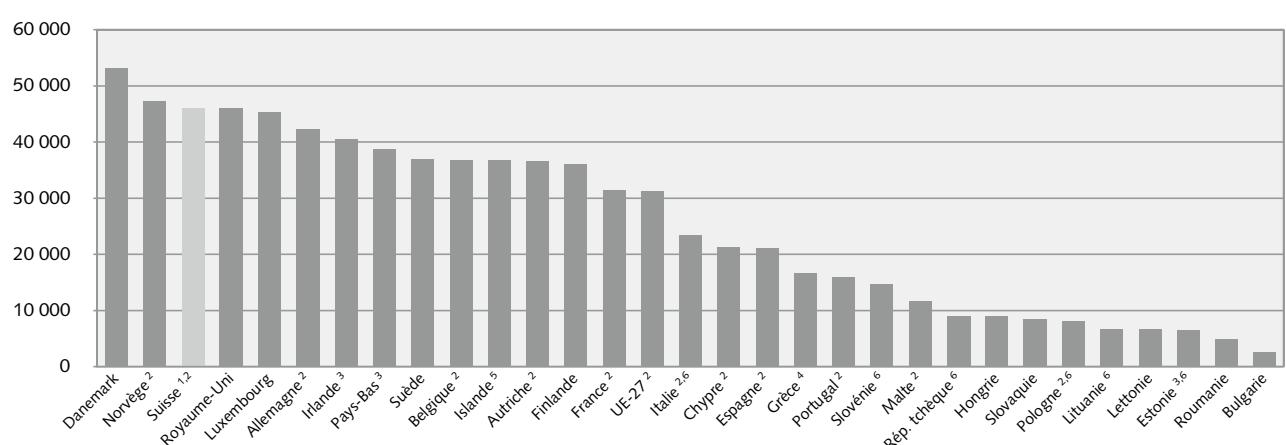
Sources: ESPA, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

Taux de sans-emploi des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2008

¹ 2007

Sources: ESPA, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (secteurs de l'industrie et des services*), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en Euro, 2007

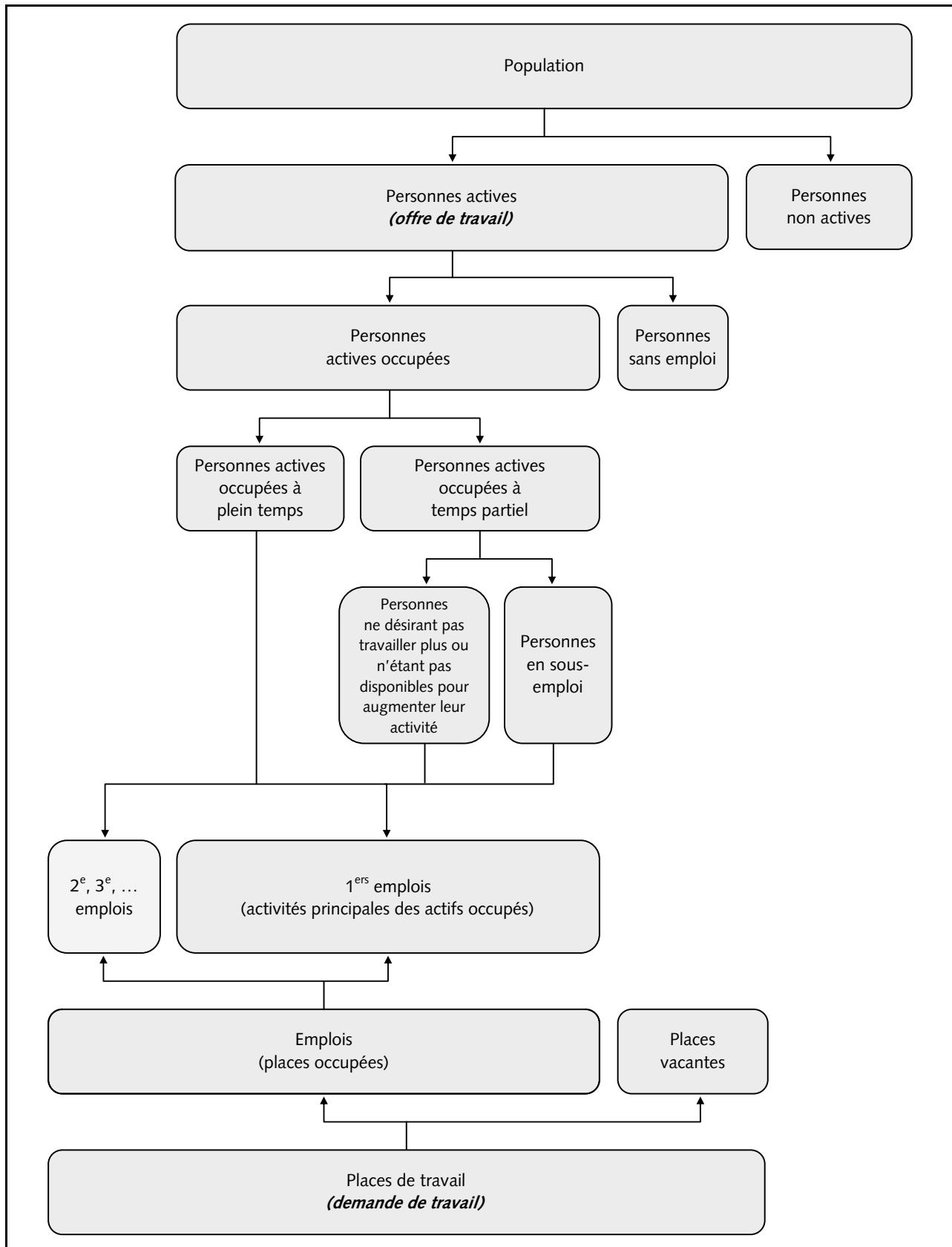
¹ médiane ² 2006 ³ 2005 ⁴ 2003 ⁵ 2002 ⁶ équivalent plein temps

* sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels

Sources: enquête suisse sur la structure des salaires, EUROSTAT (base de données NewCronos, état: mai 2009)

3 Définitions

Encadré 1: l'offre et la demande de travail



3.1 Notions liées aux personnes

Personnes actives occupées

Sont considérées comme actives occupées les personnes d'au moins 15 ans révolus qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont compris dans cette définition, indépendamment du lieu où s'exerce l'activité (dans une entreprise, à domicile ou dans un ménage privé): les salariés, les indépendants, les collaborateurs familiaux d'entreprises familiales, les apprentis, les recrues, sous-officiers et officiers qui, pendant l'école de recrues ou le service d'avancement, conservent leur place et leur contrat de travail, les écoliers et les étudiants qui exercent une activité parallèlement à leurs études et les retraités qui continuent de travailler. Les personnes accomplissant uniquement du travail ménager dans leur propre ménage, des activités d'entraide non rémunérées ou des autres activités bénévoles ne sont pas considérées comme actives occupées.

(voir aussi la notion apparentée: «emplois»)

Sources statistiques

Statistique de la population active occupée, comptes globaux du marché du travail : personnes actives occupées selon le concept intérieur.

Enquête suisse sur la population active: personnes actives occupées parmi la population résidante permanente.

Recensement de la population: personnes actives occupées parmi la population résidante.

Personnes sans emploi

Sont considérées comme sans emploi, les personnes âgées de 15 à 74 ans

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Cette définition est conforme aux recommandations du Bureau international du Travail et de l'OCDE et à la définition d'EUROS-TAT. Les personnes sans emploi sont aussi appelées parfois «chômeurs selon les normes internationales».

(voir aussi les notions apparentées: «chômeurs inscrits» et «demandeurs d'emploi inscrits»)

Sources statistiques

Statistique des personnes sans emploi et comptes globaux du marché du travail: personnes sans emploi parmi la population résidante.

Enquête suisse sur la population active: personnes sans emploi parmi la population résidante permanente.

Personnes en sous-emploi

Sont considérées comme étant en sous-emploi, les personnes actives occupées

- qui présentent une durée normale de travail inférieure aux 90% de la durée normale de travail dans les entreprises (cf. définition des heures normales de travail)
- qui souhaitent travailler davantage et
- qui sont disponibles pour prendre dans les trois mois qui suivent un travail impliquant un taux d'occupation plus élevé.

Source statistique

Enquête suisse sur la population active: personnes en sous-emploi parmi la population résidante permanente.

Personnes actives

Sont considérées comme actives, les personnes actives occupées et les personnes sans emploi. Les personnes actives constituent l'offre de travail.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + personnes sans emploi parmi la population résidante.

Enquête suisse sur la population active: personnes actives parmi la population résidante permanente.

Recensement de la population: personnes actives parmi la population résidante.

Personnes non actives

Sont considérées comme non actives, les personnes qui ne font partie ni des personnes actives occupées, ni des personnes sans emploi.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail, recensement fédéral de la population: personnes non actives parmi la population résidante.

Enquête suisse sur la population active: personnes non actives parmi la population résidante permanente.

Chômeurs inscrits

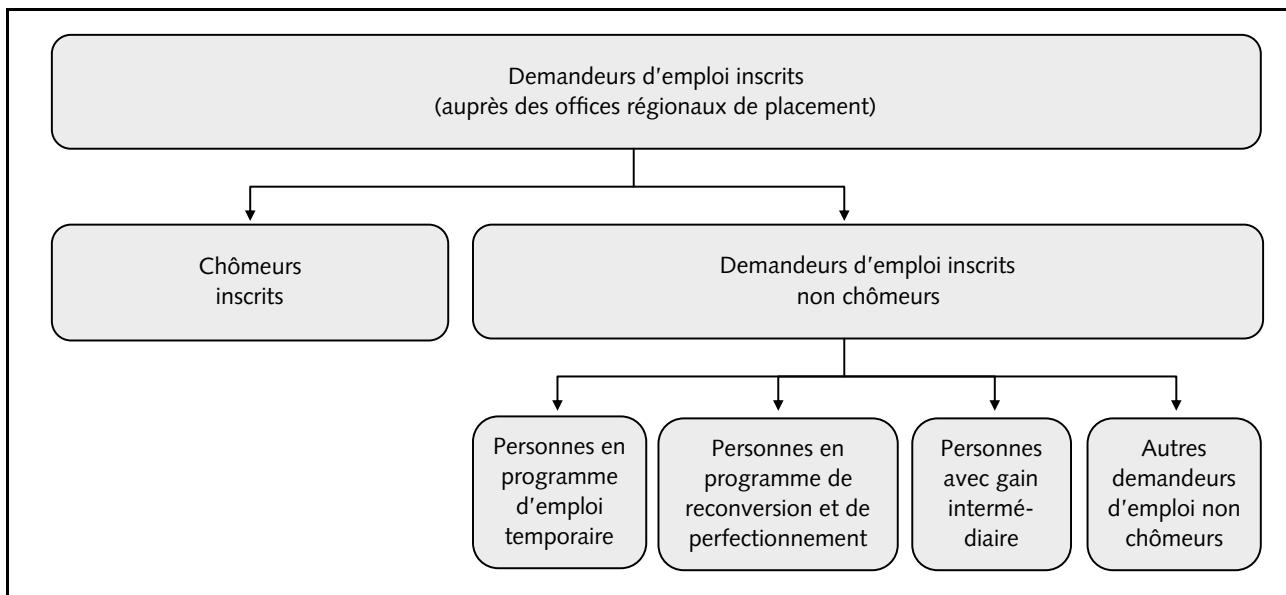
Sont considérées comme chômeurs inscrits, les personnes annoncées auprès des offices régionaux de placement, qui n'ont pas d'emploi et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement, indifféremment du fait qu'elles touchent ou non une indemnité de chômage.

(voir aussi les notions apparentées: «personnes sans emploi» et «demandeurs d'emploi inscrits»)

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco): chômeurs inscrits parmi la population résidante.

Encadré 2: les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement



Demandeurs d'emploi inscrits

Sont considérées comme demandeurs d'emploi inscrits, toutes les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement. Les demandeurs d'emploi inscrits sont constitués de deux groupes: les chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs. Ces derniers sont inscrits auprès des offices régionaux de placement, mais, à la différence des chômeurs, ne sont pas immédiatement disponibles pour un placement ou ont un emploi. Il s'agit principalement de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ou en gain intermédiaire.

(voir aussi les notions apparentées: «personnes sans emploi» et «chômeurs inscrits»)

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) : demandeurs d'emploi inscrits parmi la population résidante.

3.2 Notions liées aux places de travail

Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

(voir aussi la notion apparentée «personnes actives occupées»)

Sources statistiques

Statistique de l'emploi et recensement des entreprises: emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine. Les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise ne sont pas inclus.

Recensement des entreprises du secteur primaire et relevé des structures agricoles: emplois d'au moins 6 heures par semaine.

Emplois équivalents plein temps

Les emplois équivalents plein temps résultent de la conversion du volume de travail (mesuré en termes d'emplois ou d'heures de travail) en emplois à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents plein temps se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à plein temps.

Source statistique

Statistique de l'emploi et recensement des entreprises: le nombre d'emplois équivalents plein temps est estimé en multipliant les emplois ventilés en trois catégories de taux d'occupation (plein temps, temps partiel I et temps partiel II) par le taux d'occupation moyen de chacune de ces catégories. Ce dernier est déterminé à l'aide de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). Seuls les emplois d'au moins 6 heures par semaine dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire où l'on travaille au moins 20 heures par semaine sont couverts, sans les employés de ménages privés et les indépendants qui n'ont pas leur propre entreprise.

Places vacantes

On entend par place vacante, un poste (nouvellement créé, inoccupé ou sur le point d'être vacant) que l'employeur a l'intention de repourvoir immédiatement ou dans un futur proche et pour lequel des mesures actives ont été prises ou vont être prises afin de recruter une/e candidat/e à l'extérieur de l'entreprise.

Sources statistiques

Statistique de l'emploi: places vacantes dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Pour des raisons méthodologiques, les données sont publiées sous forme d'indice uniquement.

Statistique des places vacantes annoncées du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco): places vacantes annoncées auprès des ORP; l'annonce étant sans obligation, la statistique du seco ne couvre qu'une partie restreinte des places vacantes en Suisse.

Difficultés de recrutement en personnel

Indicateur dont le but est d'estimer les difficultés de recrutement rencontrées durant le trimestre sous revue par les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi: on demande aux établissements d'indiquer s'ils ont rencontré des difficultés à recruter du personnel selon 4 catégories (1: personnel trouvé sans difficulté; 2: personnel trouvé avec difficulté; 3: personnel non trouvé; 4: autre (ne sait pas, personnel non cherché, processus de recrutement pas terminé)) et selon 4 niveaux de formation professionnelle (1: personnel sans formation post-obligatoire; 2: apprentissage ou formation équivalente; 3: formation professionnelle supérieure; 4: haute école). Les indicateurs prennent la forme de pourcentages et sont pondérés par le nombre d'emplois. Ils sont présentés de manière détaillée pour chaque catégorie. Un indicateur synthétique (difficultés de recrutement en personnel qualifié) regroupe les cas dans lesquels le personnel recherché a été trouvé avec difficulté ou n'a pas été trouvé dans au moins une des 3 catégories avec un niveau de formation post-obligatoire. La série débute au 1^{er} trimestre 2004.

Prévisions d'évolution de l'emploi

Indicateurs dont le but est d'estimer la tendance attendue pour le prochain trimestre en termes de prévisions d'évolution de l'emploi pour les secteurs secondaire et tertiaire.

Source statistique

Statistique de l'emploi: les indicateurs expriment sous la forme de pourcentages la proportion des établissements qui ont annoncé un maintien, une réduction ou une augmentation de leur effectif total (chiffres pondérés par l'emploi). Ces pourcentages sont également présentés sous la forme d'un indice synthétique variant de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation). La série débute au 1^{er} trimestre 2004.

3.3 Notions économiques

Offre de travail

L'offre de travail est la quantité de travail offerte par les travailleurs. Elle se compose des personnes actives occupées et des personnes sans emploi.

Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + personnes sans emploi parmi la population résidante.

Enquête suisse sur la population active: personnes actives parmi la population résidante permanente.

Recensement de la population: personnes actives parmi la population résidante.

Demande de travail

La demande de travail est la quantité de travail demandée par les employeurs. Elle se compose des emplois (places occupées) et des places vacantes.

Source statistique

Pas de source directe, la mise en commun des données sur les emplois et sur les places vacantes ne peut pas se faire directement, les données sur les places vacantes n'étant pas disponibles sous forme de chiffres absolus.

3.4 Notions liées au temps de travail

Heures normales de travail

Les heures normales de travail représentent les heures fixées dans le contrat des salariés et, dans le cas des indépendants, les heures habituellement consacrées à l'activité professionnelle. Les heures supplémentaires et les heures d'absences n'ont pas d'effet sur les heures normales de travail.

Sources statistiques

Statistique du volume du travail : heures normales de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle par emploi ou en volume annuel.

Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises: heures normales de travail des salariés à plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire ainsi que dans l'horticulture et la sylviculture, en durée hebdomadaire par salarié.

Heures effectives de travail

Les heures effectives de travail correspondent aux heures qui ont été effectivement travaillées dans le cadre de l'activité professionnelle. A la différence des heures normales de travail, elles comprennent les heures supplémentaires et n'incluent pas les heures d'absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures effectives de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle par emploi ou en volume annuel.

Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires correspondent aux heures payées ou non payées

- qui ont été accomplies en plus de la durée normale du travail et
- qui ne sont pas compensées par des congés durant l'année.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures supplémentaires selon le concept intérieur, en durée annuelle par emploi, en volume annuel ou en taux d'heures supplémentaires.

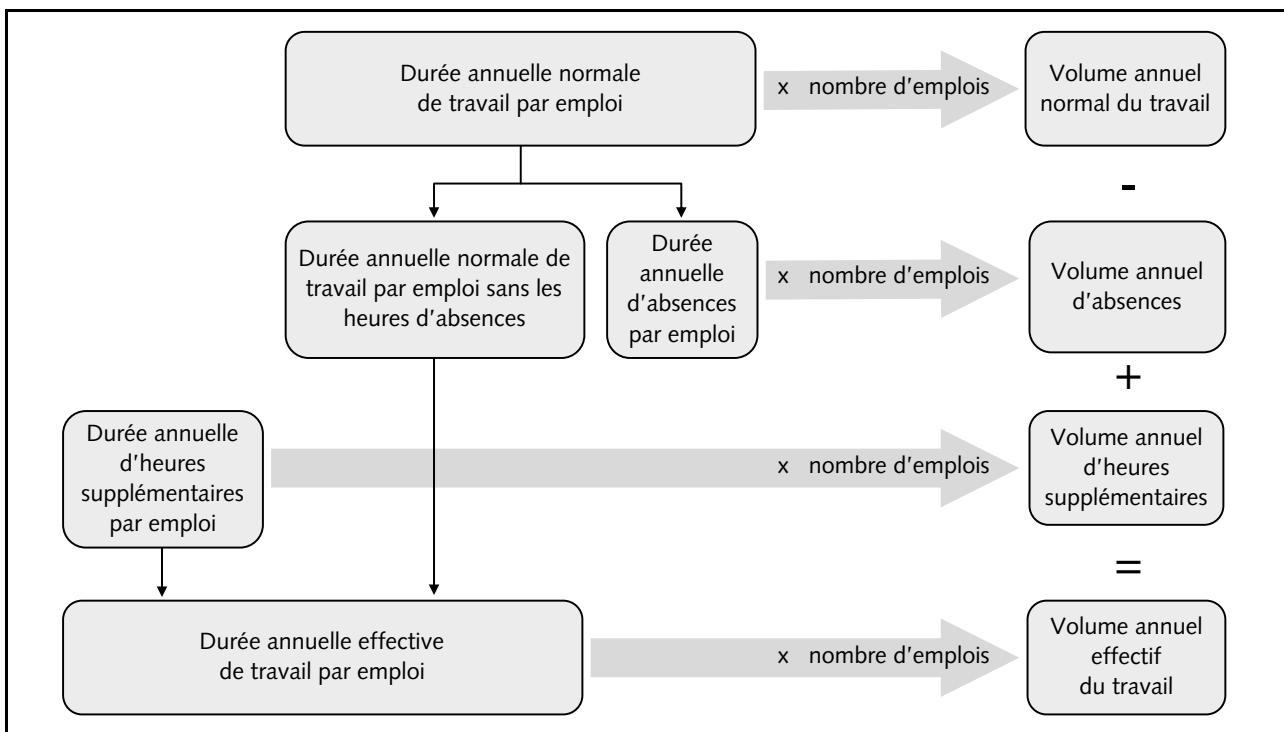
Heures d'absences

Les heures d'absences sont constituées par le temps pendant lequel une personne n'était pas à son lieu de travail, alors qu'elle aurait normalement dû y être (maladie, accident, congé maternité, service militaire ou civil, protection civile, réduction de l'horaire de travail, conflit de travail, raisons personnelles et familiales et mauvais temps). Les vacances, les jours fériés et les absences dues à la flexibilité des horaires de travail, ne sont pas considérés comme des absences.

Source statistique

Statistique du volume du travail: heures d'absences selon le concept intérieur en durée annuelle par emploi, en volume annuel ou en taux d'absences.

Encadré 3: le temps de travail



3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail

Transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité

Les transitions brutes reflètent le passage d'un statut (initial) à un autre (final) au cours d'une certaine période. En mesurant les transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, on est ainsi amené à distinguer neuf groupes de personnes différents (actifs occupés devenus sans-emploi, actifs occupés devenus non actifs, actifs occupés restés actifs occupés, sans-emploi devenus actifs occupés, etc.).

Source statistique

Comptes globaux du marché du travail: les transitions brutes sont observées sur une année civile.

Migrations internationales

Les migrations internationales sont les mouvements de population d'un pays à un autre ayant pour effet le transfert du domicile. On distingue les immigrations (lorsque le pays de référence est le pays où la personne s'installe) des émigrations (lorsque le pays de référence est le pays que la personne quitte). La différence entre le nombre d'immigrations et d'émigrations est appelée solde migratoire.

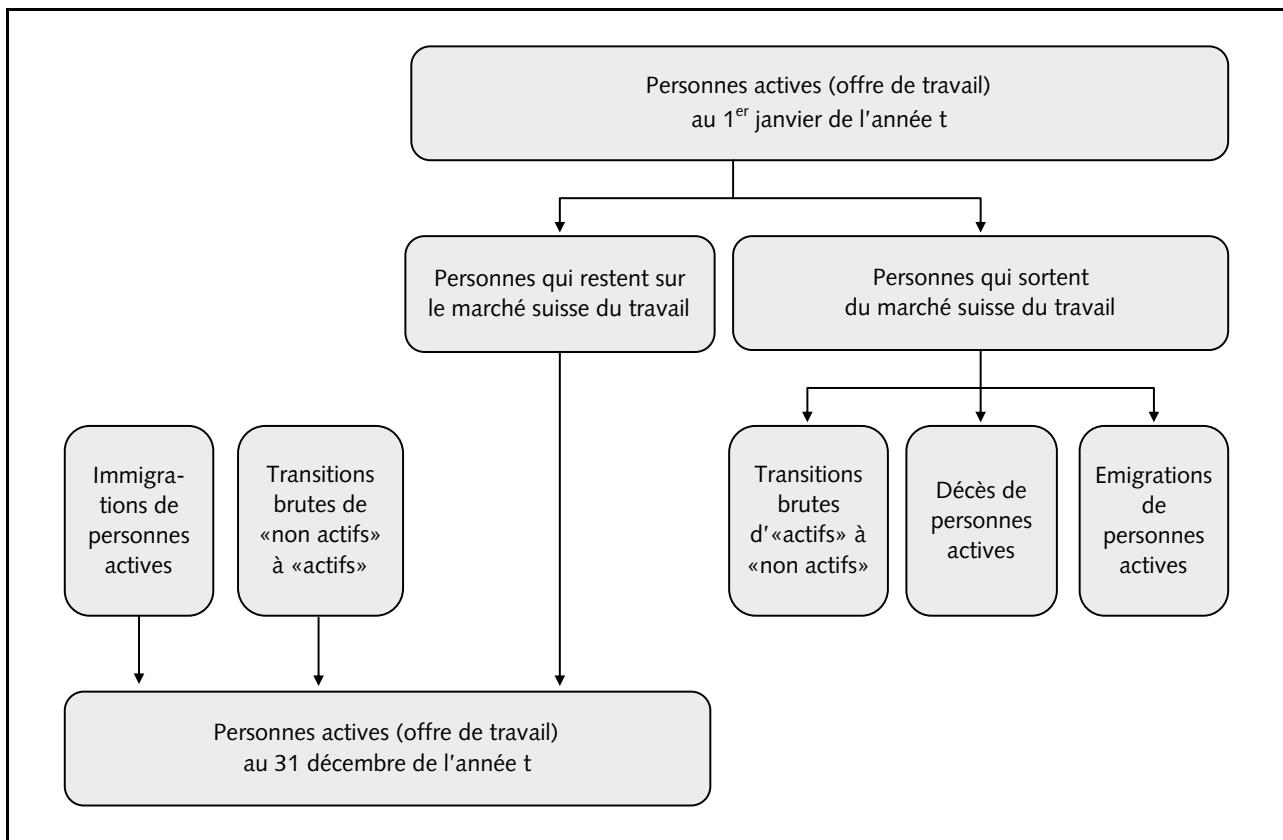
Sources statistiques

Statistique de l'état annuel de la population (ESPOP): migrations internationales des Suisses et des étrangers de la population résidente permanente.

Office fédéral des migrations (ODM): migrations internationales des étrangers.

Comptes globaux du marché du travail: migrations internationales selon le statut sur le marché du travail. La notion de migrations internationales est, pour les besoins de la statistique, élargie aux cas de nouveaux frontaliers (considérés comme des immigrations) et aux cas de personnes perdant le statut de frontaliers (considérés comme des émigrations).

Encadré 4: les mouvements sur le marché du travail



3.6 Notions liées à la rémunération du travail

Revenu du travail

Le revenu du travail est composé des recettes (en espèce, en nature ou sous forme de services) que procure aux individus l'exercice d'une activité salariée ou indépendante. Le revenu du travail comprend les montants perçus soit en tant que résultat direct de l'activité professionnelle (salaires ou bénéfice de l'activité indépendante), soit en raison de leur situation dans la profession (prestations de sécurité sociale liées à l'emploi). Le revenu du travail ne comprend pas le revenu provenant d'autres sources telles que la propriété, l'assistance sociale, les transferts, etc., non lié à l'emploi.
(voir aussi la notion apparentée: „salaire“)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur le budget des ménages (EBM): donne une vue d'ensemble des revenus du travail des ménages privés. Par revenu du travail on entend tout ce qui revient au ménage à titre de salaires, de bénéfice d'activité indépendante ou de prestations de sécurité sociale liées à l'emploi.

Salaire

Le salaire correspond à la rémunération du travail (en espèce ou en nature) effectué par une personne pour le compte d'une autre personne en vertu d'un contrat écrit ou oral. Cette autre personne peut être une personne physique ou une personne morale (entreprise, institution à but non lucratif ou administration publique). La notion de salaire ne couvre ainsi pas les revenus de l'activité indépendante qui est réalisée pour son propre compte. Il est d'usage de faire la distinction entre salaire brut (avant déduction des cotisations sociales à charge du salarié) et salaire net (après déduction).

(voir aussi la notion apparentée «*revenu du travail*»)

Sources statistiques

Enquête suisse sur la structure des salaires: les composantes du salaire considérées sont le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. Les résultats sont exprimés soit en salaires mensuels bruts standardisés (recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail), soit en salaires mensuels nets (montants effectivement versés, y compris la rémunération des heures supplémentaires).

Statistique de l'évolution des salaires: l'indice suisse des salaires mesure l'évolution des salaires à structure de l'emploi constante. Les composantes salariales entrant dans le calcul sont le salaire brut de base et le 13^e salaire. Sont exclus de ce calcul les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidante permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13^e et le 14^e salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur les accords salariaux (EAS): mesure l'adaptation des salaires effectifs ou minimaux (généralement: salaire brut de base + 13^e salaire) convenue entre les partenaires sociaux dans le cadre des principales conventions collectives de travail (CCT) en vigueur. Les salaires minimaux sont des montants minimaux de rémunération négociés collectivement et fixés dans une CCT ou dans un avenant à celle-ci.

Autres sources: enquête sur le budget des ménages et données administratives de l'AVS, ces dernières permettant de calculer la «rémunération des salariés» dans le Compte de revenu du Système de comptabilité nationale.

Convention collective de travail

Une convention collective de travail est un accord passé entre un ou plusieurs représentants patronaux (associations ou entreprises) et un ou plusieurs représentants des salariés (syndicats ou associations de salariés), dans lequel les parties contractantes fixent, de manière exhaustive ou partielle, le régime des salaires et des conditions de travail, ainsi que les relations entre les parties contractantes.

Source statistique

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse.

Accords salariaux

Les accords salariaux sont des accords conclus entre les partenaires sociaux sur le montant et le mode de l'adaptation des salaires effectifs et sur les salaires minimaux.

Source statistique

Enquête sur les accords salariaux dans les domaines couverts par une convention collective de travail (EAS).

3.7 Taux divers

Taux d'actifs occupés

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'actifs occupés brut calculé pour la population totale
- le taux d'actifs occupés standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'actifs occupés net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux de sans-emploi

$$\text{Taux de sans emploi} = \frac{\text{personnes sans emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Sources statistiques

Statistique des personnes sans emploi, enquête suisse sur la population active.

Taux de chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs inscrits}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco): personnes actives selon le dernier recensement de la population.

Taux de sous-emploi

$$\text{Taux de sous-emploi} = \frac{\text{personnes en sous-emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

Source statistique

Enquête suisse sur la population active.

Taux d'activité

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, recensement de la population. On distingue:

- le taux d'activité brut calculé pour la population totale
- le taux d'activité standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'activité net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

Taux d'heures supplémentaires

$$\text{Taux d'heures supplémentaires} = \frac{\text{durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

Taux d'absences

$$\text{Taux d'absences} = \frac{\text{durée annuelle d'absences par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

Source statistique

Statistique du volume du travail.

3.8 Concepts de population et de couverture statistique

Concept intérieur

L'activité productive selon le concept intérieur désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse, qu'elle soit le fait de résidents ou de non-résidents. Ce concept peut être utilisé afin de délimiter la population active occupée, les emplois ou encore les heures de travail. Concrètement, l'activité productive selon le concept intérieur comprend l'activité réalisée en Suisse par les groupes suivants: Suisses résidant en Suisse, titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), frontaliers, saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses et personnel de la marine suisse. A l'inverse, l'activité du personnel des ambassades et des consulats étrangers en Suisse, l'activité des fonctionnaires internationaux en Suisse et l'activité des personnes résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger ne sont pas couvertes dans le concept intérieur.

Sources statistiques

Le concept intérieur est notamment utilisé dans la statistique de la population active occupée, la statistique du volume du travail, le recensement des entreprises, la statistique de l'emploi et l'enquête suisse sur la structure des salaires. Le concept intérieur est par ailleurs utilisé dans le domaine de la comptabilité nationale.

Population résidante permanente

Sont assimilées à la population résidante permanente toutes les personnes résidant en Suisse durant une année au moins. La population résidante permanente comprend toutes les personnes de nationalité suisse domiciliées en Suisse et les personnes de nationalité étrangère y séjournant à l'année, à savoir les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée de 12 mois ou plus, ainsi que les diplomates, les fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

Sources statistiques

Le concept de population résidante permanente est utilisé dans l'enquête suisse sur la population active. Il est par ailleurs utilisé dans la statistique de l'état annuel de la population.

Population résidante

Sont assimilées à la population résidante toutes les personnes résidant en Suisse à un moment donné, quels que soient leur nationalité, la durée et le type d'autorisation de résidence. Les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, ne sont pas comptées dans la population résidante. Concrètement, la population résidante comprend les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les saisonniers (depuis le 1^{er} juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, les diplomates et fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

Sources statistiques

Le concept de population résidante est utilisé dans le recensement fédéral de la population, dans la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et dans la statistique des personnes sans emploi.

3.9 Grandes régions

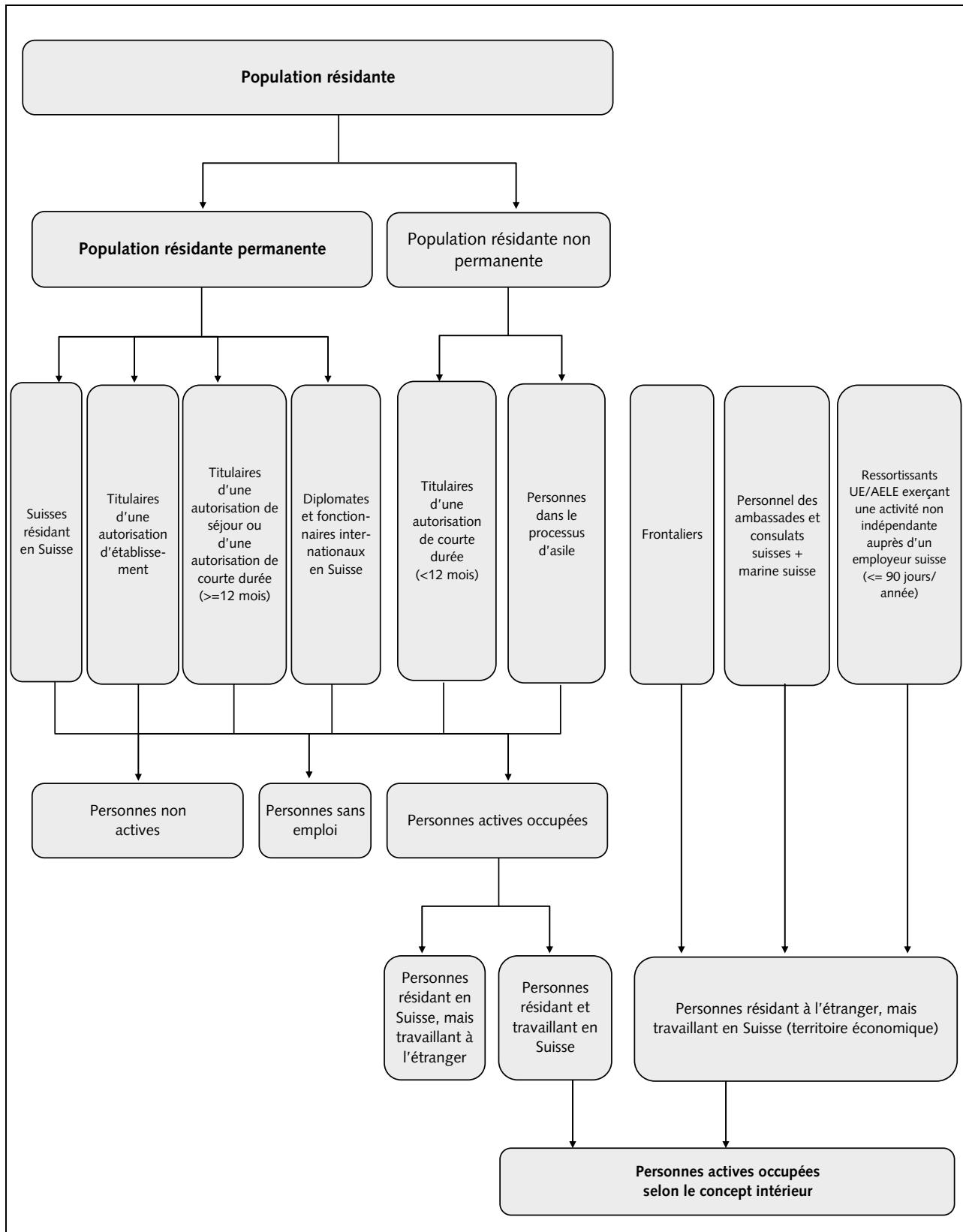
Grandes régions

Région lémanique:	Genève, Valais, Vaud
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure
Suisse du Nord-Ouest:	Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville
Zurich:	Zurich
Suisse orientale:	Appenzell Rh.-Ext., Appenzell Rh.-Int., Glaris, Grisons, Saint-Gall, Schaffhouse, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Nidwald, Obwald, Schwytz, Uri, Zoug
Tessin:	Tessin

Sources statistiques

Les résultats de la plupart des statistiques du marché du travail sont proposés sous une forme régionalisée.

Encadré 5: population résidante, population résidante permanente et concept intérieur



4 Sources statistiques

4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail

Les informations sur le marché du travail proviennent d'enquêtes réalisées auprès des ménages, d'enquêtes réalisées auprès des entreprises ou de l'exploitation de données administratives (cf. encadré 6). Alors que les enquêtes auprès des ménages sont essentiellement basées sur l'offre de travail, les enquêtes auprès des entreprises fournissent des informations orientées sur la demande. Ces informations peuvent également être combinées afin d'obtenir ce qu'on appelle des statistiques de synthèse. Ces dernières enrichissent nos informations et produisent des résultats nouveaux sans qu'il y ait besoin de procéder à de coûteuses enquêtes supplémentaires. Elles permettent en outre de combiner les avantages spécifiques de plusieurs statistiques et d'en pallier certains défauts. Dans l'encadré 6, on remarque qu'une multitude de statistiques ou registres livrent des informations portant sur le marché du travail. Afin que la publication garde une relative concision, ainsi que pour des raisons de périodicité d'enquête, certaines de ces sources statistiques ne sont pas abordées plus en détail, ni sur le plan des aspects de méthode, ni sur celui des résultats¹.

L'enquête suisse sur la population active (ESPA), réalisée auprès des ménages, est la source principale de quatre statistiques de synthèse traitées dans cet ouvrage. Il s'agit de la statistique de la population active occupée (SPAO), de la statistique du volume du travail (SVOLTA), de la statistique des personnes sans emploi (SPSE) et des comptes globaux du marché du travail (CMT). Dans le cadre de cette publication, l'ESPA fournit également les chiffres nécessaires aux comparaisons internationales et au calcul des taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Outre l'ESPA et les quatre statistiques de synthèse qui en sont dérivées, sept autres sources statistiques livrent des indicateurs dans le cadre de la publication «Indicateurs du marché du travail» (cf. encadré 7): quatre enquêtes auprès des entreprises (la statistique de l'emploi, l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux et l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse), trois statistiques basées sur des données administratives (la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises, la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et la statistique de l'évolution des salaires). La vue d'ensemble est complétée par la statistique des frontaliers (statistique de synthèse basée principalement sur la statistique de l'emploi et utilisée comme input dans la SPAO, dans la SVOLTA et dans les CMT).

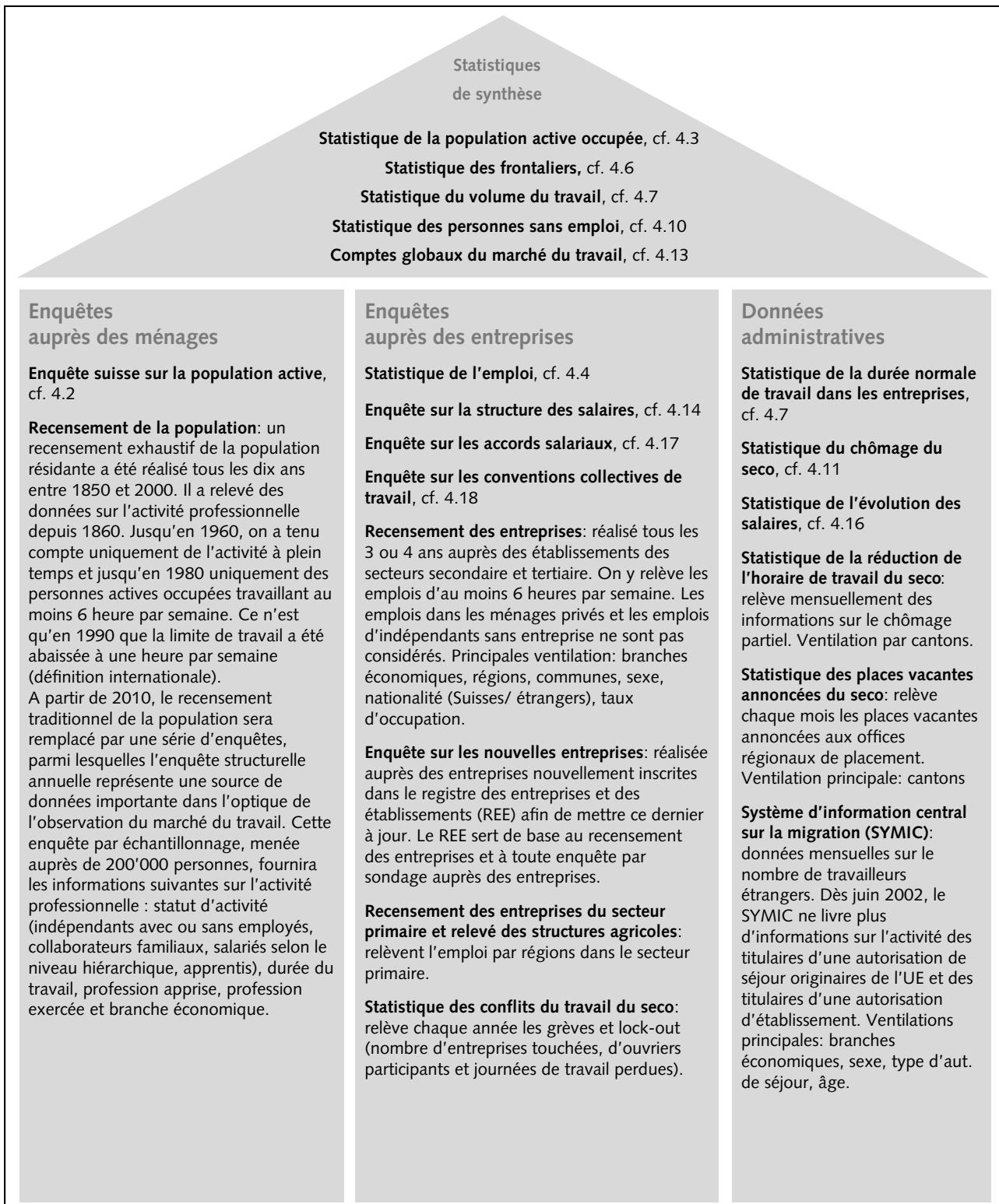
¹ Des informations sur les sources statistiques relatives au marché du travail qui ne sont pas présentées en détail dans cette publication peuvent être obtenues auprès des Offices fédéraux suivants:

Secrétariat d'Etat à l'économie: statistique sur la réduction de l'horaire de travail, statistique des places vacantes annoncées et statistique des conflits du travail

Office fédéral des migrations: système d'information central sur la migration (SYMIC)

Office fédéral de la statistique: recensement de la population, recensement des entreprises, enquête sur les nouvelles entreprises, recensement des entreprises du secteur primaire

Encadré 6: le système des statistiques suisses du marché du travail



Encadré 7: aperçu des statistiques et des indicateurs traités dans la publication

Statistiques de synthèse	
Statistiques	Indicateurs fournis
Statistique de la population active occupée (SPAO)	<ul style="list-style-type: none"> Personnes actives occupées
Statistique des frontaliers (STAF)	<ul style="list-style-type: none"> Frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse (indicateur intégré dans la SPAO)
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	<ul style="list-style-type: none"> Heures effectives de travail Heures normales de travail Heures supplémentaires Heures d'absences
Statistique des personnes sans emploi (SPSE)	<ul style="list-style-type: none"> Personnes sans emploi Taux de sans-emploi
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	<ul style="list-style-type: none"> Transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité Migrations de main-d'œuvre
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'actifs occupés Taux d'activité Indicateurs servant aux comparaisons internationales
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	<ul style="list-style-type: none"> Emplois, emplois équivalents plein temps Indicateurs sur les prévisions de l'emploi Indice des places vacantes Indicateurs des difficultés de recrutement
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	<ul style="list-style-type: none"> Salaire mensuel brut standardisé Salaire mensuel net non standardisé
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation des salaires effectifs Adaptation des salaires minimaux
Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	<ul style="list-style-type: none"> Conventions collectives de travail
Données administratives	
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	<ul style="list-style-type: none"> Durée normale du travail hebdomadaire des salariés à plein temps
Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)	<ul style="list-style-type: none"> Chômeurs inscrits Taux de chômage Demandeurs d'emploi inscrits
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	<ul style="list-style-type: none"> Indice des salaires nominaux Indice des salaires réels

4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est une enquête annuelle réalisée auprès des ménages qui a pour but principal de fournir des données sur la structure de la population active suisse et sur les comportements en matière d'activité professionnelle. Les thèmes principaux que l'ESPA aborde sont l'activité professionnelle, le chômage et ses caractéristiques, le métier (apris et exercé), les conditions de travail, la mobilité sur le marché du travail, la branche économique, les heures de travail, la formation (y compris la formation continue), le travail non rémunéré, la situation familiale, les conditions de logement et les revenus (cf. chapitre 4.15). Ce vaste éventail de données conduit à un grand choix dans les critères de ventilations (par exemple les actifs occupés selon l'état civil, la classe de revenu, le type d'horaire; les personnes sans emploi selon la formation, la durée de chômage, le type de famille, etc.). Des enquêtes très similaires (appelées enquêtes sur les forces de travail ou labour force surveys) sont conduites dans les pays de l'Union européenne.

Concepts et définitions de l'ESPA

L'ESPA applique les définitions internationales de l'activité et du chômage (Bureau international du Travail et EUROSTAT). Une personne est ainsi considérée comme active occupée si elle exerce une activité professionnelle d'au moins une heure pendant la semaine de référence. L'utilisation de ces définitions permet de réaliser des comparaisons internationales.

En raison de la méthode de relevé, les résultats de l'enquête se rapportent à la population résidante permanente uniquement. Par conséquent, l'ESPA ne prend pas en considération certains groupes d'étrangers, tels les frontaliers, les titulaires d'une autorisation de courte durée et les personnes dans le processus d'asile. Pour combler ces lacunes, on rajoute, dans une étape importante des processus de calcul des statistiques de synthèse (statistique de la population active occupée, statistique des personnes sans

emploi, statistique du volume du travail et comptes globaux du marché du travail), les groupes qui n'appartiennent pas à la population résidante permanente (voir encadré 8). Cette opération, si elle permet de tenir compte de toutes les personnes travaillant en Suisse et de toutes les personnes sans emploi résidant en Suisse, présente toutefois un inconvénient: on perd de la souplesse dans les possibilités de ventilation des résultats.

Méthode de calcul de l'ESPA

a) Méthode de relevé

L'ESPA est une enquête par échantillonnage auprès des ménages réalisée chaque année depuis 1991 entre le mois d'avril et le mois de juin. L'OFS informe par écrit ces ménages, puis un institut de sondage mandaté les contacte par téléphone. La durée moyenne de l'interview est de vingt minutes. Les personnes qui participent à l'enquête sont interrogées cinq années d'affilée. Cette structure en panel permet d'observer de près l'évolution du marché du travail et d'effectuer des analyses longitudinales.

b) Extrapolation des résultats

L'exploitation des résultats de l'enquête nécessite une pondération des réponses fournies par les personnes interrogées. Cette pondération est calculée sur la base de la population résidante permanente de la Suisse (ESPOP). En 2009, chaque participant à l'ESPA représente en moyenne 130 personnes de la population résidante permanente âgée de 15 ans et plus (échantillon de 49'000 ménages en 2009).

Les principaux résultats de l'ESPA sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, des analyses «à la carte» peuvent également être réalisées sur demande.

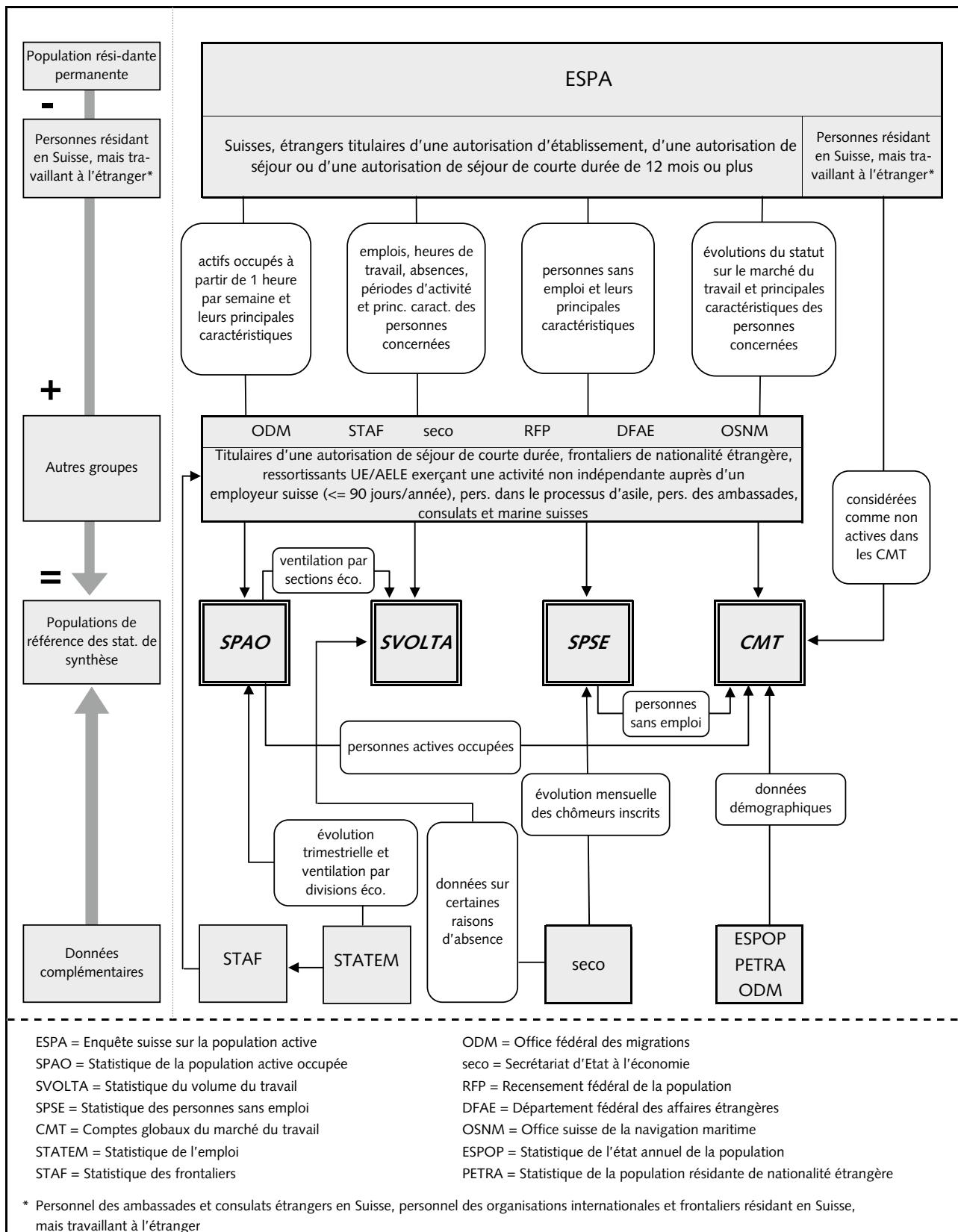
Concepts et définitions de l'enquête suisse sur la population active

Objet de la statistique:	Structure de la population active et comportements en matière d'activité professionnelle
Méthode de relevé:	Enquête auprès des ménages (49'000 ménages en 2009)
Population de référence:	Population résidante permanente
Période de référence/périodicité:	Deuxième trimestre (d'avril à juin), enquête annuelle

Critères de ventilation

Les nombreux thèmes abordés par l'enquête permettent un grand choix dans les critères de ventilation. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'une enquête par échantillonnage, les croisements entre variables sont limités (plus les groupes isolés sont de taille réduite, plus le coefficient de variation est grand).

Encadré 8: les inputs principaux des statistiques de synthèse basées sur l'ESPA



4.3 La statistique de la population active occupée (SPAO)

La statistique de la population active occupée (SPAO) a été créée en 1977. Des chiffres globaux remontent jusqu'en 1948 et d'autres, plus détaillés, jusqu'en 1960. Dans cette statistique, toutes les personnes travaillant en Suisse sont prises en compte. La SPAO livre ainsi des données sur l'ensemble de l'économie, y compris le secteur primaire. La SPAO est une statistique de synthèse, c'est-à-dire qu'elle repose sur différentes sources statistiques dont les principales sont l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le système d'information central sur la migration (SYMIC) tenu par l'office fédéral des migrations (ODM) et la statistique de l'emploi (STATEM). En combinant ainsi les résultats de diverses sources, il est possible d'une part d'utiliser les forces tout en laissant de côté les faiblesses des statistiques comprises dans la SPAO et d'autre part d'adapter le champ couvert par la statistique au concept intérieur.

Concepts et définitions de la SPAO

La SPAO relève toutes les personnes travaillant en Suisse (cf. chapitre 3.8, «le concept intérieur») au moins une heure par semaine. Elle répond ainsi à la définition de l'activité recommandée par le Bureau international du Travail. La SPAO considère notamment des groupes de population qui ne sont pas compris, pour diverses raisons, dans la STATEM. Il s'agit en particulier des personnes travaillant dans le secteur primaire, de celles qui sont employées par des ménages privés ainsi que de celles qui exercent leur activité en tant qu'indépendant sans entreprise. La population de référence de la SPAO se distingue aussi de celle de l'ESPA. En effet, à la différence de l'ESPA qui ne considère que la population résidante permanente, la SPAO tient également compte des frontaliers, des personnes dans le processus d'asile, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, du personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger et du personnel de la marine suisse.

Méthode de calcul de la SPAO

La SPAO s'établit en trois étapes.

1) Calcul des valeurs de référence annuelles

Les valeurs de référence annuelles se calculent à partir de l'ESPA. Mais comme les définitions de celle-ci ne coïncident pas entièrement avec les définitions de la SPAO, il faut procéder à deux adaptations (cf. encadré 9).

- Premièrement, les chiffres de l'ESPA, qui se rapportent à la population résidante permanente, sont adaptés au concept intérieur. Autrement dit, on ajoute aux chiffres de l'ESPA, les titulaires d'une autorisation de séjour de

courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, le personnel de la marine suisse, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins, et l'on en soustrait le personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse, les fonctionnaires internationaux et les frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger.

- Deuxièmement, on convertit les résultats obtenus, qui sont des valeurs moyennes pour le 2^e trimestre, en des valeurs se rapportant à la fin du 2^e trimestre. On utilise pour ce faire la statistique de l'emploi .

Ce calcul se fait séparément pour les hommes et pour les femmes, pour les Suisses et pour les étrangers (ces derniers étant répartis selon le type d'autorisation de séjour).

2) Ventilation des valeurs de référence

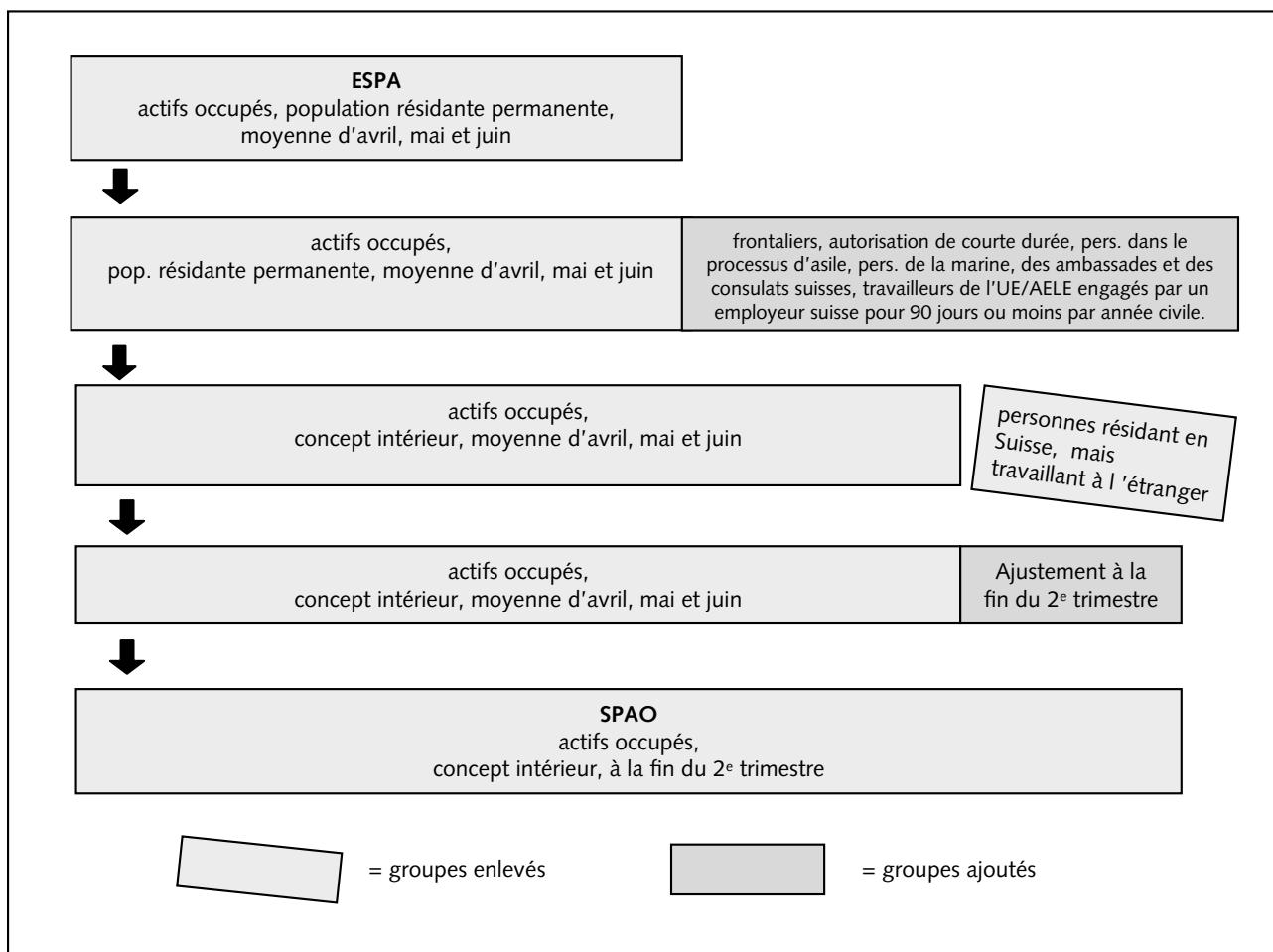
Les valeurs de référence – déjà réparties selon le sexe, la nationalité et le type d'autorisation de séjour – sont encore ventilées selon les secteurs et divisions économiques, les grandes régions, les groupes d'âges, le taux d'occupation et le statut d'activité. Les sources de données principales pour la ventilation sont l'ESPA, la STATEM, le SYMIC et la statistique des frontaliers (STAF).

3) Trimestrialisation

Les chiffres trimestriels définitifs sont calculés pour chaque division économique ainsi que pour les grandes régions, séparément pour les hommes et pour les femmes, par interpolation exponentielle entre deux valeurs de référence. Ils sont ensuite multipliés par le profil saisonnier de la STATEM. Quand la valeur de référence suivante n'est pas connue, on calcule des chiffres trimestriels provisoires en extrapolant, pour chaque sexe et pour chaque division économique, la valeur de référence la plus récente au moyen de l'évolution de l'emploi selon la STATEM.

Pour plus de détails sur la méthode de la SPAO, cf. le rapport méthodologique interne «La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2002», OFS, 2003.

Encadré 9: calcul des actifs occupés de la SPAO au 2^e trimestre à partir de l'ESPA



Concepts et définitions de la statistique de la population active occupée

Objet de la statistique: Les personnes exerçant une activité productive au sens de la comptabilité nationale d'au moins 1 heure par semaine

Méthode de relevé: Statistique de synthèse

Population de référence: Population active occupée selon le concept intérieur

Période de référence/périodicité: Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle et annuelle

Critères de ventilation

Personnes actives occupées

Valeurs de fin du trimestre et annuelles:

- sexe x nationalité/autorisation de séjour
- sexe x sections économiques selon la NOGA
- sexe x divisions économiques selon la NOGA
- sexe x grandes régions
- secteurs économiques x grandes régions

- Valeurs au milieu de l'année (30 juin):
- sexe x nationalité x secteurs économiques
- sexe x nationalité x groupes d'âges
- sexe x nationalité x taux d'occupation
- sexe x nationalité x statut d'activité

x = croisé avec

4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)

La statistique de l'emploi (STATEM) est élaborée sur la base d'une enquête réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Elle existe en tant qu'enquête trimestrielle depuis 1925. D'abord réalisée pour différentes branches industrielles et publiée sous forme d'indice, elle a peu à peu évolué, couvrant finalement toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Elle est publiée sous forme d'effectifs depuis le 3^e trimestre 1991.

Concepts et définitions de la STATEM

La STATEM porte sur les établissements des secteurs secondaire et tertiaire sur territoire suisse (concept intérieur). Les établissements du secteur primaire (agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture), les établissements où l'on travaille moins de 20 heures par semaine et les employés de ménages privés ne sont pas pris en compte. Le principal sujet d'investigation de l'enquête est le nombre d'emplois, y compris ceux des patrons, gérants, propriétaires travaillant dans l'établissement, des apprentis, des représentants et du personnel des services extérieurs.

Méthode de calcul de la STATEM

L'enquête se fonde sur un échantillon aléatoire d'établissements (dans le sens de l'unité locale) tirés du Registre des entreprises et des établissements (REE). L'échantillon, stratifié par divisions économiques, taille des établissements (emplois mesurés en équivalents plein temps) et par grande région, se base sur les chiffres du recensement des entreprises (RE). Les cantons et les grandes villes qui le souhaitent ont depuis 2001 la possibilité de financer des compléments d'échantillons régionaux. Suite à la publication des résultats du recensement des entreprises 2005, la STATEM a été révisée au 2^e trimestre 2007. L'échantillon et les cadres de sondage et d'extrapolation ont été renouvelés, les méthodes d'estimation ont été révisées et les séries ont été adaptées pour la période 1991–2007. A partir

de la révision 2007, le cadre de sondage et l'échantillon sont mis à jour une fois par année au 2^e trimestre. Le registre des entreprises et des établissements (REE) constitue l'univers dont sont tirés les cadres de sondage et d'extrapolation pour le nombre d'emplois. Ainsi, la STATEM intègre-t-elle de manière contrôlée les mises à jour du REE, ainsi que l'ensemble des variations d'emploi dues aux créations et disparitions d'établissements. Les séries sont également adaptées une fois par an aux valeurs de référence du nouvel échantillon. Les séries révisées pour les 4 trimestres concernés sont publiées au 3^e trimestre. L'échantillon mis à jour contient environ 63'000 établissements, soit environ 16% de l'ensemble des établissements des secteurs secondaire et tertiaire et couvre environ 60% des emplois. Un annexe méthodologique décrivant les principales caractéristiques du cadre de sondage, ainsi que la variance des estimations trimestrielles accompagne les tableaux de résultats.

Les renseignements nécessaires à la STATEM sont récoltés auprès des établissements grâce à l'envoi d'un questionnaire imprimé sur papier ou adressé par e-mail, par l'échange électronique de données ou par le biais de la version internet de l'enquête. Le questionnaire porte en premier lieu sur le nombre d'emplois occupés dans l'établissement à la fin du trimestre sous référence. Les autres informations recueillies dans le cadre de cette enquête concernent les places vacantes, ainsi que deux variables qualitatives, soit l'indicateur sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et l'indicateur sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Tous les résultats de la STATEM sont disponibles sur le site Internet de l'OFS de même que les rapports de méthodes suivants: «Statistique de l'emploi: Bases méthodologiques 2000», OFS, 2002, «Statistique de l'emploi. Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage», OFS, 2008; «Statistique de l'emploi: Révision 2007: méthodes d'estimation», OFS, 2008.

Concepts et définitions de la statistique de l'emploi

Objet de la statistique:

Les emplois dans les établissements, les places vacantes, les indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et les indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Méthode de relevé:

Enquête auprès de 63'000 établissements

Population de référence:

Emplois de 6 heures et plus dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur. Ne sont pas considérés: les emplois du secteur primaire, les emplois «hors entreprises» (emplois dans des ménages privés et indépendants sans entreprise), emplois dans les établissements où l'on travaille au total moins de 20 heures par semaine

Période de référence/périodicité: Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

Emplois

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA x taux d'occupation
- Sexe x grandes régions x secteurs économiques/taux d'occupation

Indice des places vacantes, indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi

- Divisions économiques NOGA
- Grandes régions
- Séries désaisonnalisées

Équivalents plein temps

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA
- Grandes régions x secteurs économiques

x = croisé avec
/ = ou

4.5 Comparaisons entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi

La statistique de la population active occupée (SPAO) et la statistique de l'emploi (STATEM) abordent le marché du travail sous des angles différents, la première par le biais des ménages, la seconde par le biais des établissements. Les méthodes d'élaboration des deux statistiques se distinguent fortement: alors que la SPAO se fonde sur diverses sources statistiques, la STATEM est réalisée sur la base d'une enquête auprès des établissements. En raison de ces différences, l'une ou l'autre statistique sera plus appropriée selon l'aspect du marché du travail que l'on souhaite analyser.

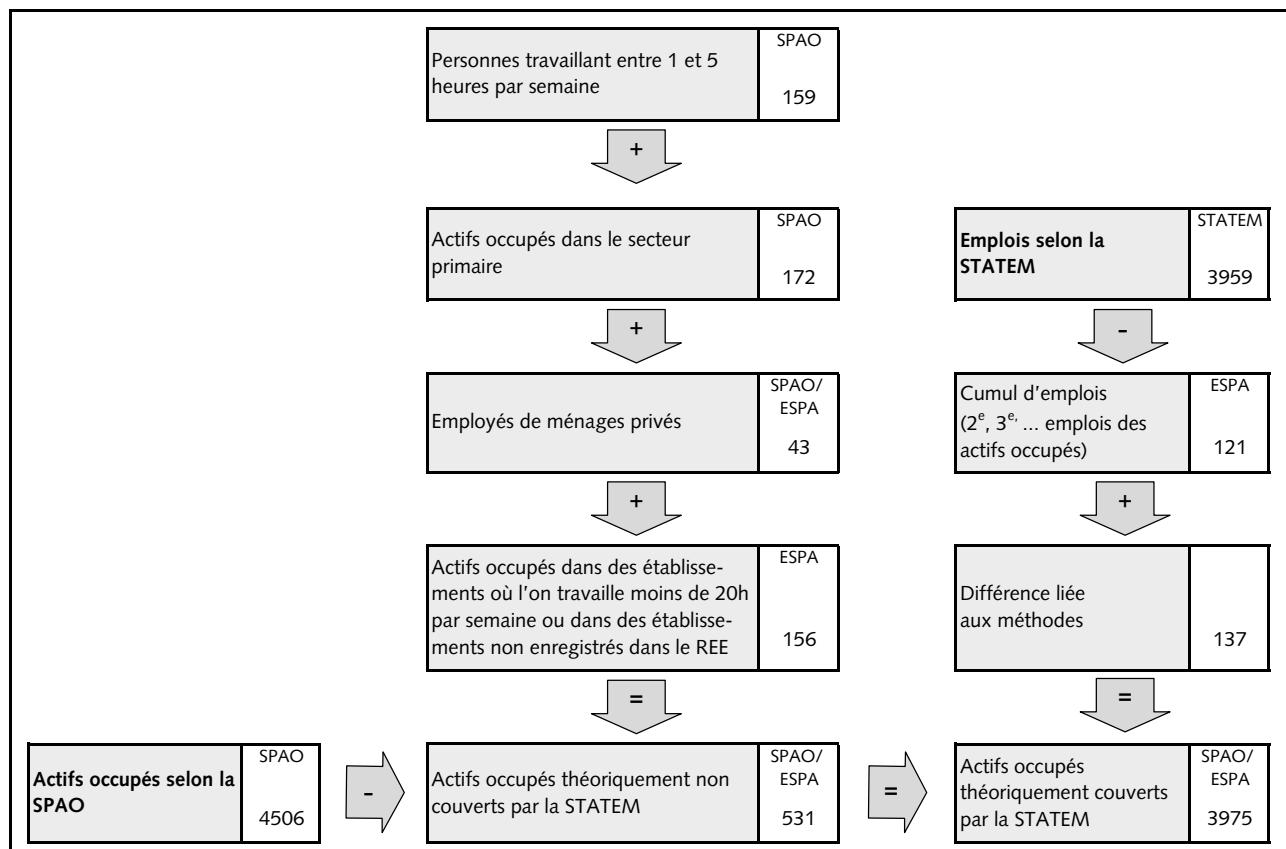
La SPAO fournit des données sur l'ensemble des personnes travaillant en Suisse. Elle renseigne notamment sur la répartition de la population active occupée dans les trois secteurs économiques et sur les évolutions à long terme de l'activité professionnelle. La SPAO est également adaptée pour des analyses relatives à la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse. Grâce à la ventilation par catégories d'autorisation de séjour, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la part des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour dans l'ensemble de la population étran-

gère active occupée. La statistique permet en outre d'étudier des questions touchant la structure sociodémographique du monde du travail (les jeunes, les femmes, les indépendants, etc.).

Par contre, si l'on s'intéresse à l'évolution de la conjoncture dans les différentes branches de l'économie, on consultera de préférence la STATEM. Les emplois dans les différentes branches sont de plus ventilés par taux d'occupation. Ainsi, l'on peut par exemple connaître la part des personnes qui sont occupées à temps partiel dans l'hôtellerie et la restauration. Cette statistique dispose en outre d'informations sur les places vacantes et fournit des indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Afin de mieux se rendre compte des différences entre la SPAO et la STATEM, nous pouvons estimer les groupes de population compris dans l'une des statistiques, mais pas dans l'autre. L'encadré 10 montre comment l'on passe des résultats de la SPAO à ceux de la STATEM.

Encadré 10: liens entre les données de la SPAO et de la STATEM, 2^e trimestre 2008, chiffres en milliers



4.6 La statistique des frontaliers (STAF)

La statistique des frontaliers (STAF) fournit trimestriellement des informations quant à l'effectif et aux principales caractéristiques des travailleurs frontaliers étrangers en activité en Suisse. La STAF est une statistique de synthèse élaborée sur la base des données de la statistique de l'emploi (STATEM), du recensement des entreprises (RE) et du système d'information central sur la migration (SYMIC). Créeé en 2005, des chiffres globaux ont été calculés rétrospectivement jusqu'en 1995.

Concepts et définitions de la STAF

La statistique des frontaliers relève tous les travailleurs frontaliers étrangers, c'est-à-dire les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse. L'effectif fourni par la statistique des frontaliers est inférieur à celui des autorisations frontalières en cours selon le SYMIC, les cessations d'activité n'étant pas systématiquement annoncées aux autorités.

Méthode de calcul de la STAF

La source principale de la statistique des frontaliers est la statistique de l'emploi (STATEM), qui est une enquête par échantillonnage réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Dans cette enquête, une question porte sur le nombre de travailleurs frontaliers employés par l'établissement pour le trimestre en cours.

La STAF se construit en 2 étapes principales:

- On estime tout d'abord l'effectif au niveau national des frontaliers salariés des secteurs II et III, sans les services domestiques et sans les organisations extra-territoriales, ce qui correspond à la couverture statistique de la STATEM.
- Dans un deuxième temps, on détermine le total des travailleurs frontaliers au niveau national. On applique un correctif au nombre d'autorisations en cours dans le SYMIC pour les frontaliers du secteur primaire, des services domestiques, des organisations extra-territoriales et des frontaliers indépendants. La somme de cet effectif corrigé et de l'estimation précédente donne la valeur de référence nationale du nombre de frontaliers. Ce total est ensuite ventilé selon différents critères. La répartition selon les différents critères de ventilation est proportionnelle à la répartition dans le SYMIC.

Lors de l'élaboration de la statistique, les valeurs de référence nationales ont été calculées rétrospectivement jusqu'au 3^e trimestre 1995, par interpolation exponentielle entre deux valeurs de référence. L'estimation du total des frontaliers est soumise à un coefficient de variation d'environ 1,1%.

Pour plus de détails sur la méthode de la STAF, cf. le rapport méthodologique interne «Statistique des frontaliers, Bases méthodologiques», OFS, 2008.

Concepts et définitions de la statistique des frontaliers

Objet de la statistique:	Travailleurs frontaliers étrangers
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Tous les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse.
Période de référence/périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

Critères de ventilation

Travailleurs frontaliers

sexe x grandes régions
sexe x cantons de travail
sexe x communes de travail
sexe x sections éco. selon la NOGA x cantons de travail
sexe x divisions éco. selon la NOGA x cantons de travail
sexe x classes d'âge x cantons de travail

sexe x pays de résidence x cantons de travail
sexe x durée du permis de travail x cantons de travail
sexe x statut d'activité x cantons de travail
sexe x statut d'activité x sections éco. selon la NOGA
statut d'activité x divisions économiques selon la NOGA

x = croisé avec

4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)

Jusque dans les années 50, la grande majorité des travailleurs étaient employés à plein temps. Il suffisait alors de considérer l'effectif de la population active occupée pour obtenir un indicateur fiable du niveau de l'activité professionnelle. Avec l'apparition du travail à temps partiel dans les années 60, et avec le développement de formules souples d'aménagement du temps de travail, cet indicateur ne suffisait plus. Il a donc fallu créer des statistiques nouvelles sur la durée et le volume du travail. Si des statistiques sur la durée hebdomadaire du travail ont vu le jour dès les années 40, la statistique du volume du travail (SVOLTA) n'a pu être créée qu'au début des années 90.

Concepts et définitions de la SVOLTA

Pour élaborer la SVOLTA, nous nous sommes inspirés de divers travaux réalisés dans ce domaine par le Bureau international du Travail (BIT), et avons tenu compte des expériences faites dans les pays où cette statistique constitue comme chez nous une statistique de synthèse. Ces éléments ont toutefois dû être adaptés aux données disponibles en Suisse. Les concepts et les définitions ont été fixés compte tenu des règles en vigueur dans le Système de Comptabilité Nationale.

Méthode de calcul de la SVOLTA

La méthode d'établissement de la SVOLTA diffère selon que l'on considère la population résidante permanente ou les autres groupes de population travaillant en Suisse.

- Volume du travail de la population résidante permanente

Pour la population résidante permanente, le volume du travail se calcule d'après les résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). L'ESPA permet de calculer la durée annuelle normale du travail pour chaque emploi (les éventuelles activités accessoires des personnes actives occupées sont prises en compte). Pour les emplois salariés, on considère comme durée normale du travail celle qui est fixée dans le contrat de travail. Pour les emplois des indé-

pendants, on considère la durée usuelle du travail. Les absences annuelles sont soustraites, pour chaque emploi, à la durée annuelle normale du travail. Comme l'ESPA n'informe pas de façon suffisamment fiable sur tous les types d'absences, nous nous référons, pour les absences en raison des réductions de l'horaire de travail et des conflits de travail, aux statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). De plus, étant donné la saisonnalité des absences pour des raisons de santé, nous utilisons un facteur de correction établi sur la base de l'enquête suisse sur la santé (ESS). Pour obtenir la durée annuelle effective du travail, il faut encore tenir compte, pour chaque emploi, des heures supplémentaires annuelles (livrées par l'ESPA). Elles ne sont comptées que si elles ne sont pas compensées par des congés. La durée effective du travail correspond donc au nombre d'heures qui, au cours de la période considérée, ont effectivement été consacrées à l'accomplissement d'une tâche ou d'un travail déterminé.

- Volume du travail des autres groupes

Pour estimer le volume du travail conformément au concept intérieur, il faut également prendre en considération plusieurs groupes de population travaillant en Suisse mais qui ne sont pas interrogés dans le cadre de l'ESPA. Ces groupes sont les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel de la marine suisse, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger et les frontaliers domiciliés à l'étranger mais travaillant en Suisse. Si le nombre d'emplois occupés par ces groupes de personnes nous est donné par des sources administratives dont la principale est le système d'information central des migrations (SYMIC), leur durée du travail provient de valeurs moyennes estimées à l'aide de l'ESPA. Une analyse réalisée à l'aide du recensement fédéral de la population (RFP) a montré, en effet, que la durée de travail de ces groupes d'étrangers ventilés selon le sexe, le taux d'occupation et la section économique ne diffère pas de manière significative de la durée du travail du reste de la population.

Concepts et définitions de la statistique du volume du travail

Objet de la statistique:	Heures effectives de travail, heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires de toutes les personnes qui accomplissent dans l'année au moins 1 heure d'activité productive au sens de la comptabilité nationale.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x sections économiques NOGA
- Sexe x nationalité x statut d'activité
- Sexe x nationalité x taux d'occupation
- Sexe x nationalité x grandes régions

x = croisé avec

4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)

Si la statistique officielle livre des données sur la durée hebdomadaire du travail depuis 1942, les méthodes et les concepts de base ont fortement évolué au cours du temps. Depuis 1973, la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) est réalisée sur la base des déclarations d'accidents des salariés transmises au Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de la nouvelle loi sur l'assurance-accidents (LAA), soumettant tous les salariés à l'obligation de s'assurer, a permis d'élargir le champ de la statistique à l'ensemble des branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'au secteur primaire. Avant le transfert à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la DNT le 1^{er} mars 1995, celle-ci était réalisée au sein de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). Les résultats sont disponibles par branches économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) à partir de 1990.

Concepts et définitions de la DNT

La durée normale du travail est définie comme la durée du travail hebdomadaire pratiquée dans les entreprises et valable sur un intervalle de plusieurs mois ou années. Cette durée s'applique à l'entreprise et correspond, en principe, à la durée individuelle du travail des salariés engagés à plein temps, qui ne font pas d'heures supplémentaires et ne sont pas touchés par des réductions de l'horaire du travail.

Méthode de calcul de la DNT

La durée normale du travail se calcule à l'aide d'un schéma de pondération, dont la base est le dernier recensement des entreprises (RE). En effet, chaque division économique de chaque canton reçoit un coefficient de pondération. Ce procédé permet de calculer les valeurs agrégées en fonction des structures de l'emploi propres à chaque canton et à chaque région. Dans cette optique, il n'est pas tenu compte (pour la

période durant laquelle le schéma de pondération est constant) des variations de la durée normale du travail résultant d'un changement de l'importance relative des branches économiques, comme par exemple, les effets d'un transfert de salariés vers une division dans laquelle la durée normale du travail est généralement plus faible qu'ailleurs. La différence entre la durée normale du travail cantonale et la durée normale du travail à l'échelle nationale peut être interprétée, comme la conjonction de deux effets:

- une différence dans la structure de l'emploi entre la Suisse et le canton considéré (effet structurel)
- une différence dans la durée normale du travail à l'intérieur même d'une ou de plusieurs divisions économiques, entre la Suisse et le canton sous revue (effet résiduel)

Pour chaque canton et section économique, il est possible de calculer la valeur de cet effet structurel. Pour ce faire, on pondère, au niveau des divisions économiques, les données des salariés accidentés du canton en question avec les coefficients de pondération relatifs à la structure suisse de l'emploi. La différence (obtenue au niveau du total des divisions ou d'une section économique) entre la durée cantonale effective et la durée cantonale du travail hypothétique reflète la différence due à l'effet de structure.

En 2008, par exemple, pour le canton de Neuchâtel, la durée normale du travail s'élève à 40,9 h, contre 41,6 h à l'échelon suisse (secteur primaire exclu). Il en découle une différence de 0,7 h, qui peut être décomposée en une variation de 0,2 h due à la structure de l'emploi propre au canton de Neuchâtel, et une variation de 0,5 h due à l'effet résiduel. Cette dernière s'explique par le fait que, dans le canton de Neuchâtel, une ou plusieurs divisions économiques présentent des durées normales du travail inférieures à la moyenne suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de la DNT, cf. la publication «Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux», OFS, 1998.

Concepts et définitions de la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

Objet de la statistique:	Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps dans les entreprises
Méthode de relevé:	Exploitation d'environ 280'000 données administratives
Population de référence:	Salariés des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

- Sections et divisions économiques NOGA
- Sections économiques NOGA x cantons
- Sections économiques NOGA x grandes régions

x = croisé avec

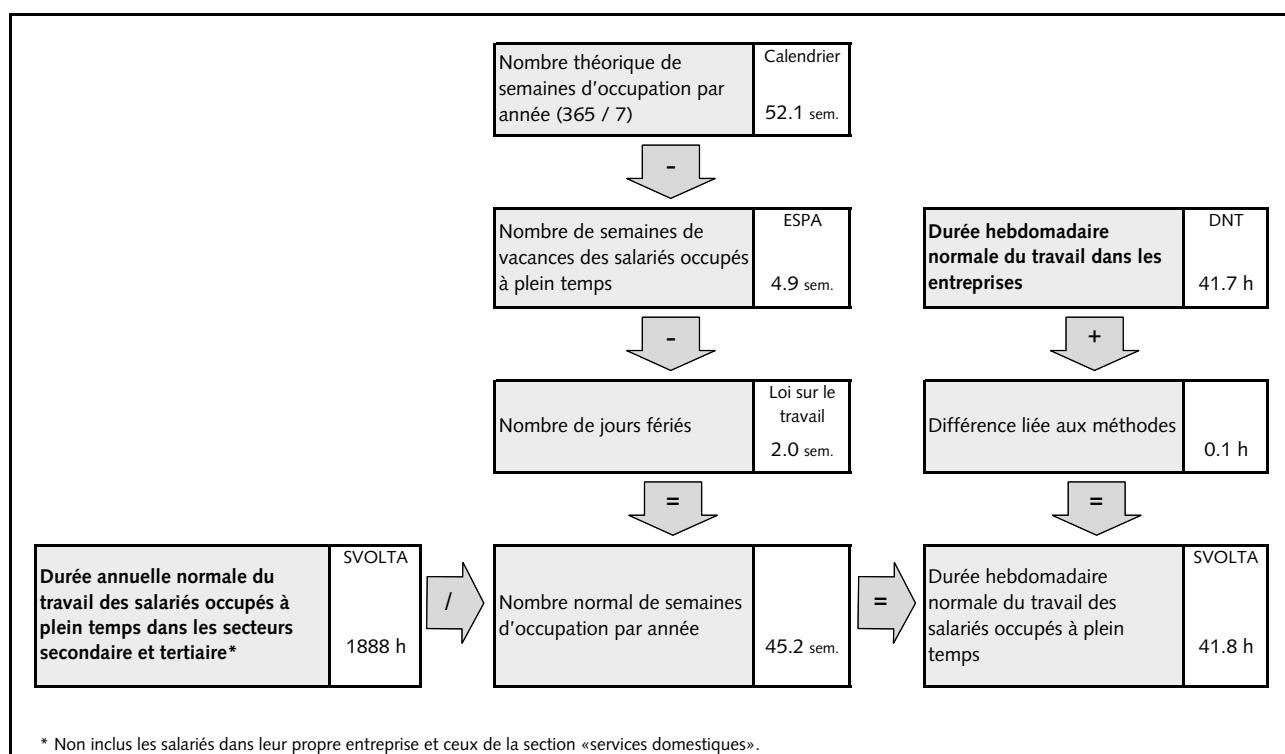
4.9 Comparaisons entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

La statistique du volume du travail (SVOLTA) fournit en premier lieu des données macro-économiques sur le volume annuel effectif du travail pour l'ensemble de l'économie suisse et permet ainsi de disposer d'une base de calcul de productivité par heure de travail. Mais la SVOLTA fournit aussi des données détaillées sur les composantes des heures de travail par emploi et par année (heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires). Grâce à la ventilation par statut d'activité et taux d'occupation, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la durée annuelle effective du travail des salariés occupés à plein temps et de comprendre dans quelle mesure ce résultat dépend du changement de la durée annuelle du travail selon le contrat, des absences ou des heures supplémentaires. D'autres indicateurs comme le taux d'absences ou le taux d'heures supplémentaires sont également calculés dans le cadre de la SVOLTA.

Par contre, si l'on s'intéresse aux pratiques en matière de durée hebdomadaire du travail stipulée dans les contrats des salariés à plein temps, on consultera de préférence la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT). La DNT se prête aussi à des analyses de la durée normale du travail dans les différentes divisions économiques et dans les différents cantons.

Bien que des données concernant la durée normale du travail soient livrées par la SVOLTA et par la DNT, une comparaison entre ces deux sources ne peut se faire de manière directe. A cela plusieurs raisons: d'abord la durée normale du travail se rapporte dans la SVOLTA à l'ensemble des actifs occupés y compris les indépendants; tandis que la DNT base ses estimations sur l'information donnée par les salariés à plein temps. Ensuite, dans la SVOLTA on retrouve tous les groupes d'activités économiques; alors que dans la DNT le secteur primaire ne comprend que l'horticulture et la sylviculture jusqu'en 2005 et les services domestiques ne sont pas inclus. Malgré toutes ces différences nous pouvons essayer d'estimer la durée hebdomadaire normale du travail d'après la SVOLTA pour ensuite pouvoir la comparer avec la durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises sur la base de la DNT (voir encadré 11).

Encadré 11: liens entre les données sur la durée normale du travail de la SVOLTA et de la DNT, 2007



4.10 La statistique des personnes sans emploi (SPSE)

Depuis 1991, l'Office fédéral de la statistique (OFS) établit, dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le nombre de personnes sans emploi (l'équivalent des chômeurs selon les normes internationales) d'après les recommandations du Bureau international du Travail (BIT) et de l'OCDE. Comme l'ESPA ne fournit actuellement que des informations annuelles et qu'elle ne porte que sur la population résidante permanente, on a introduit en 1995 la statistique des personnes sans emploi (SPSE). Celle-ci livre des données mensuelles sur le nombre de personnes sans-emploi pour l'ensemble de la Suisse (population résidante). Les données de la SPSE remontent jusqu'au mois de janvier 1991.

Concepts et définitions de la SPSE

La SPSE est basée sur les définitions du chômage du BIT. Contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco, cf. chapitre 4.11), qui ne porte que sur les chômeurs inscrits, la SPSE considère toutes les personnes sans travail et en quête d'emploi qui sont en mesure de commencer une nouvelle activité dans un bref délai. Les chômeurs en fin de droits, qu'ils soient encore inscrits ou non, sont donc compris dans les données de la SPSE, de même que les personnes qui voudraient reprendre une activité professionnelle après s'être consacrées quelques années à leur famille.

Méthode de calcul de la SPSE

La SPSE s'établit en deux étapes: on détermine d'abord les valeurs de référence pour la population résidante permanente (à l'aide de l'ESPA) et pour la population résidante non permanente (à l'aide de la statistique du chômage du seco), puis on établit une série mensuelle à l'aide de la statistique du seco. Les valeurs mensuelles sont calculées ex-post, dès que la nouvelle valeur de référence est disponible. A l'exception du total, aucune valeur provisoire n'est calculée.

1) Calcul des valeurs de référence annuelles

La SPSE s'appuie sur l'ESPA, laquelle se réfère au milieu du 2^e trimestre. La première étape consiste à déterminer les valeurs de référence annuelles pour la population résidante permanente au milieu de l'année, calculées séparément pour chacun des cinq groupes d'âges par sexe et par nationalité/type d'autorisation de séjour. Les valeurs de juin de la statistique du chômage du seco servent de valeurs de référence pour la population résidante non permanente.

2) Calcul des valeurs mensuelles

La deuxième étape consiste à établir les chiffres mensuels entre deux valeurs de référence. On procède différemment pour la population résidante permanente et pour la population résidante non permanente.

Population résidante permanente: pour déterminer les séries mensuelles se rapportant aux personnes sans emploi qui sont inscrites en tant que chômeurs auprès des offices du travail, on procède à une interpolation linéaire entre les valeurs de référence. La tendance ainsi obtenue est modifiée en dernier lieu selon le profil saisonnier et conjoncturel de la statistique du chômage du seco. Pour les personnes sans emploi non inscrites, on procède seulement par interpolation linéaire. Comme on ne connaît pas de profil saisonnier pour ces personnes, on suppose qu'il n'y a pas pour eux de fluctuations saisonnières.

Pour la population résidante non permanente (titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée et personnes dans le processus d'asile), les chiffres mensuels sont repris de la statistique du chômage du seco, ventilés par groupes d'âges et sexe.

On trouvera une description détaillée de la méthode dans le rapport méthodologique interne de l'OFS: «Revision der Erwerbslosenstatistik 2002, Detailkonzept», 2002 (n'existe qu'en allemand).

Concepts et définitions de la statistique des personnes sans emploi

Objet de la statistique:	Les personnes sans emploi (= chômeurs selon les définitions internationales)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population résidante
Période de référence/périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

Critères de ventilation

Sexe x nationalité x groupes d'âges
Sexe x grandes régions

x = croisé avec

4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)

Une statistique du chômage existe en Suisse depuis 1936. Elle est menée aujourd'hui par le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). Cette statistique enregistre les effectifs de personnes inscrites au chômage à la fin du mois, les entrées ainsi que les sorties du chômage. Depuis l'automne 1997, la statistique du chômage est complétée par la publication du nombre des demandeurs d'emploi inscrits.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du seco

Les données de la statistique du chômage du seco sont recueillies dans le cadre d'un relevé exhaustif qui repose sur les registres des offices régionaux de placement (ORP). A cet égard, on considère comme demandeur d'emploi, toutes les personnes annoncées, qu'elles touchent des indemnités journalières ou non. Les demandeurs d'emploi sont répartis en deux catégories: les demandeurs d'emploi chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Les demandeurs d'emploi non-chômeurs sont inscrits auprès d'un ORP, mais à la différence des chômeurs inscrits ils ne sont pas disponibles immédiatement pour un placement (autrement dit, dans les 30 jours) ou ils occupent un

emploi. Le seco distingue les catégories suivantes de demandeurs d'emploi non-chômeurs: les personnes en gain intermédiaire, les personnes engagées dans un programme d'occupation, de reconversion ou de perfectionnement ainsi que les autres demandeurs d'emploi non-chômeurs (école de recrues, maladie, personnes occupant encore un emploi).

Méthode de calcul de la statistique du chômage du seco

Les données concernant les demandeurs d'emploi chômeurs ou non-chômeurs sont collectées auprès des offices régionaux de placement. Les données cantonales sont ensuite groupées au plan national par le biais du Système informatisé pour le placement et la statistique du marché du travail (PLASTA). Elles peuvent être exploitées selon de nombreux critères de ventilation quelques jours déjà après le jour de référence.

On trouvera des informations détaillées concernant la conception et les bases de la statistique du chômage dans la publication «Le chômage en Suisse», Secrétariat d'Etat à l'économie, Berne, 2002.

Concepts et définitions de la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie

Objet de la statistique:	Personnes inscrites auprès d'un office régional de placement
Méthode de relevé:	Exploitation de données administratives
Population de référence:	Population résidante
Période de référence/périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

Critères de ventilation

Les critères suivants sont pris en compte dans la statistique du chômage: sexe, âge, domicile, nationalité/type d'autorisation de séjour, statut sur le plan du chômage (chômeur partiel/chômeur complet), durée du chômage, situation professionnelle antérieure, branche économique, groupe de professions, dernière fonction exercée.

Comme il s'agit d'un relevé exhaustif, on peut en principe coupler, dans la statistique du chômage, tous les caractères disponibles. Pour des raisons de place, seule une sélection de combinaisons est publiée. Sur demande, le seco réalise des exploitations spéciales.

4.12 Comparaison entre la statistique des personnes sans emploi et la statistique du chômage

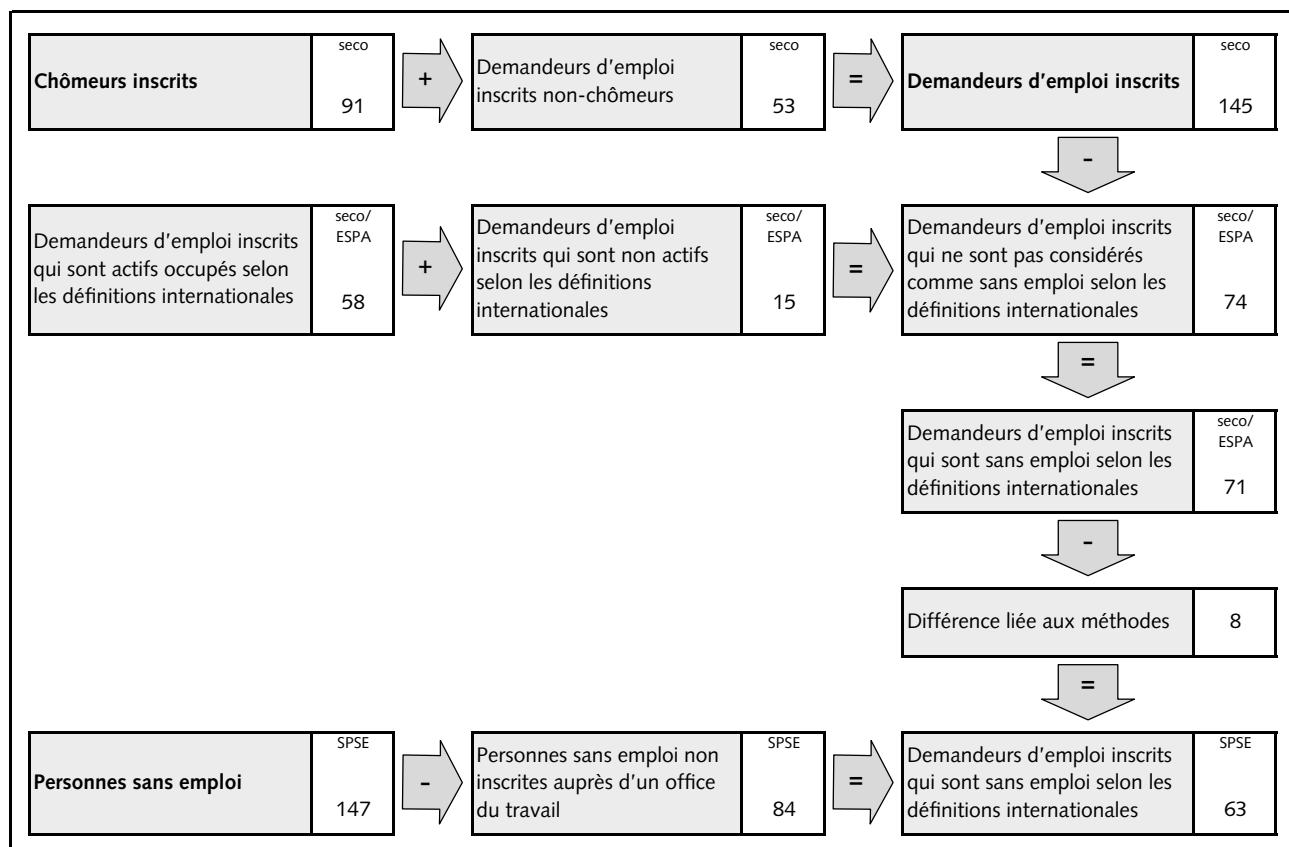
La statistique des personnes sans emploi (SPSE), réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur des recommandations internationales et, contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), n'est que très peu influencée par des modifications de loi dans le domaine de l'assurance-chômage. Elle est donc à préférer lors de comparaisons internationales. Comme la SPSE recense par définition toutes les personnes qui sont sans travail et à la recherche d'un emploi pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour l'occuper, elle définit l'offre de travail non utilisée mieux que ne le fait la statistique du chômage du seco.

La statistique du chômage du seco constitue un très bon instrument pour observer la conjoncture. Les résultats sont publiés généralement 5 jours après la fin du mois. Il n'existe aucune autre statistique économique qui fournit des données aussi rapidement par rapport à son jour de référence. Comme elle est une enquête exhaustive, la statistique du chômage permet en outre d'observer l'évolution conjonctuelle à un niveau régional très détaillé. Par ailleurs, les indicateurs du seco représentent la meilleure source lorsqu'il s'agit d'étudier les modalités de l'assurance-chômage.

Dans l'encadré 12, les chiffres du seco sont comparés au nombre de personnes sans emploi de la SPSE. Les différents groupes de personnes considérés dans les deux statistiques ne sont pas de même importance sur le plan quantitatif et il n'est pas possible de rendre compte intégralement des différences entre ces dernières. Une différence liée aux méthodes d'enquête subsiste: la statistique du chômage du seco est un relevé exhaustif qui se base sur des données tirées de registres et qui ont pour jour de référence le dernier jour ouvrable du mois. La SPSE se fonde essentiellement sur l'ESPA, qui est une enquête par échantillonnage dont les données se réfèrent à tout un trimestre. Ces conceptions distinctes peuvent occasionner des différences autres que celles liées aux définitions et que l'on ne peut cependant quantifier avec précision. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est possible que certaines personnes ne fournissent pas les mêmes informations concernant leur situation professionnelle aux enquêteurs de l'ESPA, qu'aux offices régionaux de placements².

² On peut ainsi imaginer que des chômeurs inscrits ne répondent pas à la définition des sans-emploi dans l'ESPA parce qu'ils exerçaient un emploi occasionnel pendant la semaine de référence de l'ESPA ou qu'ils ne pouvaient pas, pour d'autres raisons, occuper un nouvel emploi à court terme.

Encadré 12: liens entre les données de la SPSE et du seco, 2^e trimestre 2008, chiffres en milliers, population résidante



4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)

Les comptes globaux du marché du travail (CMT) permettent de saisir la dynamique du marché du travail. Cette statistique met en évidence les transitions individuelles entre activité professionnelle, chômage et non-activité et, à cet égard, complète les données de la statistique de la population active occupée (SPAO) et de la statistique des personnes sans emploi (SPSE). Les CMT couvrent également les mouvements migratoires et naturels (naissances, décès). Ils établissent ainsi un lien entre les statistiques du marché du travail et la statistique démographique. Les CMT ont été introduits en 1998 avec des données remontant jusqu'en 1991.

Concepts et définitions des CMT

Les CMT s'appuient sur les mêmes définitions que la SPAO et la SPSE pour ce qui est des personnes actives occupées et des personnes sans emploi. La période de référence est l'année civile. Les transitions sont déterminées en confrontant le statut des personnes (actives occupées, sans-emploi ou non actives) en début d'année avec le statut en fin d'année. Seules sont considérées les migrations qui ne sont pas compensées par un mouvement migratoire inverse au cours de la même année.

Méthode de calcul des CMT

Les CMT se construisent en 5 étapes principales.

1) Calcul des effectifs de début et de fin d'année

Le nombre total de Suisses est repris de la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP). L'Office fédéral des migrations (ODM) livre les effectifs d'étrangers établis, de titulaires d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée et de personnes dans le processus d'asile (par le système d'information central sur la migration (SYMIC)). Le nombre de frontaliers est fourni par la statistique des frontaliers (STAF). La ventilation selon le statut sur le marché du travail se fait à l'aide de la SPAO et de la SPSE.

2) Calcul des entrées (immigrations et naissances)

Les immigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «entrants» présentent, en fin d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de sans-emploi que les effectifs totaux de Suisses. Les immigrations des autres groupes sont déterminées d'après les chiffres de l'ODM. L'ESPA sert à déterminer la part d'actifs parmi les nouveaux titulaires d'une autorisation d'établissement ou d'un permis de séjour. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et sans-emploi est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Le nombre de naissances enregistrées dans la population résidante permanente est fourni par la statistique BEVNAT (données des offices locaux de l'état civil). Les naissances chez les personnes dans le processus d'asile sont livrées par l'ODM.

3) Calcul des sorties (émigrations et décès)

Les émigrations de Suisses sont fournies par l'ESPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «sortants» présentaient, en début d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de sans-emploi que les effectifs totaux de Suisses. Les émigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de l'ODM, lesquelles permettent une distinction entre personnes actives et personnes non actives. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et sans-emploi est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Les décès sont déterminés d'après la statistique BEVNAT. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après la même hypothèse que celle utilisée pour les émigrations de Suisses.

Concepts et définitions des comptes globaux du marché du travail

Objet de la statistique:	Les mouvements sur le marché du travail (transitions entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations et mouvements naturels)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Personnes actives occupées selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Personnes sans emploi et personnes non actives parmi la population résidante

Critères de ventilation

Sexe x nationalité x statut sur le marché du travail

x = croisé avec

4) Calcul des transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité

Les transitions concernent les personnes présentes aussi bien dans les effectifs initiaux que dans les effectifs finaux. Les transitions des personnes appartenant à la population résidante permanente sont déterminées à partir des données du panel de l'ESPA (les personnes interrogées, le sont normalement sur cinq années consécutives). La pondération longitudinale des personnes interrogées est basée sur l'estimation de la population résidante permanente présente tant lors de l'enquête au temps t que lors de l'enquête au temps $t+1$ (méthode d'estimation: effectifs en t – émigrations – décès). Les transitions des autres groupes sont principalement déterminées à l'aide du SYMIC.

5) Egalisation de la matrice des CMT

Les CMT faisant appel à des sources diverses, des écarts de bilan apparaissent dans un premier temps. Afin d'éliminer ces différences, on utilise un procédé mathématique dans lequel les effectifs de début et de fin d'année fonctionnent comme valeurs de référence.

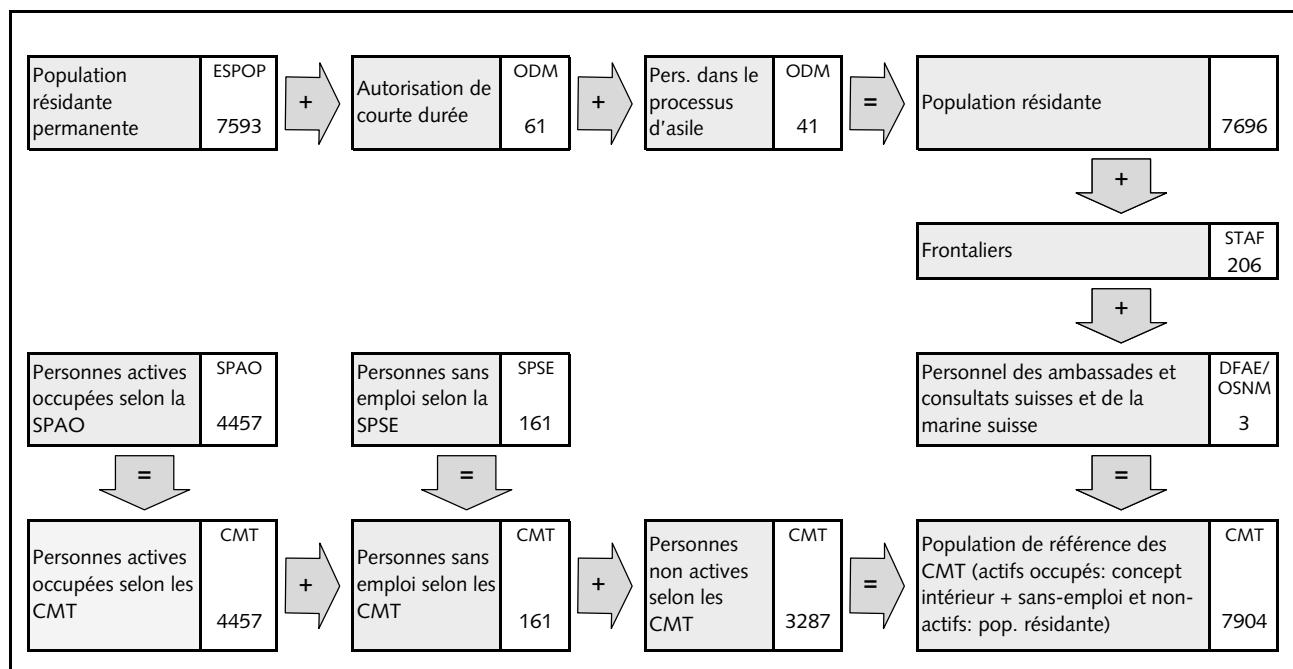
Comparaison entre les données des CMT et d'autres statistiques

Des liens existent entre les CMT et d'autres statistiques. Ainsi, les effectifs d'actifs occupés sont repris directement des chiffres de la fin du quatrième trimestre de la SPAO (cf. encadré 13). Les effectifs de sans-emploi sont repris de la SPSE. Par ailleurs, la population de référence des CMT correspond à la population résidante permanente selon l'ESPOP, additionnée des frontaliers, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, des personnes dans le processus d'asile, du personnel des ambassades et consultats suisses et du personnel de la marine suisse.

Par rapport aux données du SYMIC, les données sur les migrations dans le cadre des CMT divergent sur deux points principaux: en premier lieu, les CMT ne tiennent compte que des migrations internationales qui ne sont pas compensées dans la même année par un mouvement migratoire inverse. D'autre part, certains correctifs sont appliqués aux données administratives du SYMIC avant de les utiliser comme input dans les CMT, ceci dans le but de respecter au mieux les définitions internationales.

Pour plus de détails sur la méthode des comptes globaux du marché du travail, cf. la publication «Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats 1991–1996», OFS, 1998.

Encadré 13: liens entre les données des CMT, de la SPAO, de la SPSE et de l'ESPOP, chiffres en milliers, 31.12.07



4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)

L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) est réalisée tous les deux ans au mois d'octobre depuis 1994 sur la base d'un questionnaire écrit envoyé aux entreprises. Elle permet de décrire régulièrement, à partir de données représentatives, la structure des salaires dans l'ensemble des branches économiques en Suisse (à l'exception de l'agriculture). Elle s'intéresse non seulement à la branche économique et à la taille de l'entreprise, mais aussi aux caractéristiques individuelles des personnes salariées et des postes de travail.

Depuis 1994, les données sur les salaires des entreprises privées, de l'administration et des entreprises fédérales ont également été relevées. Depuis 1998, l'enquête fournit en plus des données sur les salaires dans le secteur public cantonal et en 2006, une enquête pilote a été menée sur les salaires communaux. En 2006, les données de quelque 46'300 entreprises privées et publiques resp. administrations avec environ 1,6 million de salaires ont été saisies et exploitées. Le taux de réponse net, c'est-à-dire la part des entreprises qui ont répondu parmi les entreprises dont l'adresse était correcte, a passé de 85% en 2002 à 88% en 2006.

Concepts et définition de l'ESS

Les deux principaux indicateurs élaborés sur la base de l'ESS sont: le salaire brut standardisé sous la forme d'une valeur centrale (médiane) et la répartition des salaires mensuels nets. Le salaire mensuel brut standardisé est le montant brut recalculé sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail. Cette conversion permet d'établir des comparaisons entre les personnes occupées à plein temps et celles travaillant à temps partiel. Les salaires nets, non stan-

dardisés, indiquent les montants effectivement versés par mois sans conversion en équivalents plein temps. La valeur centrale (médiane) signifie que pour une moitié des salariés, le salaire standardisé se situe au-dessus alors que pour l'autre moitié, le salaire s'inscrit au-dessous. Cet estimateur a la particularité d'être moins sensible aux valeurs extrêmes que ne l'est la moyenne arithmétique.

Méthode de calcul de l'ESS

Dans le secteur privé, l'enquête sur la structure des salaires repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: le premier niveau est l'entreprise, le second la fiche de salaire. Les entreprises sont stratifiées en fonction de trois critères: la taille (nombre de personnes employées), l'appartenance à la branche économique (selon les divisions de la NOGA) et l'appartenance à une région ou un canton (7 grandes régions, 5 cantons et une ville). Les taux de tirage sont calculés de façon à ce que la dispersion espérée soit inférieure à 5% dans chaque strate. Dans le secteur public (Confédération et cantons), l'enquête est exhaustive au niveau des entreprises et administrations interrogées. Au niveau communal, une commune sur dix est sélectionnée aléatoirement et interrogée. Une enquête exhaustive est réalisée dans les villes employant plus de 1000 personnes. Pour le deuxième niveau d'échantillonnage, on demande en règle générale aux entreprises de plus de 49 salariés de fournir au moins un tiers de leurs salariés, à celles comptant entre 20 et 49 au moins la moitié et aux autres, la totalité de leurs salariés.

Les principaux résultats de l'ESS font l'objet d'une publication bisannuelle: «L'enquête suisse sur la structure des salariés 2006», Panorama salarial 2006, OFS, 2008.

Concepts et définitions de l'enquête sur la structure des salaires

Objet de la statistique:	Salaire mensuel brut standardisé et salaire mensuel net (non standardisé).
Méthode de relevé:	Enquête auprès d'environ 46'300 entreprises représentant environ 1,6 million de salariés.
Population de référence:	Emplois salariés des secteurs secondaire et tertiaire (+horticulture) selon le concept intérieur. Sans les personnes en apprentissage, les stagiaires, les personnes salariées travaillant à domicile, les personnes rémunérées uniquement à la commission, celles dont les activités professionnelles se déroulent en majeure partie à l'étranger, les personnes qui touchent un salaire réduit par rapport à leur degré d'activité (p. ex. SUVA, AI etc.) et les personnes employées dans une entreprise comptant moins de 2 personnes salariées.
Période de référence/périodicité:	Mois d'octobre, statistique réalisée tous les deux ans

Critères de ventilation

Salaire mensuel brut standardisé

- Niveau des qualifications pour le poste x sexe x divisions économiques NOGA/taille de l'entreprise/domaine d'activité/groupe d'âge/années de service/permis/grandes régions
- Position professionnelle x sexe x niveau de formation

Salaire mensuel net (non standardisé)

- Taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs (chaque millier de francs)/quantiles (chaque 10%)
- Secteur privé/public x sexe x classes de salaires en francs/quantiles
- Niveau des qualifications requises x taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs/quantiles

X = croisé avec/ = ou

4.15 Comparaison des données salariales de l'ESS et de l'ESPA

L'ESS n'est pas l'unique source statistique susceptible de fournir des données sur les salaires. Dans le cadre des statistiques du marché du travail, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) relève également des données sur le revenu du travail³. Les méthodes diffèrent cependant grandement entre les deux enquêtes: si l'ESS recourt à un questionnaire écrit adressé aux entreprises qui traite spécifiquement des questions salariales et qui permet de distinguer et de mesurer les différentes composantes salariales, les données de l'ESPA reposent sur une série de questions dans le cadre d'une interview téléphonique abordant de nombreux autres thèmes (cf. chapitre 4.2). Dans l'ESS la notion de salaire brut standardisé, mesurée sur la base des composantes salariales reprises directement de la comptabilité de l'entreprise, comprend le salaire brut du mois d'octobre, les allocations pour le travail en équipe et le travail du dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux (bonus, participation au bénéfice, etc.). Dans l'ESPA le salaire mensuel brut est calculé sur la base du salaire annoncé par la personne interrogée, auquel on ajoute 1/12 du salaire en cas de 13^e salaire, un autre 1/12 en cas de 14^e salaire et 1/24 en cas de prime ou de gratification.

Par rapport à l'ESPA, l'ESS présente l'avantage de reposer sur un large échantillon de salariés, lequel permet des analy-

ses à un niveau élevé de désagrégation (par ex. par divisions économiques de la NOGA ou selon les principales caractéristiques des salariés ou des postes de travail). De plus, elle porte non seulement sur la population résidante permanente, mais aussi sur les frontaliers et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée. De son côté, l'ESPA tient compte de certaines catégories de salariés non relevées dans l'ESS, telles que les propriétaires de l'entreprise, les apprentis et les personnes travaillant dans des formes atypiques d'emploi (travailleurs à domicile, employés de ménages privés, stagiaires, etc.). L'ESPA recueille par ailleurs des données sur le revenu des indépendants et offre de multiples possibilités de ventilations selon divers critères sociodémographiques (par ex. catégories de professions, situation familiale, etc.).

En raison de ces différences, les résultats de l'une ou de l'autre statistique seront plus appropriés en fonction des questions posées et des unités d'analyses choisies.

L'encadré 14 a été élaboré afin de montrer la nécessité d'harmoniser les données de l'ESS et de l'ESPA avant toute comparaison. Sur un niveau très agrégé cette comparaison indique des différences de l'ordre de 1 à 2%. Pour des raisons de représentativité statistique, la comparaison des données harmonisées de l'ESS et de l'ESPA ne devrait se faire qu'à des niveaux élevés d'aggrégation.

Encadré 14: Harmonisation des données salariales de l'ESS et de l'ESPA, 2006

Salaire mensuel brut standardisé ¹ médian selon l'ESPA, population résidante permanente			Salaire mensuel brut standardisé ¹ médian selon l'ESS, concept intérieur ²		
ESPA	Total	frs. 5'800.--	ESS	Total	frs. 5'881.-
	Hommes	frs. 6'376.--		Hommes	frs. 6'260.-
	Femmes	frs. 5'128.--		Femmes	frs. 5'240.-
↓			↓		
Population non couverte par l'ESS: Personnes travaillant dans le secteur primaire (horticulture et sylviculture non comprises), dans un ménage privé ou dans une associations ecclésiastiques ou religieuses, personnel intérimaire, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes			Population non couverte par l'ESPA: Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.		
↓ =			↓ =		
Salaire mensuel brut standardisé ¹ médian après harmonisation			Salaire mensuel brut standardisé ¹ médian après harmonisation		
ESPA	Total	frs. 5'899.--	ESS	Total	frs. 5'947.--
	Hommes	frs. 6'455.--		Hommes	frs. 6'365.--
	Femmes	frs. 5'200.--		Femmes	frs. 5'272.--
↓			↓		
¹ équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail					
² salaires du secteur privé et du secteur public					

³ L'enquête sur le budget des ménages (EBM) ainsi que les données administratives de l'AVS comprennent aussi des données sur le revenu du travail. Cependant, le but premier de ces deux sources statistiques n'étant pas la description du marché du travail, nous ne les abordons pas plus en détail dans la présente publication.

4.16 La statistique de l'évolution des salaires

De 1939 à 1993, la statistique de l'évolution des salaires était calculée à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements (LOK) menée par l'OFIAMT (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents a vu naître une nouvelle source administrative pour le calcul d'un indice des salaires: ainsi, en 1994, les déclarations d'accidents sont devenues la source officielle des données pour le calcul de l'évolution des salaires.

Le principal objet de la statistique de l'évolution des salaires est l'indice suisse des salaires (ISS) qui a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires. L'ISS est un des indicateurs conjoncturels pris en considération dans l'analyse de l'évolution économique. Il constitue une valeur de référence lors du processus des négociations salariales et sert de base pour l'application de certaines législations en matière d'assurances sociales (par ex. indexation des rentes AVS). On distingue l'indice des salaires nominaux qui mesure l'évolution des salaires effectivement perçus et l'indice des salaires réels qui indique l'évolution du pouvoir d'achat des salaires. L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation. En 2008, environ 280'000 données individuelles d'accident ont pu être utilisées.

Concepts et définitions de l'ISS

L'ISS mesure l'évolution des salaires se rapportant à un travail de nature constante. Le calcul de l'ISS élimine donc l'impact de l'évolution de la structure des salariés sur l'évolution des salaires pour se concentrer sur l'évolution du prix du travail. Dans ce but, on ne tient pas compte par exemple des variations salariales dues à l'augmentation de la part des personnes qualifiées ou du déplacement des salariés vers des branches économiques versant des salaires plus élevés.

La définition du salaire individuel retenu pour les calculs de l'indice annuel des salaires est la suivante:

Salaire brut de base
+ Allocation de renchérissement
+ 13^e salaire

Sont exclues les composantes suivantes du salaire: les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

Méthode de calcul de l'ISS

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des salariés) a été fixée. La formule de l'ISS correspond à la somme, pour tous les groupes de salariés, du rapport entre le salaire moyen du groupe de l'année courante et celui de l'année de base multiplié par le poids du groupe. Chaque salarié de la base de données est affecté à un groupe de salariés qui répond à un certain nombre de critères caractéristiques qui sont: la classe économique, le sexe et la condition d'emploi (plein temps ou temps partiel). Le poids relatif de chaque groupe se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base. Le poids relatif de chacun des groupes est calculé sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse les plus récents. La dernière révision de l'ISS a permis de fixer la base à 2005. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données les plus récentes de l'enquête suisse des salaires 2006, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2005. Sont inclus les salariés à plein temps, hommes et femmes et depuis 2006, les salariées femmes à temps partiel. Le nombre insuffisant de salariés hommes à temps partiel ne permet pas d'inclure de groupes dans le calcul qui donneraient des résultats statistiquement représentatifs. De même, un certain nombre de groupes de femmes ont été exclus du calcul.

Les résultats de la statistique de l'évolution des salaires font l'objet d'une publication annuelle: «Evolution des salaires en 2008, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2009.

Concepts et définitions de la statistique de l'évolution des salaires

Objet de la statistique:	Indice annuel de l'évolution des salaires à structure constante
Méthode de relevé:	Traitements de données administratives (déclarations d'accidents)
Population de référence:	Salariés, hommes à plein temps, femmes à plein temps et temps partiel, secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

Indice nominal et réel base 2005 = 100

- Divisions économiques NOGA02
- Sections économiques NOGA x sexe

Séries base 1993 = 100 et base 1939 = 100

x = croisé avec

4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)

L'enquête sur les accords salariaux (EAS) a pour objet les résultats des négociations salariales que mènent chaque année les partenaires sociaux (associations d'employeurs ou entreprises et organisations syndicales) dans le cadre des principales conventions collectives de travail (CCT). Elle a porté en 2009 sur 97 CCT concernant environ 1,4 million de personnes salariées; ce dernier chiffre correspond à 85% de l'ensemble des personnes salariées assujetties aux CCT en Suisse et représente plus d'un tiers des emplois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Concepts et définitions de l'EAS

Les partenaires sociaux négocient généralement en automne les adaptations salariales pour l'année suivante. Au moment où l'EAS se termine, les négociations salariales peuvent soit avoir abouti, soit avoir échoué ou se poursuivre encore; elles peuvent aussi avoir été conclues après l'intervention d'une instance d'arbitrage. Dans plusieurs CCT, les négociations salariales ne font pas l'objet de dispositions. L'OFS enquête auprès des partenaires sociaux premiers signataires des principales CCT sur la tenue des négociations salariales et leurs résultats, les accords salariaux. Ces derniers comprennent notamment l'adaptation des salaires effectivement versés aux personnes assujetties à une CCT (salaires effectifs), l'adaptation des salaires fixés dans la CCT (salaires minimaux/tarifaires) et/ou tout changement dans la durée du travail. L'évolution des salaires est établie sur la base exclusi-

vement de valeurs nominales. L'adaptation des salaires effectifs est la plupart du temps exprimée en pour cent par rapport à l'année précédente et correspond à une variation de la masse salariale; l'adaptation des salaires minimaux doit être le plus souvent calculée à partir des valeurs absolues des salaires, elle est un indicateur d'évolution des grilles de salaires.

Méthode de calcul de l'EAS

Parmi les CCT recensées tous les deux ans lors de l'enquête sur les CCT en Suisse (ECS), l'OFS sélectionne les CCT de droit public et privé traitant des conditions de travail et d'emploi concernant au moins 1500 personnes salariées (principales CCT). Les CCT considérées sont analysées relativement à leurs effets sur les salaires. Les moyennes des adaptations salariales sont calculées par secteurs, sections et branches économiques, en pondérant le pourcentage d'adaptation convenu dans le cadre de chaque CCT par le nombre de personnes salariées relevant de la CCT. Toute variation de la durée hebdomadaire du travail dans une CCT se répercute sur le chiffre d'adaptation final retenu pour cette dernière.

Les résultats de l'EAS font l'objet d'une publication: «Accords salariaux conclus pour 2008, Conventions collectives de travail, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2009.

Concepts et définitions de l'enquête sur les accords salariaux

Objet de la statistique:	Résultats des négociations salariales en matière d'adaptations salariales.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des principales CCT de droit privé et public
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

Critères de ventilation

Divisions économiques selon NOGA x sexe
Nombre de personnes salariées assujetties

X = croisé avec

4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)

L'enquête sur les conventions collectives de travail (ECS) porte sur la structure générale des conventions collectives de travail (CCT) en Suisse, ainsi que sur leur contenu. Cette statistique a pour but principal de dresser un répertoire exhaustif des CCT et des contrats-types de travail (CTT) édictés au niveau fédéral et cantonal; elle constitue une base de données représentative pour l'analyse de l'évolution des domaines conventionnés et pour diverses exploitations statistiques dans le domaine des salaires et des conditions de travail. C'est sur la base d'une sélection des principales CCT recensées dans l'ECS que se réalise l'enquête sur les accords salariaux (EAS). Les principaux résultats de l'ECS font l'objet d'une publication bisannuelle.

Concepts et définitions de l'ECS

Cette enquête porte sur les conventions collectives de travail des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Elle fournit également des informations sur les avenants aux CCT (conventions complémentaires), de même que sur les documents analogues aux CCT tels que les recommandations, ainsi que les contrats-types de travail (CTT). Les documents sont répertoriés selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1995 (NOGA). L'ECS relève des don-

nées telles que le nom de la convention, le type de CCT (CCT d'association ou d'entreprise), les parties signataires, la branche économique, la date d'entrée en vigueur, la portée territoriale, le nombre de personnes salariées assujetties, la présence ou non de salaires minimaux etc. Ce vaste éventail de données permet la diffusion des résultats selon divers critères de ventilation.

Méthode de calcul de l'ECS

L'ECS est une enquête bisannuelle et réalise un état des lieux au 1^{er} mai de l'année en cours. L'enquête s'effectue par questionnaire écrit auprès des parties contractantes d'une CCT, à savoir les associations d'employeurs ou entreprises et les associations de salariés signataires d'une convention. En ce qui concerne les contrats-types de travail (CTT), l'enquête est menée directement auprès des offices cantonaux du travail et du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco).

Les principaux résultats de l'ECS font l'objet d'une publication: «Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse, 2007», OFS, 2009.

Concepts et définitions de l'enquête sur les conventions collectives de travail

Objet de la statistique:	Nombre et contenu des CCT en Suisse et documents analogues.
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT: associations d'employeurs ou entreprises et associations de salariés
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur.
Période de référence/périodicité:	1 ^{er} mai, statistique bisannuelle

Critères de ventilation

Divisions économiques NOGA
Partenaires signataires des CCT
Type de CCT
Portée territoriale
Entrée en vigueur
Présence ou non de salaires minimaux
Nombre de personnes salariées assujetties

Tableaux 2009

Signes utilisés

Les signes qui accompagnent un chiffre:

p (exposant)	chiffre provisoire, p.ex. 324 ^p
r (révisé)	chiffre révisé, p.ex. 324 ^r
(chiffre)	fiabilité statistique relative, p. ex. (324)

Les signes utilisés en l'absence de chiffres:

X	non indiqué pour des raisons liées à la protection des données
()	non indiqué par manque de fiabilité statistique
...	chiffre inconnu (pas [encore] relevé ou pas [encore] calculé)
*	non indiqué car évident ou non pertinent

Le signe «-» est utilisé pour les chiffres arrondis; il signifie zéro.

Au besoin, d'autres signes sont utilisés et expliqués dans les tableaux où ils apparaissent.

T1 Activité professionnelle, chômage, durée de travail et évolution des salaires, 1900-2008

Année	Actifs occupés en milliers 1)	Chô-meurs inscrits en milliers 2)	Taux d'activité en % 3)	Taux de chômage en % 2)	Durée de travail en heures par semaine 4)	Indice des salaires réels en points 5)	Année	Actifs occupés en milliers 1)	Chô-meurs inscrits en milliers 2)	Taux d'activité en % 3)	Taux de chômage en % 2)	Durée de travail en heures par semaine 4)	Indice des salaires réels en points 5)
1900	1555	...	47,0	...	...	...	1971	3199	0,1	48,3	0,0	45,4	218,0
1910	1783	...	47,5	...	...	...	1972	3243	0,1	48,3	0,0	45,3	226,0
1920	1872	...	48,2	...	...	...	1973	3277	0,1	48,4	0,0	45,1	231,0
1930	1943	...	47,8	...	...	...	1974	3273	0,2	48,3	0,0	45,0	236,0
1936	...	80,6	...	4,1	...	...	1975	3108	10,2	46,9	0,3	44,7	242,0
1937	...	57,9	...	3,0	...	...	1976	3019	20,7	46,6	0,7	44,6	245,0
1938	...	52,6	...	2,7	...	...	1977	3032	12,0	46,8	0,4	44,6	247,0
1939	...	36,7	...	1,9	...	100	1978	3062	10,5	46,9	0,3	44,5	254,0
1940	...	14,8	...	0,8	...	...	1979	3095	10,3	47,2	0,3	44,3	250,0
1941	1992	9,1	46,7	0,5	...	...	1980	3166	6,3	48,2	0,2	44,1	254,0
1942	...	8,8	...	0,4	46,8	...	1981	3240	5,9	48,6	0,2	44,0	251,0
1943	...	6,1	...	0,3	47,2	87,0	1982	3256	13,2	48,7	0,4	43,9	253,0
1944	...	6,5	...	0,3	47,3	90,0	1983	3257	28,0	49,0	0,9	43,4	259,0
1945	...	6,5	...	0,3	47,5	94,0	1984	3288	35,2	49,4	1,1	43,5	258,0
1946	...	4,3	...	0,2	47,6	101,0	1985	3354	30,3	49,9	1,0	43,4	259,0
1947	...	3,5	...	0,2	47,8	110,0	1986	3430	25,7	50,5	0,8	43,1	267,0
1948	2378	3,0	...	0,1	47,7	113,0	1987	3515	24,7	51,2	0,8	42,8	268,0
1949	2339	8,1	...	0,4	47,3	119,0	1988	3607	22,2	51,9	0,7	42,6	273,0
1950	2309	9,6	...	0,5	47,5	121,0	1989	3704	17,5	52,2	0,6	42,4	274,0
1951	2392	3,8	...	0,2	47,7	123,0	1990	3821	18,1	52,8	0,5	42,2	272,0
1952	2437	5,3	...	0,2	47,6	121,0	1991	4076	39,2	56,8	1,1	42,1	277,0
1953	2455	5,0	...	0,2	47,6	124,0	1992	4015	92,3	56,5	2,5	42,0	280,0
1954	2482	4,3	...	0,2	47,7	126,0	1993	3982	163,1	56,3	4,5	41,9	278,0
1955	2533	2,7	...	0,1	47,6	126,0	1994	3955	171,0	55,5	4,7	41,9	280,0
1956	2606	3,0	...	0,1	47,6	129,0	1995	3952	153,3	55,2	4,2	41,9	279,0
1957	2666	2,0	...	0,1	47,4	132,0	1996	3950	168,6	55,6	4,7	41,9	280,0
1958	2644	3,4	...	0,2	46,8	135,0	1997	3951	188,3	55,5	5,2	41,9	280,0
1959	2644	2,4	...	0,1	46,5	138,0	1998	4006	139,7	56,0	3,9	41,9	282,0
1960	2717	1,2	49,3	0,1	46,2	143,0	1999	4038	98,6	55,9	2,7	41,8	280,0
1961	2844	0,6	50,0	0,0	45,9	147,0	2000	4080	72,0	55,6	1,8	41,8	279,0
1962	2954	0,6	50,4	0,0	45,6	153,0	2001	4146	67,2	56,1	1,7	41,7	284,0
1963	2999	0,8	50,0	0,0	45,6	158,0	2002	4171	100,5	56,3	2,5	41,7	287,0
1964	3046	0,3	49,9	0,0	45,5	164,0	2003	4156	145,7	56,5	3,7	41,7	289,0
1965	3025	0,3	49,2	0,0	45,1	171,0	2004	4169	153,1	56,2	3,9	41,6	289,0
1966	3014	0,3	48,7	0,0	45,0	176,0	2005	4201	148,5	56,1	3,8	41,6	289,0
1967	3030	0,3	48,3	0,0	44,8	186,0	2006	4304	131,5	56,6	3,3	41,7	289,0
1968	3048	0,3	48,1	0,0	44,8	191,0	2007	4413	109,2	57,0	2,8	41,7	292,0
1969	3098	0,2	48,1	0,0	46,1	198,0	2008	4495p	101,7	57,4	2,6	41,6	290,0
1970	3143	0,1	48,3	0,0	45,9	207,0							

1) 1900/1910/1920/1930/1941: recensement de la population; 1948-1959: estimation; dès 1960: selon la SPAO, moyennes annuelles. A partir de 1991, définition de l'activité selon les recommandations du BIT (personnes travaillant au moins une heure par semaine).

2) 1936-1982: seulement les chômeurs complets selon le seco, moyennes annuelles; à partir de 1983: chômeurs au total (chômeurs complets + chômeurs partiel), selon le seco, moyennes annuelles.

3) 1900/1910/1920/1930/1941: selon le recensement de la population; 1960-1990: taux d'activité de la population résidante permanente selon la SPAO, moyennes annuelles; à partir de 1991 selon l'ESPA, au deuxième trimestre.

4) 1942-1972: heures payées (y c. heures supp.), seul. secteur secondaire; 1973-1983: heures normales de travail, trois secteurs (primaire et tertiaire seul. partiellement couverts); dès 1984: heures normales de travail secteurs secondaire et tertiaire + horticulture & sylviculture.

5) Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

T2 Principaux indicateurs du marché du travail, total, 1998-2008

Total	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	68,0	67,8	67,4	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	3460	3505	3594	3648	3662	3651	3671	3685	3719	3830	3959
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	2979	2997	3056	3115	3123	3095	3096	3096	3125	3213	3317
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	178	181	180	174	169	174	177	176	179	186	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	272	257	260	272	291	269	260	265	272	280	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1950	1962	1949	1924	1920	1918	1949	1943	1925	1919	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	56	55	53	51	50	52	53	51	51	52	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	79	79	77	76	79	70	68	69	72	72	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1928	1938	1925	1899	1891	1899	1934	1925	1904	1899	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,7	41,7	41,6
Chômage et places vacantes											
Personnes sans emploi (norme BIT) ⁷⁾	137	118	103	101	122	172	177	183	166	153	147
Taux de sans-emploi ⁸⁾	3,4	2,9	2,6	2,5	2,9	4,1	4,2	4,4	3,9	3,5	3,3
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾	213	168	120	101	140	202	213	210	190	159	145
Chômeurs inscrits ⁹⁾	131	92	66	59	91	140	144	141	123	100	91
Taux de chômage ¹⁰⁾	3,6	2,6	1,7	1,5	2,3	3,6	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3
Indice des places vacantes ¹¹⁾	138,7	201,6	283,9	262,8	144,5	100,0	112,1	103,2	154,5	212,7	216,8
Dynamique du marché du travail¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	4119	4133	4162	4205	4268	4314	4346	4364	4417	4515	...
+ Entrées dans la vie active	283	296	306	314	292	275	281	296	325	308	...
- Sorties de la vie active	262	271	281	285	283	279	288	272	271	250	...
+ Immigrations de pers. actives	67	72	87	99	116	114	115	123	136	151	...
- Emigrations de pers. actives	74	69	70	65	79	78	89	94	92	106	...
= Personnes actives au 31 déc.	4133	4162	4205	4268	4314	4346	4364	4417	4515	4618	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	105,3	105,6	106,9	109,6	111,5	113,1	114,1	115,2	116,6	118,5	120,9
Indice des salaires réels ¹³⁾	101,2	100,6	100,3	101,8	103,0	103,8	103,9	103,7	103,8	104,7	104,3
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5104	...	5220	...	5417	...	5548	...	5674	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	0,5	0,3	1,4	2,9	2,5	1,4	1,1	1,6	1,8	2,0	2,2
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	0,1	0,1	1,4	2,9	2,6	1,4	0,6	0,9	1,1	2,9	1,8
Salariés et CCT:											
Sal. assujettis à une CCT ¹⁶⁾	...	1266 ^r	...	1335 ^r	...	1412 ^r	...	1 520	...	1 682	...
Sal. assuj. à une CCT d'entreprise ¹⁶⁾	...	166 ^r	...	246 ^r	...	310 ^r	...	307	...	304	...
Sal. assuj. à une CCT d'association ¹⁶⁾	...	1100	...	1088	...	1102	...	1 213	...	1 379	...

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) SPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) SPSE, en milliers, au 2e trim.

8) SPSE, en %, au 2e trim.

9) seco, en milliers, au 2e trim.

10) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000:

base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

16) ECS, en milliers (voir T54)

T3 Principaux indicateurs du marché du travail, hommes, 1998–2008

Hommes	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	2276	2289	2305	2334	2323	2310	2317	2326	2374	2447	2475
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	78,5	78,1	77,8	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	2043	2052	2081	2115	2117	2101	2091	2102	2105	2157	2213
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	1921	1928	1948	1983	1982	1962	1949	1953	1961	2007	2056
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	4358	4430	4452	4395	4378	4383	4455	4463	4523	4604	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	127	129	124	119	119	124	124	122	123	123	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	183	171	168	170	174	163	153	156	168	168	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1963	1977	1966	1938	1933	1 932	1 963	1 955	1 937	1 933	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	66	65	61	58	58	60	60	58	57	59	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	82	81	77	77	78	70	67	68	73	70	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1947	1962	1949	1920	1914	1 922	1 956	1 944	1 921	1 922	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Personnes sans emploi (norme BIT) ⁷⁾	66	56	49	38	64	87	87	86	76	66	66
Taux de sans-emploi ⁸⁾	2,9	2,5	2,2	1,7	2,8	3,8	3,8	3,7	3,3	2,8	2,7
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾
Chômeurs inscrits ⁹⁾	71	48	34	30	50	78	78	74	62	50	47
Taux de chômage ¹⁰⁾	3,2	2,2	1,5	1,4	2,3	3,6	3,5	3,3	2,8	2,3	2,1
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	2325	2320	2339	2348	2377	2396	2403	2408	2434	2488	...
+ Entrées dans la vie active	97	116	122	121	118	110	113	119	139	126	...
- Sorties de la vie active	98	103	124	111	122	125	123	111	115	108	...
+ Immigrations de pers. actives	40	46	54	60	72	72	72	78	88	95	...
- Emigrations de pers. actives	44	40	42	40	50	50	57	59	58	69	...
= Personnes actives au 31 déc.	2320	2339	2348	2377	2396	2403	2408	2434	2488	2532	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	105,1	105,2	106,5	109,1	110,9	112,3	113,3	114,3	115,5	117,4	120,0
Indice des salaires réels ¹³⁾	101,0	100,3	99,9	101,4	102,4	103,1	103,1	102,8	102,9	103,8	103,6
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5477	...	5600	...	5831	...	5953	...	6076	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) ESPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) SPSE, en milliers, au 2e trim.

8) SPSE, en %, au 2e trim.

9) seco, en milliers, au 2e trim.

10) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: 13) ISS, en points, 1993=100

base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T4 Principaux indicateurs du marché du travail, femmes, 1998-2008

Femmes	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	1747	1759	1770	1810	1847	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	58,1	58,2	57,6	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	1417	1452	1513	1533	1545	1550	1580	1583	1613	1674	1747
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	1058	1069	1108	1132	1141	1133	1146	1143	1164	1206	1261
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	2340	2410	2436	2444	2422	2447	2519	2542	2589	2646	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	51	52	56	54	50	50	53	55	56	56	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	90	85	92	102	116	106	106	108	104	104	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1916	1922	1906	1886	1885	1 882	1 913	1 912	1 893	1 880	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	32	30	32	32	30	31	33	34	35	33	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	73	74	76	74	82	72	72	71	71	76	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1876	1878	1862	1844	1833	1 841	1 874	1 875	1 857	1 838	...
Durée hebdo. normale du travail ⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Personnes sans emploi (norme BIT) ⁷⁾	71	62	54	63	58	85	89	97	90	87	81
Taux de sans-emploi ⁸⁾	4,0	3,5	3,1	3,5	3,1	4,5	4,8	5,1	4,6	4,4	4,0
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾
Chômeurs inscrits ⁹⁾	60	45	32	29	41	62	67	67	61	50	45
Taux de chômage ¹⁰⁾	4,3	3,2	1,9	1,7	2,4	3,6	3,8	3,9	3,5	2,8	2,6
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	1794	1813	1823	1857	1891	1918	1943	1956	1983	2027	...
+ Entrées dans la vie active	186	180	184	193	174	165	168	178	186	182	...
- Sorties de la vie active	164	168	157	174	161	154	166	160	157	142	...
+ Immigrations de pers. actives	27	27	34	39	44	43	43	45	48	56	...
- Emigrations de pers. actives	29	29	27	25	29	29	32	34	34	37	...
= Personnes actives au 31 déc.	1813	1823	1857	1891	1918	1943	1956	1983	2027	2086	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾	105,8	106,5	108,2	110,9	113,5	115,3	116,6	117,9	119,4	121,2	123,5
Indice des salaires réels ¹³⁾	101,7	101,6	101,6	103,1	104,8	105,8	106,2	106,1	106,3	107,2	106,5
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	4301	...	4406	...	4625	...	4781	...	4926	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) SPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) SPSE, en milliers, au 2e trim.

8) SPSE, en %, au 2e trim.

9) seco, en milliers, au 2e trim.

10) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: 13) ISS, en points, 1993=100

base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T5 Principaux indicateurs du marché du travail, Suisse, 1998–2008

Suisse	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	3042	3086	3097	3092	3121	3114	3113	3125	3176	3241	3298
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	65,5	66,0	65,8	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	5047	5135	5126	5062	5031	5050	5150	5136	5179	5232	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	141	140	139	137	131	133	135	134	134	138	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	203	191	182	194	213	197	187	192	200	207	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1948	1959	1945	1922	1919	1915	1946	1940	1923	1917	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	61	60	57	57	54	55	56	54	54	54	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	78	79	72	73	80	70	67	69	76	75	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1932	1939	1930	1906	1893	1900	1935	1925	1901	1896	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Personnes sans emploi (norme BIT) ⁷⁾	71	63	57	59	70	92	96	101	88	86	83
Taux de sans-emploi ⁸⁾	2,3	2,0	1,8	1,9	2,2	2,9	3,0	3,1	2,7	2,6	2,5
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾
Chômeurs inscrits ⁹⁾	69	49	36	33	51	81	85	84	73	58	52
Taux de chômage ¹⁰⁾	2,5	1,7	1,2	1,1	1,7	2,7	2,8	2,7	2,4	1,9	1,7
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	3108	3133	3172	3175	3194	3221	3232	3231	3261	3321	...
+ Entrées dans la vie active	234	238	224	242	231	219	218	233	257	243	...
- Sorties de la vie active	218	211	231	233	227	223	235	217	218	202	...
+ Immigrations de pers. actives	18	19	17	15	15	15	13	12	15	16	...
- Emigrations de pers. actives	21	20	21	18	17	18	18	19	21	20	...
+ Naturalisations de pers. actives	12	12	14	14	23	18	20	22	26	25	...
= Personnes actives au 31 déc.	3133	3172	3175	3194	3221	3232	3231	3261	3321	3382	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾
Indice des salaires réels ¹³⁾
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	5410	...	5525	...	5731	...	5840	...	5952	...	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) SPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) SPSE, en milliers, au 2e trim.

8) SPSE, en %, au 2e trim.

9) seco, en milliers, au 2e trim.

10) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: base actualisée (RFP 2000)

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T6 Principaux indicateurs du marché du travail, étrangers, 1998-2008

Etrangers	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Activité professionnelle											
Personnes actives occupées ¹⁾	982	962	979	1051	1049	1042	1053	1068	1106	1158	1207
Taux d'activité 15 ans+ ²⁾	78,7	75,7	74,0	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4
Emplois secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ³⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Volume annuel effectif du travail ⁴⁾	1651	1705	1763	1778	1769	1780	1824	1868	1932	2018	...
Vol. annuel des heures supplém. ⁴⁾	37	40	41	37	38	41	42	43	45	49	...
Vol. annuel des heures d'absence ⁴⁾	69	65	78	78	78	72	72	72	72	74	...
Durée de travail des salariés à plein temps											
Durée annuelle normale du travail ⁵⁾	1956	1969	1959	1927	1923	1924	1956	1 949	1 931	1 921	...
+ Durée annuelle d'heures supplém. ⁵⁾	45	46	42	39	42	45	45	45	45	47	...
- Durée annuelle des absences ⁵⁾	83	78	88	83	77	70	71	69	66	65	...
= Durée annuelle effective du trav. ⁵⁾	1918	1937	1913	1883	1888	1899	1930	1 926	1 910	1 903	...
Durée hebdo. normale du travail ⁶⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Chômage et places vacantes											
Personnes sans emploi (norme BIT) ⁷⁾	65	55	46	41	51	80	81	81	77	67	63
Taux de sans-emploi ⁸⁾	7,2	6,2	5,2	4,4	5,5	8,4	8,4	8,4	7,7	6,6	6,0
Demandeurs d'emploi inscrits ⁹⁾
Chômeurs inscrits ⁹⁾	61	43	30	27	40	59	59	57	50	41	39
Taux de chômage ¹⁰⁾	7,5	5,3	3,4	3,0	4,4	6,6	6,6	6,4	5,6	4,6	4,4
Indice des places vacantes ¹¹⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Dynamique du marché du travail¹²⁾											
Personnes actives au 1er janvier	1010	1000	990	1030	1073	1093	1114	1133	1156	1194	...
+ Entrées dans la vie active	49	57	81	71	59	53	62	62	65	63	...
- Sorties de la vie active	43	59	46	50	55	55	52	54	52	47	...
+ Immigrations de pers. actives	49	53	70	84	101	99	101	111	121	136	...
- Emigrations de pers. actives	52	49	49	47	62	61	71	75	71	86	...
- Naturalisations de pers. actives	13	12	16	15	24	16	21	21	25	25	...
= Personnes actives au 31 déc.	1000	990	1030	1073	1093	1114	1133	1156	1194	1236	...
Indicateurs salariaux											
Indice des salaires nominaux ¹³⁾
Indice des salaires réels ¹³⁾
Sal. mensuel brut standardisé ¹⁴⁾	4494	...	4643	...	4808	...	4962	...	5140	...	...
Accords salariaux, principales CCT:											
Adaptation des sal. effectifs ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Adaptation des sal. minimaux ¹⁵⁾	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

1) SPAO, en milliers, au 2e trim.

2) SPA, en %, au 2e trim.

3) STATEM, en milliers, 2e trim.

4) SVOLTA, en millions d'heures

5) SVOLTA, en heures/emploi

6) DNT, en heures/emploi

7) SPSE, en milliers, au 2e trim.

8) SPSE, en %, au 2e trim.

9) seco, en milliers, au 2e trim.

10) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000: 13) ISS, en points, 1993=100

base actualisée (RFP 2000)

14) ESS, médiane en francs

11) STATEM, en points, 2e trim.

2003=100, au 2e trim.

12) CMT, en milliers

13) ISS, en points, 1993=100

14) ESS, médiane en francs

15) EAS, en %

T7 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 1998–2008

Total Grandes régions ¹⁾	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Personnes actives occupées ²⁾											
Région lémanique	685	704	697	721	732	722	728	741	769	793	819
Espace Mittelland	912	916	920	933	922	929	913	920	925	935	954
Suisse du Nord-ouest	583	594	582	587	575	577	587	575	596	607	620
Zurich	752	753	755	770	808	811	808	810	831	852	875
Suisse orientale	558	553	559	553	567	562	567	568	571	605	615
Suisse centrale	368	359	383	386	380	369	379	395	402	414	423
Tessin	165	169	179	193	186	186	184	184	188	193	200
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Taux d'activité ³⁾											
Région lémanique	65,9	66,0	64,2	65,6	65,7	65,6	64,6	64,9	65,3	66,0	66,2
Espace Mittelland	68,3	68,2	67,8	68,4	67,8	68,2	67,3	66,9	67,3	67,0	68,2
Suisse du Nord-ouest	69,9	69,2	68,2	68,4	66,9	67,6	66,8	66,9	67,0	67,7	67,9
Zurich	69,3	69,3	68,0	68,3	70,0	70,1	69,9	68,9	70,2	70,1	70,5
Suisse orientale	69,1	68,4	68,5	67,4	69,1	69,0	68,9	68,3	68,0	68,7	69,6
Suisse centrale	70,2	69,3	71,3	71,9	70,4	70,0	69,8	70,0	69,7	70,5	70,6
Tessin	55,4	57,9	61,0	62,3	59,2	59,3	58,4	57,0	58,7	58,0	58,4
Total	68,0	67,8	67,4	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2
Emplois secteurs 2 et 3 ⁴⁾											
Région lémanique	596	607	621	638	648	649	651	659	664	677	702
Espace Mittelland	749	764	784	788	791	789	793	800	804	823	844
Suisse du Nord-ouest	500	502	503	512	519	517	514	512	519	535	550
Zurich	697	707	731	740	737	727	728	724	732	757	785
Suisse orientale	467	471	479	484	483	485	492	494	493	511	528
Suisse centrale	299	304	321	328	326	327	332	337	346	360	376
Tessin	151	149	155	160	158	157	161	160	162	169	175
Total	3460	3505	3594	3648	3662	3651	3671	3685	3719	3830	3959
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 ⁴⁾											
Région lémanique	...	...	535	553	560	558	558	563	569	582	602
Espace Mittelland	...	...	655	662	666	657	658	665	664	679	698
Suisse du Nord-ouest	...	...	429	436	442	441	436	430	435	449	461
Zurich	...	...	618	628	620	610	607	602	611	630	651
Suisse orientale	...	...	409	415	414	414	417	417	417	429	442
Suisse centrale	...	...	270	278	278	275	278	280	287	296	310
Tessin	...	...	139	144	142	140	142	141	142	148	153
Total	...	...	3056	3115	3123	3095	3096	3096	3125	3213	3317
Indice des places vacantes ⁵⁾											
Région lémanique	85,0	124,6	223,7	196,1	102,1	100,0	97,4	92,1	116,2	154,1	155,8
Espace Mittelland	135,0	199,2	321,7	278,5	167,0	100,0	121,7	106,0	168,9	237,9	227,8
Suisse du Nord-ouest	166,4	240,5	272,7	264,8	181,8	100,0	118,2	112,0	166,5	226,2	243,5
Zurich	193,6	279,9	321,8	331,0	147,0	100,0	119,8	127,0	187,6	253,0	247,6
Suisse orientale	142,3	191,1	265,1	247,9	134,5	100,0	103,6	91,1	142,8	217,4	232,2
Suisse centrale	128,3	218,6	358,2	299,7	172,9	100,0	133,0	102,2	186,1	233,2	270,6
Tessin	()	()	199,5	167,9	100,5	100,0	76,3	46,2	65,1	108,7	90,5
Total	138,7	201,6	283,9	262,8	144,5	100,0	112,1	103,2	154,5	212,7	216,8

1) Région lémanique: GE, VD, VS
 Espace Mittelland : BE, FR, JU, NE, SO
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS
 Zurich: ZH
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG
 Tessin: TI

2) SPAO, en milliers, au 2e trim.
 3) SPA, en %, au 2e trim.
 4) STATEM, en milliers, 2e trim.
 5) STATEM, en points (2e trim 2003=100), 2e trim.

T8 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région (suite), 1998–2008

Total Grandes régions ¹⁾	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Personnes sans emploi (norme BIT)²⁾											
Région lémanique	31	28	30	28	27	41	43	49	41	37	36
Espace Mittelland	21	20	18	19	27	35	34	36	35	36	32
Suisse du Nord-ouest	18	17	13	12	15	22	22	23	21	20	20
Zurich	30	23	18	18	28	33	38	33	31	27	27
Suisse orientale	(16)	14	13	(11)	13	20	19	21	20	16	16
Suisse centrale	(13)	(10)	(6)	(8)	7	14	14	13	10	11	9
Tessin	(7)	(6)	(5)	(5)	6	7	7	8	8	7	7
Total	137	118	103	101	122	172	177	183	166	153	147
Taux de sans-emploi³⁾											
Région lémanique	...	...	...	3,9	3,7	5,7	5,9	6,6	5,4	4,8	4,6
Espace Mittelland	...	...	...	2,0	2,8	3,7	3,6	3,8	3,6	3,7	3,2
Suisse du Nord-ouest	...	...	...	2,1	2,6	3,9	3,8	4,0	3,6	3,4	3,2
Zurich	...	...	...	2,5	3,7	4,4	5,1	4,4	4,0	3,5	3,4
Suisse orientale	...	...	...	(1,9)	2,1	3,3	3,1	3,5	3,2	2,5	2,5
Suisse centrale	...	...	...	(2,0)	1,8	3,6	3,3	3,1	2,5	2,5	2,1
Tessin	...	...	...	(3,1)	3,6	4,3	4,5	5,0	5,0	4,1	4,1
Total	...	...	...	2,5	2,9	4,1	4,2	4,4	3,9	3,5	3,3
Chômeurs inscrits⁴⁾											
Région lémanique	34	26	20	19	23	33	37	38	34	30	27
Espace Mittelland	26	18	12	11	16	27	27	26	23	19	16
Suisse du Nord-ouest	15	11	8	7	11	18	19	18	16	13	12
Zurich	28	19	13	11	20	32	31	28	23	17	16
Suisse orientale	13	9	6	6	10	15	15	15	12	9	8
Suisse centrale	7	5	4	3	6	10	10	9	8	6	6
Tessin	8	5	4	3	4	6	6	6	6	6	5
Total	131	92	66	59	91	140	144	141	123	100	91
Taux de chômage⁵⁾											
Région lémanique	5,2	4,0	2,9	2,7	3,4	4,8	5,3	5,6	4,9	4,3	4,0
Espace Mittelland	3,1	2,1	1,4	1,2	1,7	2,9	2,9	2,9	2,6	2,1	1,8
Suisse du Nord-ouest	2,9	2,1	1,4	1,3	2,1	3,3	3,4	3,2	2,9	2,4	2,2
Zurich	4,3	2,8	1,7	1,5	2,8	4,5	4,3	3,9	3,2	2,4	2,2
Suisse orientale	2,6	1,8	1,1	1,0	1,7	2,6	2,7	2,6	2,2	1,6	1,5
Suisse centrale	2,3	1,6	0,9	0,9	1,5	2,6	2,6	2,5	2,1	1,6	1,5
Tessin	5,5	3,6	2,4	2,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,3	3,7	3,5
Total	3,6	2,6	1,7	1,5	2,3	3,6	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3
Sal. mensuel brut standardisé⁶⁾											
Région lémanique	5087	...	5200	...	5422	...	5568	...	5699	...	...
Espace Mittelland	4927	...	5098	...	5201	...	5441	...	5552	...	...
Suisse du Nord-ouest	5271	...	5453	...	5602	...	5730	...	5902	...	...
Zurich	5659	...	5709	...	5969	...	5984	...	6154	...	...
Suisse orientale	4810	...	4919	...	5103	...	5195	...	5302	...	...
Suisse centrale	4951	...	5073	...	5278	...	5396	...	5537	...	...
Tessin	4454	...	4446	...	4658	...	4823	...	4899	...	...
Total	5105	...	5220	...	5417	...	5548	...	5674	...	...

1) Région lémanique: GE, VD, VS
Espace Mittelland : BE, FR, JU, NE, SO
Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS
Zurich: ZH
Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG
Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG
Tessin: TI

2) SPSE, en milliers, au 2e trim.
3) SPSE, en %, au 2e trim.
4) seco, en milliers, au 2e trim.
5) seco, en %, au 2e trim.; à partir de 2000 : base actualisée (Personnes actives selon le recensement de la population 2000)
6) ESS, médiane en francs

T9 Personnes actives occupées selon les groupes d'âges, le taux d'occupation, les secteurs économiques le statut d'activité, la nationalité et le type d'autorisation de séjour, 1998-2008

SPAO

Chiffres en milliers, fin du 2e trimestre	Total										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Groupes d'âges											
15-24 ans	546	551	571	562	578	565	557	550	586	590	598
25-39 ans	1550	1544	1524	1535	1525	1490	1482	1469	1466	1484	1509
40-54 ans	1343	1353	1372	1401	1431	1433	1458	1497	1526	1587	1630
55-64 ans	485	497	505	544	535	563	574	589	606	630	650
65+ ans	100	102	104	102	100	106	94	88	98	108	119
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Taux d'occupation											
Plein temps (90%-100%)	2895	2879	2900	2903	2921	2878	2871	2894	2934	3010	3040
Temps partiel (moins de 90%)	1129	1169	1176	1241	1249	1278	1295	1300	1349	1389	1466
dont											
Temps partiel I (50-89%)	553	577	591	635	632	651	687	690	703	747	789
Temps partiel II (moins de 50%)	576	592	585	606	617	627	608	610	646	642	677
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Secteurs économiques											
Secteur primaire	190	199	190	179	177	173	159	163	163	174	182
Secteur secondaire	1038	1025	1047	1063	1044	992	983	993	1021	1047	1050
Secteur tertiaire	2795	2823	2839	2902	2949	2991	3024	3037	3099	3178	3274
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Statut d'activité											
Indépendants	454	459	441	436	418	405	394	389	388	411	416
Collaborateurs familiaux	110	109	97	101	101	92	80	80	89	97	83
Salariés (y compris apprentis)	3460	3480	3538	3607	3650	3659	3691	3723	3805	3891	4007
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Nationalité et type d'autoris. de séjour											
Suisses	3042	3086	3097	3092	3121	3114	3113	3125	3176	3241	3298
Etrangers	982	962	979	1051	1049	1042	1053	1068	1106	1158	1207
dont											
Autorisations d'établissement	583	578	592	629	609	594	583	578	573	586	605
Autorisations de séjour	206	189	182	198	207	208	227	239	265	279	316
Saisonniers	25	25	27	30	26	0	0	0	0	0	0
Frontaliers	135	135	142	155	161	167	176	177	184	202	213
Autorisations de séjour de courte durée	16	18	21	24	31	61	56	56	63	68	47
Autres étrangers ¹⁾	17	16	15	16	14	12	12	20	21	22	25
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T10 Hommes et femmes actifs occupés selon les groupes d'âges, le taux d'occupation, les secteurs économiques, le statut d'activité, la nationalité et le type d'autorisation de séjour, 2003-2008

SPAO

Chiffres en milliers, fin du 2e trimestre	Hommes						Femmes					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Groupes d'âges												
15-24 ans	293	289	287	306	315	312	272	268	264	280	275	286
25-39 ans	826	824	818	817	826	830	665	658	651	649	658	679
40-54 ans	794	808	828	846	880	896	639	651	668	680	707	735
55-64 ans	331	336	338	345	359	366	233	238	251	261	272	284
65+ ans	67	60	54	60	68	71	39	34	33	38	41	47
Total	2310	2317	2326	2374	2447	2475	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Taux d'occupation												
Plein temps (90%-100%)	2064	2067	2077	2096	2163	2164	815	805	817	838	847	876
Temps partiel (moins de 90%)	246	250	249	278	284	311	1032	1045	1050	1071	1105	1155
dont												
Temps partiel I (50-89%)	136	147	143	155	166	185	514	540	547	548	581	604
Temps partiel II (moins de 50%)	110	103	106	123	118	126	517	505	504	523	524	551
Total	2310	2317	2326	2374	2447	2475	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Secteurs économiques												
Secteur primaire	114	106	110	111	120	125	59	53	53	52	55	57
Secteur secondaire	768	759	772	792	820	810	225	224	220	229	227	240
Secteur tertiaire	1428	1451	1444	1471	1507	1540	1562	1572	1594	1627	1670	1734
Total	2310	2317	2326	2374	2447	2475	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Statut d'activité												
Indépendants	249	246	243	244	248	254	156	149	146	145	163	161
Collaborateurs familiaux	38	31	29	30	38	33	55	49	52	59	59	50
Salariés (y compris apprentis)	2023	2041	2055	2101	2161	2187	1636	1651	1669	1705	1729	1820
Total	2310	2317	2326	2374	2447	2475	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Nationalité et type d'autoris. de séjour												
Suisses	1670	1669	1670	1694	1733	1739	1445	1443	1455	1482	1508	1559
Etrangers	640	647	656	680	714	736	402	406	412	426	443	472
dont												
Autorisations d'établissement	359	351	347	345	351	358	235	232	230	229	234	247
Autorisations de séjour	120	134	142	156	169	189	88	93	97	108	110	127
Saisonniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frontaliers	109	114	114	119	130	137	58	62	63	66	73	77
Autorisations de séjour de courte durée	43	40	39	45	48	34	17	16	16	18	20	14
Autres étrangers ¹⁾	9	9	14	16	16	18	4	3	5	6	6	7
Total	2310	2317	2326	2374	2447	2475	1846	1849	1867	1908	1952	2031

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T11 Suissons et étrangers actifs occupés selon les groupes d'âges, le taux d'occupation, les secteurs économiques le statut d'activité et le type d'autorisation de séjour, 2003-2008

SPAO

Chiffres en milliers, fin du 2e trimestre	Suissons						Etrangers					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Groupes d'âges												
15-24 ans	424	421	415	446	450	451	141	136	135	140	140	147
25-39 ans	1019	1005	992	973	970	976	472	478	477	493	514	533
40-54 ans	1103	1119	1142	1160	1194	1219	330	339	355	366	392	411
55-64 ans	471	483	497	510	531	546	92	92	93	96	100	104
65+ ans	98	85	79	87	97	106	8	9	8	11	12	13
Total	3114	3113	3125	3176	3241	3298	1042	1053	1068	1106	1158	1207
Taux d'occupation												
Plein temps (90%-100%)	2057	2059	2068	2079	2116	2106	821	813	825	854	894	934
Temps partiel (moins de 90%)	1057	1054	1057	1097	1125	1193	221	240	243	252	264	273
dont												
Temps partiel I (50-89%)	524	550	551	562	597	633	127	137	139	141	151	157
Temps partiel II (moins de 50%)	533	505	506	534	529	560	94	103	104	111	113	117
Total	3114	3113	3125	3176	3241	3298	1042	1053	1068	1106	1158	1207
Secteurs économiques												
Secteur primaire	158	145	144	143	155	161	16	14	19	19	20	20
Secteur secondaire	651	643	654	673	689	672	342	340	338	347	358	378
Secteur tertiaire	2306	2325	2326	2359	2398	2465	685	699	711	739	780	809
Total	3114	3113	3125	3176	3241	3298	1042	1053	1068	1106	1158	1207
Statut d'activité												
Indépendants	361	353	349	349	367	369	43	42	41	40	44	47
Collaborateurs familiaux	86	74	74	81	89	77	6	6	6	8	7	6
Salariés (y compris apprentis)	2667	2686	2702	2747	2785	2852	992	1006	1021	1058	1106	1155
Total	3114	3113	3125	3176	3241	3298	1042	1053	1068	1106	1158	1207
Nationalité et type d'autoris. de séjour												
Suissons	3114	3113	3125	3176	3241	3298	*	*	*	*	*	*
Etrangers	*	*	*	*	*	*	*	1042	1053	1068	1106	1158
dont												
Autorisations d'établissement	*	*	*	*	*	*	594	583	578	573	586	605
Autorisations de séjour	*	*	*	*	*	*	208	227	239	265	279	316
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	0	0	0	0	0	0
Frontaliers	*	*	*	*	*	*	167	176	177	184	202	213
Autorisations de séjour de courte durée	*	*	*	*	*	*	61	56	56	63	68	47
Autres étrangers ¹⁾	*	*	*	*	*	*	12	12	20	21	22	25
Total	3114	3113	3125	3176	3241	3298	1042	1053	1068	1106	1158	1207

1) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

T12 Personnes actives occupées par grande région selon le sexe et la nationalité, 1998-2008

SPAO

Chiffres en milliers, fin du 2e trimestre Grandes régions ¹⁾	Total										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ensemble de la Suisse											
Région lémanique	685	704	697	721	732	722	728	741	769	793	819
Espace Mittelland	912	916	920	933	922	929	913	920	925	935	954
Suisse du Nord-ouest	583	594	582	587	575	577	587	575	596	607	620
Zurich	752	753	755	770	808	811	808	810	831	852	875
Suisse orientale	558	553	559	553	567	562	567	568	571	605	615
Suisse centrale	368	359	383	386	380	369	379	395	402	414	423
Tessin	165	169	179	193	186	186	184	184	188	193	200
Total	4023	4047	4076	4144	4170	4156	4166	4193	4282	4399	4506
Hommes											
Région lémanique	388	400	396	403	406	399	405	416	428	440	449
Espace Mittelland	498	508	515	524	513	511	501	506	505	516	517
Suisse du Nord-ouest	324	335	330	336	321	319	329	318	330	336	341
Zurich	422	415	421	427	451	457	451	455	469	479	486
Suisse orientale	334	327	323	316	314	314	315	314	320	338	336
Suisse centrale	211	206	220	219	211	204	211	212	216	228	233
Tessin	99	98	99	110	106	105	105	105	106	109	114
Total	2276	2289	2305	2334	2323	2310	2317	2326	2374	2447	2475
Femmes											
Région lémanique	297	304	300	318	326	323	323	325	341	353	370
Espace Mittelland	414	407	405	410	409	417	412	414	420	419	437
Suisse du Nord-ouest	259	259	252	251	254	258	257	257	266	271	279
Zurich	330	338	334	344	357	354	357	354	362	373	389
Suisse orientale	224	227	236	237	253	247	252	255	252	267	279
Suisse centrale	157	153	164	167	169	165	169	183	186	186	190
Tessin	66	71	80	84	80	81	78	79	82	84	87
Total	1747	1759	1770	1810	1847	1846	1849	1867	1908	1952	2031
Suisses											
Région lémanique	450	465	461	464	480	472	475	474	493	505	517
Espace Mittelland	763	769	760	767	766	771	755	763	761	767	778
Suisse du Nord-ouest	418	428	420	423	410	408	411	404	417	418	429
Zurich	580	585	592	590	616	616	617	619	630	645	657
Suisse orientale	429	431	433	419	431	433	434	434	437	457	461
Suisse centrale	310	309	326	321	311	307	316	328	333	342	345
Tessin	91	99	106	108	107	107	105	104	106	106	110
Total	3042	3086	3097	3092	3121	3114	3113	3125	3176	3241	3298
Etrangers											
Région lémanique	235	239	236	258	253	252	254	269	277	290	302
Espace Mittelland	149	146	160	166	155	156	156	156	162	166	175
Suisse du Nord-ouest	165	166	163	163	165	170	176	171	180	190	191
Zurich	172	167	163	180	192	194	191	190	201	206	218
Suisse orientale	129	123	126	135	136	129	133	134	135	147	153
Suisse centrale	58	50	58	64	68	62	62	67	69	71	78
Tessin	74	70	74	85	79	80	80	81	83	88	90
Total	982	962	979	1051	1049	1042	1053	1068	1106	1158	1207

1) Région lémanique: GE, VD, VS
 Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Zurich: ZH
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

Tessin: TI

T13 Personnes actives occupées selon les secteurs, sections et divisions économiques, 1998-2008

SPAO

Moyennes annuelles en milliers	Total										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
01-95 TOTAL	4006	4038	4080	4146	4171	4156	4169	4201	4304	4413	4495
01-05 SECTEUR PRIMAIRE	188	193	184	175	173	169	159	160	162	172	178
10-45 SECTEUR SECONDAIRE	1029	1024	1046	1058	1032	988	985	995	1023	1046	1049
10-14 Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
15-37 Industries manufacturières	710	706	721	729	707	671	666	671	690	704	711
15 Industries alimentaires et des boissons	62	62	64	63	63	61	60	61	60	60	60
16 Industrie du tabac	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
17 Industrie textile	17	16	15	14	14	13	12	11	11	11	11
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	9	8	8	8	7	6	6	5	5	5	5
19 Industrie du cuir et de la chaussure	3	3	3	3	2	2	2	2	2	2	2
20 Travail du bois, fabrication d'articles en bois	40	39	39	40	38	36	37	38	38	39	39
21 Industrie du papier et du carton	15	15	15	15	15	14	14	13	13	13	12
22 Edition, impression, reproduction d'enregistr.	59	57	56	56	54	51	50	49	48	47	46
23 Cokéfaction; raffinage; traitement nucléaire	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
24 Industrie chimique	61	61	62	66	67	65	65	66	68	68	68
25 Fabr. de caoutchouc et matières plastiques	25	26	26	27	25	24	25	25	26	26	25
26 Fabr. d'autres prod. minéraux non métal.	20	20	20	19	19	18	17	18	19	19	19
27 Métallurgie	17	17	17	17	16	15	14	14	16	16	16
28 Travail des métaux	85	86	87	90	86	83	83	83	87	90	91
29 Fabrication de machines et d'équipements	110	109	111	112	108	101	99	99	104	105	103
30 Fabr. de machines de bureau, ordinateurs	3	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2
31 Fabr. de machines et appareils électriques	38	36	38	42	39	36	35	35	33	34	38
32 Fabr. d'équip. de radio, TV, communication	21	21	21	20	19	17	18	21	22	22	23
33 Instruments médicaux/précision, horlogerie	71	73	76	79	79	76	77	79	85	90	96
34 Industrie automobile	5	5	5	5	5	5	5	4	5	5	5
35 Fabrication d'autres moyens de transport	14	16	17	15	13	13	13	13	14	15	15
36-37 Autres industries manufacturières	31	32	33	33	31	29	29	29	30	30	30
40-41 Production, distribution d'électricité/gaz/eau	25	26	26	25	24	25	25	25	25	26	25
45 Construction	288	286	295	299	296	288	289	294	303	310	307
50-95 SECTEUR TERTIAIRE	2789	2822	2849	2914	2965	2998	3025	3046	3119	3195	3269
50-52 Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	659	648	632	635	642	648	652	648	652	666	671
50 Commerce et réparation de véhicules	88	87	87	88	90	92	95	97	99	99	99
51 Commerce de gros, intermédiaires du comm.	207	201	195	198	201	201	203	204	209	217	222
52 Commerce de détail, rép. articles domest.	364	360	350	350	352	355	354	347	344	350	350
55 Hôtellerie et restauration	251	253	250	249	246	241	242	241	244	249	257
60-64 Transports et communications	256	263	270	274	271	270	272	270	274	277	280
60 Transports terrestres et par conduites	96	94	93	97	98	101	102	105	109	111	113
61 Transports par eau	3	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3
62 Transports aériens	11	11	11	13	13	12	11	9	9	10	10
63 Auxiliaires des transp., agences de voyage	55	58	62	63	62	62	65	65	65	67	69
64 Postes et télécommunications	91	98	101	100	97	92	92	88	88	87	85
65-67 Activités financières; assurances	203	200	200	214	222	219	218	215	219	229	231
65 Intermédiation financière	127	124	124	130	136	134	132	129	134	141	142
66 Assurances	65	65	61	61	60	60	59	58	57	57	56
67 Serv. auxiliaires financiers/des assurances	10	12	15	23	26	25	27	27	29	31	33
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	387	408	429	461	478	484	489	495	520	541	565
70 Activités immobilières	26	27	27	29	31	33	33	33	37	40	44
71 Location de machines et équipements	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5
72 Activités informatiques	45	54	63	70	69	68	67	68	73	76	79
73 Recherche et développement	12	13	14	15	17	17	17	17	19	19	19
74 Autres services fournis aux entreprises	299	310	321	343	356	361	367	371	387	401	418
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale	152	154	159	161	163	169	173	178	185	192	189
80 Enseignement	241	246	247	253	264	274	272	274	280	284	289
85 Santé et activités sociales	414	418	429	435	446	462	471	486	497	506	523
90-93 Autres services collectifs et personnels	169	171	172	174	173	176	180	186	195	199	203
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	17	17	17	17	18	19	20	20	20	21	22
91 Activités associatives	47	47	48	48	51	53	54	57	60	61	62
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	53	56	57	59	56	57	59	62	66	66	67
93 Services personnels	51	50	50	50	48	47	47	48	49	50	52
95 Services domestiques	57	61	60	57	60	55	56	53	52	61	

T14 Hommes et femmes actifs occupés selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2003-2008

SPAO

Moyennes annuelles en milliers	Hommes						Femmes					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008p	2003	2004	2005	2006	2007	2008p
01-95 TOTAL	2307	2315	2331	2385	2447	2472	1848	1854	1870	1919	1966	2023
01-05 SECTEUR PRIMAIRE	111	106	108	111	118	123	58	52	52	52	54	55
10-45 SECTEUR SECONDAIRE	765	762	773	794	816	811	223	223	222	228	229	238
10-14 Industries extractives	4	4	4	4	4	4	0	1	1	1	1	1
15-37 Industries manufacturières	484	480	486	500	513	513	187	186	185	190	191	199
15 Industries alimentaires et des boissons	40	39	40	39	39	39	21	21	21	21	21	21
16 Industrie du tabac	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
17 Industrie textile	6	6	6	6	6	6	7	6	6	6	5	6
18 Indust. de l'habillement et des fourrures	1	1	1	1	1	1	5	4	4	4	4	4
19 Industrie du cuir et de la chaussure	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
20 Travail du bois, fabr. d'articles en bois	32	32	33	34	35	35	4	5	5	5	4	5
21 Industrie du papier et du carton	10	10	9	9	9	9	4	4	4	3	3	3
22 Edition, impression, reprod. d'enregist्र.	31	30	30	29	29	28	20	20	19	19	18	19
23 Cokéf.; raffinage; traitement nucléaire	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
24 Industrie chimique	45	45	45	46	46	46	20	20	21	21	21	22
25 Fabr. de caoutchouc et mat. plastiques	17	17	17	18	18	18	7	7	7	7	7	7
26 Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	15	14	15	15	16	16	3	3	3	3	3	3
27 Métallurgie	13	12	12	14	14	14	2	2	2	2	2	2
28 Travail des métaux	67	67	67	69	72	72	16	16	16	17	18	18
29 Fabr. de machines et d'équipements	85	83	83	87	88	86	17	16	16	17	17	17
30 Fabr. de mach. de bureau, ordinateurs	2	2	2	2	2	2	1	1	0	0	0	0
31 Fabr. de mach. et appareils électriques	25	24	25	23	25	28	11	11	10	10	10	11
32 Fabr. d'équip. de radio, TV, communic.	12	12	14	15	15	16	6	6	6	7	7	7
33 Instruments médic./précision, horlogerie	45	46	47	51	55	57	31	31	32	34	36	39
34 Industrie automobile	4	4	4	4	4	5	1	1	1	1	1	1
35 Fabrication d'autres moyens de transport	12	12	12	12	14	14	1	1	1	1	2	2
36-37 Autres industries manufacturières	21	21	21	21	21	21	8	8	8	9	9	9
40-41 Prod., distribution d'électricité/gaz/eau	20	21	21	21	22	21	4	4	4	4	4	4
45 Construction	256	257	263	269	277	273	32	32	32	33	33	34
50-95 SECTEUR TERTIAIRE	1431	1447	1449	1480	1512	1539	1567	1578	1596	1639	1683	1730
50-52 Comm. et rép. véhicules/art. domestiques	319	321	320	321	328	332	328	331	328	331	338	339
50 Commerce et réparation de véhicules	73	75	75	76	76	76	19	20	21	23	23	23
51 Commerce de gros, interméd. du comm.	129	130	131	134	139	140	72	73	73	75	78	82
52 Comm. de détail, rép. art. domestiques	117	116	114	111	114	115	237	238	233	233	236	235
55 Hôtellerie et restauration	108	107	103	104	106	111	134	135	138	141	143	146
60-64 Transports et communications	183	186	185	189	191	192	87	86	85	85	86	88
60 Transports terrestres et par conduites	85	86	88	91	94	95	15	16	16	17	17	18
61 Transports par eau	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
62 Transports aériens	6	6	5	5	5	5	6	5	5	5	5	5
63 Auxil. des transports, agences de voyage	38	40	40	41	41	42	24	25	25	25	26	27
64 Postes et télécommunications	52	52	50	50	50	48	40	39	38	38	37	37
65-67 Activités financières; assurances	124	125	124	127	133	135	95	93	91	92	96	97
65 Intermédiation financière	76	76	75	79	83	84	57	56	54	55	58	58
66 Assurances	32	32	31	31	30	30	28	28	27	26	26	26
67 Serv. auxil. financiers/des assurances	16	17	17	18	20	21	9	10	10	11	12	13
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	285	289	294	306	315	329	199	200	201	215	226	236
70 Activités immobilières	14	15	15	16	18	19	18	18	18	21	22	24
71 Location de machines et équipements	3	3	3	3	4	4	2	2	2	2	2	2
72 Activités informatiques	52	51	53	56	59	61	16	15	15	16	17	18
73 Recherche et développement	11	11	11	12	12	11	6	7	7	7	7	8
74 Autres services fournis aux entreprises	205	209	211	218	224	233	157	158	159	169	178	185
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale	100	102	103	107	109	105	69	71	75	77	83	84
80 Enseignement	115	115	113	114	116	115	159	157	161	166	168	174
85 Santé et activités sociales	109	112	114	117	118	120	354	359	372	379	388	403
90-93 Autres services collectifs et personnels	80	83	85	89	89	91	96	97	101	106	110	111
90 Assainiss., voirie, gestion des déchets	17	18	18	18	19	19	2	2	2	2	2	3
91 Activités associatives	21	22	23	24	24	24	32	32	34	35	37	37
92 Activités récréatives, cultur. et sportives	30	32	33	35	35	36	27	28	29	31	31	31
93 Services personnels	11	11	11	11	11	12	35	35	37	38	39	40
95 Services domestiques	8	7	9	7	7	9	47	49	45	46	45	52

T15 Taux d'activité¹⁾ selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, au 2e trimestre, 1998-2008

ESPA

Taux en pour cent, 2e trimestre Pop. résidente permanente	Total										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Total											
0-99 ans	56,0	55,9	55,6	56,1	56,3	56,5	56,2	56,1	56,6	57,0	57,4
15+ ans	68,0	67,8	67,4	67,8	67,7	67,8	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2
15-64 ans	81,0	80,9	80,5	81,2	81,3	81,3	81,0	80,9	81,2	81,6	82,3
15-24 ans	67,2	68,6	68,3	67,8	69,3	69,4	67,1	65,7	68,6	67,4	67,1
25-39 ans	87,9	87,7	87,5	87,6	88,2	88,2	88,2	88,3	88,4	88,7	89,9
40-54 ans	87,8	87,3	87,2	88,1	88,4	88,0	88,2	88,6	88,3	89,0	89,6
55-64 ans	66,6	66,4	65,1	68,2	65,9	67,4	67,4	67,6	67,7	69,3	70,2
65+ ans	9,3	9,6	9,5	9,3	8,8	9,4	8,2	7,5	8,2	8,8	9,5
Hommes											
0-99 ans	64,0	63,7	63,5	63,3	63,1	63,3	62,8	62,3	62,7	63,2	62,8
15+ ans	78,5	78,1	77,8	77,4	76,7	76,8	76,0	75,1	75,4	75,8	75,5
15-64 ans	90,1	89,6	89,4	89,2	88,7	88,5	88,0	87,4	87,8	88,2	88,0
15-24 ans	70,8	67,9	70,5	68,6	70,4	70,4	68,1	66,6	70,2	70,2	68,1
25-39 ans	97,3	98,0	96,4	96,0	96,2	96,0	96,1	96,0	96,2	96,3	96,5
40-54 ans	96,8	96,5	97,0	96,5	95,7	95,2	95,2	95,3	94,8	95,4	95,4
55-64 ans	81,6	80,9	79,3	82,5	78,9	79,7	79,1	77,8	77,1	78,4	78,9
65+ ans	13,3	14,6	14,3	13,9	12,7	14,6	12,8	11,2	12,1	13,2	13,5
Femmes											
0-99 ans	48,4	48,5	48,1	49,2	49,8	50,0	49,8	50,2	50,7	50,9	52,2
15+ ans	58,1	58,2	57,6	58,8	59,3	59,5	59,1	59,3	59,8	59,9	61,3
15-64 ans	71,8	72,2	71,6	73,2	73,9	74,1	73,9	74,3	74,7	75,0	76,6
15-24 ans	63,5	69,3	66,0	66,9	68,1	68,3	66,0	64,7	67,0	64,5	66,1
25-39 ans	78,6	77,4	78,6	79,3	80,2	80,4	80,4	80,7	80,7	81,2	83,4
40-54 ans	78,6	77,9	77,3	79,7	81,0	80,7	81,1	81,8	81,7	82,5	83,8
55-64 ans	52,4	52,5	51,3	54,5	53,2	55,4	56,0	57,7	58,6	60,3	61,6
65+ ans	6,5	6,3	6,2	6,1	6,2	5,8	5,0	4,9	5,5	5,7	6,6
Suisses											
0-99 ans	54,4	54,9	54,8	54,8	55,2	55,5	55,3	55,1	55,6	56,0	56,7
15+ ans	65,5	66,0	65,8	65,7	65,9	66,1	65,7	65,4	65,8	66,1	66,6
15-64 ans	80,3	81,1	81,1	81,1	81,5	81,6	81,4	81,3	81,7	82,1	82,8
15-24 ans	66,9	68,5	70,2	67,8	68,4	68,4	66,4	64,8	68,5	67,0	66,8
25-39 ans	87,5	88,4	88,4	87,9	89,2	89,1	89,3	89,7	89,4	89,8	91,3
40-54 ans	87,4	88,0	87,8	88,5	89,3	89,2	89,8	90,0	89,8	90,4	91,0
55-64 ans	65,5	66,0	65,2	67,8	66,3	68,1	68,2	68,6	68,6	70,4	71,1
65+ ans	9,5	9,6	9,3	8,9	8,9	9,5	8,2	7,5	8,2	8,9	9,5
Etrangers											
0-99 ans	62,6	60,3	58,9	61,2	60,7	60,5	59,8	59,8	60,2	60,6	60,1
15+ ans	78,7	75,7	74,0	76,8	75,4	74,9	73,8	73,4	73,5	73,6	74,4
15-64 ans	83,4	80,1	78,4	81,5	80,6	80,3	79,3	79,3	79,5	80,0	80,9
15-24 ans	68,1	68,8	61,5	67,8	72,3	72,8	69,6	69,0	68,9	68,7	68,2
25-39 ans	89,2	85,5	85,1	86,8	85,7	85,9	85,6	85,0	85,9	86,2	86,9
40-54 ans	89,3	84,1	84,8	86,6	84,9	83,1	82,4	83,4	82,7	83,9	84,7
55-64 ans	72,2	68,6	64,4	70,5	63,9	63,8	62,8	62,4	63,0	62,6	64,9
65+ ans	(6,4)	(9,8)	(12,1)	(13,3)	7,7	8,3	8,2	7,3	8,8	8,3	9,3

1) Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées et les personnes sans emploi selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidente permanente selon la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

T16 Taux d'actifs occupés¹⁾ selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, au 2e trimestre, 1998-2008

ESPA

Taux en pour cent, 2e trimestre Pop. résidante permanente	Total										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Total											
0-99 ans	54,0	54,2	54,1	54,7	54,6	54,2	53,8	53,6	54,3	54,9	55,5
15+ ans	65,5	65,7	65,6	66,1	65,7	65,1	64,4	64,0	64,7	65,2	65,9
15-64 ans	78,0	78,4	78,3	79,1	78,9	77,9	77,4	77,2	77,9	78,6	79,5
15-24 ans	63,3	64,7	65,0	64,0	65,4	63,5	61,9	59,9	63,3	62,6	62,4
25-39 ans	84,6	85,3	85,4	85,8	85,3	84,3	84,2	84,5	84,7	85,4	87,1
40-54 ans	85,3	85,0	85,4	86,4	86,7	85,4	85,2	85,7	85,7	86,7	87,3
55-64 ans	64,5	64,7	63,3	67,1	64,6	65,8	65,2	65,1	65,7	67,2	68,4
65+ ans	9,3	9,4	9,4	9,1	8,8	9,3	8,1	7,4	8,2	8,8	9,4
Hommes											
0-99 ans	61,9	62,0	62,1	62,2	61,4	60,9	60,3	59,9	60,6	61,4	61,1
15+ ans	76,0	76,0	76,0	76,1	74,6	73,9	73,0	72,2	72,8	73,6	73,3
15-64 ans	87,2	87,2	87,3	87,6	86,2	85,1	84,4	83,9	84,7	85,6	85,4
15-24 ans	67,5	64,1	66,5	64,6	65,4	64,6	62,7	60,9	64,6	65,4	63,6
25-39 ans	94,4	95,6	94,7	95,0	93,5	92,0	92,4	92,7	93,2	93,7	94,3
40-54 ans	94,2	94,6	95,7	95,6	94,3	92,7	92,3	92,4	92,5	93,5	93,2
55-64 ans	78,4	78,9	77,0	81,0	77,3	77,7	76,6	74,9	74,9	76,4	77,0
65+ ans	13,3	14,2	14,3	13,9	12,7	14,5	12,7	11,1	12,0	13,1	13,4
Femmes											
0-99 ans	46,4	46,8	46,6	47,5	48,2	47,8	47,5	47,6	48,3	48,6	50,1
15+ ans	55,8	56,1	55,8	56,8	57,5	56,8	56,3	56,3	56,9	57,2	58,9
15-64 ans	68,8	69,6	69,3	70,6	71,5	70,7	70,3	70,4	71,1	71,6	73,5
15-24 ans	59,1	65,4	63,4	63,2	65,4	62,3	61,1	58,8	62,0	59,7	61,2
25-39 ans	74,8	75,0	76,1	76,6	77,2	76,5	76,1	76,2	76,3	77,2	80,0
40-54 ans	76,2	75,3	74,9	77,0	78,9	78,1	78,1	78,8	78,8	79,7	81,2
55-64 ans	51,4	51,1	50,1	53,6	52,3	54,1	54,1	55,6	56,6	58,1	60,0
65+ ans	6,5	6,1	6,1	5,9	6,2	5,7	5,0	4,8	5,4	5,7	6,5
Suisses											
0-99 ans	53,1	53,7	53,8	53,8	54,0	53,9	53,6	53,4	54,1	54,5	55,3
15+ ans	63,9	64,6	64,6	64,4	64,4	64,3	63,7	63,3	64,0	64,3	64,9
15-64 ans	78,3	79,4	79,6	79,5	79,7	79,3	78,9	78,7	79,4	79,9	80,6
15-24 ans	64,0	66,0	67,5	64,6	65,4	64,2	62,6	60,6	64,3	63,4	62,7
25-39 ans	85,6	87,0	86,9	86,7	87,2	86,5	86,7	87,2	87,2	87,6	89,4
40-54 ans	85,5	86,3	86,4	87,0	87,8	87,4	87,5	87,7	88,1	88,8	89,4
55-64 ans	64,1	64,7	64,5	67,0	65,2	66,8	66,5	66,5	66,9	68,4	69,6
65+ ans	9,5	9,5	9,2	8,9	8,9	9,4	8,1	7,5	8,1	8,8	9,5
Etrangers											
0-99 ans	57,8	56,2	55,5	58,3	57,3	55,1	54,5	54,4	55,1	56,4	56,3
15+ ans	72,6	70,6	69,8	73,2	71,2	68,3	67,2	66,8	67,3	68,4	69,8
15-64 ans	77,0	74,8	73,9	77,8	76,1	73,2	72,2	72,2	72,8	74,3	75,8
15-24 ans	61,0	60,3	56,3	61,5	65,5	60,8	59,3	57,5	59,6	59,6	61,3
25-39 ans	81,9	80,4	81,0	83,3	80,3	78,5	78,2	77,9	78,9	80,4	82,0
40-54 ans	84,4	79,8	81,2	83,7	82,2	77,7	76,4	77,9	76,9	78,9	79,8
55-64 ans	66,7	64,8	57,2	67,5	61,3	60,1	58,0	57,4	58,7	59,6	61,4
65+ ans	(6,4)	(8,4)	(11,7)	(12,0)	7,7	8,1	8,1	6,9	8,5	8,1	9,1

1) Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidante permanente selon la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

T17 Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2004-2006

STATEMENT

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois											
	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006
Sections et divisions économiques NOGA												
10-93 Secteurs secondaire et tertiaire	3659	3671	3688	3675	3666	3685	3698	3698	3707	3719	3770	3781
10-45 Secteur secondaire	970	977	994	976	971	985	997	987	981	1000	1019	1013
10-14 Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
15-37 Industries manufacturières	660	661	669	660	661	662	669	668	667	674	686	689
15 Industries alimentaires et des boissons	60	60	61	61	61	60	61	61	58	60	60	60
16 Industrie du tabac	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
17 Industrie textile	12	12	12	12	11	12	11	11	11	11	11	11
18 Indust. de l'habillement et des fourrures	6	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
19 Industrie du cuir et de la chaussure	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
20 Travail du bois, fabric. d'articles en bois	36	36	37	37	36	37	37	37	36	37	38	38
21 Industrie du papier et du carton	14	14	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13
22 Edition, impression, reprod. d'enregistr.	49	48	48	48	48	47	47	47	47	47	47	46
23 Cokéf.; raffinage; traitement nucléaire	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
24 Industrie chimique	65	65	65	65	65	65	67	66	66	68	68	68
25 Fabr. de caoutchouc et mat. plastiques	24	25	25	24	25	25	25	25	25	25	26	25
26 Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	17	18	17	17	17	18	18	18	18	18	19	19
27 Métallurgie	14	14	14	14	14	14	14	15	15	15	16	16
28 Travail des métaux	82	82	83	81	81	82	83	82	83	84	86	86
29 Fabr. de machines et d'équipements	98	98	100	98	98	99	99	98	102	101	103	104
30 Fabr. de mach. de bureau, ordinateurs	2	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2
31 Fabr. de mach. et appareils électriques	36	36	35	35	34	35	35	35	32	33	33	33
32 Fabr. d'équip. de radio, TV, communic.	17	17	20	19	20	20	21	21	21	22	22	22
33 Instruments médic./précision, horlogerie	76	77	78	77	78	78	79	80	80	83	86	87
34 Industrie automobile	4	5	5	5	4	4	4	5	5	5	5	5
35 Fabrication d'autres moyens de transport	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	14
36-37 Autres industries manufacturières	29	29	28	28	28	28	28	28	29	28	29	29
40-41 Prod., distribution d'électricité/gaz/eau	25	25	25	25	25	24	24	24	24	24	25	25
45 Construction	281	286	295	285	280	293	299	290	286	297	303	294
50-93 Secteur tertiaire	2689	2694	2694	2699	2695	2701	2701	2711	2726	2719	2752	2768
50-52 Comm. et rép. véhicules/art. domestique	600	597	592	595	591	591	585	588	584	583	587	596
50 Commerce et réparation de véhicules	86	86	88	87	88	88	89	89	90	90	90	89
51 Commerce de gros, interméd. du comm.	188	188	186	186	187	188	187	186	187	189	191	192
52 Comm. de détail, rép. art. domestiques	326	323	319	322	316	315	309	313	307	305	307	315
55 Hôtellerie et restauration	224	225	220	220	220	218	221	221	225	222	219	218
60-64 Transports et communications	254	250	251	253	252	248	249	251	250	247	250	254
60 Transports terrestres et par conduites	95	92	93	96	98	95	95	100	101	97	98	102
61 Transports par eau	3	3	3	3	3	3	3	2	2	3	3	3
62 Transports aériens	11	11	10	9	9	9	9	8	8	8	9	9
63 Auxil. des transports, agences de voyage	59	60	62	62	61	62	61	59	59	59	60	61
64 Postes et télécommunications	86	84	83	84	81	79	81	80	80	80	80	80
65-67 Activités financières; assurances	202	201	203	203	200	197	199	199	197	199	203	205
65 Intermédiation financière	122	122	123	124	122	119	119	120	119	121	125	126
66 Assurances	55	55	55	54	53	52	54	53	52	52	52	53
67 Serv. auxil. financiers/des assurances	25	24	24	25	24	25	26	26	26	26	26	27
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	439	440	441	441	438	449	451	446	459	458	471	469
70 Activités immobilières	26	26	26	26	26	27	26	27	28	29	29	30
71 Location de machines et équipements	5	5	4	5	5	5	5	5	4	4	5	5
72 Activités informatiques	61	61	63	62	63	64	63	63	65	66	66	68
73 Recherche et développement	16	16	16	16	16	16	16	16	17	18	18	18
74 Autres services fournis aux entreprises	332	332	331	332	329	337	340	335	344	341	352	349
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale	157	157	158	159	161	161	161	163	164	163	166	169
80 Enseignement	239	243	241	242	242	243	240	243	243	242	244	245
85 Santé et activités sociales	421	429	435	433	436	437	440	443	442	444	449	449
90-93 Autres services collectifs et personnels	152	153	153	154	156	157	156	158	161	160	162	162
90 Assainiss., voirie, gestion des déchets	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	19	18
91 Activités associatives	43	43	43	43	44	45	44	46	46	45	47	46
92 Activités récréatives, cultur. et sportives	50	50	50	52	53	52	51	52	55	53	54	54
93 Services personnels	41	41	42	41	41	42	43	42	43	43	43	43

T18 Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2007-2008

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois									Part de femmes en % 4e trim. 2008	Part de temps partiel en % 4e trim. 2008	STATEM
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008				
	Sections et divisions économiques NOGA											
10-93 Secteurs secondaire et tertiaire	3795	3830	3879	3901	3925	3959	3956	3963	44,3	31,1		
10-45 Secteur secondaire	1015	1029	1045	1042	1046	1059	1067	1051	22,8	12,4		
10-14 Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	11,0	10,7		
15-37 Industries manufacturières	691	696	704	706	711	720	725	718	28,1	13,5		
15 Industries alimentaires et des boissons	60	60	60	60	61	61	60	60	35,2	19,3		
16 Industrie du tabac	3	3	3	3	3	3	3	3	35,5	13,2		
17 Industrie textile	11	11	11	11	11	11	11	11	51,2	21,8		
18 Indust. de l'habillement et des fourrures	5	5	5	5	5	5	5	5	77,4	22,6		
19 Industrie du cuir et de la chaussure	2	2	2	2	2	2	2	2	57,2	17,6		
20 Travail du bois, fabric. d'articles en bois	38	38	39	39	39	39	40	39	11,2	11,8		
21 Industrie du papier et du carton	13	12	13	13	13	13	13	12	27,3	9,4		
22 Edition, impression, reprod. d'enregistri.	47	46	46	46	45	45	46	46	40,1	27,7		
23 Cokéf.; raffinage; traitement nucléaire	1	1	1	1	1	1	1	1	16,2	10,4		
24 Industrie chimique	68	68	69	68	69	70	70	70	33,7	11,5		
25 Fabr. de caoutchouc et mat. plastiques	26	25	26	26	26	26	26	26	29,6	11,1		
26 Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	19	19	19	19	19	19	19	19	16,9	10,3		
27 Métallurgie	16	16	16	16	16	16	16	16	13,6	5,7		
28 Travail des métaux	87	88	89	90	91	91	92	90	20,1	12,6		
29 Fabr. de machines et d'équipements	104	105	105	104	104	105	106	105	16,8	9,9		
30 Fabr. de mach. de bureau, ordinateurs	2	2	2	2	2	2	2	2	22,3	14,0		
31 Fabr. de mach. et appareils électriques	33	33	35	36	37	39	41	39	27,8	11,2		
32 Fabr. d'équip. de radio, TV, communic.	22	22	22	22	23	23	23	23	30,2	13,4		
33 Instruments médic./précision, horlogerie	88	90	92	94	96	98	98	98	41,7	12,6		
34 Industrie automobile	5	5	5	5	5	5	6	5	14,7	7,4		
35 Fabrication d'autres moyens de transport	15	15	15	15	15	15	16	16	12,0	6,5		
36-37 Autres industries manufacturières	29	29	30	30	30	30	30	30	28,3	17,7		
40-41 Prod., distribution d'électricité/gaz/eau	25	26	26	26	25	25	26	26	16,8	11,6		
45 Construction	294	302	310	306	304	309	312	302	10,7	9,9		
50-93 Secteur tertiaire	2780	2801	2834	2858	2879	2900	2888	2912	52,0	37,9		
50-52 Comm. et rép. véhicules/art. domestique	593	597	605	613	611	609	611	617	50,7	30,9		
50 Commerce et réparation de véhicules	89	89	90	89	89	90	91	90	21,6	16,3		
51 Commerce de gros, interméd. du comm.	192	197	199	202	202	204	203	204	36,7	20,9		
52 Comm. de détail, rép. art. domestiques	312	312	316	322	320	315	317	322	67,6	41,3		
55 Hôtellerie et restauration	217	226	229	231	233	238	235	234	56,4	34,4		
60-64 Transports et communications	254	251	253	255	257	256	256	259	31,1	27,8		
60 Transports terrestres et par conduites	102	100	100	103	105	102	101	105	15,7	19,7		
61 Transports par eau	2	3	3	3	3	3	3	3	28,3	14,4		
62 Transports aériens	9	9	9	9	9	9	10	10	49,9	30,3		
63 Auxil. des transports, agences de voyage	60	61	61	62	62	63	63	63	38,5	23,1		
64 Postes et télécommunications	80	79	79	78	78	78	78	78	43,6	42,7		
65-67 Activités financières; assurances	210	209	212	213	214	215	214	214	42,1	18,8		
65 Intermédiation financière	129	129	131	131	131	132	132	132	41,2	17,5		
66 Assurances	53	52	52	52	52	52	52	52	45,9	19,2		
67 Serv. auxil. financiers/des assurances	27	28	30	30	31	31	30	30	39,6	24,1		
70-74 Immobilier; location ;inform.; R&D	475	481	490	493	501	512	511	511	41,3	34,0		
70 Activités immobilières	30	31	31	33	33	34	35	35	53,7	45,0		
71 Location de machines et équipements	5	5	5	5	5	5	5	5	31,9	26,8		
72 Activités informatiques	67	69	70	71	73	74	73	73	22,5	19,5		
73 Recherche et développement	18	18	18	17	17	18	18	18	40,7	23,0		
74 Autres services fournis aux entreprises	354	357	366	368	373	381	381	380	43,9	36,4		
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale	173	175	173	169	172	172	171	170	43,6	28,3		
80 Enseignement	244	244	247	253	254	253	247	256	60,2	60,7		
85 Santé et activités sociales	449	454	459	463	467	474	475	482	76,9	55,9		
90-93 Autres services collectifs et personnels	165	165	167	168	171	171	168	170	53,2	43,1		
90 Assainiss., voirie, gestion des déchets	19	19	19	20	20	20	19	20	9,7	13,6		
91 Activités associatives	48	47	48	48	49	49	47	48	57,9	57,2		
92 Activités récréatives, cultur. et sportives	56	55	55	55	57	57	56	57	45,5	45,9		
93 Services personnels	43	44	44	45	46	46	45	45	76,6	37,7		

T19 Emplois selon les grandes régions et les secteurs économiques, 2004-2008

STATEMENT

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois												
	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	
Grandes régions et secteurs économiques													
10-93 Secteurs secondaire et tertiaire													
Suisse	3659	3671	3688	3675	3666	3685	3698	3698	3707	3719	3770	3781	
Région lémanique	654	651	654	656	654	659	661	662	664	664	671	670	
Espace Mittelland	790	793	799	799	799	800	799	798	802	804	808	814	
Suisse du Nord-ouest	511	514	513	511	507	512	516	513	517	519	528	526	
Zurich	728	728	730	724	722	724	730	728	731	732	746	747	
Suisse orientale	490	492	498	495	493	494	491	497	494	493	505	509	
Suisse centrale	329	332	334	333	332	337	338	341	340	346	351	352	
Tessin	158	161	160	158	159	160	163	158	159	162	163	162	
10-45 Secteur secondaire													
Suisse	970	977	994	976	971	985	997	987	981	1000	1019	1013	
Région lémanique	128	131	132	130	128	133	135	131	130	134	136	135	
Espace Mittelland	230	232	236	233	232	233	237	236	234	237	243	244	
Suisse du Nord-ouest	159	159	161	158	158	158	161	161	162	163	166	165	
Zurich	142	142	146	142	141	143	142	142	142	143	145	145	
Suisse orientale	167	170	173	168	166	172	174	169	168	174	178	174	
Suisse centrale	101	100	103	102	101	102	103	104	104	105	106	106	
Tessin	44	44	44	44	45	44	45	44	44	43	44	44	
50-93 Secteur tertiaire													
Suisse	2689	2694	2694	2699	2695	2701	2701	2711	2726	2719	2752	2768	
Région lémanique	526	521	522	526	527	527	526	531	535	530	534	534	
Espace Mittelland	560	561	563	566	566	567	562	562	568	567	565	571	
Suisse du Nord-ouest	352	355	352	353	349	354	355	351	356	355	362	361	
Zurich	585	586	584	582	581	581	588	587	589	589	601	603	
Suisse orientale	323	322	324	327	327	322	317	328	326	319	327	335	
Suisse centrale	229	232	231	231	231	235	235	238	236	241	244	246	
Tessin	114	116	117	114	115	115	118	114	116	118	119	118	

Chiffres en milliers, fin du trimestre	Emplois									Part des femmes en %, 4e trim. 2008	Part du temps partiel en %, 4e trim. 2008	
	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008				
Grandes régions et secteurs économiques												
10-93 Secteurs secondaire et tertiaire												
Suisse	3795	3830	3879	3901	3925	3959	3956	3963		44,3		31,1
Région lémanique	675	677	685	692	699	702	703	706		44,7		28,8
Espace Mittelland	812	823	827	830	832	844	843	839		44,9		33,4
Suisse du Nord-ouest	528	535	543	544	547	550	553	555		43,8		31,0
Zurich	750	757	768	772	779	785	783	788		43,9		32,6
Suisse orientale	512	511	518	524	526	528	526	531		44,2		29,8
Suisse centrale	352	360	368	369	370	376	373	374		44,2		32,2
Tessin	165	169	171	170	172	175	174	171		43,0		24,7
10-45 Secteur secondaire												
Suisse	1015	1029	1045	1042	1046	1059	1067	1051		22,8		12,4
Région lémanique	135	138	140	138	139	143	144	141		20,7		9,7
Espace Mittelland	244	246	249	249	251	253	256	252		24,3		13,1
Suisse du Nord-ouest	165	168	170	170	170	172	173	171		23,2		12,4
Zurich	144	145	148	148	149	148	149	147		22,6		15,1
Suisse orientale	175	180	183	181	181	185	187	182		22,5		12,0
Suisse centrale	107	108	110	109	109	110	111	111		20,5		13,5
Tessin	44	46	46	47	46	47	47	47		25,3		7,1
50-93 Secteur tertiaire												
Suisse	2780	2801	2834	2858	2879	2900	2888	2912		52,0		37,9
Région lémanique	540	539	545	554	560	559	559	565		50,7		33,6
Espace Mittelland	568	577	578	580	581	590	586	587		53,7		42,2
Suisse du Nord-ouest	363	367	373	375	377	378	380	384		53,0		39,2
Zurich	606	612	620	624	630	637	634	641		48,8		36,7
Suisse orientale	337	331	335	342	344	343	339	349		55,4		39,1
Suisse centrale	246	252	258	260	261	266	262	264		54,1		40,1
Tessin	120	124	124	123	125	127	127	124		49,6		31,4

T20 Volume annuel effectif de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 1998-2007

Volume annuel en millions d'heures	SVOLTA									
	Total									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	5676	5770	5733	5681	5631	5614	5725	5735	5792	5867
Temps partiel (moins de 90%)	1023	1070	1155	1159	1169	1216	1249	1269	1319	1383
dont										
Temps partiel I (50-89%)	698	737	805	805	816	859	879	893	932	979
Temps partiel II (moins de 50%)	325	333	350	353	353	357	370	376	387	403
Total	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	421	426	403	386	376	363	365	358	378	384
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1284	1316	1349	1326	1260	1216	1235	1258	1271	1297
F 45 Construction	520	524	526	526	519	516	528	535	539	540
G 50-52 Commerce et réparations	1115	1099	1061	1051	1040	1056	1077	1057	1053	1057
H 55 Hôtellerie et restauration	408	434	426	393	388	396	401	407	400	411
I 60-64 Transports et communications	451	455	467	451	457	459	459	458	456	458
J 65-67 Activités financières; assurances	366	368	362	378	387	386	388	381	394	408
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	655	693	755	781	787	796	820	835	865	909
L 75 Administration publique	271	276	278	274	283	310	318	316	337	329
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	580	603	616	615	635	652	685	695	706	719
O 90-93 Services collectifs et personnels	257	250	257	259	261	268	276	277	289	299
P 95 Services domestiques	44	49	46	48	43	44	44	45	45	54
A-P 01-95 Total	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	421	426	403	386	376	363	365	358	378	384
C-F 10-45 Secteur secondaire	1804	1840	1874	1852	1779	1733	1763	1793	1810	1836
G-P 50-95 Secteur tertiaire	4473	4573	4611	4602	4645	4735	4847	4853	4923	5030
A-P 01-95 Total	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250
Statut d'activité										
Indépendants	982	966	963	900	852	830	834	809	826	840
Collaborateurs familiaux	120	122	114	119	111	95	94	107	113	99
Salariés	5359	5507	5560	5561	5582	5659	5790	5822	5901	6037
Apprentis	238	245	251	259	255	247	255	266	271	275
Total	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250
Grandes régions										
Région lémanique	1161	1193	1199	1211	1215	1228	1244	1277	1301	1339
Espace Mittelland	1513	1526	1538	1506	1493	1492	1517	1516	1527	1541
Suisse du Nord-ouest	969	959	970	944	933	939	953	962	970	991
Zurich	1232	1268	1272	1294	1306	1324	1344	1338	1367	1389
Suisse orientale	943	971	954	947	941	942	965	956	977	995
Suisse centrale	591	621	631	629	608	608	645	647	658	672
Tessin	289	302	324	309	303	297	305	308	312	323
Total	6699	6840	6888	6840	6800	6830	6974	7004	7111	7250

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T21 Volume annuel effectif de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2003-2007

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Hommes					Femmes				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	4111	4183	4173	4217	4272	1503	1542	1562	1575	1596
Temps partiel (moins de 90%)	272	273	290	306	332	944	976	979	1014	1050
dont										
Temps partiel I (50-89%)	198	197	210	222	244	660	682	683	710	735
Temps partiel II (moins de 50%)	74	75	80	83	88	283	294	296	304	315
Total	4383	4455	4463	4523	4604	2447	2519	2542	2589	2646
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	273	274	272	291	300	89	91	86	87	84
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	941	962	973	982	1000	275	273	285	290	297
F 45 Construction	479	489	496	501	504	37	39	39	37	36
G 50-52 Commerce et réparations	616	628	623	606	608	440	449	433	446	449
H 55 Hôtellerie et restauration	207	201	196	195	197	189	200	211	205	214
I 60-64 Transports et communications	345	344	345	347	347	114	115	113	110	112
J 65-67 Activités financières; assurances	240	242	237	249	260	146	145	144	145	148
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	540	554	566	585	617	256	266	269	280	292
L 75 Administration publique	198	203	203	215	208	112	115	114	122	121
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	199	208	205	205	209	452	476	489	501	511
O 90-93 Services collectifs et personnels	146	146	147	155	159	122	130	130	134	140
P 95 Services domestiques	7	11	10	9	14	37	32	34	35	40
A-P 01-95 Total	4383	4455	4463	4523	4604	2447	2519	2542	2589	2646
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	273	274	272	291	300	89	91	86	87	84
C-F 10-45 Secteur secondaire	1420	1451	1469	1483	1503	313	312	324	327	333
G-P 50-95 Secteur tertiaire	2690	2731	2721	2748	2801	2045	2116	2132	2175	2229
A-P 01-95 Total	4383	4455	4463	4523	4604	2447	2519	2542	2589	2646
Statut d'activité										
Indépendants	600	601	589	587	600	229	234	219	239	240
Collaborateurs familiaux	47	43	49	53	48	48	51	58	61	50
Salariés	3593	3664	3673	3725	3791	2066	2127	2149	2175	2245
Apprentis	143	148	152	157	164	104	108	115	114	111
Total	4383	4455	4463	4523	4604	2447	2519	2542	2589	2646
Grandes régions										
Région lémanique	774	784	804	812	834	454	460	472	488	505
Espace Mittelland	958	968	962	968	979	534	549	555	558	562
Suisse du Nord-ouest	607	613	620	624	637	332	340	342	345	354
Zurich	845	858	850	865	874	478	486	488	502	515
Suisse orientale	611	625	622	632	643	331	340	335	345	352
Suisse centrale	398	413	409	423	432	210	232	238	235	240
Tessin	189	195	196	198	204	108	110	112	114	119
Total	4383	4455	4463	4523	4604	2447	2519	2542	2589	2646

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T22 Volume annuel effectif de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et les secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2003-2007

Volume annuel en millions d'heures	SVOLTA									
	Suisses					Etrangers				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	4053	4137	4107	4109	4109	1562	1588	1629	1683	1759
Temps partiel (moins de 90%)	997	1014	1030	1070	1123	218	235	239	250	260
donc										
Temps partiel I (50-89%)	696	704	717	749	787	163	176	176	184	192
Temps partiel II (moins de 50%)	301	310	313	321	336	56	59	63	66	68
Total	5050	5150	5136	5179	5232	1780	1824	1868	1932	2018
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	335	336	328	348	353	28	29	30	31	31
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	810	822	841	843	842	406	414	417	429	454
F 45 Construction	326	335	342	345	333	191	192	193	194	207
G 50-52 Commerce et réparations	778	797	776	762	761	278	280	281	291	296
H 55 Hôtellerie et restauration	188	189	198	194	199	208	212	209	206	212
I 60-64 Transports et communications	367	369	363	355	353	92	90	95	101	106
J 65-67 Activités financières; assurances	319	316	307	313	323	67	72	74	81	85
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	603	615	603	613	638	192	205	232	252	271
L 75 Administration publique	285	293	289	308	300	25	26	27	29	29
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	497	522	527	535	545	155	163	168	171	175
O 90-93 Services collectifs et personnels	202	211	213	220	226	66	65	64	68	73
P 95 Services domestiques	27	28	28	25	34	17	15	17	20	20
A-P 01-95 Total	5050	5150	5136	5179	5232	1780	1824	1868	1932	2018
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	335	336	328	348	353	28	29	30	31	31
C-F 10-45 Secteur secondaire	1136	1157	1184	1187	1175	597	606	610	623	661
G-P 50-95 Secteur tertiaire	3580	3658	3625	3644	3704	1155	1189	1228	1279	1326
A-P 01-95 Total	5050	5150	5136	5179	5232	1780	1824	1868	1932	2018
Statut d'activité										
Indépendants	751	757	732	746	754	78	77	76	80	86
Collaborateurs familiaux	88	87	97	104	92	6	7	10	9	7
Salariés	4006	4094	4085	4104	4157	1653	1696	1737	1796	1880
Apprentis	204	212	221	225	229	42	43	45	47	45
Total	5050	5150	5136	5179	5232	1780	1824	1868	1932	2018
Grandes régions										
Région lémanique	778	779	792	794	817	449	465	485	507	522
Espace Mittelland	1228	1251	1248	1252	1253	264	266	269	275	288
Suisse du Nord-ouest	651	658	659	653	665	288	295	303	317	326
Zurich	1004	1023	1011	1032	1037	320	321	327	334	351
Suisse orientale	718	731	723	737	740	224	234	233	241	255
Suisse centrale	503	535	535	543	547	104	110	112	115	125
Tessin	168	172	169	169	173	130	133	139	144	151
Total	5050	5150	5136	5179	5232	1780	1824	1868	1932	2018

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T23 Durée annuelle effective de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 1998-2007

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Total									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	1980	1992	1976	1944	1928	1931	1967	1956	1935	1927
Temps partiel (moins de 90%)	789	814	827	812	804	821	837	834	834	834
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1233	1252	1263	1235	1225	1229	1249	1247	1246	1244
Temps partiel II (moins de 50%)	445	459	461	456	448	456	469	467	465	464
Total	1609	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2130	2166	2144	2157	2083	2077	2153	2153	2148	2077
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1722	1757	1754	1714	1693	1687	1735	1729	1709	1705
F 45 Construction	1755	1766	1749	1736	1750	1763	1806	1788	1754	1741
G 50-52 Commerce et réparations	1634	1645	1626	1601	1578	1578	1606	1593	1561	1545
H 55 Hôtellerie et restauration	1687	1730	1687	1591	1568	1586	1612	1600	1571	1546
I 60-64 Transports et communications	1700	1685	1659	1613	1619	1620	1634	1628	1608	1617
J 65-67 Activités financières; assurances	1792	1798	1718	1690	1690	1709	1748	1739	1723	1729
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1610	1613	1604	1575	1551	1559	1589	1560	1544	1541
L 75 Administration publique	1562	1563	1578	1530	1509	1535	1527	1528	1508	1467
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	1358	1383	1369	1352	1340	1338	1365	1370	1357	1343
O 90-93 Services collectifs et personnels	1377	1314	1300	1291	1282	1292	1293	1272	1268	1258
P 95 Services domestiques	641	693	634	671	676	678	684	686	700	740
A-P 01-95 Total	1609	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2130	2166	2144	2157	2083	2077	2153	2153	2148	2077
C-F 10-45 Secteur secondaire	1732	1760	1752	1720	1709	1709	1756	1746	1722	1716
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1530	1541	1517	1488	1473	1479	1501	1489	1470	1459
A-P 01-95 Total	1609	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542
Statut d'activité										
Indépendants	2014	2002	2036	1974	1913	1912	1976	1920	1876	1859
Collaborateurs familiaux	1034	1129	1036	1083	1059	1008	1038	1101	1099	1022
Salariés	1578	1597	1571	1545	1533	1537	1561	1554	1537	1525
Apprentis	1443	1423	1424	1406	1393	1378	1416	1422	1407	1403
Total	1609	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542
Grandes régions										
Région lémanique	1625	1640	1616	1597	1591	1595	1612	1614	1590	1574
Espace Mittelland	1596	1601	1576	1555	1533	1536	1564	1557	1544	1529
Suisse du Nord-ouest	1610	1604	1601	1566	1536	1533	1560	1546	1533	1528
Zurich	1577	1614	1588	1544	1538	1546	1577	1561	1539	1530
Suisse orientale	1647	1682	1656	1602	1586	1584	1611	1599	1583	1560
Suisse centrale	1590	1589	1575	1585	1538	1539	1583	1554	1526	1516
Tessin	1669	1687	1652	1595	1587	1573	1601	1590	1566	1564
Total	1609	1624	1603	1573	1555	1556	1584	1573	1554	1542

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T24 Durée annuelle effective de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2003-2007

Durée annuelle en heures par emploi	SVOLTA									
	Hommes					Femmes				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	1967	2003	1991	1965	1962	1839	1877	1870	1859	1838
Temps partiel (moins de 90%)	826	828	836	832	847	819	840	834	835	830
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1260	1290	1302	1300	1302	1220	1237	1231	1230	1226
Temps partiel II (moins de 50%)	428	427	431	424	431	464	481	478	477	474
Total	1812	1843	1827	1799	1792	1242	1269	1264	1256	1240
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2301	2394	2428	2411	2343	1600	1649	1582	1572	1480
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1802	1852	1842	1815	1813	1387	1420	1428	1428	1421
F 45 Construction	1866	1905	1884	1845	1834	1030	1089	1085	1057	1019
G 50-52 Commerce et réparations	1854	1882	1867	1823	1799	1306	1332	1315	1306	1297
H 55 Hôtellerie et restauration	1870	1878	1847	1807	1771	1360	1411	1423	1397	1384
I 60-64 Transports et communications	1806	1814	1805	1780	1791	1235	1259	1254	1231	1242
J 65-67 Activités financières; assurances	1882	1915	1885	1885	1892	1483	1526	1543	1503	1501
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1826	1848	1826	1800	1795	1192	1231	1193	1190	1186
L 75 Administration publique	1706	1722	1726	1696	1671	1304	1273	1268	1261	1212
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	1725	1765	1730	1682	1686	1218	1242	1260	1258	1240
O 90-93 Services collectifs et personnels	1566	1548	1506	1509	1523	1068	1090	1082	1070	1050
P 95 Services domestiques	898	1083	1069	1180	1357	649	606	619	633	640
A-P 01-95 Total	1812	1843	1827	1799	1792	1242	1269	1264	1256	1240
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2301	2394	2428	2411	2343	1600	1649	1582	1572	1480
C-F 10-45 Secteur secondaire	1823	1870	1856	1825	1820	1332	1368	1376	1373	1363
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1768	1788	1768	1739	1734	1218	1244	1239	1230	1217
A-P 01-95 Total	1812	1843	1827	1799	1792	1242	1269	1264	1256	1240
Statut d'activité										
Indépendants	2231	2304	2255	2192	2177	1391	1447	1374	1384	1361
Collaborateurs familiaux	1315	1342	1475	1419	1294	821	870	909	918	850
Salariés	1784	1812	1798	1776	1771	1238	1261	1261	1249	1235
Apprentis	1412	1447	1446	1418	1416	1335	1377	1392	1392	1383
Total	1812	1843	1827	1799	1792	1242	1269	1264	1256	1240
Grandes régions										
Région lémanique	1814	1836	1831	1795	1792	1322	1335	1343	1337	1310
Espace Mittelland	1806	1829	1818	1802	1801	1210	1247	1247	1237	1211
Suisse du Nord-ouest	1794	1828	1818	1784	1785	1212	1234	1216	1222	1214
Zurich	1783	1825	1788	1765	1753	1252	1272	1278	1261	1257
Suisse orientale	1881	1907	1898	1871	1851	1227	1255	1236	1235	1213
Suisse centrale	1829	1872	1847	1803	1788	1183	1242	1221	1196	1190
Tessin	1768	1809	1801	1776	1769	1318	1331	1320	1299	1305
Total	1812	1843	1827	1799	1792	1242	1269	1264	1256	1240

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T25 Durée annuelle effective de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2003-2007

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Suisses					Etrangers				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'occupation										
Plein temps (90%-100%)	1945	1984	1971	1947	1938	1895	1926	1921	1904	1901
Temps partiel (moins de 90%)	813	827	826	826	825	860	882	870	871	878
dont										
Temps partiel I (50-89%)	1234	1251	1250	1249	1245	1206	1239	1236	1233	1238
Temps partiel II (moins de 50%)	454	468	465	462	460	468	476	477	478	480
Total	1525	1556	1543	1521	1503	1651	1671	1663	1651	1653
Sections économiques NOGA										
A/B 01-05 Agriculture, sylviculture	2080	2160	2161	2158	2090	2045	2072	2067	2040	1944
C-E 10-41 Industries; production d'énergie	1666	1718	1713	1691	1680	1733	1771	1761	1746	1754
F 45 Construction	1733	1778	1757	1720	1692	1816	1856	1846	1819	1827
G 50-52 Commerce et réparations	1551	1583	1569	1524	1507	1662	1675	1664	1666	1653
H 55 Hôtellerie et restauration	1450	1485	1487	1445	1397	1733	1744	1722	1712	1717
I 60-64 Transports et communications	1604	1616	1607	1583	1591	1687	1711	1712	1699	1709
J 65-67 Activités financières; assurances	1704	1738	1726	1705	1711	1730	1797	1795	1799	1800
K 70-74 Immobilier, informatique, R&D	1549	1586	1542	1525	1517	1592	1598	1608	1592	1599
L 75 Administration publique	1541	1533	1534	1515	1466	1473	1455	1465	1438	1480
M 80 Enseignement ¹⁾
N 85 Santé et activités sociales	1294	1323	1327	1315	1298	1499	1517	1524	1510	1508
O 90-93 Services collectifs et personnels	1236	1242	1221	1215	1201	1501	1490	1477	1476	1472
P 95 Services domestiques	589	618	610	584	666	900	847	867	937	914
A-P 01-95 Total	1525	1556	1543	1521	1503	1651	1671	1663	1651	1653
Secteurs économiques										
A/B 01-05 Secteur primaire	2080	2160	2161	2158	2090	2045	2072	2067	2040	1944
C-F 10-45 Secteur secondaire	1684	1735	1725	1699	1683	1759	1797	1787	1768	1776
G-P 50-95 Secteur tertiaire	1446	1470	1455	1432	1417	1594	1605	1601	1593	1592
A-P 01-95 Total	1525	1556	1543	1521	1503	1651	1671	1663	1651	1653
Statut d'activité										
Indépendants	1922	1992	1931	1883	1864	1818	1829	1822	1813	1816
Collaborateurs familiaux	1009	1034	1095	1092	1015	997	1093	1163	1184	1126
Salariés	1493	1518	1510	1490	1473	1656	1675	1668	1656	1656
Apprentis	1374	1417	1423	1412	1403	1400	1415	1421	1383	1402
Total	1525	1556	1543	1521	1503	1651	1671	1663	1651	1653
Grandes régions										
Région lémanique	1557	1578	1583	1545	1524	1665	1673	1667	1667	1659
Espace Mittelland	1517	1545	1539	1526	1507	1630	1660	1648	1631	1634
Suisse du Nord-ouest	1490	1517	1499	1482	1475	1642	1664	1657	1650	1648
Zurich	1518	1555	1535	1510	1494	1640	1652	1646	1634	1645
Suisse orientale	1554	1579	1561	1549	1521	1688	1722	1727	1697	1688
Suisse centrale	1512	1559	1530	1499	1482	1684	1710	1681	1665	1686
Tessin	1546	1583	1565	1544	1526	1609	1626	1622	1591	1610
Total	1525	1556	1543	1521	1503	1651	1671	1663	1651	1653

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T26 Composantes du volume annuel effectif du travail et de la durée annuelle effective du travail selon le sexe, la nationalité, le taux d'occupation et les sections économiques, 2007

	SVOLTA							
	Volume annuel en millions d'heures				Durée annuelle en heures par emploi			
	Volume annuel normal du travail	Volume annuel d'absences 1)	Volume annuel d'heures supplém. 2)	Volume annuel effectif du travail	Durée annuelle normale du travail	Durée annuelle d'absences 1)	Durée annuelle d'heures supplém. 2)	Durée annuelle effective du travail
Sexe								
Hommes	4641	165	127	4604	1807	64	50	1792
Femmes	2703	116	59	2646	1267	54	28	1240
Total	7344	280	186	7250	1562	60	40	1542
Nationalité								
Suisses	5301	207	138	5232	1523	59	40	1503
Etrangers	2043	74	49	2018	1673	60	40	1653
Total	7344	280	186	7250	1562	60	40	1542
Taux d'occupation								
Plein temps (90%-100%)	5938	213	143	5867	1950	70	47	1927
Temps partiel (moins de 90%)	1406	67	43	1383	849	40	26	834
donc								
Temps partiel I (50-89%)	999	46	26	979	1269	59	34	1244
Temps partiel II (moins de 50%)	407	21	17	403	468	24	19	464
Total	7344	280	186	7250	1562	60	40	1542
Sections économiques NOGA								
A/B Agriculture, sylviculture	393	16	6	384	2127	84	34	2077
C-E Industries; production d'énergie	1314	50	32	1297	1728	65	42	1705
F Construction	560	30	9	540	1808	97	31	1741
G Commerce et réparations	1070	41	28	1057	1564	60	40	1545
H Hôtellerie et restauration	421	17	7	411	1584	66	28	1546
I Transports et communications	466	19	11	458	1642	66	40	1617
J Activités financières; assurances	401	12	20	408	1698	52	33	1729
K Immobilier, informatique, R&D	913	31	27	909	1547	52	46	1541
L Administration publique	335	13	6	329	1496	56	28	1467
M Enseignement ³⁾
N Santé et activités sociales	734	29	14	719	1371	54	26	1343
O Services collectifs et personnels	301	10	8	299	1269	43	32	1258
P Services domestiques	54	2	1	54	750	23	12	740
A-P Total	7344	280	186	7250	1562	60	40	1542

1) Comprend les absences pour raisons de santé (maladie, accident), congé maternité payé, service militaire, service civil, protection civile, réduction de l'horaire du travail, conflits de travail, raisons personnelles/familiales et mauvais temps. Ne comprend pas les vacances et les jours fériés.

2) Uniquement les heures supplémentaires non compensées par des congés durant l'année.

3) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T27 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon le sexe et les sections économiques, 2007

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Hommes				Femmes			
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail
Sections économiques NOGA												
A/B Agriculture, sylviculture	2135	109	34	2059	2150	122	36	2064	(2 052)	(38)	(23)	(2 036)
C-E Industries; production d'énergie	1898	72	49	1875	1905	70	54	1889	1869	80	29	1818
F Construction	1968	111	35	1891	1970	112	35	1892	(1 916)	(85)	(23)	(1 853)
G Commerce et réparations	1950	73	52	1929	1976	70	64	1970	1899	81	30	1848
H Hôtellerie et restauration	1959	71	33	1922	1961	62	38	1937	1957	82	28	1903
I Transports et communications	1896	75	48	1868	1900	74	51	1877	1873	80	32	1824
J Activités financières; assurances	1891	56	101	1936	1904	48	124	1980	1864	74	51	1842
K Immobilier, informatique, R&D	1960	55	63	1967	1984	55	71	2000	1892	57	40	1875
L Administration publique	1885	68	34	1851	1894	65	38	1867	1862	76	22	1807
M Enseignement ¹⁾
N Santé et activités sociales	1899	70	37	1867	1927	58	52	1920	1882	77	28	1833
O Services collectifs et personnels	1921	75	47	1893	1934	65	57	1926	1894	94	26	1826
P Services domestiques	1937	43	35	1929	(1 964)	(30)	(43)	(1 976)	(1 918)	(52)	(29)	(1 895)
A-P Total	1919	72	52	1899	1933	70	59	1922	1880	76	33	1838

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T28 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps selon la nationalité et les sections économiques, 2007

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Suissets				Etrangers			
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail
Sections économiques NOGA												
A/B Agriculture, sylviculture	2135	109	34	2059	2028	102	39	1964	2321	121	25	2225
C-E Industries; production d'énergie	1898	72	49	1875	1905	77	53	1880	1887	62	43	1868
F Construction	1968	111	35	1891	1981	131	42	1892	1951	87	26	1890
G Commerce et réparations	1950	73	52	1929	1960	75	53	1937	1931	70	52	1913
H Hôtellerie et restauration	1959	71	33	1922	1961	88	32	1905	1959	60	34	1932
I Transports et communications	1896	75	48	1868	1893	76	50	1867	1904	72	40	1872
J Activités financières; assurances	1891	56	101	1936	1893	58	101	1935	1885	51	101	1936
K Immobilier, informatique, R&D	1960	55	63	1967	1973	58	62	1977	1937	50	63	1950
L Administration publique	1885	68	34	1851	1888	66	33	1855	1859	82	37	1815
M Enseignement ¹⁾
N Santé et activités sociales	1899	70	37	1867	1897	72	41	1866	1904	64	29	1868
O Services collectifs et personnels	1921	75	47	1893	1926	85	45	1886	1909	53	51	1907
P Services domestiques	1937	43	35	1929	(1 941)	(21)	(45)	(1 966)	(1 931)	(75)	(20)	(1 876)
A-P Total	1919	72	52	1899	1917	75	54	1896	1921	65	47	1903

1) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T29 Taux d'absence¹⁾ des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2007

En pour cent		Suisses et étrangers			Suisses			Etrangers			SVOLTA
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
Sections économiques NOGA											
A/B	Agriculture, sylviculture	5,1	5,7	(1,9)	5,0	5,8	(1,0)	5,2	5,4	()	
C-E	Industries; production d'énergie	3,8	3,7	4,3	4,1	4,2	3,5	3,3	2,7	5,2	
F	Construction	5,7	5,7	(4,5)	6,6	6,8	(3,7)	4,4	4,4	()	
G	Commerce et réparations	3,8	3,5	4,3	3,8	3,7	4,0	3,6	3,1	4,8	
H	Hôtellerie et restauration	3,6	3,2	4,2	4,5	4,5	4,4	3,1	2,5	4,0	
I	Transports et communications	3,9	3,9	4,3	4,0	4,0	3,8	3,8	3,4	(5,8)	
J	Activités financières; assurances	3,0	2,5	4,0	3,1	2,8	3,5	2,7	1,6	5,8	
K	Immobilier, informatique, R&D	2,8	2,8	3,0	3,0	3,0	2,9	2,6	2,4	3,3	
L	Administration publique	3,6	3,4	4,1	3,5	3,4	4,0	4,4	(4,1)	(5,0)	
M	Enseignement ²⁾	
N	Santé et activités sociales	3,7	3,0	4,1	3,8	3,4	4,0	3,4	2,3	4,2	
O	Services collectifs et personnels	3,9	3,4	5,0	4,4	4,0	5,3	2,8	1,7	4,4	
P	Services domestiques	2,2	(1,5)	(2,7)	(1,1)	(1,5)	(0,6)	(3,9)	()	(5,0)	
A-P	Total	3,7	3,6	4,0	3,9	4,0	3,8	3,4	3,0	4,5	

1) Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T30 Taux d'heures supplémentaires¹⁾ des salariés à plein temps selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2007

En pour cent		Suisses et étrangers			Suisses			Etrangers			SVOLTA
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
Sections économiques NOGA											
A/B	Agriculture, sylviculture	1,6	1,7	(1,1)	1,9	2,0	(1,3)	1,1	1,1	()	
C-E	Industries; production d'énergie	2,6	2,8	1,6	2,8	3,0	1,8	2,3	2,6	1,3	
F	Construction	1,8	1,8	(1,2)	2,1	2,2	(1,1)	1,3	1,3	()	
G	Commerce et réparations	2,7	3,2	1,6	2,7	3,3	1,5	2,7	3,1	1,8	
H	Hôtellerie et restauration	1,7	1,9	1,4	1,6	1,4	1,9	1,7	2,2	1,1	
I	Transports et communications	2,5	2,7	1,7	2,6	2,8	1,8	2,1	2,2	(1,6)	
J	Activités financières; assurances	5,3	6,5	2,7	5,3	6,6	2,6	5,4	6,1	3,3	
K	Immobilier, informatique, R&D	3,2	3,6	2,1	3,2	3,6	2,0	3,3	3,5	2,4	
L	Administration publique	1,8	2,0	1,2	1,8	2,0	1,1	2,0	(2,4)	(1,3)	
M	Enseignement ²⁾	
N	Santé et activités sociales	2,0	2,7	1,5	2,2	3,0	1,6	1,5	2,1	1,1	
O	Services collectifs et personnels	2,4	3,0	1,4	2,3	2,8	1,2	2,7	3,4	1,7	
P	Services domestiques	1,8	(2,2)	(1,5)	(2,3)	(2,8)	(1,9)	(1,0)	()	(1,2)	
A-P	Total	2,7	3,0	1,8	2,8	3,2	1,8	2,4	2,7	1,6	

1) Durée annuelle d'heures supplémentaires en % de la durée annuelle normale du travail

2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) qui constitue la source principale de la Statistique du volume du travail (SVOLTA) ne tient actuellement pas compte de manière satisfaisante des durées de travail distinctes dans les semaines avec et les semaines sans enseignement. Nous renonçons pour l'instant à publier les données pour cette section.

T31 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 1998-2008

DNT

En heures par semaine	Sections et divisions économiques NOGA ¹⁾	Total									
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2008
01-93	TOTAL	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,7	41,6
01.12.02	SECTEUR PRIMAIRE	43,3	43,3	43,2	43,1	43,0	43,0	42,8	42,8	42,9	42,8
01.12	Horticulture	43,5	43,5	43,4	43,3	43,2	43,1	42,9	42,8	42,9	42,8
02	Sylviculture et services annexes	43,0	43,0	42,9	42,9	42,8	42,8	42,7	42,8	43,1	43,1
10-45	SECTEUR SECONDAIRE	41,6	41,6	41,5	41,5	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4
10-14	Industries extractives	42,2	42,0	42,0	41,9	42,1	42,0	42,0	42,0	42,7	42,6
15-37	Industries manufacturières	41,4	41,3	41,3	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2
15	Industries alimentaires et des boissons	42,3	42,2	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,2	42,2	42,2
16	Industrie du tabac	40,3	40,2	40,2	40,3	40,2	40,2	40,1	40,1	40,2	40,1
17	Industrie textile	42,1	42,1	42,0	42,0	42,0	41,9	41,9	42,0	42,1	42,0
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	41,8	41,8	41,7	41,5	41,5	41,2	41,3	41,1	40,8	40,9
19	Industrie du cuir et de la chaussure	42,1	42,0	42,0	42,0	41,8	42,0	42,0	41,9	41,7	41,5
20	Travail du bois, fabrication d'articles en bois	42,5	42,4	42,4	42,3	42,2	42,0	42,0	42,0	42,2	42,2
21	Industrie du papier et du carton	41,6	41,6	41,6	41,5	41,5	41,4	41,4	41,5	41,3	41,3
22	Edition, impression, reproduction d'enregistr.	40,6	40,6	40,6	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,4	40,5
23	Cokéfaction; raffinage; traitement nucléaire	40,7	40,7	40,7	40,7	40,8	40,9	40,8	40,8	40,8	41,3
24	Industrie chimique	40,8	40,8	40,8	40,8	40,9	41,0	40,9	40,9	40,8	40,8
25	Fabr. de caoutchouc et matières plastiques	41,8	41,9	41,9	41,8	41,8	41,8	41,7	41,8	41,7	41,7
26	Fabr. d'autres prod. minéraux non métalliques	42,3	42,1	42,1	42,0	42,2	42,1	42,1	42,1	41,8	41,9
27	Métallurgie	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,5	41,4	41,4	40,8	41,0
28	Travail des métaux	41,6	41,6	41,6	41,5	41,5	41,4	41,3	41,3	41,5	41,5
29	Fabrication de machines et d'équipements	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	40,8	40,8	40,9	41,0	41,0
30	Fabr. de machines de bureau, ordinateurs	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	40,8	40,8	40,9	41,2	41,6
31	Fabr. de machines et appareils électriques	40,9	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	40,7	40,8	41,1	40,9
32	Fabr. d'équip. de radio, TV, communication	40,9	40,9	40,9	40,8	40,8	40,7	40,7	40,8	41,0	40,9
33	Instruments médicaux/précision, horlogerie	40,8	40,7	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6	40,5	40,5	40,4
34	Industrie automobile	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	40,8	40,8	40,9	41,2	41,1
35	Fabrication d'autres moyens de transport	40,9	40,9	40,8	40,8	40,8	40,8	40,8	40,9	41,0	41,1
36-37	Autres industries manufacturières	42,0	42,0	42,0	41,9	41,9	41,7	41,7	41,6	42,0	41,9
40-41	Production, distribution d'électricité/gaz/eau	41,4	41,4	41,3	41,2	41,2	41,1	41,2	41,2	41,3	41,3
45	Construction	42,3	42,1	42,0	42,0	41,9	41,8	41,7	41,7	41,7	41,6
50-93	SECTEUR TERTIAIRE	42,0	41,9	41,9	41,8	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7
50-52	Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	42,1	42,2	42,1	42,1	41,9	41,9	41,9	41,9	41,8	41,9
50	Commerce et réparation de véhicules	42,3	42,3	42,2	42,2	42,2	42,2	42,2	42,1	42,3	42,4
51	Commerce de gros, intermédiaires du comm.	41,9	42,2	42,2	42,1	41,9	41,8	41,9	41,9	42,0	41,9
52	Commerce de détail, rép. articles domestiques	42,1	42,1	42,0	42,0	41,9	41,9	41,9	41,8	41,6	41,7
55	Hôtellerie et restauration	42,9	42,3	42,2	42,2	42,2	42,2	42,1	42,1	42,1	42,0
60-64	Transports et communications	42,2	42,2	42,2	41,9	42,0	42,0	42,0	42,1	42,1	42,2
60	Transports terrestres et par conduites	42,8	42,9	42,6	42,4	42,3	42,3	42,2	42,3	42,7	42,7
61	Transports par eau	42,0	42,0	41,7	41,6	41,8	41,6	41,6	41,6	41,4	41,5
62	Transports aériens	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,1	41,4	41,6	42,0	41,4
63	Auxiliaires des transp., agences de voyage	41,9	41,8	41,9	41,8	41,8	41,8	41,8	41,9	42,5	42,3
64	Postes et télécommunications	41,9	42,0	42,0	41,6	41,9	42,0	41,9	42,0	41,5	41,6
65-67	Activités financières; assurances	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,4
65	Intermédiation financière	41,6	41,6	41,6	41,5	41,6	41,6	41,6	41,6	41,6	41,5
66	Assurances	41,3	41,3	41,2	41,2	41,3	41,4	41,3	41,3	41,1	41,3
67	Serv. auxiliaires financiers/des assurances	41,5	41,5	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,2	41,1
70-74	Immobilier; location; inform.; R&D	41,9	41,9	41,8	41,8	41,7	41,7	41,7	41,8	41,7	41,6
70	Activités immobilières	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,5	41,5	41,4	41,6	41,6
71	Location de machines et équipements	41,9	42,3	41,6	41,6	41,5	41,8	41,7	41,2	42,4	42,2
72	Activités informatiques	41,9	41,9	41,9	41,9	41,8	41,8	41,8	41,8	41,3	41,3
73	Recherche et développement	41,7	41,7	40,8	40,5	40,6	40,8	40,8	40,6	40,5	40,6
74	Autres services fournis aux entreprises	41,9	41,9	41,9	41,9	41,7	41,8	41,8	41,8	41,7	41,7
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,6	41,6	41,5	41,3	41,4
80	Enseignement	41,8	41,7	41,6	41,5	41,4	41,5	41,4	41,5	41,5	41,2
85	Santé et activités sociales	41,7	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6
90-93	Autres services collectifs et personnels	42,0	42,0	41,9	41,7	41,8	41,9	41,7	41,6	41,8	41,8
90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	()	()	()	()	()	()	()	42,5	42,6	42,6
91	Activités associatives	41,5	41,6	41,5	41,4	41,3	41,4	41,6	41,5	41,6	41,6
92	Activités récréatives, culturelles et sportives	41,6	41,7	41,6	41,6	41,6	41,6	41,7	41,6	41,2	41,3
93	Services personnels	42,6	42,5	42,4	42,4	42,4	42,6	42,6	42,4	42,3	42,2

1) Dès 2006, la saisie des branches selon la nomenclature NOGA est améliorée à l'aide d'une codification directe dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). Ceci entraîne une légère rupture de série avec les données des années précédentes.

T32 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les sections économiques, les grandes régions et les cantons, 2008

DNT

En heures par semaine	Sections économiques NOGA ¹⁾													
	Total des secteurs secondaire et tertiaire	Industries extractives	Industries manufacturières	Production, distribution d'élect./gaz/eau	Construction	Commerce et réparation	Hôtellerie et restauration	Transports et communications	Activités financières et assurances	Immobilier, location informatique, R&D	Administration publique	Enseignement	Santé et activités sociales	Services collectifs et personnels
	C-O	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
Suisse	41,6	42,7	41,2	41,3	41,6	41,9	42,0	42,2	41,4	41,6	41,4	41,2	41,6	41,8
Grandes régions														
Région lémanique	41,4	42,7	41,1	41,0	42,0	41,7	42,1	41,9	41,0	41,5	40,7	40,8	41,3	41,4
Espace Mittelland	41,6	43,0	41,1	41,2	41,5	42,0	42,1	42,1	41,2	41,5	41,7	41,6	41,8	41,7
Suisse du Nord-ouest	41,6	42,7	41,0	41,3	41,4	41,8	41,9	42,7	41,3	41,5	42,0	41,7	41,7	42,0
Zurich	41,6	43,7	41,1	41,9	41,3	41,9	41,9	42,2	41,6	41,7	41,2	41,3	41,7	41,8
Suisse orientale	41,9	42,7	41,6	41,6	41,7	42,5	42,2	42,9	41,2	41,8	42,1	42,0	41,9	42,0
Suisse centrale	41,8	42,7	41,5	41,3	41,6	42,0	41,9	43,2	41,3	41,7	42,1	41,6	41,8	42,0
Tessin	41,4	42,0	41,3	40,6	41,9	41,8	42,0	41,8	41,4	41,5	41,0	40,9	40,5	41,4
 Cantons														
Zurich	41,6	43,7	41,1	41,9	41,3	41,9	41,9	42,2	41,6	41,7	41,2	41,3	41,7	41,8
Berne	41,7	43,1	41,2	41,2	41,5	42,0	42,1	41,6	41,3	41,6	41,8	41,9	42,0	41,6
Lucerne	41,9	(42,7)	41,6	(41,3)	41,6	42,1	41,8	43,5	41,3	41,7	42,0	41,9	42,0	42,1
Uri	41,7	()	41,7	(41,3)	41,3	41,9	42,1	(42,5)	()	41,7	41,9	()	41,6	()
Schwyz	41,9	()	41,8	(41,3)	41,8	42,5	41,9	43,1	41,4	41,9	42,2	(41,2)	41,0	41,8
Ob.-/Nidwald	41,8	()	41,5	()	41,7	42,0	42,2	42,7	()	42,1	42,0	(41,2)	41,7	(41,9)
Glaris	41,6	()	41,3	()	41,4	41,9	(42,0)	(42,3)	()	(41,7)	41,4	()	41,7	(41,9)
Zoug	41,5	()	40,9	(41,3)	41,7	41,7	41,9	42,9	41,1	41,5	42,2	41,2	41,8	41,7
Fribourg	41,8	(42,7)	41,2	41,1	41,5	42,1	42,0	42,9	40,7	41,7	41,9	42,1	41,9	41,8
Soleure	41,7	()	41,1	41,3	41,4	42,1	42,0	43,4	41,1	41,6	42,0	40,6	42,0	41,8
Bâle-Ville	41,4	()	40,5	42,0	41,0	41,3	41,9	42,0	41,3	41,2	42,0	41,8	41,7	41,7
Bâle-Campagne	41,6	(42,7)	41,0	(41,3)	41,5	41,7	41,7	43,0	41,5	41,4	42,0	42,0	41,7	41,9
Schaffhouse	41,4	()	41,1	()	41,4	41,9	42,0	42,7	41,4	41,2	42,1	(41,2)	41,0	41,8
Appenzell Rh ext./Rh. i	41,7	()	41,3	(41,3)	41,7	41,9	42,0	(42,3)	(41,3)	41,9	42,0	(41,2)	42,1	(41,9)
Saint-Gall	42,0	(42,7)	41,6	42,0	41,5	42,6	42,2	43,4	41,2	41,9	42,1	42,1	42,0	42,2
Grisons	42,2	42,7	41,7	41,4	42,4	42,7	42,3	42,5	41,4	41,7	42,4	42,5	42,0	42,1
Argovie	41,7	42,7	41,1	41,1	41,5	42,0	42,0	43,2	41,3	41,7	42,0	41,6	41,8	42,3
Thurgovie	41,9	()	41,6	(41,3)	41,5	42,4	42,3	42,4	41,0	41,8	42,1	42,0	42,1	41,9
Tessin	41,4	42,0	41,3	40,6	41,9	41,8	42,0	41,8	41,4	41,5	41,0	40,9	40,5	41,4
Vaud	41,7	(42,7)	41,2	41,4	41,9	41,9	42,0	42,3	41,4	41,6	41,0	41,1	41,9	42,0
Valais	42,1	(42,7)	41,4	41,3	42,9	42,3	42,4	42,1	41,3	42,2	42,0	41,3	41,8	42,0
Neuchâtel	40,9	(42,7)	40,4	(41,3)	41,1	41,7	42,0	42,5	41,3	40,6	40,0	40,5	40,5	41,8
Genève	40,9	()	40,6	40,0	41,2	41,0	41,9	41,4	40,8	41,3	40,0	40,1	40,3	40,7
Jura	41,3	()	40,6	()	41,6	41,9	42,0	42,2	(41,4)	41,3	41,5	(41,2)	41,9	(41,8)

Région lémanique: GE, VD, VS

Zurich: ZH

Tessin: TI

Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO

Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG

Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

1) Dès 2006, la saisie des branches selon la nomenclature NOGA est améliorée à l'aide d'une codification directe dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). Ceci entraîne une légère rupture de série avec les données des années précédentes.

T33 Personnes sans emploi (selon la définition internationale) et taux de sans-emploi selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2003-2005

SPSE

Population résidante	Personnes sans emploi et taux de sans-emploi											
	I 2003	II 2003	III 2003	IV 2003	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005
Pers. sans emploi, en milliers												
Total	169,9	172,1	176,8	189,5	189,0	176,7	180,2	192,2	192,4	182,7	183,3	189,4
Suisses	90,0	91,7	95,3	101,0	100,6	95,8	98,9	103,6	104,0	101,3	101,0	100,5
Etrangers	80,0	80,5	81,5	88,5	88,4	80,9	81,3	88,6	88,4	81,4	82,3	88,9
15-24 ans	49,2	50,4	52,5	52,4	49,6	43,9	49,5	51,5	51,8	49,5	53,8	52,8
25-39 ans	65,9	65,7	65,6	70,9	70,6	65,1	63,7	67,9	66,9	62,3	61,2	64,9
40-54 ans	40,3	41,1	42,8	48,2	49,9	48,8	47,6	51,6	51,5	48,5	46,8	49,8
55+ ans	14,5	15,0	16,0	17,9	18,9	18,9	19,4	21,3	22,2	22,4	21,5	21,9
Hommes	89,6	87,1	87,3	97,9	97,4	87,3	86,8	96,2	95,4	86,0	84,9	91,8
Suisses	45,9	45,6	46,4	51,2	50,9	46,9	46,8	49,9	49,1	45,4	44,7	46,0
Etrangers	43,7	41,5	40,9	46,7	46,5	40,4	40,0	46,3	46,3	40,6	40,2	45,8
15-24 ans	26,6	25,3	25,9	27,8	26,7	23,2	25,3	27,1	26,7	24,3	26,5	27,6
25-39 ans	34,5	33,2	31,9	35,5	34,6	29,6	27,8	30,9	29,9	25,7	24,8	28,0
40-54 ans	19,7	19,8	20,3	24,2	25,2	23,9	22,8	26,0	25,9	23,3	21,8	24,0
55+ ans	8,8	8,8	9,2	10,4	10,9	10,6	10,9	12,2	12,9	12,7	11,8	12,1
Femmes	80,4	85,0	89,5	91,5	91,6	89,5	93,4	96,0	97,0	96,7	98,4	97,7
Suisseuses	44,1	46,1	48,9	49,7	49,7	48,9	52,1	53,7	54,9	55,9	56,3	54,5
Etrangères	36,3	39,0	40,6	41,8	41,9	40,6	41,3	42,4	42,1	40,8	42,1	43,2
15-24 ans	22,5	25,1	26,6	24,7	22,9	20,7	24,2	24,4	25,1	25,2	27,4	25,2
25-39 ans	31,5	32,5	33,7	35,4	36,0	35,5	35,9	37,0	37,0	36,6	36,3	36,9
40-54 ans	20,6	21,3	22,4	24,0	24,7	25,0	24,8	25,5	25,6	25,2	25,0	25,8
55+ ans	5,7	6,2	6,8	7,5	8,0	8,3	8,6	9,0	9,4	9,7	9,7	9,8
Taux de sans-emploi, en %												
Total	4,1	4,1	4,2	4,5	4,5	4,2	4,3	4,6	4,6	4,4	4,3	4,5
Suisses	2,8	2,9	3,0	3,1	3,1	3,0	3,1	3,2	3,2	3,1	3,1	3,1
Etrangers	8,5	8,4	8,5	9,4	9,3	8,4	8,4	9,2	9,2	8,4	8,4	9,1
15-24 ans	...	8,3	...	...	...	7,4	...	...	...	8,4	...	...
25-39 ans	...	4,4	...	...	...	4,4	...	...	...	4,3	...	...
40-54 ans	...	2,9	...	...	...	3,4	...	...	...	3,3	...	...
55+ ans	...	2,2	...	...	...	2,8	...	...	...	3,3	...	...
Hommes	3,9	3,8	3,8	4,3	4,3	3,8	3,8	4,2	4,2	3,7	3,7	4,0
Suisses	2,7	2,7	2,7	3,0	3,0	2,7	2,7	2,9	2,9	2,6	2,6	2,6
Etrangers	7,7	7,2	7,1	8,3	8,2	7,0	6,9	8,1	8,1	7,0	6,8	7,8
15-24 ans	...	8,1	...	...	...	7,6	...	...	...	8,0	...	...
25-39 ans	...	4,1	...	...	...	3,7	...	...	...	3,2	...	...
40-54 ans	...	2,6	...	...	...	3,0	...	...	...	2,9	...	...
55+ ans	...	2,2	...	...	...	2,7	...	...	...	3,2	...	...
Femmes	4,3	4,5	4,7	4,9	4,9	4,8	4,9	5,1	5,1	5,1	5,2	5,1
Suisseuses	3,0	3,1	3,3	3,3	3,3	3,3	3,5	3,6	3,7	3,7	3,7	3,6
Etrangères	9,5	10,2	10,6	11,0	10,9	10,5	10,7	10,9	10,8	10,5	10,7	10,9
15-24 ans	...	8,6	...	...	...	7,3	...	...	...	8,9	...	...
25-39 ans	...	4,8	...	...	...	5,3	...	...	...	5,6	...	...
40-54 ans	...	3,3	...	...	...	3,8	...	...	...	3,8	...	...
55+ ans	...	2,3	...	...	...	3,0	...	...	...	3,4	...	...

T34 Personnes sans emploi (selon la définition internationale) et taux de sans-emploi selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2006-2008

SPSE

Population résidante	Personnes sans emploi et taux de sans-emploi											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Pers. sans emploi, en milliers												
Total	182,0	165,5	166,1	172,3	165,7	153,3	153,4	160,5	156,3	146,6	149,6p	166,2p
Suisses	95,5	88,1	90,0	91,9	89,9	86,2	86,6	88,2	86,7	83,3	...	...
Etrangers	86,5	77,4	76,1	80,4	75,8	67,1	66,9	72,3	69,6	63,3	...	...
15-24 ans	50,2	45,5	48,8	47,6	45,3	41,8	44,8	45,0	44,3	42,1	...	...
25-39 ans	63,2	57,7	56,2	59,2	56,5	51,6	49,7	52,0	49,2	44,9	...	...
40-54 ans	47,8	43,5	42,2	45,1	43,3	39,9	39,9	44,1	44,0	41,9	...	...
55+ ans	20,8	18,8	19,0	20,4	20,6	20,1	19,1	19,5	18,8	17,7	...	...
Hommes	87,4	75,8	74,5	80,2	75,5	66,4	66,5	74,1	72,1	65,9	...	...
Suisses	43,4	39,0	39,1	40,4	38,9	36,0	36,4	38,7	38,4	36,7	...	...
Etrangers	43,9	36,8	35,4	39,7	36,6	30,4	30,1	35,4	33,7	29,2	...	...
15-24 ans	26,7	24,1	25,2	25,3	23,7	21,1	22,3	22,9	22,2	20,4	...	...
25-39 ans	27,0	23,1	22,0	24,6	23,0	19,7	18,7	21,3	19,8	17,2	...	...
40-54 ans	22,4	18,9	17,8	20,2	18,8	16,3	16,5	20,1	20,3	18,9	...	...
55+ ans	11,2	9,7	9,5	10,2	10,0	9,3	9,0	9,8	9,8	9,3	...	...
Femmes	94,6	89,7	91,6	92,1	90,2	86,9	86,9	86,4	84,2	80,8	...	...
Suissesses	52,0	49,1	50,8	51,4	51,0	50,2	50,2	49,5	48,3	46,7	...	...
Etrangères	42,6	40,6	40,8	40,7	39,2	36,7	36,7	36,9	35,9	34,1	...	...
15-24 ans	23,5	21,5	23,5	22,4	21,6	20,7	22,5	22,1	22,1	21,7	...	...
25-39 ans	36,2	34,6	34,3	34,7	33,5	31,9	30,9	30,7	29,4	27,7	...	...
40-54 ans	25,4	24,6	24,3	24,9	24,5	23,6	23,4	24,0	23,7	22,9	...	...
55+ ans	9,6	9,1	9,5	10,2	10,6	10,8	10,1	9,7	9,1	8,4	...	...
Taux de sans-emploi, en %												
Total	4,3	3,9	3,9	4,0	3,8	3,5	3,5	3,6	3,5	3,3	3,4p	3,7p
Suisses	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	...	...
Etrangers	8,8	7,7	7,5	8,0	7,5	6,6	6,5	7,0	6,7	6,0	...	...
15-24 ans	...	7,4	...	...	...	6,8	...	...	...	6,8	...	...
25-39 ans	...	4,0	...	...	...	3,6	...	...	...	3,1	...	...
40-54 ans	...	2,9	...	...	...	2,6	...	...	...	2,6	...	...
55+ ans	...	2,7	...	...	...	2,7	...	...	...	2,3	...	...
Hommes	3,8	3,3	3,2	3,4	3,2	2,8	2,8	3,1	3,0	2,7	...	...
Suisses	2,5	2,3	2,2	2,3	2,2	2,0	2,0	2,2	2,2	2,1	...	...
Etrangers	7,5	6,1	5,8	6,6	6,1	4,9	4,9	5,8	5,5	4,6	...	...
15-24 ans	...	7,5	...	...	...	6,4	...	...	...	6,3	...	...
25-39 ans	...	2,9	...	...	...	2,5	...	...	...	2,2	...	...
40-54 ans	...	2,3	...	...	...	1,9	...	...	...	2,2	...	...
55+ ans	...	2,4	...	...	...	2,2	...	...	...	2,2	...	...
Femmes	4,9	4,6	4,7	4,7	4,6	4,4	4,4	4,3	4,2	4,0	...	...
Suissesses	3,4	3,2	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,1	3,0	2,9	...	...
Etrangères	10,6	10,1	10,1	10,1	9,6	9,0	8,9	8,8	8,5	7,9	...	...
15-24 ans	...	7,2	...	...	...	7,1	...	...	...	7,2	...	...
25-39 ans	...	5,3	...	...	...	4,9	...	...	...	4,1	...	...
40-54 ans	...	3,6	...	...	...	3,3	...	...	...	3,1	...	...
55+ ans	...	3,0	...	...	...	3,4	...	...	...	2,5	...	...

T35 Personnes sans emploi (selon la définition internationale) et taux de sans-emploi par grande région et sexe, 2006-2008

SPSE

Population résidante	Personnes sans emploi et taux de sans-emploi											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Pers. sans emploi, en milliers												
Total	182,0	165,5	166,1	172,3	165,7	153,3	153,4	160,5	156,3	146,6	149,6p	166,2p
Région lémanique	44,8	40,5	40,3	42,2	40,3	37,0	37,0	39,3	38,2	36,2	...	...
Espace Mittelland	38,3	35,0	36,3	38,3	37,9	35,7	35,6	36,2	34,7	31,5	...	...
Suisse du Nord-ouest	22,9	20,9	21,0	21,5	21,3	20,2	20,0	20,7	20,6	19,6	...	...
Zurich	33,4	30,9	30,4	30,8	29,5	27,2	27,6	28,7	28,5	27,0	...	...
Suisse orientale	21,3	19,6	19,0	19,0	17,2	15,6	15,8	17,0	16,7	16,3	...	...
Suisse centrale	12,1	10,4	11,0	11,7	11,4	10,7	10,4	10,7	10,2	9,2	...	...
Tessin	9,2	8,2	8,2	8,8	8,0	6,8	7,0	8,0	7,4	6,8	...	...
Hommes	87,4	75,8	74,5	80,2	75,5	66,4	66,5	74,1	72,1	65,9	...	...
Région lémanique	22,3	19,9	19,2	20,7	19,1	16,3	16,7	19,3	18,9	17,7	...	...
Espace Mittelland	18,1	15,4	15,2	16,4	15,5	13,4	14,0	15,8	15,7	14,4	...	...
Suisse du Nord-ouest	11,1	9,9	9,8	10,5	10,3	9,6	9,0	9,5	8,9	7,9	...	...
Zurich	15,8	13,8	13,5	14,4	13,7	12,4	12,6	13,7	13,6	12,5	...	...
Suisse orientale	10,2	8,6	(8,3)	(8,8)	(7,9)	(6,8)	(6,6)	(7,4)	(7,1)	(6,4)	...	...
Suisse centrale	(5,6)	(4,6)	(4,7)	(5,2)	(5,0)	(4,5)	(4,3)	(4,6)	(4,3)	(3,7)	...	...
Tessin	4,3	3,7	3,8	4,2	3,9	3,4	3,4	3,8	3,6	3,1	...	...
Femmes	94,6	89,7	91,6	92,1	90,2	86,9	86,9	86,4	84,2	80,8	...	...
Région lémanique	22,4	20,6	21,1	21,5	21,3	20,6	20,3	19,9	19,3	18,5	...	...
Espace Mittelland	20,2	19,6	21,0	21,9	22,4	22,3	21,6	20,5	19,0	17,1	...	...
Suisse du Nord-ouest	11,8	11,1	11,1	11,0	10,9	10,6	11,0	11,2	11,7	11,7	...	...
Zurich	17,7	17,1	16,9	16,4	15,8	14,8	15,0	15,0	14,9	14,5	...	...
Suisse orientale	11,1	10,9	10,7	10,2	9,4	8,8	9,2	9,6	9,6	9,9	...	...
Suisse centrale	6,5	5,9	6,3	6,5	6,4	6,2	6,1	6,1	5,8	5,4	...	...
Tessin	4,9	4,5	4,4	4,6	4,1	3,4	3,6	4,2	3,9	3,7	...	...
Taux de sans-emploi, en %												
Total	4,3	3,9	3,9	4,0	3,8	3,5	3,5	3,6	3,5	3,3	3,4p	3,7p
Région lémanique	6,0	5,4	5,3	5,5	5,3	4,8	4,8	5,0	4,9	4,6	...	...
Espace Mittelland	4,0	3,6	3,7	3,9	3,9	3,7	3,6	3,7	3,5	3,2	...	...
Suisse du Nord-ouest	3,9	3,6	3,5	3,6	3,6	3,4	3,3	3,4	3,4	3,2	...	...
Zurich	4,3	4,0	3,9	3,9	3,8	3,5	3,5	3,6	3,6	3,4	...	...
Suisse orientale	3,5	3,2	3,0	3,0	2,7	2,5	2,5	2,6	2,6	2,5	...	...
Suisse centrale	2,9	2,5	2,6	2,8	2,7	2,5	2,4	2,5	2,4	2,1	...	...
Tessin	5,6	5,0	5,0	5,4	4,9	4,1	4,2	4,8	4,5	4,1	...	...
Hommes	3,8	3,3	3,2	3,4	3,2	2,8	2,8	3,1	3,0	2,7	...	...
Région lémanique	5,4	4,8	4,6	5,0	4,5	3,9	4,0	4,6	4,5	4,2	...	...
Espace Mittelland	3,5	2,9	2,9	3,1	2,9	2,5	2,6	3,0	2,9	2,7	...	...
Suisse du Nord-ouest	3,5	3,1	3,1	3,3	3,2	2,9	2,7	2,9	2,7	2,4	...	...
Zurich	3,7	3,3	3,2	3,4	3,2	2,9	2,9	3,2	3,1	2,9	...	...
Suisse orientale	3,0	2,6	(2,4)	(2,5)	(2,3)	(1,9)	(1,9)	(2,1)	(2,0)	(1,8)	...	...
Suisse centrale	(2,5)	(2,0)	(2,0)	(2,2)	(2,2)	(1,9)	(1,8)	(1,9)	(1,8)	(1,6)	...	...
Tessin	4,7	4,0	4,1	4,6	4,4	3,7	3,6	4,1	3,9	3,4	...	...
Femmes	4,9	4,6	4,7	4,7	4,6	4,4	4,4	4,3	4,2	4,0	...	...
Région lémanique	6,6	6,1	6,1	6,2	6,1	5,9	5,8	5,6	5,4	5,2	...	...
Espace Mittelland	4,6	4,4	4,8	4,9	5,1	5,0	4,8	4,5	4,2	3,7	...	...
Suisse du Nord-ouest	4,4	4,2	4,1	4,1	4,0	3,9	3,9	4,0	4,2	4,2	...	...
Zurich	5,0	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,1	4,1	4,0	3,9	...	...
Suisse orientale	4,0	4,0	3,8	3,6	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	...	...
Suisse centrale	3,6	3,1	3,3	3,4	3,4	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	...	...
Tessin	6,8	6,2	6,1	6,4	5,6	4,7	5,1	5,8	5,3	5,0	...	...

T36 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2003-2005

seco

Population résidante	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2003	II 2003	III 2003	IV 2003	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	141,8	140,5	146,7	162,8	160,8	144,1	146,3	158,4	155,7	140,7	142,7	151,8
Suisses	80,2	81,2	86,7	95,1	93,3	84,9	87,8	92,3	90,4	83,5	85,9	87,7
Etrangers	61,7	59,3	60,0	67,7	67,5	59,2	58,5	66,2	65,2	57,1	56,8	64,1
15-24 ans	24,4	22,9	28,3	30,7	28,7	23,8	29,8	30,0	28,3	24,1	30,1	28,5
25-39 ans	61,3	61,0	61,0	67,8	67,1	59,6	57,8	63,5	62,4	56,2	54,1	59,0
40-54 ans	40,8	40,8	41,1	46,2	46,3	42,8	41,3	46,0	45,9	42,2	40,5	44,8
55+ ans	15,3	15,7	16,3	18,2	18,7	17,9	17,5	18,8	19,0	18,2	18,0	19,4
Hommes	82,2	78,5	78,6	92,4	91,0	77,6	76,3	87,6	86,0	73,5	72,4	81,9
Suisses	45,6	44,8	45,6	52,8	51,4	44,7	44,4	49,2	48,1	42,2	41,9	44,9
Etrangers	36,6	33,6	33,0	39,6	39,6	32,9	31,8	38,4	37,9	31,3	30,5	37,0
15-24 ans	13,5	12,2	13,6	16,8	15,5	11,7	14,1	15,9	14,9	11,8	14,0	14,6
25-39 ans	34,5	32,9	32,0	37,4	36,9	31,1	29,2	34,0	33,4	28,2	26,6	31,1
40-54 ans	24,0	23,1	22,5	26,3	26,3	23,4	22,0	25,8	25,6	22,4	21,1	24,4
55+ ans	10,3	10,3	10,6	11,9	12,2	11,4	10,9	12,0	12,1	11,1	10,7	11,8
Femmes	59,6	62,0	68,0	70,4	69,8	66,5	70,1	70,8	69,7	67,2	70,3	69,9
Suissesses	34,5	36,4	41,0	42,3	41,9	40,3	43,4	43,0	42,3	41,3	44,0	42,7
Etrangères	25,1	25,6	27,0	28,1	28,0	26,2	26,7	27,8	27,4	25,8	26,3	27,1
15-24 ans	10,9	10,7	14,8	13,9	13,2	12,1	15,7	14,2	13,4	12,3	16,1	13,9
25-39 ans	26,8	28,1	29,0	30,4	30,2	28,5	28,6	29,5	29,0	28,0	27,5	28,0
40-54 ans	16,8	17,8	18,5	19,8	20,0	19,4	19,3	20,2	20,3	19,8	19,4	20,4
55+ ans	5,0	5,4	5,8	6,2	6,5	6,5	6,6	6,8	7,0	7,1	7,3	7,6
Taux de chômage, en %												
Total	3,6	3,6	3,7	4,1	4,1	3,7	3,7	4,0	3,9	3,6	3,6	3,8
Suisses	2,6	2,7	2,8	3,1	3,1	2,8	2,9	3,0	3,0	2,7	2,8	2,9
Etrangers	6,9	6,6	6,7	7,6	7,6	6,6	6,6	7,4	7,3	6,4	6,4	7,2
15-24 ans	4,4	4,1	5,1	5,5	5,2	4,3	5,4	5,4	5,1	4,3	5,4	5,2
25-39 ans	4,1	4,1	4,1	4,6	4,5	4,0	3,9	4,3	4,2	3,8	3,7	4,0
40-54 ans	3,0	3,0	3,0	3,4	3,4	3,2	3,1	3,4	3,4	3,1	3,0	3,3
55+ ans	2,7	2,8	2,9	3,2	3,3	3,2	3,1	3,3	3,4	3,2	3,2	3,4
Hommes	3,7	3,6	3,6	4,2	4,1	3,5	3,5	4,0	3,9	3,3	3,3	3,7
Suisses	2,7	2,7	2,7	3,2	3,1	2,7	2,7	2,9	2,9	2,5	2,5	2,7
Etrangers	6,9	6,4	6,2	7,5	7,5	6,2	6,0	7,2	7,2	5,9	5,8	7,0
15-24 ans	4,6	4,2	4,7	5,8	5,3	4,0	4,8	5,4	5,1	4,0	4,8	5,0
25-39 ans	4,2	4,0	3,9	4,6	4,5	3,8	3,6	4,2	4,1	3,5	3,3	3,8
40-54 ans	3,2	3,1	3,0	3,5	3,5	3,1	2,9	3,4	3,4	3,0	2,8	3,3
55+ ans	2,9	3,0	3,0	3,4	3,5	3,3	3,1	3,4	3,5	3,2	3,1	3,4
Femmes	3,4	3,6	3,9	4,0	4,0	3,8	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,0
Suissesses	2,5	2,6	3,0	3,1	3,0	2,9	3,1	3,1	3,1	3,0	3,2	3,1
Etrangères	6,9	7,1	7,4	7,7	7,7	7,2	7,3	7,6	7,5	7,1	7,2	7,5
15-24 ans	4,1	4,1	5,6	5,3	5,0	4,6	6,0	5,4	5,1	4,7	6,1	5,3
25-39 ans	4,0	4,2	4,4	4,6	4,5	4,3	4,3	4,4	4,4	4,2	4,1	4,2
40-54 ans	2,8	3,0	3,1	3,3	3,3	3,2	3,2	3,4	3,4	3,3	3,2	3,4
55+ ans	2,3	2,5	2,6	2,8	3,0	3,0	3,0	3,1	3,2	3,2	3,3	3,5

T37 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2006-2008

seco

Population résidante	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	143,2	122,8	121,9	128,6	117,9	99,8	99,7	109,0	103,8	91,5	96,0	118,8
Suisses	82,3	72,7	72,7	73,4	67,2	58,4	58,5	60,3	57,5	52,2	55,1	64,2
Etrangers	61,0	50,2	49,2	55,1	50,7	41,4	41,2	48,7	46,2	39,3	40,9	54,5
15-24 ans	25,3	20,1	24,4	22,4	19,3	15,0	18,3	17,5	16,0	13,2	17,1	19,3
25-39 ans	56,0	47,5	45,3	49,7	45,6	38,4	37,1	42,2	40,0	35,2	36,2	46,4
40-54 ans	43,0	37,8	35,7	39,3	36,6	31,6	30,3	34,5	33,4	29,7	29,6	38,0
55+ ans	18,9	17,3	16,4	17,2	16,4	14,8	14,0	14,8	14,4	13,4	13,0	15,1
Hommes	76,9	62,3	60,2	68,3	62,2	50,2	49,2	58,9	55,5	46,6	48,4	67,0
Suisses	41,8	35,3	34,4	36,6	33,6	28,2	27,5	30,5	28,9	25,4	26,5	33,8
Etrangers	35,1	27,0	25,8	31,6	28,7	22,0	21,6	28,4	26,6	21,2	21,9	33,2
15-24 ans	13,0	9,6	11,1	11,3	9,7	7,0	8,4	9,0	8,2	6,3	8,1	10,5
25-39 ans	29,3	23,2	21,6	25,5	23,3	18,4	17,5	22,2	20,7	17,1	17,5	25,6
40-54 ans	23,2	19,4	18,1	21,3	19,6	16,3	15,3	19,0	18,1	15,4	15,3	21,6
55+ ans	11,4	10,1	9,4	10,1	9,7	8,5	8,0	8,8	8,6	7,8	7,6	9,2
Femmes	66,4	60,5	61,7	60,3	55,7	49,6	50,5	50,1	48,3	44,9	47,6	51,7
Suisseuses	40,5	37,4	38,3	36,8	33,7	30,3	31,0	29,8	28,6	26,8	28,6	30,4
Etrangères	25,9	23,1	23,4	23,5	22,0	19,3	19,5	20,3	19,7	18,1	18,9	21,3
15-24 ans	12,4	10,6	13,3	11,1	9,5	8,0	10,0	8,5	7,8	6,9	9,1	8,7
25-39 ans	26,7	24,3	23,7	24,1	22,3	20,0	19,6	20,1	19,4	18,1	18,7	20,8
40-54 ans	19,8	18,4	17,6	18,0	17,0	15,3	14,9	15,5	15,3	14,3	14,3	16,3
55+ ans	7,6	7,2	7,0	7,1	6,8	6,2	6,0	6,0	5,8	5,6	5,5	5,9
Taux de chômage, en %												
Total	3,6	3,1	3,1	3,3	3,0	2,5	2,5	2,8	2,6	2,3	2,4	3,0
Suisses	2,7	2,4	2,4	2,4	2,2	1,9	1,9	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1
Etrangers	6,8	5,6	5,5	6,2	5,7	4,6	4,6	5,5	5,2	4,4	4,6	6,1
15-24 ans	4,6	3,6	4,4	4,0	3,5	2,7	3,3	3,2	2,9	2,4	3,1	3,5
25-39 ans	3,8	3,2	3,1	3,4	3,1	2,6	2,5	2,9	2,7	2,4	2,4	3,1
40-54 ans	3,2	2,8	2,6	2,9	2,7	2,3	2,2	2,6	2,5	2,2	2,2	2,8
55+ ans	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6	2,5	2,4	2,3	2,7
Hommes	3,5	2,8	2,7	3,1	2,8	2,3	2,2	2,7	2,5	2,1	2,2	3,0
Suisses	2,5	2,1	2,1	2,2	2,0	1,7	1,6	1,8	1,7	1,5	1,6	2,0
Etrangers	6,6	5,1	4,9	6,0	5,4	4,2	4,1	5,4	5,0	4,0	4,1	6,3
15-24 ans	4,5	3,3	3,8	3,9	3,3	2,4	2,9	3,1	2,8	2,2	2,8	3,6
25-39 ans	3,6	2,8	2,6	3,1	2,9	2,3	2,1	2,7	2,5	2,1	2,1	3,1
40-54 ans	3,1	2,6	2,4	2,8	2,6	2,2	2,0	2,5	2,4	2,1	2,0	2,9
55+ ans	3,3	2,9	2,7	2,9	2,8	2,5	2,3	2,5	2,5	2,2	2,2	2,7
Femmes	3,8	3,5	3,5	3,5	3,2	2,8	2,9	2,9	2,8	2,6	2,7	3,0
Suisseuses	2,9	2,7	2,8	2,7	2,4	2,2	2,2	2,2	2,1	1,9	2,1	2,2
Etrangères	7,1	6,4	6,4	6,5	6,1	5,3	5,4	5,6	5,4	5,0	5,2	5,9
15-24 ans	4,7	4,0	5,1	4,2	3,6	3,1	3,8	3,2	3,0	2,6	3,5	3,3
25-39 ans	4,0	3,7	3,6	3,6	3,4	3,0	3,0	3,0	2,9	2,7	2,8	3,1
40-54 ans	3,3	3,1	2,9	3,0	2,9	2,6	2,5	2,6	2,6	2,4	2,4	2,7
55+ ans	3,5	3,3	3,2	3,2	3,1	2,8	2,7	2,7	2,6	2,5	2,5	2,7

T38 Chômeurs inscrits et taux de chômage par grande région et sexe, 2006-2008

seco

Population résidente	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Chômeurs inscrits, en milliers												
Total	143,2	122,8	121,9	128,6	117,9	99,8	99,7	109,0	103,8	91,5	96,0	118,8
Région lémanique	38,0	34,0	33,8	36,5	34,0	29,7	29,3	31,9	30,2	27,4	28,1	33,6
Espace Mittelland	28,1	23,5	23,8	25,2	23,2	18,9	19,4	21,1	19,9	16,5	18,1	23,4
Suisse du Nord-ouest	17,9	15,6	15,1	15,4	14,7	12,9	12,5	13,4	13,3	12,2	12,4	14,8
Zurich	27,1	23,1	22,2	22,5	20,6	17,5	17,7	18,8	18,3	16,2	16,9	20,0
Suisse orientale	14,7	12,4	12,2	12,7	10,9	9,3	9,0	10,2	9,4	8,5	9,2	12,2
Suisse centrale	9,7	7,9	8,1	8,5	7,6	6,0	6,0	6,7	6,5	5,6	5,8	7,5
Tessin	7,8	6,4	6,7	7,8	6,9	5,6	5,7	7,0	6,1	5,2	5,6	7,2
Hommes	76,9	62,3	60,2	68,3	62,2	50,2	49,2	58,9	55,5	46,6	48,4	67,1
Région lémanique	20,2	17,0	16,6	19,5	17,9	15,0	14,5	17,4	16,2	13,8	14,1	18,8
Espace Mittelland	15,2	11,9	11,7	13,4	12,3	9,5	9,5	11,3	10,5	8,2	9,0	13,6
Suisse du Nord-ouest	9,7	8,1	7,7	8,4	7,9	6,6	6,3	7,4	7,2	6,4	6,3	8,4
Zurich	14,5	11,8	11,1	11,9	10,9	8,8	8,9	10,3	9,9	8,4	8,8	11,4
Suisse orientale	7,9	6,0	5,7	6,7	5,7	4,4	4,2	5,4	5,0	4,2	4,5	7,0
Suisse centrale	5,2	4,1	4,0	4,5	4,0	3,1	3,0	3,6	3,5	2,9	2,9	4,2
Tessin	4,2	3,3	3,4	4,0	3,6	2,8	2,9	3,5	3,3	2,7	2,8	3,7
Femmes	66,4	60,5	61,7	60,3	55,7	49,6	50,5	50,1	48,3	44,9	47,6	51,7
Région lémanique	17,8	17,0	17,1	17,0	16,1	14,8	14,7	14,4	14,1	13,6	14,0	14,8
Espace Mittelland	13,0	11,6	12,1	11,8	10,9	9,4	9,9	9,7	9,3	8,3	9,1	9,9
Suisse du Nord-ouest	8,2	7,5	7,5	7,0	6,8	6,2	6,2	6,0	6,1	5,8	6,1	6,4
Zurich	12,6	11,3	11,2	10,6	9,8	8,6	8,8	8,5	8,4	7,8	8,1	8,6
Suisse orientale	6,8	6,3	6,4	6,0	5,2	4,9	4,9	4,8	4,4	4,2	4,6	5,2
Suisse centrale	4,5	3,8	4,1	4,0	3,5	3,0	3,1	3,2	3,0	2,8	2,9	3,3
Tessin	3,6	3,1	3,3	3,8	3,3	2,7	2,9	3,4	2,9	2,5	2,8	3,5
Taux de chômage, en %												
Total	3,6	3,1	3,1	3,3	3,0	2,5	2,5	2,8	2,6	2,3	2,4	3,0
Région lémanique	5,5	4,9	4,9	5,3	4,9	4,3	4,2	4,6	4,4	4,0	4,1	4,9
Espace Mittelland	3,1	2,6	2,6	2,8	2,6	2,1	2,2	2,3	2,2	1,8	2,0	2,6
Suisse du Nord-ouest	3,3	2,9	2,8	2,8	2,7	2,4	2,3	2,5	2,4	2,2	2,3	2,7
Zurich	3,7	3,2	3,1	3,1	2,9	2,4	2,4	2,6	2,5	2,2	2,3	2,8
Suisse orientale	2,6	2,2	2,2	2,3	1,9	1,6	1,6	1,8	1,7	1,5	1,6	2,2
Suisse centrale	2,6	2,1	2,2	2,3	2,0	1,6	1,6	1,8	1,7	1,5	1,5	2,0
Tessin	5,3	4,3	4,5	5,2	4,7	3,7	3,9	4,7	4,1	3,5	3,7	4,8
Hommes	3,5	2,8	2,7	3,1	2,8	2,3	2,2	2,7	2,5	2,1	2,2	3,0
Région lémanique	5,3	4,5	4,4	5,1	4,7	3,9	3,8	4,6	4,3	3,6	3,7	5,0
Espace Mittelland	3,0	2,4	2,3	2,7	2,4	1,9	1,9	2,2	2,1	1,6	1,8	2,7
Suisse du Nord-ouest	3,2	2,7	2,5	2,8	2,6	2,2	2,1	2,4	2,4	2,1	2,1	2,8
Zurich	3,6	3,0	2,8	3,0	2,7	2,2	2,2	2,6	2,5	2,1	2,2	2,9
Suisse orientale	2,5	1,9	1,8	2,1	1,8	1,4	1,3	1,7	1,6	1,3	1,4	2,2
Suisse centrale	2,5	1,9	1,9	2,1	1,9	1,4	1,4	1,7	1,6	1,3	1,4	2,0
Tessin	4,9	3,9	4,0	4,6	4,2	3,3	3,3	4,1	3,8	3,1	3,2	4,3
Femmes	3,8	3,5	3,5	3,5	3,2	2,8	2,9	2,9	2,8	2,6	2,7	3,0
Région lémanique	5,7	5,5	5,5	5,5	5,2	4,7	4,7	4,6	4,5	4,4	4,5	4,8
Espace Mittelland	3,2	2,9	3,0	3,0	2,7	2,4	2,5	2,4	2,3	2,1	2,3	2,5
Suisse du Nord-ouest	3,4	3,1	3,1	2,9	2,8	2,6	2,6	2,5	2,6	2,4	2,6	2,7
Zurich	3,9	3,5	3,4	3,3	3,0	2,7	2,7	2,6	2,6	2,4	2,5	2,6
Suisse orientale	2,8	2,6	2,6	2,5	2,1	2,0	2,0	2,0	1,8	1,7	1,9	2,1
Suisse centrale	2,8	2,4	2,5	2,5	2,2	1,8	1,9	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1
Tessin	5,8	4,9	5,2	6,0	5,3	4,3	4,6	5,5	4,6	4,0	4,4	5,6

T39 Indice des places vacantes selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques, 2004-2008

STATEMENT

Fin du trimestre	Indice des places vacantes (30.06.03=100)									
	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006
Sections et divisions économiques NOGA										
10-93 SECT. SECONDAIRE ET TERTIAIRE	113,4	112,1	90,2	89,8	102,2	103,2	105,9	120,5	147,3	154,5
10-45 SECTEUR SECONDAIRE	112,1	117,8	92,1	89,7	107,0	102,9	105,1	128,2	159,0	173,8
15-37 Industries manufacturières	139,2	141,1	120,1	112,9	132,1	133,3	145,2	174,9	214,7	231,7
29 Fabrique de machines et d'équip.	135,3	134,1	129,3	133,4	143,5	160,1	158,3	158,4	210,9	242,3
45 Construction	77,4	88,1	57,6	62,1	77,3	66,1	57,2	71,7	92,5	104,3
50-93 SECTEUR TERTIAIRE	113,9	109,8	89,5	89,8	100,3	103,4	106,3	117,4	142,6	146,8
50-52 Commerce; réparation	128,3	111,1	81,8	81,4	95,2	89,7	97,5	95,4	120,1	111,5
55 Hôtellerie et restauration	84,0	59,1	51,3	48,5	57,0	51,3	68,7	46,2	81,7	72,2
60-64 Transports et communications	124,8	148,2	102,7	121,7	111,3	106,9	104,4	119,4	143,1	170,5
65-67 Activités financières; assurances	204,4	210,8	209,5	199,5	236,7	238,5	248,2	305,1	342,7	356,9
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	124,2	124,8	104,8	105,3	116,5	130,4	124,4	151,6	192,6	200,3
72 Activités informatiques	179,8	162,0	168,7	177,4	206,3	166,6	165,3	196,3	281,4	268,9
74 Autres services fournis aux entreprises	114,2	120,2	93,2	91,9	96,2	123,6	112,7	140,0	174,8	186,1
75 Adm. publique, défense, séc. sociale	126,5	112,7	95,9	101,1	65,6	102,1	110,3	161,5	177,5	173,5
80 Enseignement	114,6	117,6	75,6	57,5	116,6	128,8	69,3	76,5	126,7	172,1
85 Santé et activités sociales	67,3	82,5	61,7	61,5	69,4	74,6	75,8	79,5	84,4	96,5
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	105,2	93,6	81,3	94,5	90,0	82,1	99,1	120,4	95,7	91,2

Fin du trimestre	Indice des places vacantes (30.06.03=100)									
	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Sections et divisions économiques NOGA										
10-93 SECT. SECONDAIRE ET TERTIAIRE	152,4	167,8	192,9	212,7	206,3	199,2	226,4	216,8	207,3	150,1
10-45 SECTEUR SECONDAIRE	161,6	163,7	210,7	223,1	219,8	212,2	238,6	236,0	226,3	138,6
15-37 Industries manufacturières	222,7	232,7	288,3	310,2	316,4	299,1	337,7	322,6	309,4	184,5
29 Fabrique de machines et d'équip.	263,9	284,8	359,0	424,4	405,3	429,0	482,3	419,6	380,1	210,5
45 Construction	87,1	81,4	117,6	116,8	102,0	104,6	114,4	127,8	119,9	76,5
50-93 SECTEUR TERTIAIRE	148,7	169,4	185,7	208,5	200,9	193,9	221,5	209,1	199,7	154,8
50-52 Commerce; réparation	119,7	141,8	157,4	182,2	180,6	200,9	220,4	217,7	209,0	142,4
55 Hôtellerie et restauration	78,6	91,5	121,0	117,7	113,6	106,4	126,2	133,4	121,8	68,6
60-64 Transports et communications	144,7	163,0	210,4	262,9	246,8	240,8	294,7	258,3	264,1	180,4
65-67 Activités financières; assurances	358,5	341,7	357,4	372,1	358,8	351,8	402,5	360,7	307,5	231,3
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	200,3	236,4	248,9	282,9	286,8	262,5	289,4	268,5	252,6	204,1
72 Activités informatiques	282,7	417,0	385,4	422,9	414,8	434,9	458,4	433,0	440,5	303,5
74 Autres services fournis aux entreprises	184,0	200,9	221,3	259,1	269,4	228,4	248,0	238,1	214,5	181,5
75 Adm. publique, défense, séc. sociale	203,8	221,2	247,8	305,0	176,8	205,2	224,7	226,8	222,7	227,5
80 Enseignement	116,9	122,3	154,0	208,2	107,5	135,6	227,1	191,2	134,8	155,9
85 Santé et activités sociales	103,6	121,4	110,8	133,6	126,6	120,8	137,7	138,4	154,8	135,6
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	97,4	136,4	163,3	151,4	196,7	131,7	154,3	121,0	131,0	127,2

T40 Indice des places vacantes selon les grandes régions, 2004-2008

STATEM

Fin du trimestre	Indice des places vacantes (30.06.03=100)									
	I 2004	II 2004	III 2004	IV 2004	I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006
Suisse	113,4	112,1	90,2	89,8	102,2	103,2	105,9	120,5	147,3	154,5
Région lémanique	99,5	97,4	72,0	74,5	75,6	92,1	92,6	79,9	100,7	116,2
Espace Mittelland	114,2	121,7	93,6	100,3	109,2	106,0	122,5	126,3	161,4	168,9
Suisse du Nord-ouest	118,0	118,2	100,3	105,5	112,4	112,0	116,3	125,1	149,7	166,5
Zurich	127,6	119,8	115,8	108,6	127,4	127,0	122,4	176,3	197,6	187,6
Suisse orientale	104,4	103,6	69,7	67,1	101,2	91,1	90,2	97,4	131,5	142,8
Suisse centrale	148,7	133,0	97,8	100,6	108,5	102,2	102,4	125,8	156,0	186,1
Tessin	57,9	76,3	58,1	31,3	42,7	46,2	48,8	71,5	99,2	65,1

Fin du trimestre	Indice des places vacantes (30.06.03=100)									
	III 2006	IV 2006	I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Suisse	152,4	167,8	192,9	212,7	206,3	199,2	226,4	216,8	207,3	150,1
Région lémanique	113,8	128,9	129,7	154,1	136,3	139,5	154,2	155,8	150,2	110,2
Espace Mittelland	165,3	188,4	212,8	237,9	259,2	213,9	249,4	227,8	228,9	164,2
Suisse du Nord-ouest	172,6	161,6	221,4	226,2	214,2	216,9	257,5	243,5	232,3	174,3
Zurich	189,9	219,5	234,7	253,0	246,3	236,5	241,8	247,6	233,1	174,0
Suisse orientale	134,2	157,8	182,1	217,4	192,6	211,2	255,8	232,2	220,2	144,5
Suisse centrale	170,0	163,2	231,2	233,2	252,3	233,8	288,1	270,6	254,3	183,8
Tessin	67,2	87,5	88,7	108,7	76,0	93,8	107,4	90,5	71,8	51,7

1) Région lémanique: GE, VD, VS

Zurich: ZH

Tessin: TI

Espace Mittelland : BE, FR, NE, JU, SO

Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG

Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS

Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG

T41 Difficultés de recrutement en personnel qualifié selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2005-2008

STATEM

Pondéré par le nombre d'emplois		Main d'œuvre qualifiée ¹⁾ , pas ou difficilement trouvée							
		I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006
Branches économiques et grandes régions									
10-93	Total	17,4	17,3	19,9	17,1	19,7	21,8	22,4	23,9
10-45	Secteur secondaire	24,4	25,8	29,2	26,7	30,5	33,8	35,0	36,3
15-37	Industries manufacturières	27,6	28,8	31,1	29,9	34,1	38,1	39,8	42,8
29	Fabrication de machines et d'équipements	41,6	43,4	45,2	41,7	43,2	47,5	51,3	52,4
45	Construction	17,4	20,7	25,9	19,8	22,8	24,9	24,5	21,8
50-93	Secteur tertiaire	14,9	14,2	16,6	13,6	15,8	17,3	17,7	19,3
50-52	Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	13,1	17,8	18,1	14,9	16,8	17,7	17,7	21,1
55	Hôtellerie et restauration	13,8	14,8	21,1	15,0	21,0	20,7	18,6	19,6
60-64	Transports et communications	10,5	10,3	11,0	8,3	13,0	18,4	15,7	14,5
65-67	Activités financières; assurances	32,9	19,2	27,0	25,1	25,7	26,6	27,4	44,6
70-74	Immobilier; location; inform.; R&D	13,9	14,8	17,6	15,5	18,1	18,4	20,0	20,8
72	Activités informatiques	19,2	19,6	25,6	25,3	26,5	28,0	30,4	32,4
74	Autres services fournis aux entreprises	12,9	13,9	16,0	13,0	16,2	15,9	17,7	18,5
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	7,1	7,8	8,1	4,7	9,0	8,9	8,8	4,1
80	Enseignement	9,3	5,9	6,0	4,8	3,5	6,4	9,8	9,2
85	Santé et activités sociales	22,5	18,6	21,7	18,1	19,5	22,0	22,7	21,6
90-93	Autres services collectifs et personnels	5,9	5,9	7,2	5,6	6,2	7,0	7,9	7,1
10-93	Grandes régions	17,4	17,3	19,9	17,1	19,7	21,8	22,4	23,9
	Région lémanique	16,8	15,6	20,0	13,8	17,6	18,3	18,9	17,4
	Espace Mittelland	16,6	16,0	20,3	17,3	19,7	23,1	23,3	23,9
	Suisse du Nord-ouest	18,5	20,4	20,8	20,9	22,3	26,6	26,1	29,8
	Zurich	19,3	18,2	19,7	17,8	20,3	21,1	23,2	26,3
	Suisse orientale	16,4	17,4	19,1	16,9	18,7	21,5	22,3	24,6
	Suisse centrale	18,3	19,6	22,9	19,5	24,1	23,4	25,6	26,0
	Tessin	12,6	12,1	12,5	9,7	11,0	14,1	10,8	12,8
Branches économiques et grandes régions									
10-93	Total	26,5	30,4	31,5	30,9	32,0	35,0	35,9	31,1
10-45	Secteur secondaire	38,7	43,3	41,5	39,8	41,1	43,2	43,7	33,3
15-37	Industries manufacturières	45,3	49,7	47,8	46,3	47,9	50,7	49,5	39,0
29	Fabrication de machines et d'équipements	56,6	63,3	64,1	65,7	66,9	67,3	66,4	52,8
45	Construction	23,5	30,0	27,9	25,5	25,4	26,1	30,3	20,0
50-93	Secteur tertiaire	22,1	25,7	27,8	27,6	28,6	32,0	33,0	30,3
50-52	Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	21,2	27,4	26,8	28,1	26,8	27,0	31,6	28,3
55	Hôtellerie et restauration	30,5	33,0	31,3	31,6	32,3	33,6	33,1	30,3
60-64	Transports et communications	17,5	17,9	37,0	35,4	42,1	45,9	43,9	38,7
65-67	Activités financières; assurances	43,8	44,7	46,1	42,5	31,9	49,7	45,0	46,3
70-74	Immobilier; location; inform.; R&D	24,1	31,7	30,4	29,6	30,6	31,2	31,7	27,8
72	Activités informatiques	36,6	45,4	44,2	46,3	45,6	46,8	42,0	39,8
74	Autres services fournis aux entreprises	21,5	28,5	27,3	25,8	27,2	27,6	29,5	25,1
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	5,9	7,4	7,9	26,7	31,4	33,4	33,3	34,5
80	Enseignement	9,3	14,4	18,5	11,4	18,0	22,1	24,3	17,3
85	Santé et activités sociales	26,9	26,7	30,0	26,8	27,7	32,7	36,5	35,8
90-93	Autres services collectifs et personnels	9,0	12,5	10,1	11,3	11,9	13,0	12,4	12,4
10-93	Grandes régions	26,5	30,4	31,5	30,9	32,0	35,0	35,9	31,1
	Région lémanique	20,6	25,3	24,4	23,8	27,2	31,3	30,8	27,6
	Espace Mittelland	25,7	30,1	33,0	34,2	35,4	36,1	39,0	33,5
	Suisse du Nord-ouest	33,1	35,4	34,5	31,5	33,0	35,2	38,5	33,8
	Zurich	28,6	34,3	37,2	33,3	33,0	37,8	36,7	31,2
	Suisse orientale	28,4	30,0	30,2	31,6	32,0	36,1	35,3	30,7
	Suisse centrale	29,9	31,7	32,9	35,2	36,2	39,9	41,0	36,5
	Tessin	11,9	17,9	17,8	18,5	17,5	18,9	19,7	14,3

1) Personnel avec une formation de niveau apprentissage, professionnel supérieur ou haute-école

Exemple de lecture (1ère ligne du tableau): au 4e trimestre 2007, les établissements ayant annoncé à la STATEM avoir trouvé avec difficulté ou n'avoir pas trouvé de personnel qualifié représentaient 30,9 % du total des emplois.

T42 Indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2005-2008

STATEM

En point, pondéré par le nombre d'emplois		Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
		I 2005	II 2005	III 2005	IV 2005	I 2006	II 2006	III 2006	IV 2006
Branches économiques et grandes régions									
10-93 Total		1,02	1,02	1,01	1,02	1,04	1,05	1,04	1,05
10-45 Secteur secondaire		1,05	1,05	1,02	1,04	1,08	1,09	1,06	1,10
15-37 Industries manufacturières		1,04	1,05	1,03	1,06	1,08	1,09	1,09	1,12
29 Fabrication de machines et d'équipements		1,04	1,06	1,01	1,06	1,06	1,10	1,07	1,14
45 Construction		1,07	1,04	0,98	1,01	1,08	1,08	1,00	1,04
50-93 Secteur tertiaire		1,01	1,02	1,00	1,01	1,03	1,04	1,03	1,04
50-52 Commerce; rép. véhicules/art. domestiques		1,01	1,02	0,98	1,00	1,02	1,03	1,03	1,02
55 Hôtellerie et restauration		1,01	0,99	0,94	1,00	1,03	1,03	0,96	1,04
60-64 Transports et communications		0,90	1,02	1,02	0,91	0,98	1,05	1,03	0,94
65-67 Activités financières; assurances		1,04	1,03	1,03	1,05	1,06	1,09	1,08	1,15
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		1,05	1,05	1,05	1,07	1,06	1,07	1,07	1,08
72 Activités informatiques		1,09	1,09	1,08	1,10	1,09	1,13	1,14	1,16
74 Autres services fournis aux entreprises		1,04	1,04	1,04	1,06	1,05	1,06	1,07	1,07
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale		1,02	0,90	0,89	0,94	1,03	1,06	0,99	0,98
80 Enseignement		1,02	1,01	1,02	1,02	1,01	1,05	1,01	1,04
85 Santé et activités sociales		1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,00	1,02	1,03
90-93 Autres services collectifs et personnels		1,01	1,01	1,00	1,02	1,01	1,02	1,01	1,03
10-93 Grandes régions		1,02	1,02	1,01	1,02	1,04	1,05	1,04	1,05
Région lémanique		1,02	1,03	1,01	1,00	1,02	1,02	1,03	1,03
Espace Mittelland		1,02	1,01	1,00	1,01	1,04	1,05	1,03	1,04
Suisse du Nord-ouest		1,02	1,03	1,01	1,04	1,06	1,09	1,05	1,07
Zurich		1,03	1,02	1,02	1,02	1,05	1,05	1,05	1,08
Suisse orientale		1,02	1,03	1,00	1,03	1,03	1,06	1,03	1,06
Suisse centrale		1,02	1,03	1,01	1,01	1,04	1,06	1,04	1,05
Tessin		1,03	1,03	1,00	1,02	1,05	1,05	1,03	1,05

En point, pondéré par le nombre d'emplois		Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi							
		I 2007	II 2007	III 2007	IV 2007	I 2008	II 2008	III 2008	IV 2008
Branches économiques et grandes régions									
10-93 Total		1,07	1,08	1,07	1,06	1,08	1,07	1,04	1,01
10-45 Secteur secondaire		1,12	1,12	1,09	1,10	1,11	1,11	1,05	0,98
15-37 Industries manufacturières		1,13	1,14	1,13	1,13	1,11	1,12	1,06	0,97
29 Fabrication de machines et d'équipements		1,17	1,21	1,18	1,22	1,17	1,17	1,08	0,93
45 Construction		1,08	1,07	1,00	1,03	1,09	1,07	1,00	0,99
50-93 Secteur tertiaire		1,06	1,07	1,06	1,04	1,07	1,06	1,04	1,03
50-52 Commerce; rép. véhicules/art. domestiques		1,05	1,06	1,05	1,04	1,05	1,04	1,03	0,99
55 Hôtellerie et restauration		1,05	1,03	0,97	1,01	1,03	1,04	0,98	0,98
60-64 Transports et communications		1,03	1,06	1,05	0,95	1,15	1,04	1,03	1,00
65-67 Activités financières; assurances		1,16	1,18	1,20	1,16	1,09	1,08	1,05	1,04
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		1,09	1,11	1,11	1,10	1,11	1,11	1,08	1,06
72 Activités informatiques		1,13	1,16	1,16	1,16	1,19	1,17	1,16	1,12
74 Autres services fournis aux entreprises		1,09	1,11	1,10	1,09	1,10	1,10	1,07	1,05
75 Adm. publique, défense, sécurité sociale		1,03	1,05	1,08	0,86	1,00	1,13	1,05	1,04
80 Enseignement		1,02	1,03	1,04	1,04	1,01	1,02	1,02	1,05
85 Santé et activités sociales		1,05	1,04	1,05	1,05	1,07	1,06	1,05	1,06
90-93 Autres services collectifs et personnels		1,02	1,05	1,03	1,04	1,04	1,05	1,02	1,03
10-93 Grandes régions		1,07	1,08	1,07	1,06	1,08	1,07	1,04	1,01
Région lémanique		1,05	1,08	1,06	1,05	1,05	1,06	1,04	1,02
Espace Mittelland		1,06	1,07	1,05	1,03	1,08	1,09	1,03	1,00
Suisse du Nord-ouest		1,09	1,09	1,09	1,07	1,08	1,08	1,06	1,02
Zurich		1,11	1,10	1,11	1,10	1,10	1,08	1,05	1,03
Suisse orientale		1,06	1,08	1,05	1,04	1,07	1,07	1,03	1,00
Suisse centrale		1,08	1,08	1,06	1,06	1,09	1,08	1,05	1,02
Tessin		1,07	1,05	1,05	1,05	1,08	1,05	1,02	1,00

Exemple de lecture (1re ligne du tableau): au 4e trimestre 2007, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi s'élevait à 1,06, ce qui veut dire qu'une majorité des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont annoncé à la STATEM vouloir soit maintenir, soit augmenter au trimestre prochain l'effectif de personnel annoncé au trimestre actuel. On peut donc s'attendre à une augmentation du nombre total d'emplois au trimestre prochain.

T43 Dynamique du marché du travail: transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations de main-d'œuvre et mouvements naturels, 2002-2007

CMT

En milliers		Effectifs au 31.12.2002 et sorties de 2002					En milliers		Effectifs au 31.12.2003 et sorties de 2003				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès			Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.02 et entrées de 2002		4157	157	3280	121	62	Effectifs au 01.01.03 et entrées de 2003		4156	189	3312	128	63
Actifs occupés	4149	3726	86	248	76	13	Actifs occupés	4157	3744	87	237	75	13
Sans-emploi	119	67	26	22	3	0	Sans-emploi	157	73	52	29	3	0
Non-actifs	3249	255	37	2867	41	48	Non-actifs	3280	233	42	2906	49	50
Immigrations	186	109	8	70	...	...	Immigrations	182	106	8	67	...	...
Naissances	73	*	*	73	...	...	Naissances	73	*	*	73	...	...
En milliers		Effectifs au 31.12.2004 et sorties de 2004					En milliers		Effectifs au 31.12.2005 et sorties de 2005				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès			Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.04 et entrées de 2004		4172	192	3342	136	60	Effectifs au 01.01.05 et entrées de 2005		4228	189	3335	141	61
Actifs occupés	4156	3740	80	240	84	12	Actifs occupés	4172	3770	80	221	89	12
Sans-emploi	189	92	57	35	5	0	Sans-emploi	192	90	58	38	5	0
Non-actifs	3312	233	48	2937	47	47	Non-actifs	3342	252	44	2950	47	48
Immigrations	171	107	7	56	...	...	Immigrations	175	115	7	53	...	...
Naissances	74	*	*	74	...	...	Naissances	73	*	*	73	...	...
En milliers		Effectifs au 31.12.2006 et sorties de 2006					En milliers		Effectifs au 31.12.2007 et sorties de 2007				
		Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès			Actifs occupés	Sans-emploi	Non-actifs	Emigrations	Décès
Effectifs au 01.01.06 et entrées de 2006		4343	172	3309	136	60	Effectifs au 01.01.07 et entrées de 2007		4457	161	3287	150	61
Actifs occupés	4228	3842	67	221	86	11	Actifs occupés	4343	3963	61	205	101	12
Sans-emploi	189	95	50	39	6	0	Sans-emploi	172	89	45	33	5	0
Non-actifs	3335	277	48	2918	44	48	Non-actifs	3309	262	46	2909	43	49
Immigrations	193	128	7	57	...	...	Immigrations	216	143	9	65	...	...
Naissances	74	*	*	74	...	...	Naissances	75	*	*	75	...	...

T44 Salaire mensuel brut (standardisé) selon le sexe, le niveau des qualifications requises, les secteurs, sections et divisions économiques, 2006

ESS

Salaires du secteur privé et public (seul. Confédération), en francs	Total				Hommes				Femmes			
	Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises				Niv. des qualifications requises			
	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4	En tout	1+2	3	4
01-93 TOTAL	5674	7386	5463	4400	6076	7860	5678	4798	4926	6341	5013	4048
01 SECTEUR PRIMAIRE (horticulture)	4160	5055	4318	3161	4333	5256	4444	3413	3529	4127	3728	2683
10-45 SECTEUR SECONDAIRE	5742	7042	5617	4733	5915	7164	5678	5012	4846	6240	5200	4067
10-14 Industries extractives	5646	6587	5606	5210	5651	6655	5601	5207	5498	6005	5663	5235
15-37 Industries manufacturières	5846	7451	5725	4604	6150	7621	5848	5003	4786	6457	5202	4047
15 Ind. alimentaires et des boissons	4984	6469	5040	4360	5313	6785	5240	4811	4168	5433	4417	3794
16 Industrie du tabac	7999	13533	7780	5723	8458	14151	7924	6950	6271	12011	7423	4393
17 Industrie textile	4970	6500	5063	4127	5550	7143	5443	4778	4097	5357	4386	3628
18 Ind. de l'habillement et fourrures	4127	5633	4181	3513	5240	7117	4938	4044	3827	4976	4006	3247
19 Industrie du cuir et de la chaussure	4102	6456	4905	3436	5010	7246	5417	4066	3590	5804	4598	3349
20 Trav. du bois, fabr. d'articles en bois	5304	5699	5221	4591	5325	5714	5236	4630	4845	5429	4890	4231
21 Industrie du papier et du carton	5817	7671	6007	4819	6116	7959	6145	5226	4574	6266	5288	3792
22 Edition, impression, reprod. d'enreg.	6320	7329	6283	4791	6771	7692	6599	5296	5364	6253	5642	4287
23-24 Industrie chimique	7495	10021	6933	5592	7800	10455	7178	6106	6803	9073	6500	4463
25 Fabr. de caoutchouc et mat. plast.	5365	6974	5512	4457	5688	7222	5636	4821	4396	5736	4963	3962
26 F. d'autres prod. minér. non métall.	5570	6977	5506	4952	5620	7121	5542	5038	5057	6052	5233	4251
27-28 Métallurgie, travail des métaux	5475	6631	5482	4588	5648	6749	5565	4829	4515	5831	4835	4013
29,34-35 Fabr. de machines/moy. transport	6283	7480	5924	4826	6463	7580	6000	5088	5090	6283	5363	4275
30-32 Fabr. d'équip. électr.; méc. de précis.	6272	8445	5782	4284	6930	8646	6000	4885	4497	6733	5127	3921
33 Instr. médic./précision, horlogerie	5873	7762	5825	4570	6647	8048	6126	5347	4700	6303	5114	4250
36-37 Autres indust. manufacturières	5308	6328	5328	4384	5480	6478	5427	4684	4518	5642	4809	3890
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7255	8549	6536	6054	7398	8692	6666	6279	6046	7500	5729	5156
45 Construction	5519	6155	5417	4995	5534	6202	5422	5007	5159	5467	5000	4605
50-93 SECTEUR TERTIAIRE	5652	7647	5350	4229	6341	8512	5710	4560	4958	6373	4979	4048
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4908	6644	4740	4129	5584	7218	5242	4523	4281	5564	4282	3969
50 Commerce et réparation de véhic.	5013	5747	4904	4075	5179	5909	4989	4318	4328	4730	4525	3822
51 Comm. de gros, interméd. du comm.	6088	8055	5613	4589	6451	8583	5779	4792	5424	6810	5300	4244
52 Comm. de détail, rép. art. domest.	4406	5835	4374	4040	5152	6551	4994	4383	4127	5031	4133	3946
55 Hôtellerie et restauration	3902	4701	3972	3560	4098	5028	4127	3611	3770	4381	3833	3513
60-64 Transports et communications	5776	7847	5958	5140	5950	8245	6115	5218	5413	6341	5635	4884
60 Transports terrestres et par conduites	5796	6638	5991	4949	5849	6793	6044	5043	5417	5820	5670	4271
61 Transports par eau	6164	7300	5988	4968	6313	7919	6230	5123	5057	6352	4990	X
62 Transports aériens	5937	(9744)	5464	4728	6842	(11718)	5880	X	5252	7000	5092	4737
63 Auxil. des transports, ag. de voyage	5363	6810	5181	4546	5602	7546	5395	4638	4973	5803	4830	4334
64 Postes et télécommunications	6026	9791	6448	5272	6359	10114	6791	5329	5675	8361	6120	5101
65-67 Activités financières; assurances	8168	10702	6567	5935	9604	11456	7286	6330	6580	8690	6095	5720
65 Intermédiation financière	8572	11220	6716	6148	10000	11925	7269	6404	6873	9206	6275	5955
66 Assurances	7283	9455	6238	5787	8735	10113	7326	6341	6077	7722	5813	5471
67 Serv. auxil. financiers/des assurances	8414	10667	6548	5400	10069	11619	7264	5256	6508	7826	6042	5461
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	6667	8278	5838	4258	7436	8883	6060	4566	5655	6803	5592	3974
70-71 Activités immobilières	6077	7583	5734	4771	6635	8447	6131	4983	5523	6500	5470	4588
72,74 Activités informatiques	6667	8275	5810	4161	7432	8847	6000	4494	5612	6791	5570	3847
73 Recherche et développement	7823	9055	6782	5289	8547	9871	7051	5550	6750	7516	6397	4995
75 Adm. publique, défense, sécu. sociale	7787	9638	6566	5201	8054	9829	6561	5299	7275	8791	6600	4945
80 Enseignement	6874	7685	6315	4538	7378	8277	6663	4914	6412	7193	6048	4393
85 Santé et activités sociales	5677	6632	5578	4459	6451	7482	6037	4553	5469	6307	5475	4437
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5569	7137	5208	4014	6371	8021	5765	4269	4784	6040	4674	3821
90 Assainiss., voirie, gestion des déchets	5111	5852	5086	4504	5109	5879	5073	4515	5235	5492	5277	4303
91 Activités associatives	6758	7874	6142	4875	7457	8450	6500	5073	6250	7300	5949	4825
92 Activ. récréatives, cultur. et sportives	6185	7851	5841	4107	6637	8430	6044	4081	5545	6758	5537	4117
93 Services personnels	3636	4042	3552	3466	4451	5488	4292	4000	3498	3754	3446	3309

Salaire mensuel standardisé (équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail).

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
 3 = Connaissances professionnelles spécialisées 2 = Travail indépendant et très qualifié
 4 = Activités simples et répétitives

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

T45 Salaire mensuel brut (standardisé) selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2006

ESS

Salaires du secteur privé Hommes + Femmes	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification	5623	5655	5430	5875	6133	5273	5512	4824
01 Horticulture	4160	4292	3987	4127	4282	4097	4250	3765
10-14 Industries extractives	5646	5608	5593	6167	5758	5533	5823	5262
15-37 Industries manufacturières	5846	6047	5602	6532	6196	5560	5952	4532
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	7255	7087	7127	8114	7988	7036	6740	6116
45 Construction	5518	5557	5461	5640	5841	5375	5406	5158
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4908	4856	4667	5159	5122	4679	5071	4383
55 Hôtellerie et restauration	3902	3850	3850	3987	4123	3733	3921	3569
60-64 Transports et communications	5496	5345	6270	5120	5872	4953	4853	4976
65-67 Activités financières; assurances	8169	8792	6508	7366	8491	7016	6901	7121
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	6628	6758	6317	6829	6863	6397	6608	5417
80 Enseignement	6925	6625	6792	7368	7274	7233	6668	6032
85 Santé et activités sociales	5676	5725	5579	5600	6137	5532	5657	5402
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5548	5577	5372	5322	6814	4619	5104	4312
01-93 Niveau des qualifications 1+2	7279	7447	6677	7376	8313	6600	7125	5964
01 Horticulture	5055	4935	4992	5012	5505	4972	4860	4525
10-14 Industries extractives	6587	6458	6690	6692	X	6229	X	5971
15-37 Industries manufacturières	7451	7356	6988	8356	7746	7120	7647	6169
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	8549	9291	8125	8928	9890	8139	8033	X
45 Construction	6155	5922	5954	6392	6740	6051	6021	5449
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	6644	6873	5809	6643	7492	5778	6743	5600
55 Hôtellerie et restauration	4701	4850	4540	4805	5419	4436	4582	4286
60-64 Transports et communications	6896	6834	8244	5832	8066	6280	5885	5596
65-67 Activités financières; assurances	10701	13517	8732	9823	10714	8952	9772	11921
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	8244	8987	8059	8150	8530	7492	8142	6992
80 Enseignement	7857	8087	7343	8061	8109	8029	7786	6598
85 Santé et activités sociales	6629	7176	6440	6562	6906	6406	6821	6312
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	7103	7218	6933	6373	8254	5713	6667	(5200)
01-93 Niveau des qualifications 3	5397	5647	5333	5559	5579	5098	5204	4941
01 Horticulture	4319	4697	4045	4194	4444	4165	4233	3962
10-14 Industries extractives	5606	5506	5522	6027	5696	5495	5882	X
15-37 Industries manufacturières	5725	6056	5525	6227	5982	5513	5631	4942
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6536	6768	6214	7247	6902	6556	6176	6050
45 Construction	5417	5633	5410	5435	5587	5221	5218	5129
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4740	4795	4585	4954	4839	4537	4851	4333
55 Hôtellerie et restauration	3972	4098	3888	3977	4127	3756	3910	3710
60-64 Transports et communications	5392	5373	6469	5090	5520	4785	4911	4767
65-67 Activités financières; assurances	6566	7939	5651	6359	6509	5969	5868	6500
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	5817	6171	5660	5690	6045	5325	5567	5417
80 Enseignement	6136	6161	6488	6610	5851	5867	5839	6324
85 Santé et activités sociales	5578	5844	5489	5365	5919	5358	5311	5610
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	5197	5477	4952	5027	6090	4460	4871	4507
01-93 Niveau des qualifications 4	4339	4484	4333	4406	4422	4276	4254	3862
01 Horticulture	3160	3412	2686	2878	3311	3000	3246	3467
10-14 Industries extractives	5210	5345	5347	X	X	5210	X	4997
15-37 Industries manufacturières	4604	5178	4568	4617	4986	4465	4509	3529
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau	6054	6530	5958	5031	X	5671	X	X
45 Construction	4995	5093	4980	4988	5081	4822	4959	5027
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques	4129	4012	3982	4237	4273	4028	4049	3875
55 Hôtellerie et restauration	3560	3500	3498	3683	3817	3456	3593	3294
60-64 Transports et communications	4710	4735	5298	4507	4739	4419	4099	4533
65-67 Activités financières; assurances	5935	6128	5159	5935	6144	5563	5023	5446
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	4250	4751	3987	3975	4323	4149	4136	3674
80 Enseignement	4309	4333	4477	4381	4560	4352	4017	4093
85 Santé et activités sociales	4459	4587	4378	4400	4620	4291	4379	4548
90-93 Autres serv. collectifs et personnels	4000	4044	4075	3952	4184	3579	4067	3680

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T46 Salaire mensuel brut (standardisé) des hommes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2006

		ESS							
Salaires du secteur privé		Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification		6023	5926	5826	6273	6760	5655	5908	5107
01 Horticulture		4333	4404	4179	4308	4425	4282	4457	3880
10-14 Industries extractives		5651	5614	5603	6193	5708	5573	5870	5262
15-37 Industries manufacturières		6150	6304	5930	6780	6516	5876	6242	4909
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		7398	7267	7240	8348	8398	7161	6819	6153
45 Construction		5534	5576	5488	5659	5851	5404	5431	5168
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		5584	5322	5269	5801	6063	5348	5710	4709
55 Hôtellerie et restauration		4098	4101	4054	4258	4271	3997	4117	3813
60-64 Transports et communications		5609	5350	6469	5199	6201	5064	4904	5135
65-67 Activités financières; assurances		9604	10500	8243	8693	9841	8703	8983	8753
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		7398	7360	7144	7566	7679	7131	7583	6236
80 Enseignement		7677	7242	7431	8362	8076	8233	7504	6536
85 Santé et activités sociales		6448	6352	6324	6341	6993	6345	6871	6176
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		6351	6000	6178	6118	7888	5404	6118	4773
01-93 Niveau des qualifications 1+2		7738	7831	7089	7808	8969	6958	7529	6335
01 Horticulture		5255	4996	5189	5216	5703	5152	5302	4705
10-14 Industries extractives		6655	6346	6843	6735	X	6256	X	X
15-37 Industries manufacturières		7621	7549	7187	8404	7976	7293	7815	6418
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		8692	9385	8190	9068	10382	8270	8033	X
45 Construction		6202	5976	6012	6447	6787	6111	6118	5463
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		7218	7363	6293	7127	8262	6353	7135	6085
55 Hôtellerie et restauration		5028	5067	4899	5159	5778	4782	4622	4380
60-64 Transports et communications		7341	7255	8886	6037	9224	6569	6015	5750
65-67 Activités financières; assurances		11456	14719	9496	10582	11397	10020	10563	12789
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		8846	9743	8587	8666	9190	7973	8771	7998
80 Enseignement		8645	8688	7772	9114	8875	8919	8334	7582
85 Santé et activités sociales		7473	7918	7176	7248	7955	7210	8254	7321
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		8000	7805	7696	7212	9091	6436	7676	(6184)
01-93 Niveau des qualifications 3		5608	5769	5558	5750	5881	5376	5400	5068
01 Horticulture		4447	4740	4199	4308	4666	4333	4333	3986
10-14 Industries extractives		5601	5506	5525	6027	5696	5533	5874	X
15-37 Industries manufacturières		5848	6168	5674	6283	6121	5666	5742	5028
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		6666	6930	6408	7394	7051	6637	6201	6155
45 Construction		5422	5651	5425	5449	5602	5242	5230	5142
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		5242	5129	5025	5444	5520	5121	5190	4550
55 Hôtellerie et restauration		4127	4262	4000	4290	4271	3968	4086	3868
60-64 Transports et communications		5489	5367	6570	5145	5771	4878	4976	4815
65-67 Activités financières; assurances		7284	8829	6410	7143	6991	7364	6604	7333
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		6020	6150	5947	5881	6315	5647	5783	5796
80 Enseignement		6599	6589	7143	7024	5833	6938	6137	6193
85 Santé et activités sociales		6036	6230	5899	5738	6471	5883	5914	6112
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		5748	5797	5437	5608	6843	5031	5457	4900
01-93 Niveau des qualifications 4		4732	4800	4757	4774	4830	4643	4670	4294
01 Horticulture		3413	3757	2773	2815	3567	3127	3540	3581
10-14 Industries extractives		5207	5352	5347	X	X	5079	X	4997
15-37 Industries manufacturières		5003	5553	4983	5014	5369	4808	4889	4110
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		6279	6788	6067	X	X	X	X	X
45 Construction		5007	5099	4995	4976	5082	4830	4987	5066
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		4523	4372	4381	4690	4745	4339	4607	4027
55 Hôtellerie et restauration		3611	3595	3494	3710	3784	3515	3593	3415
60-64 Transports et communications		4718	4735	5270	4543	4782	4502	4140	4813
65-67 Activités financières; assurances		6330	6660	5456	6130	6530	6210	X	5633
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		4563	4749	4276	4333	4678	4593	4303	4161
80 Enseignement		4571	4800	4776	X	4333	X	3987	X
85 Santé et activités sociales		4552	4721	4439	4471	4607	4505	4453	4763
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		4259	4406	4285	4037	4684	3548	3973	3889

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T47 Salaire mensuel brut (standardisé) des femmes selon les grandes régions, le niveau des qualifications requises et les sections économiques, 2006

ESS

Salaires du secteur privé		Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
01-93 Tous les niveaux de qualification		4875	5159	4685	5098	5238	4436	4693	4162
01 Horticulture		3527	3235	3467	3556	3628	3620	3628	2611
10-14 Industries extractives		5498	X	X	X	X	5281	X	X
15-37 Industries manufacturières		4786	5207	4607	5675	5153	4474	4728	3302
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		6046	5749	6130	6589	6794	5581	X	X
45 Construction		5159	5196	4976	5452	5675	4790	4992	4792
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		4281	4268	4127	4444	4360	4127	4333	3984
55 Hôtellerie et restauration		3770	3612	3793	3852	4024	3619	3823	3406
60-64 Transports et communications		5200	5330	5695	4915	5377	4467	4514	4485
65-67 Activités financières; assurances		6579	7110	5538	6140	6867	5585	5854	5727
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		5636	6133	5258	5750	5900	5226	5471	4637
80 Enseignement		6392	6250	6314	6750	6773	6300	6166	5469
85 Santé et activités sociales		5468	5564	5383	5413	5877	5280	5351	5181
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		4767	5074	4623	4615	5633	4039	4531	3680
01-93 Niveau des qualifications 1+2		6282	6721	5774	6386	6933	5505	6116	5276
01 Horticulture		4124	4200	3876	4160	4515	4179	3756	X
10-14 Industries extractives		6005	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières		6457	6552	5831	8123	6726	5925	6456	5328
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		7500	X	7610	7432	7892	X	X	X
45 Construction		5467	5373	5352	5786	6226	5174	5128	5115
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		5564	5979	4895	5645	6054	4571	5893	4875
55 Hôtellerie et restauration		4381	4390	4269	4509	4959	4038	4544	4149
60-64 Transports et communications		5906	6156	6044	5240	6445	5200	5573	4714
65-67 Activités financières; assurances		8688	10397	6396	7784	8945	6397	7404	7064
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		6788	7583	6359	6786	7095	6018	6474	5573
80 Enseignement		7313	7600	6975	7210	7477	7242	7358	5639
85 Santé et activités sociales		6305	6792	6120	6276	6520	6101	6334	5963
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		6019	6491	5825	5285	6998	4881	5608	4019
01-93 Niveau des qualifications 3		4952	5404	4832	5146	5126	4446	4766	4571
01 Horticulture		3728	4085	3611	3628	3780	3817	3663	X
10-14 Industries extractives		5663	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières		5202	5598	4927	6029	5417	4831	5158	4548
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		5729	5598	5549	6311	X	X	X	X
45 Construction		5000	5098	4821	5196	5464	4631	4988	X
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		4282	4380	4180	4486	4307	4122	4478	3953
55 Hôtellerie et restauration		3833	3866	3832	3842	4030	3648	3870	3483
60-64 Transports et communications		5129	5416	6236	4968	5149	4383	4506	4565
65-67 Activités financières; assurances		6095	7000	5404	5913	6190	5358	5564	5642
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		5578	6190	5268	5556	5783	5037	5351	4956
80 Enseignement		5910	6000	6020	6078	5863	5421	5767	6418
85 Santé et activités sociales		5475	5730	5397	5308	5781	5215	5202	5423
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		4658	5193	4492	4502	5301	4000	4537	3757
01-93 Niveau des qualifications 4		4019	4094	4008	4073	4166	3860	3928	3368
01 Horticulture		2682	2878	2567	2931	2553	2773	2822	X
10-14 Industries extractives		5235	X	X	X	X	X	X	X
15-37 Industries manufacturières		4047	4478	4117	4034	4406	3930	3874	2853
40-41 Prod., dist. d'électricité/gaz/eau		5156	5284	4882	4932	X	X	X	X
45 Construction		4605	4680	4504	5200	4879	4384	4459	X
50-52 Comm.; rép. Véhic./art. domestiques		3969	3846	3851	4051	4127	3859	3942	3775
55 Hôtellerie et restauration		3513	3447	3501	3671	3839	3411	3579	3279
60-64 Transports et communications		4683	4703	5364	4396	4637	3989	3830	4144
65-67 Activités financières; assurances		5719	5874	5070	5720	5923	5339	5052	5350
70-74 Immobilier; location; inform.; R&D		3965	4770	3580	3653	3769	3971	4030	3388
80 Enseignement		4156	4061	4333	4305	4561	4057	4024	X
85 Santé et activités sociales		4437	4560	4364	4384	4621	4268	4354	4518
90-93 Autres serv. collectifs et personnels		3813	3730	3930	3855	3928	3581	4074	3240

Niveau des qualifications requises: 1 = Travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles
3 = Connaissances professionnelles spécialisées

2 = Travail indépendant et très qualifié
4 = Activités simples et répétitives

T48 Salaire mensuel net, y compris la rétribution des heures supplémentaires selon le sexe et le taux d'occupation, 2006

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération)	Total (plein temps + temps partiel)			Plein temps			Temps partiel		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Répartition des salariés en % par classes de salaires									
0-1000 francs	6,4	2,6	11,5	0,0	0,0	0,0	21,3	22,3	21,0
1001-2000 francs	6,9	2,3	13,2	0,2	0,1	0,4	22,5	18,3	23,7
2001-3000 francs	8,8	3,2	16,4	2,7	1,3	6,2	23,1	17,2	24,8
3001-4000 francs	16,1	11,3	22,5	16,3	10,8	31,1	15,5	15,7	15,4
4001-5000 francs	20,6	24,2	15,9	25,7	25,9	25,1	9,0	11,1	8,3
5001-6000 francs	14,9	19,3	9,0	19,5	21,1	15,3	4,4	6,5	3,8
6001-7000 francs	8,8	11,7	4,8	11,7	12,8	8,9	1,9	3,6	1,4
7001-8000 francs	5,4	7,5	2,5	7,3	8,3	4,9	0,9	2,1	0,5
8001-9000 francs	3,4	4,9	1,3	4,6	5,4	2,6	0,4	1,1	0,2
9001-10000 francs	2,2	3,4	0,7	3,1	3,7	1,6	0,2	0,6	0,1
10001-11000 francs	1,5	2,3	0,4	2,1	2,5	1,0	0,1	0,3	0,0
11001-12000 francs	1,0	1,5	0,3	1,4	1,7	0,6	0,0	0,1	0,0
12001-13000 francs	0,7	1,1	0,2	1,0	1,2	0,4	0,0	0,1	0,0
13001-14000 francs	0,5	0,7	0,1	0,7	0,8	0,3	0,0	0,1	X
14001-15000 francs	0,3	0,6	0,0	0,5	0,6	0,2	0,0	X	X
15001-16000 francs	0,2	0,4	0,0	0,3	0,4	0,1	0,0	X	X
16001-17000 francs	0,2	0,3	0,0	0,3	0,3	0,1	X	X	X
17001-18000 francs	0,1	0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	X	X	X
18001-19000 francs	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	X	X	X
19001-20000 francs	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	X	X	X
20001+	0,7	1,2	0,1	1,0	1,3	0,3	0,0	0,1	X
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Quantiles en francs	1517	3278	879	3549	3875	3150	530	501	540
Quantile 10%	1517	3278	879	3549	3875	3150	530	501	540
Quantile 20%	2789	4020	1656	4028	4338	3484	943	900	957
Quantile 30%	3542	4463	2343	4429	4700	3766	1394	1390	1395
Quantile 40%	4080	4847	2936	4800	5062	4070	1836	1957	1810
Quantile, médiane 50%	4559	5262	3395	5205	5488	4429	2259	2539	2205
Quantile 60%	5045	5792	3821	5712	6033	4855	2683	3116	2594
Quantile 70%	5669	6516	4335	6394	6780	5396	3152	3734	3017
Quantile 80%	6608	7595	5024	7415	7901	6143	3791	4507	3587
Quantile 90%	8421	9664	6197	9409	10029	7466	4782	5742	4511

Salaire net = salaire brut moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13e +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

Délimitation des quantiles: Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

T49 Salaire mensuel net, répartition des salariés par classes de salaires, selon le sexe, le taux d'occupation et les grandes régions, 2006

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération) En pourcent	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
Total (hommes + femmes)								
0-1000 francs	6,4	5,3	7,2	6,0	6,4	6,7	7,6	4,2
1001-2000 francs	6,9	6,3	7,5	6,5	6,8	7,3	7,1	6,7
2001-3000 francs	8,8	9,2	9,3	7,7	8,2	8,9	7,8	14,9
3001-4000 francs	16,1	17,1	16,8	14,2	13,8	17,9	16,0	23,5
4001-5000 francs	20,6	20,5	21,8	20,6	17,3	23,9	21,9	23,6
5001-6000 francs	14,9	14,7	15,1	15,8	14,5	15,8	15,1	11,9
6001-7000 francs	8,8	8,5	8,3	9,7	9,7	8,1	8,8	5,7
7001-8000 francs	5,4	5,3	4,9	6,2	6,4	4,4	5,2	2,9
8001+	12,1	13,1	9,1	13,3	16,9	7,0	10,5	6,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes à plein temps								
0-3000 francs	2,6	2,8	2,3	2,0	2,0	2,5	2,2	5,8
3001-4000 francs	10,8	12,5	10,7	8,5	7,8	12,5	10,6	24,2
4001-5000 francs	25,9	25,7	28,3	25,2	19,4	31,4	28,4	32,1
5001-6000 francs	21,1	20,2	22,6	21,4	19,4	23,6	21,2	16,4
6001-7000 francs	12,8	11,6	13,0	13,9	13,7	12,6	13,1	8,2
7001-8000 francs	8,3	7,4	8,1	9,3	9,7	7,0	8,3	4,4
8001+	18,5	19,8	15,0	19,7	28,0	10,4	16,2	8,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes à plein temps								
0-3000 francs	7,5	8,0	7,3	5,6	3,6	10,6	7,7	28,5
3001-4000 francs	31,1	26,8	36,0	28,4	25,8	41,0	35,5	32,1
4001-5000 francs	25,1	22,6	27,4	24,5	25,2	26,7	25,7	20,0
5001-6000 francs	15,3	15,5	14,8	17,0	17,3	11,7	15,0	10,7
6001-7000 francs	8,9	10,0	7,4	10,0	11,3	5,5	7,7	5,1
7001-8000 francs	4,9	6,6	3,5	5,5	6,6	2,5	3,7	2,0
8001+	7,2	10,5	3,6	9,0	10,2	2,0	4,7	1,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes à temps partiel								
0-1000 francs	22,3	21,8	22,8	22,8	22,8	21,5	24,5	12,9
1001-2000 francs	18,3	19,3	16,8	18,3	18,2	20,0	18,0	20,5
2001-3000 francs	17,2	18,4	16,9	16,9	16,6	17,8	14,6	24,1
3001-4000 francs	15,7	17,6	15,8	16,0	13,9	16,1	15,9	17,4
4001-5000 francs	11,1	12,1	11,4	11,7	9,4	12,1	11,3	13,1
5001-6000 francs	6,5	4,9	6,8	6,1	7,0	6,4	7,2	7,0
6001+	8,9	5,9	9,5	8,2	12,1	6,1	8,5	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Femmes à temps partiel								
0-1000 francs	21,0	17,3	21,6	20,7	19,4	25,0	26,5	19,3
1001-2000 francs	23,7	22,1	23,8	23,2	22,0	27,1	25,2	29,2
2001-3000 francs	24,8	25,1	24,7	24,0	25,0	24,7	23,2	30,1
3001-4000 francs	15,4	17,8	15,7	15,8	15,8	13,2	13,0	12,8
4001-5000 francs	8,3	9,4	8,4	9,1	9,0	6,2	6,9	5,9
5001-6000 francs	3,8	4,7	3,4	4,1	4,6	2,3	3,1	1,3
6001+	3,0	3,6	2,4	3,1	4,2	1,5	2,1	1,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Salaire net = salaire brut moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

On déduit des composantes «Allocations pour travail en équipe et travail le dimanche ou de nuit et autres primes de pénibilité», «13e +...+ nième salaire», «Paiements spéciaux bruts» et «Rétribution des heures supplémentaires» les cotisations sociales à hauteur de la part des cotisations perçues individuellement sur la composante «Salaire brut versé au mois d'octobre». Les composantes du salaire qui se rapportent à l'année civile entière sont converties sur la base temporelle «1 mois = 1/12 an».

T50 Salaire mensuel net, délimitation des quantiles, selon le sexe, le taux d'occupation et les grandes régions, 2006

ESS

Salaire du secteur privé et public (seul. Confédération) En francs	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
Total								
Quantile 10%	1517	1762	1384	1616	1524	1428	1310	1884
Quantile 20%	2789	2933	2599	2963	2843	2723	2727	2684
Quantile 30%	3542	3569	3415	3741	3678	3449	3541	3192
Quantile 40%	4080	4100	3948	4285	4274	3955	4062	3625
Quantile, médiane 50%	4559	4575	4419	4745	4844	4385	4521	4016
Quantile 60%	5045	5074	4861	5253	5449	4787	4967	4387
Quantile 70%	5669	5723	5393	5915	6239	5249	5542	4821
Quantile 80%	6608	6734	6190	6898	7405	5932	6408	5498
Quantile 90%	8421	8844	7658	8699	9640	7177	8021	6776
Hommes à plein temps								
Quantile 10%	3875	3757	3887	4021	4075	3796	3900	3333
Quantile 20%	4338	4243	4328	4455	4619	4217	4333	3715
Quantile 30%	4700	4619	4661	4822	5078	4531	4665	4029
Quantile 40%	5062	4991	4981	5205	5558	4820	4986	4320
Quantile, médiane 50%	5488	5417	5350	5661	6140	5138	5378	4597
Quantile 60%	6033	5966	5819	6231	6869	5522	5894	4957
Quantile 70%	6780	6765	6453	6983	7842	6036	6576	5473
Quantile 80%	7901	8078	7384	8058	9281	6789	7550	6234
Quantile 90%	10029	10900	9086	10028	11903	8184	9272	7942
Femmes à plein temps								
Quantile 10%	3150	3116	3142	3275	3424	3009	3142	2494
Quantile 20%	3484	3467	3438	3606	3746	3288	3448	2823
Quantile 30%	3766	3831	3667	3901	4040	3509	3700	3077
Quantile 40%	4070	4244	3929	4258	4401	3738	3945	3355
Quantile, médiane 50%	4429	4673	4216	4651	4821	3981	4273	3694
Quantile 60%	4855	5182	4565	5107	5305	4286	4657	4043
Quantile 70%	5396	5832	5002	5675	5906	4651	5118	4462
Quantile 80%	6143	6733	5591	6461	6717	5147	5764	5082
Quantile 90%	7466	8260	6609	7926	8152	6093	6923	6028
Hommes à temps partiel								
Quantile 10%	501	559	487	496	502	478	431	788
Quantile 20%	900	937	872	887	889	916	827	1434
Quantile 30%	1390	1400	1384	1362	1367	1394	1249	1851
Quantile 40%	1957	1935	2025	1929	1940	1929	1848	2273
Quantile, médiane 50%	2539	2480	2614	2500	2535	2481	2517	2712
Quantile 60%	3116	3018	3196	3111	3152	3035	3178	3078
Quantile 70%	3734	3575	3811	3688	3873	3627	3752	3659
Quantile 80%	4507	4183	4619	4478	4868	4304	4485	4265
Quantile 90%	5742	5078	5842	5580	6349	5323	5675	5211
Femmes à temps partiel								
Quantile 10%	540	655	524	547	595	461	420	571
Quantile 20%	957	1130	925	975	1029	803	753	1031
Quantile 30%	1395	1603	1382	1426	1489	1180	1121	1409
Quantile 40%	1810	2024	1780	1847	1940	1548	1515	1736
Quantile, médiane 50%	2205	2421	2178	2239	2341	1923	1927	2044
Quantile 60%	2594	2803	2560	2655	2736	2297	2323	2296
Quantile 70%	3017	3252	2985	3096	3156	2684	2765	2597
Quantile 80%	3587	3825	3531	3677	3794	3166	3317	3074
Quantile 90%	4511	4742	4391	4601	4800	3988	4197	3802

Délimitation des quantiles:

Le salaire mensuel net de xx % des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

T51 Indice des salaires nominaux (1993=100) selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2003-2008

ISS

En points		Indice 1993 = 100						Variation en pour cent par rapport l'année précédente					
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008	
01-93	TOTAL	113,1	114,1	115,2	116,6	118,5	120,9	0,9	1,0	1,2	1,6	2,0	
10-45	SECTEUR SECONDAIRE	112,6	113,3	114,7	116,0	117,7	119,9	0,6	1,2	1,1	1,5	1,8	
10-14/40-41	Indust. extractives, d'électricité/gaz/eau	111,5	112,5	113,7	115,1	116,8	119,3	0,8	1,1	1,2	1,5	2,2	
15-37	Industries manufacturières	112,8	113,5	115,0	116,3	118,0	120,1	0,7	1,3	1,1	1,5	1,8	
15-16	Indust. alim., des boissons et du tabac	111,7	112,5	114,0	115,2	115,3	117,0	0,7	1,4	1,0	0,1	1,5	
17-18	Industrie textile, habillement et fourrures	109,4	110,5	112,4	114,8	115,5	117,1	1,0	1,7	2,1	0,7	1,3	
20	Travail du bois, fabr. d'articles en bois	110,8	111,6	113,4	114,3	115,8	117,9	0,7	1,6	0,8	1,3	1,8	
21-22	Ind. du papier, carton; édition, impression	109,3	109,7	110,5	110,8	112,0	113,8	0,4	0,7	0,3	1,1	1,6	
19, 23-25	Cokéf, ind. chimique, caoutchouc, plast.	118,1	119,5	123,2	125,3	128,0	130,6	1,2	3,1	1,7	2,2	2,1	
26	Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	112,6	112,6	113,3	114,8	116,2	117,8	0,0	0,6	1,3	1,2	1,4	
27-28	Métallurgie et travail des métaux	112,3	113,2	113,8	115,2	116,4	118,1	0,8	0,5	1,3	1,0	1,5	
29, 34-35	Fabr. de machines, éq., moy. de transport	111,5	112,0	112,5	113,8	115,7	118,1	0,5	0,4	1,2	1,7	2,0	
30-33	Fabr. d'éq. électr., électron., de précision	113,9	114,5	116,3	117,4	119,5	121,7	0,5	1,6	0,9	1,8	1,8	
36-37	Autres industries manufacturières	111,8	112,6	113,5	115,3	115,3	117,3	0,7	0,8	1,5	0,0	1,7	
45	Construction	112,3	112,7	114,0	115,2	117,1	119,5	0,4	1,1	1,1	1,7	2,0	
50-93	SECTEUR TERTIAIRE	113,4	114,8	115,7	117,1	119,1	121,6	1,2	0,9	1,2	1,7	2,1	
50-52/55	Commerce, rép.; hôtellerie et restauration	113,3	114,5	115,9	117,0	118,7	121,2	1,0	1,2	1,0	1,4	2,2	
50	Commerce et réparation de véhicules	112,0	113,1	114,8	115,6	116,4	118,9	1,0	1,5	0,7	0,7	2,2	
51	Comm. de gros, intermédiaires du comm.	112,9	114,3	115,2	116,5	118,3	121,3	1,2	0,8	1,1	1,5	2,6	
52	Comm. de détail, rép. art. domestiques	113,3	114,2	115,9	117,3	119,4	121,7	0,9	1,4	1,2	1,7	1,9	
55	Hôtellerie et restauration	114,4	115,6	117,0	117,4	118,7	120,9	1,1	1,2	0,3	1,1	1,8	
60-64	Transports et communications	110,0	111,5	111,9	112,8	114,8	117,0	1,4	0,4	0,8	1,8	1,9	
60-63	Transports terrestres et par conduites	105,9	106,8	107,2	107,6	109,5	111,4	0,9	0,4	0,4	1,7	1,7	
64	Postes et télécommunications	117,4	120,0	120,5	122,1	124,4	127,2	2,2	0,4	1,3	1,9	2,2	
65-67/70-74	Act. financ., assur., immob., inform., R&D	118,8	120,4	121,5	123,3	125,9	128,7	1,3	0,9	1,5	2,1	2,2	
65	Intermédiation financière	122,1	123,4	124,0	127,0	130,2	133,3	1,0	0,5	2,5	2,5	2,4	
66	Assurances	123,9	124,9	126,1	128,3	130,2	133,1	0,8	1,0	1,8	1,4	2,3	
67	Serv. auxil. financiers et des assurances	123,0	124,1	125,3	126,5	129,6	131,3	0,9	0,9	1,0	2,4	1,4	
70-74	Immobilier; location; informatique; R&D	114,5	116,6	117,8	118,8	121,2	123,8	1,8	1,0	0,9	2,1	2,1	
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	110,4	111,1	112,3	113,6	115,4	118,3	0,6	1,1	1,1	1,6	2,5	
80-93	Enseign.; santé et autres services coll.	112,0	113,5	114,1	115,7	117,3	119,7	1,3	0,6	1,4	1,3	2,0	
80	Enseignement	109,3	110,3	110,9	113,3	115,0	117,5	0,9	0,5	2,2	1,5	2,2	
85	Santé et activités sociales	112,7	114,2	114,9	116,1	117,8	120,0	1,3	0,6	1,1	1,4	1,9	
90-93	Autres services collectifs et personnels	113,7	115,9	116,8	117,9	118,7	121,3	1,9	0,8	0,9	0,7	2,2	
Sexe													
Hommes		112,3	113,3	114,3	115,5	117,4	120,0	0,9	0,9	1,1	1,6	2,2	
Femmes		115,3	116,6	117,9	119,4	121,2	123,5	1,1	1,1	1,3	1,5	1,8	

T52 Indice des salaires réels (1993=100) selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2003-2008

En points		Indice 1993 = 100						Variation en pour cent par rapport l'année précédente					ISS
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008	
Sections et divisions économiques NOGA													
01-93	TOTAL	103,8	103,9	103,7	103,8	104,7	104,3	0,1	-0,2	0,1	0,9	-0,4	
10-45	SECTEUR SECONDAIRE	103,3	103,1	103,2	103,3	104,1	103,5	-0,2	0,1	0,1	0,8	-0,6	
10-14/40-41	Indust. extractives, d'électricité/gaz/eau	102,4	102,4	102,3	102,5	103,2	103,0	0,0	-0,1	0,2	0,7	-0,2	
15-37	Industries manufacturières	103,5	103,4	103,5	103,6	104,3	103,6	-0,1	0,1	0,1	0,7	-0,6	
15-16	Indust. alim., des boissons et du tabac	102,5	102,4	102,6	102,6	101,9	101,0	-0,1	0,2	0,0	-0,6	-0,9	
17-18	Industrie textile, habillement et fourrures	100,4	100,6	101,1	102,2	102,1	101,0	0,2	0,5	1,1	-0,1	-1,1	
20	Travail du bois, fabr. d'articles en bois	101,6	101,6	102,0	101,8	102,3	101,7	-0,1	0,5	-0,2	0,5	-0,6	
21-22	Ind. du papier, carton; édition, impression	100,3	99,9	99,4	98,6	99,0	98,2	-0,4	-0,4	-0,8	0,4	-0,8	
19, 23-25	Cokéf, ind. chimique, caoutchouc, plast.	108,4	108,8	110,8	111,5	113,1	112,7	0,4	1,9	0,6	1,4	-0,4	
26	Fabr. d'autres prod. minér. non métall.	103,3	102,5	101,9	102,2	102,7	101,7	-0,8	-0,5	0,3	0,4	-1,0	
27-28	Métallurgie et travail des métaux	103,0	103,0	102,4	102,6	102,9	101,9	0,0	-0,7	0,2	0,3	-0,9	
29, 34-35	Fabr. de machines, éq., moy. de transport	102,3	102,0	101,2	101,3	102,3	101,9	-0,3	-0,8	0,1	1,0	-0,4	
30-33	Fabr. d'éq. électr., électron., de précision	104,6	104,2	104,6	104,5	105,6	105,0	-0,3	0,4	-0,2	1,1	-0,6	
36-37	Autres industries manufacturières	102,6	102,5	102,1	102,6	101,9	101,2	-0,1	-0,4	0,5	-0,7	-0,7	
45	Construction	103,1	102,6	102,6	102,6	103,5	103,1	-0,4	-0,1	0,0	0,9	-0,4	
50-93	SECTEUR TERTIAIRE	104,1	104,5	104,1	104,3	105,3	104,9	0,4	-0,3	0,1	0,9	-0,3	
50-52/55	Commerce, rép.; hôtellerie et restauration	104,0	104,2	104,3	104,2	104,9	104,6	0,2	0,1	-0,1	0,7	-0,3	
50	Commerce et réparation de véhicules	102,8	102,9	103,3	102,9	102,8	102,6	0,1	0,4	-0,4	-0,1	-0,2	
51	Comm. de gros, intermédiaires du comm.	103,6	104,1	103,7	103,8	104,5	104,7	0,4	-0,4	0,1	0,8	0,2	
52	Comm. de détail, rép. art. domestiques	103,9	104,0	104,3	104,4	105,5	105,0	0,1	0,3	0,2	1,0	-0,5	
55	Hôtellerie et restauration	105,0	105,2	105,3	104,5	104,9	104,3	0,3	0,0	-0,8	0,4	-0,6	
60-64	Transports et communications	100,9	101,5	100,7	100,4	101,4	100,9	0,5	-0,8	-0,3	1,0	-0,5	
60-63	Transports terrestres et par conduites	97,2	97,2	96,4	95,8	96,8	96,1	0,1	-0,8	-0,6	1,0	-0,7	
64	Postes et télécommunications	107,8	109,3	108,5	108,7	109,9	109,7	1,4	-0,7	0,2	1,1	-0,2	
65-67/70-74	Act. financ., assur., immob., inform., R&D	109,1	109,6	109,3	109,7	111,3	111,0	0,5	-0,3	0,4	1,4	-0,2	
65	Intermédiation financière	112,0	112,3	111,5	113,1	115,1	115,0	0,2	-0,7	1,4	1,8	-0,1	
66	Assurances	113,7	113,7	113,5	114,3	115,0	114,9	0,0	-0,2	0,7	0,7	-0,2	
67	Serv. auxil. financiers et des assurances	112,9	113,0	112,8	112,6	114,5	113,3	0,1	-0,2	-0,1	1,7	-1,0	
70-74	Immobilier;location;informatique; R&D	105,1	106,1	106,0	105,8	107,2	106,8	1,0	-0,1	-0,2	1,3	-0,3	
75	Adm. publique, défense, sécurité sociale	101,3	101,1	101,1	101,1	102,0	102,1	-0,2	0,0	0,1	0,8	0,1	
80-93	Enseign.; santé et autres services coll.	102,7	103,3	102,7	103,0	103,7	103,3	0,5	-0,6	0,3	0,6	-0,4	
80	Enseignement	100,3	100,4	99,8	100,8	101,6	101,4	0,1	-0,7	1,1	0,8	-0,2	
85	Santé et activités sociales	103,4	103,9	103,4	103,4	104,1	103,6	0,5	-0,5	0,0	0,7	-0,5	
90-93	Autres services collectifs et personnels	104,4	105,5	105,1	105,0	104,9	104,7	1,1	-0,4	-0,1	-0,1	-0,2	
Sexe													
Hommes		103,1	103,1	102,8	102,9	103,8	103,6	0,1	-0,3	0,1	0,9	-0,2	
Femmes		105,8	106,2	106,1	106,3	107,2	106,5	0,3	-0,1	0,2	0,8	-0,6	

T53 Accords salariaux conclus dans les principales conventions collectives de travail¹⁾, selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2009

EAS

Sections et divisions économiques NOGA	Salariés assujettis aux principales CCT	Salariés assujettis aux princip. CCT avec négociation salariale ²⁾	Accords sur les adaptations nominales des salaires effectifs		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux	
			Salariés assujettis	Adapt. du salaire en %	Salariés assujettis ³⁾	Adapt. du salaire en %
A-O 01-93 TOTAL	1 427 600	1 126 300	572 200	2,6	1 017 900	3,2
A 01 SECTEUR PRIMAIRE (horticulture)	11 800	11 800	3 800	0,7	3 800	0,7
C-F 10-45 SECTEUR SECONDAIRE	400 900	270 200	227 800	2,4	225 500	2,7
C 10-14 Industries extractives	-	-	-	*	-	*
D 15-37 Industries manufacturières	255 700	142 700	103 500	2,3	98 100	2,7
15 Industries alimentaires et des boissons	28 400	20 100	20 100	1,7	20 100	2,3
16 Industrie du tabac	-	-	-	*	-	*
17 Industrie textile	-	-	-	*	-	*
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	1 600	1 600	1 600	1,2	1 600	1,2
19 Industrie du cuir et de la chaussure	-	-	-	*	-	*
20 Travail du bois, fabrication d'art. en bois	28 500	28 500	18 500	2,5	28 500	1,1
21 Industrie du papier et du carton	3 700	3 700	-	*	3 700	5,5
22 Edition, impres., reproduction d'enregistr.	23 600	22 000	-	*	22 000	3,4
23 Cokéfaction; raffinage; traitement nucléaire	-	-	-	*	-	*
24 Industrie chimique	8 600	2 000	2 000	1,5	-	*
25 Fabr. de caoutchouc et matières plastiques	-	-	-	*	-	*
26 Fabr. d'autres prod. minéraux non métal.	1 800	1 800	1 800	1,9	1 800	2,5
27 Métallurgie	-	-	-	*	-	*
28 Travail des métaux	13 400	13 400	13 400	2,5	13 400	4,6
29 Fabrication de machines et d'équipements	100 000	3 500	-	*	3 500	1,9
30 Fabr. de machines de bureau, ordinateurs	-	-	-	*	-	*
31 Fabr. de machines et appareils électriques	-	-	-	*	-	*
32 Fabr. d'équip. de radio, TV, communication	-	-	-	*	-	*
33 Instruments médicaux/précision, horlogerie	42 700	42 700	42 700	2,7	-	*
34 Industrie automobile	3 500	3 500	3 500	1,9	3 500	4,6
35 Fabrication d'autres moyens de transport	-	-	-	*	-	*
36 Fabr. de meubles, bijoux et d'autres articles	-	-	-	*	-	*
37 Récupération et préparation au recyclage	-	-	-	*	-	*
E 40-41 Production, distribution d'électricité/gaz/eau	1 800	-	-	*	-	*
F 45 Construction	143 400	127 500	124 300	2,4	127 500	2,8
G-O 50-93 SECTEUR TERTIAIRE	712 000	689 300	340 600	2,8	633 500	3,4
G 50-52 Commerce; rép. véhicules/art. domestiques	168 500	163 700	136 900	2,9	116 800	6,6
50 Commerce et réparation de véhicules	8 100	8 100	6 500	2,4	6 500	2,2
51 Commerce de gros, intermédiaires du comm.	4 600	4 600	4 600	2,8	4 600	2,9
52 Commerce de détail, rép. art. domestiques	155 800	151 000	125 900	2,9	105 700	7,1
H 55 Hôtellerie et restauration	216 000	216 000	-	*	216 000	2,5
I 60-64 Transports et communications	104 800	94 700	87 400	3,4	92 500	2,5
60 Transports terrestres et par conduites	41 400	32 500	29 300	2,5	32 500	1,6
61 Transports par eau	-	-	-	*	-	*
62 Transports aériens	3 100	1 900	-	*	1 900	4,0
63 Auxiliaires des transp., agences de voyage ⁴⁾	2 200	2 200	-	*	-	*
64 Postes et télécommunications	58 100	58 100	58 100	3,8	58 100	3,0
J 65-67 Activités financières; assurances	84 300	80 000	-	*	80 000	4,2
65 Intermédiation financière	84 300	80 000	-	*	80 000	4,2
66 Assurances	-	-	-	*	-	*
67 Serv. auxiliaires financiers/des assurances	-	-	-	*	-	*
K 70-74 Immobilier; location; inform.; R&D	65 300	65 300	46 700	1,7	63 800	1,6
70 Activités immobilières	-	-	-	*	-	*
71 Location de machines et équipements	-	-	-	*	-	*
72 Activités informatiques	-	-	-	*	-	*
73 Recherche et développement	-	-	-	*	-	*
74 Autres services fournis aux entreprises	65 300	65 300	46 700	1,7	63 800	1,6
L 75 Adm. publique, défense, sécurité sociale	10 500	10 500	10 500	2,7	10 500	2,7
M 80 Enseignement	3 800	2 000	2 000	2,8	2 000	3,9
N 85 Santé et activités sociales	53 800	52 000	52 000	2,7	52 000	2,3
O 90-93 Autres services collectifs et personnels	5 100	5 100	5 100	3,2	-	*
90 Assainissement, voirie, gestion des déchets	-	-	-	*	-	*
91 Activités associatives	-	-	-	*	-	*
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	5 100	5 100	5 100	3,2	-	*
93 Services personnels	-	-	-	*	-	*
Activités non répartissables ⁵⁾	302 900	155 000	-	*	155 000	3,2

1) Il s'agit de CCT du secteur privé et public concernant au moins 1500 personnes salariées assujetties

2) Dont 6600 personnes (3 CCT) ont été concernées par des négociations salariales échouées

3) A ce nombre il faut ajouter 13000 personnes couvertes par 2 nouvelles CCT contenant une grille salariale

4) Négociations échouées

5) Employés de commerce et personnel de vente

Le signe "-" signifie zéro, le signe "*" signifie non pertinent

T54 Conventions collectives de travail (CCT) selon le type, la taille et le secteur économique
état au 1er mai 2007

	ECS					
	Conventions collectives de travail ¹⁾ au total		Conventions collectives de travail ¹⁾ avec salaires minimaux		CCT ¹⁾ au champ d'application étendu ^{2),3)}	
	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s	Nombre de CCT	Salarié(e)s assujetti(e)s
Total	615	1 682 900	494	1 243 300	62	588 200
Type de CCT						
CCT d'association	209	1 378 800	177	963 800	62	588 200
CCT d'entreprises 4)	406	304 000	317	279 500	0	0
Taille (Nombre d'assujetti(e)s)						
< 1'000	471	100 800	383	84 700	30	15 000
1'000 - 4'999	87	188 400	69	145 300	16	32 000
5'000 - 9'999	11	67 700	8	48 700	4	28 400
10'000 - 99'999	25	752 400	21	598 500	11	296 700
100'000 et plus	4	573 600	2	366 000	1	216 000
Sans indication	17		11		0	
Secteur économique						
Secteur primaire	9	7 400	9	7 400	4	2 300
Secteur secondaire	266	537 800	194	311 100	40	258 800
Secteur tertiaire	332	819 900	286	726 900	18	327 000
Inclassable	8	317 700	5	197 900		

1) CCT d'association et d'entreprises de base qui ne dépendent pas d'autres CCT; sans les CCT internes d'entreprises. CCT spécifiques au thème de la retraite anticipée ou prévoyance professionnelle incluses. 2007: 82'200 personnes (4CCT, secteur secondaire), 2005: 119'800 personnes (6CCT, secteur secondaire), 2003: 13'100 personnes (2CCT, secteur secondaire)

2) CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs d'un domaine donné (activité, profession et branche économique)

3) Au 1er mai 2007 3 conventions complémentaires à des CCT de base non étendues pour un total de 22'200 personnes salariées ont également fait l'objet d'une extension de leur champ d'application.

4) Y compris les CCT d'administration publique

**T55 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE,
taux d'activité standardisé, taux d'activité par âge, part du temps partiel, 2008**

ESPA / EUROSTAT¹

	Taux d'activité standardisé (15 ans et +), en %			Taux d'activité par âge, en %				Part du temps partiel, en %		
	Total	Hommes	Femmes	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans	Total	Hommes	Femmes
Suisse	68,2	75,5	61,3	82,3	67,1	90,0	76,7	33,2	12,8	57,3
UE/AELE										
UE-27	57,6	65,5	50,1	70,9	44,1	85,8	59,7	18,3	7,9	31,1
UE-25	57,8	65,7	50,3	71,3	45,0	86,0	59,9	18,9	8,0	32,5
UE-15	58,3	66,1	50,9	72,5	48,1	86,2	61,2	21,1	8,6	36,7
Belgique	53,0	60,3	46,1	66,3	31,4	87,5	49,3	22,6	7,4	41,5
Bulgarie	54,1	59,9	48,7	67,9	30,6	86,3	59,0	2,4	1,9	2,9
République tchèque	58,5	68,1	49,4	69,6	30,3	87,0	63,2	5,0	2,2	8,6
Danemark	66,2	71,3	61,3	80,9	73,8	90,5	68,5	24,7	14,3	36,5
Allemagne	59,2	66,0	52,8	76,3	51,5	88,1	69,2	26,2	9,7	45,8
Estonie	60,1	68,0	53,6	72,8	37,8	88,5	71,8	6,4	3,8	9,1
Irlande ²⁾	63,4	72,7	54,2	71,9	51,7	82,8	63,0	18,5	7,6	32,5
Grèce	53,5	65,0	42,6	67,2	30,3	84,2	54,0	5,5	2,7	9,7
Espagne	59,1	68,8	49,7	72,6	47,6	85,3	58,6	12,0	4,2	22,8
France	56,8	62,3	51,6	70,1	38,1	89,5	56,2	16,9	5,8	29,4
Italie	49,7	61,1	39,0	63,5	31,6	79,4	49,1	14,7	5,7	28,2
Chypre	64,2	72,8	56,0	73,5	40,1	87,8	65,7	7,7	5,0	11,2
Lettonie	62,2	69,9	55,9	74,3	43,3	89,3	71,4	6,4	4,4	8,5
Lituuanie	56,1	63,2	50,1	67,6	30,2	85,1	65,4	6,5	4,6	8,4
Luxembourg	57,0	65,4	48,8	67,8	30,3	85,1	54,5	16,4	(2,5)	35,1
Hongrie	49,9	58,3	42,4	61,2	24,2	81,2	49,1	4,5	3,2	6,0
Malte	49,3	65,7	33,5	58,8	50,9	74,1	39,2	11,7	4,9	24,8
Pays-Bas	66,5	73,5	59,7	79,4	73,4	89,6	64,8	47,2	23,9	75,3
Autriche	61,2	69,0	53,9	74,9	58,3	88,8	57,1	23,6	8,3	41,9
Pologne	53,9	62,5	46,2	63,5	32,2	84,6	48,4	8,3	6,1	11,0
Portugal	62,7	69,6	56,4	74,4	41,2	89,6	64,1	12,1	7,4	17,4
Roumanie	55,1	63,5	47,3	63,5	31,4	80,5	54,7	10,1	9,1	11,3
Slovénie	59,2	65,3	53,3	71,3	41,1	91,7	51,7	9,0	7,2	11,3
Slovaquie	59,1	68,1	50,8	68,6	32,0	88,2	59,1	2,2	1,0	3,8
Finlande	63,2	68,0	58,7	78,1	63,9	89,2	69,3	12,9	8,7	17,6
Suède	64,9	69,1	60,7	80,4	57,7	91,0	77,7	27,0	13,9	41,6
Royaume-Uni	62,6	69,7	55,8	75,6	60,3	85,3	67,7	25,3	11,2	41,9
Islande ³⁾	84,3	88,5	79,8	88,8	85,9	90,2	88,0	20,4	7,9	35,3
Norvège	74,3	77,6	70,9	80,6	64,3	89,1	75,5	28,6	14,5	44,3

1) Base de données NewCronos (état: mai 2009)

2) Valeurs provisoires

3) 2007

T56 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, part d'actifs occupés dans les secteurs économiques, part d'indépendants, niveau de formation, 2008

ESPA / EUROSTAT¹

	Part d'actifs occupés dans les secteurs économiques, en % ³⁾			Part d'indépendants en %	Actifs occupés (25 ans et +) selon la formation, en %		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire		Sans formation postobligatoire	Secondaire II	Tertiaire
Suisse	4,0	22,9	73,1	13,9	9,8	53,7	36,5
UE/AELE							
UE-27	5,7	27,7	66,6	14,9	23,0	48,6	28,5
UE-25	4,5	27,4	68,1	14,7	23,0	47,9	29,1
UE-15	3,5	26,4	70,1	14,4	25,7	44,3	30,1
Belgique	1,5	24,5	74,0	13,1	21,4	39,9	38,7
Bulgarie	8,1	36,0	55,9	11,7	15,1	57,9	27,0
République tchèque	3,7	40,1	56,3	15,5	5,7	77,8	16,4
Danemark	2,9	23,4	73,6	8,6	18,2	43,5	38,4
Allemagne	2,3	29,8	67,9	10,6	11,1	60,0	28,9
Estonie	4,5	35,6	60,0	7,1	9,3	54,7	36,0
Irlande ²⁾	5,5	27,4	67,1	16,5	25,1	36,0	38,8
Grèce	11,6	22,4	66,1	29,2	34,7	38,5	26,8
Espagne	4,5	29,3	66,2	16,5	42,0	23,1	35,0
France	3,5	23,1	73,4	10,0	24,0	44,3	31,7
Italie	3,9	30,3	65,7	24,0	38,3	43,9	17,8
Chypre	4,3	22,7	73,0	18,2	22,8	39,0	38,2
Lettonie	11,0	28,2	60,8	8,6	11,1	61,3	27,6
Lituanie	10,7	30,0	59,3	10,2	5,5	59,0	35,5
Luxembourg	(1,3)	17,6	81,1	6,3	24,4	41,7	33,8
Hongrie	4,6	32,8	62,6	12,0	12,2	63,9	23,9
Malte	2,0	25,7	72,3	12,8	58,7	21,3	20,1
Pays-Bas	3,1	20,2	76,8	12,7	21,3	42,5	36,2
Autriche	5,9	27,4	66,8	11,5	14,9	64,4	20,7
Pologne	15,2	30,6	54,3	19,3	8,6	66,7	24,7
Portugal	11,8	30,4	57,8	23,0	70,0	14,2	15,7
Roumanie	30,1	31,8	38,0	21,2	24,2	60,3	15,4
Slovénie	10,3	34,6	55,1	10,1	14,5	60,1	25,4
Slovaquie	4,2	39,5	56,3	13,4	4,4	78,0	17,6
Finlande	4,6	25,7	69,7	12,1	15,1	44,6	40,4
Suède	2,3	21,7	76,0	10,2	12,4	53,2	34,5
Royaume-Uni	1,4	22,3	76,4	13,0	21,3	43,0	35,8
Islande ⁴⁾	4,9	43,1	52,0	13,8	35,5	34,8	29,7
Norvège	3,0	21,1	75,9	7,5	16,5	45,0	38,5

1) Base de données NewCronos (état: mai 2009)

2) Valeurs provisoires

3) 2007, selon la NACE 1.1

4) 2007 (secteurs économiques: 2006)

T57 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE, taux de sans-emploi sans-emploi de longue durée, durée normale de travail, salaires annuels, 2008

ESPA / EUROSTAT¹ / ESS

	Taux de sans-emploi en %			Jeunes sans emploi en %	Sans-emploi de longue durée en %	Durée normale de travail hebdomadaire, en heures	Salaires bruts annuels, en euro, 2007	Salaires bruts annuels, en PAS ² , 2007
	Total	Hommes	Femmes					
Suisse	3,4	2,8	4,0	7,0	34,3	41,6 ¹¹⁾	46058 ^{3,4)}	34328 ^{3,4)}
UE/AELE								
UE-27	6,8	6,3	7,3	15,1	38,5	40,5	31302 ⁴⁾	...
UE-25	6,8	6,4	7,5	15	38,3	40,5	33738 ⁴⁾	...
UE-15	6,9	6,4	7,5	15	37,6	40,4	36123 ⁴⁾	...
Belgique	6,3	6,0	6,7	14,3	52,6	39,2	37674 ⁴⁾	35480 ⁴⁾
Bulgarie	5,8	5,6	6,0	13,1	50,7	41,5	2626	5708
République tchèque	4,2	3,5	5,2	8,6	51,1	41,3	9071 ⁶⁾	14491 ⁶⁾
Danemark	3,1	2,5	3,7	7,2	16,1	39,4	53165	38830
Allemagne	7,7	7,7	7,8	10,8	53,4	40,4	42382 ⁴⁾	41039 ⁴⁾
Estonie	4,0	4,4	3,6	(8,9)	(34,8)	40,7	6417 ^{5,6)}	10002 ^{5,6)}
Irlande ⁹⁾	5,2	6,2	4,0	10,7	29,4	38,8	40462 ⁵⁾	32907 ⁵⁾
Grèce	7,2	4,7	11,0	20,6	49,6	40,8	16739 ⁷⁾	21423 ⁷⁾
Espagne	10,4	9,1	12,3	23,9	17,6	40,7	21150 ⁴⁾	22667 ⁴⁾
France	7,0	6,5	7,5	16,9	40,4	39,3	31369 ⁴⁾	29225 ⁴⁾
Italie	6,8	5,4	8,7	20,4	47,5	39,3	23406 ^{4,6)}	22491 ^{4,6)}
Chypre	3,2	2,6	3,9	7,1	(11,8)	40,5	21310 ⁴⁾	23646 ⁴⁾
Lettonie	6,3	6,2	6,3	11,9	26,8	41	6690	10285
Lituanie	4,5	5,1	4	(10,8)	(16,9)	39,9	6745 ⁶⁾	11297 ⁶⁾
Luxembourg	5,0	4,3	6,1	(13,5)	38,6	39,9	45284	43100
Hongrie	7,6	7,4	7,9	18,8	47,6	40,6	8952	13625
Malte	6,0	6,0	6,1	12,9	39,6	40,3	11669 ⁴⁾	15900 ⁴⁾
Pays-Bas	2,8	2,5	3,2	5,6	36,3	38,9	38700 ⁵⁾	36796 ⁵⁾
Autriche	3,4	3,1	3,8	6,8	23,6	42,3	36673 ⁴⁾	36227 ⁴⁾
Pologne	7,1	6,6	7,8	17,1	35	41,3	8119 ^{4,6)}	13075 ^{4,6)}
Portugal	7,4	6,4	8,5	14,3	48,3	40,2	15930 ⁴⁾	18582 ⁴⁾
Roumanie	5,6	6,5	4,6	17,4	41	41,3	4828	7462
Slovénie	4,1	3,5	4,9	(9,3)	45,7	41,6	14625 ⁶⁾	19010 ⁶⁾
Slovaquie	10,0	9,0	11,3	19,1	72,8	40,9	8400	13329
Finlande	7,3	7,0	7,5	22,2	14,9	39,1	36126	29753
Suède	6,8	6,5	7,2	25,1	10,9	39,9	36871	31684
Royaume-Uni	5,2	5,7	4,7	13,9	25,5	42,5	46051	41012
Islande ¹⁰⁾	3,2	3,4	2,9	10,1	...	46,6	36764 ⁸⁾	28078 ⁸⁾
Norvège	2,7	2,9	2,5	8,5	11,1	38,5	47221 ⁴⁾	33768 ⁴⁾

1) Base de données NewCronos (état: mai 2009)

2) Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

3) Médiane

4) 2006

5) 2005

6) Equivalents plein temps

7) 2003

8) 2002

9) Valeurs provisoires

10) 2007

11) DNT

(chiffre): fiabilité statistique relative

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>Contact</i>
Service de renseignements individuels	032 713 60 11 info@ bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie (certaines sont disponibles sur disquette/CD-Rom)	032 713 60 60 order@ bfs.admin.ch
Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)	www.statdb.bfs.admin.ch
Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse www.statistique.admin.ch →Services→Les publications de Statistique suisse	

Vie active et rémunération du travail

Vous trouvez sur notre site Internet <http://www.labor-stat.admin.ch> les données détaillées et diverses informations concernant le marché du travail

Des informations plus détaillées sur les aspects méthodologiques des statistiques présentées dans les «Indicateurs du marché du travail» sont disponibles dans les publications suivantes:

- La statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2002
- La statistique de l'emploi (STATEM), Bases méthodologiques 2000, 2002
(N° de commande: 245-0200)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: méthodes déstimation, 2008
(N° de commande: 338-0055, en français uniquement)
- Statistique de l'emploi, Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage, 2008
(N° de commande: 338-0052, en français uniquement)
- Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux (N° de commande: 169-9700)
- SAKE-NEWS 6/95, Chômeurs d'après les normes internationales
(Commande: Tél. 032 713 64 00)
- Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats, 1991–1996 (N° de commande: 282-9600)
- L'enquête suisse sur la population active (ESPA), Concepts, bases méthodologiques, Considérations pratiques (N° de commande: 180-0401)
- L'enquête suisse sur la structure des salaires. Panorama salarial 2006, 2008
(N° de commande: 185-0600)
- Evolution des salaires en 2008, Résultats commentés et tableaux
(N° de commande: 166-0800)
- Enquête sur les conventions collective de travail en Suisse, 2009.
- Accords salariaux conclus pour 2008 dans les domaines couverts par une convention collective de travail (N° de commande: 318-0800)
- Statistique des frontaliers. Bases méthodologiques
(disponible en version électronique uniquement: do-f-03-staf-2008-01)

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2003–2009, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin, la dernière partie de cet ouvrage est constituée de plus de 50 tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

N° de commande

206-0902

Commandes

Tél.: 032 713 60 60

Fax: 032 713 60 61

E-mail: order@ bfs.admin.ch

Prix

22 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03237-4